

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

1878 — 1879

JX
3
A6

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

TOURS — IMPRIMERIE E. MAZEREAU

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1878 — 1879

RECUEIL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

TOME PREMIER

18^e ET 19^e ANNÉES

JANVIER, FÉVRIER, MARS

1878-1879

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1969

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1878—1879

PREMIÈRE PARTIE

CORRESPONDANCE DIPLOMATIQUE

ÉCHANGÉE ENTRE

LE GOUVERNEMENT BELGE ET LE SAINT-SIÈGE

1878 — 1879

N° 1

M. FRÈRE-ORBAN, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

A M. LE BARON D'ANETHAN

MINISTRE DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE

Bruxelles, 21 juin 1878.

Monsieur le Baron,

J'ai l'honneur de vous informer que le Roi a daigné agréer la combinaison que j'ai soumise à Sa Majesté et me conférer les fonctions de Ministre des affaires étrangères.

Le parti que le vœu du pays vient de porter au pouvoir a eu plusieurs fois l'occasion d'exposer, au sein de la législature, ses vues sur le changement que les événements politiques de la Péninsule devaient entraîner dans la représentation diplomatique de la Belgique en Italie; à trois reprises, en 1872, 1873 et 1875, vous ne l'ignorez point, Monsieur le baron, il a voté pour la suppression de notre légation auprès du Saint-Siège.

ARCH. DIPL. 1878-1879. — I.

Le Ministère, à peine formé, n'a pas encore délibéré sur l'époque à laquelle cette mesure pourra se réaliser.

Je me réserve donc de vous adresser en temps opportun une communication à ce sujet.

En attendant, Monsieur le baron, rien ne s'oppose à ce que vous preniez le congé que vous avez demandé et je saisis avec empressement, etc.

Signé : FRÈRE-ORBAN.

N° 2

LE MINISTRE DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Reçue le 27 juin 1878.)

Rome, le 24 juin 1878.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la dépêche du 21 de ce mois, par laquelle vous avez bien voulu m'annoncer que le Roi, en agréant la combinaison que vous avez soumise à Sa Majesté, a daigné vous conférer les fonctions de Ministre des affaires étrangères. Vous me rappelez en même temps les votes émis en 1872, 1873 et 1875 au sujet de la suppression de la Légation de Belgique près du Saint-Siège, et vous ajoutez que le Ministère, à peine formé, n'ayant pas encore délibéré sur l'époque à laquelle cette mesure pourra se réaliser, vous m'adresserez en temps opportun une communication à cet égard. Je serai très charmé de la recevoir et de connaître les intentions du Gouvernement de Sa Majesté.

Je vous suis très reconnaissant de l'obligeance avec laquelle vous m'accordez le congé que j'ai sollicité récemment. Je compte en profiter dans quelques jours.

Veillez agréer, etc.

Signé : BARON A. D'ANETHAN.

N° 3

M. REUSENS, CHARGÉ D'AFFAIRES DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Reçue le 7 juillet 1878.)

(EXTRAIT.)

Rome, le 4 juillet 1878.

Monsieur le Ministre,

La veille de son départ de Rome, le baron d'Anethan a eu l'honneur d'être reçu par le Saint-Père. Dans cette audience, le Souverain Pontife, après avoir parlé, comme il ne manque jamais l'occasion de le faire, de son affection pour la Belgique, a profondément déploré les attaques incessantes dont notre Constitution est l'objet de la part de certains journaux : « Les catholiques, a dit Sa Sainteté, doivent respecter les lois de leur pays, et ils le doivent surtout lorsque ces lois, comme la loi fondamentale chez vous, sont favorables à l'Eglise. Votre Constitution est un contrat, un pacte loyalement consenti par tous ; tous sont donc obligés à la maintenir et à la défendre. Au reste, le Pape et les catholiques ont en Belgique des libertés et des droits importants : je nomme directement vos évêques, et je gouverne l'Eglise belge sans entraves. Ce sont là des avantages considérables que je n'ai pas dans les pays concordataires ni dans bien d'autres. »

Le baron d'Anethan ayant fait remarquer à Sa Sainteté combien il serait heureux que ces sentiments du Chef des fidèles fussent connus en Belgique, Léon XIII répondit : « Je le désire autant que vous et je vous autorise à répéter ce que je viens de vous dire. Je connais votre pays depuis quarante ans et ma manière de voir à cet égard a toujours été la même. Je me suis d'ailleurs déjà exprimé dans ce sens avec le cardinal Dechamps et plusieurs de vos compatriotes que j'ai vus depuis mon avènement. J'espère que mes désirs seront remplis. »

Ces paroles sont presque textuellement celles du Pape, et je vous les rapporte d'après les instructions que j'ai reçues de M. le baron d'Anethan au moment où il a quitté Rome.

Je me permettrai d'ajouter que ce n'est pas la première fois que Léon XIII tient ce langage, en parlant de la Belgique et de

ses institutions. La correspondance de la Légation de cette année en fournit les preuves.

.....
Veuillez agréer, etc.

Signé : GEORGE REUSENS.

.....
N° 4

LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Reçu le 30 juillet 1878.)

(EXTRAIT.)

Rome, le 26 juillet 1878.

Monsieur le ministre,

.....
Dans ma dernière entrevue avec le Secrétaire d'Etat, Son Eminence, en me parlant de la récente polémique de nos journaux, m'a dit qu'elle déplorait et désapprouvait les attaques dirigées contre nos institutions nationales par certains écrivains catholiques. Le Cardinal m'a assuré que ces attaques ne recevraient jamais de sa part le moindre encouragement direct ni indirect. Son Eminence a ajouté qu'Elle désirait que ses sentiments à cet égard vous fussent connus. C'est donc d'après le désir exprimé par le Secrétaire d'Etat lui-même que je rapporte ses paroles.

Ce langage ne doit causer aucune surprise, car il est non seulement l'expression de la manière de voir personnelle du Cardinal, mais surtout l'écho d'une voix plus autorisée encore et qui s'est déjà élevée en plusieurs circonstances pour faire l'éloge de nos institutions nationales.

.....
Je vous prie d'agréer, etc.

Signé : GEORGES REUSENS.

N° 5

LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Reçue le 24 août 1878.)

(EXTRAIT.)

Rome, le 20 août 1878.

Monsieur le ministre,

Dans ma première entrevue avec le nouveau Secrétaire d'Etat, j'ai rapporté à Son Eminence les dernières paroles prononcées par le cardinal Franchi au sujet de la Belgique. Ces paroles, vous vous en souviendrez, monsieur le Ministre, étaient une désapprobation, un blâme formel à l'adresse de ceux qui attaquent notre Constitution.

En faisant connaître au cardinal Nina l'opinion exprimée par son prédécesseur, j'ai cru pouvoir lui demander s'il partageait à cet égard les mêmes idées.

Son Eminence me répondit que très certainement tels étaient ses sentiments personnels ; mais, a-t-elle ajouté, je veux en parler au Pape, et je vous donnerai la réponse prochainement.

A l'audience suivante, c'est-à-dire hier, le Cardinal m'a dit qu'il avait, en effet, entretenu le Saint-Père à ce sujet. Sa Sainteté l'avait autorisé, de la manière la plus absolue, à me donner l'assurance que les attaques contre les institutions nationales ne recevraient au Vatican ni appui, ni encouragement, et que le cardinal Franchi, en me parlant comme il l'avait fait quelques jours avant sa mort, avait exprimé non seulement une opinion personnelle, mais celle du Pape lui-même.

Léon XIII avait ajouté qu'il désirait que le même langage fût encore tenu aujourd'hui par son Secrétaire d'Etat, que lui-même d'ailleurs, déjà en différentes circonstances, avait recommandé aux catholiques le respect et l'obéissance aux lois de leur pays, que cette recommandation il l'avait faite d'une manière spéciale aux catholiques belges, parce que leur régime politique est des plus favorables au développement des intérêts de la religion. Enfin le Pape avait résumé sa pensée par ces mots : Ces attaques font du tort à la Belgique, elles en font aussi à l'Eglise ; il faut donc les désapprouver et les blâmer.

Telle est, monsieur le Ministre, la réponse que j'ai reçue du cardinal Nina, et Son Eminence, en me la rapportant, a ajouté : Je suis heureux que les sentiments personnels, que je vous ai manifestés il y a quelques jours, aient reçu une si haute et si complète approbation.

J'ai cru devoir vous signaler ce premier entretien que j'ai eu l'honneur d'avoir avec le successeur du cardinal Franchi. Il en résulte que l'avènement du nouveau Secrétaire d'Etat n'apportera aucun changement dans la conduite si heureuse que la politique du Vatican a prise à l'égard de notre pays depuis l'avènement de Léon XIII.

Je vous prie, monsieur le Ministre, d'agréer, etc.

Signé : GEORGE REUSENS.

N° 6

LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

(Reçue le 17 septembre 1878.)

(EXTRAIT.)

Rome, le 13 septembre 1878.

Monsieur le Ministre,

Les usages de la Cour du Vatican permettent aux chargés d'affaires intérimaires d'être reçus en audience particulière par le Pape, et de remettre en personne à Sa Sainteté les lettres autographes de leurs Souverains.

Conformément à cette coutume, j'ai eu l'honneur d'être admis aujourd'hui en la présence du Saint-Père, et de déposer entre ses mains la réponse du Roi à la lettre de félicitations que Léon XIII avait adressée à Sa Majesté, à l'occasion du 25^e anniversaire de son mariage.

Le Pape m'a accueilli avec la plus grande affabilité. Après s'être informé avec sollicitude de la santé de Leurs Majestés et de la Famille royale, il m'a dit qu'il avait vu avec la plus grande satisfaction les manifestations enthousiastes qui avaient éclaté en Belgique à l'occasion des noces d'argent de nos Souverains.

« Les Belges sont heureux, a-t-il ajouté, et ils le doivent en grande partie à leurs Rois ; ils ont donc raison de se montrer envers eux pleins d'attachement et de reconnaissance. J'ai en quelque sorte vu planter l'arbre dynastique sur le sol belge ; je constate avec bonheur qu'il y a poussé de profondes racines. Aussi je prie Dieu de continuer à protéger votre excellent pays, afin qu'il soit préservé des crises de l'avenir, comme il l'a été heureusement de celles du passé. »

Le Pape m'a entretenu ensuite d'un sujet plus délicat : il m'a parlé des rumeurs répandues au sujet de la suppression de la Légation de Sa Majesté et m'a interpellé directement en me demandant si je pouvais lui donner des renseignements à cet égard.

J'ai répondu que j'ignorais ce qu'il y avait de fondé dans ces rumeurs, et que je n'avais reçu aucune communication qui me permit de satisfaire au désir que Sa Sainteté venait d'exprimer.

Le Pape n'a pas insisté, mais il a ajouté les réflexions suivantes : « J'espère que cette éventualité ne se réalisera pas ; car, si elle avait lieu, j'en serais vivement peiné ; j'ai eu de tout temps une affection particulière pour la Belgique ; comme nonce, comme évêque et comme pape, je n'ai jamais laissé échapper une occasion de le prouver. Je serais donc plus sensible à un acte semblable venant de votre pays que de tout autre, d'autant plus que je n'y ai donné aucun prétexte ; j'ai montré, au contraire, depuis que j'occupe ma nouvelle position, et en plusieurs circonstances, que je suis animé des meilleures intentions pour le Roi, pour le Gouvernement et pour la Nation ; je ne vois donc pas le motif pour lequel les Belges prendraient à mon égard une attitude qui me causerait une grande douleur. Oui, je serais très affecté si le pays que j'aime entre tous me retirait sa représentation au lendemain de mon avènement. Mais je ne puis l'admettre, et la Belgique ne voudra pas occasionner ce chagrin au pape. »

Ces paroles, monsieur le Ministre, sont textuellement celles prononcées par le Saint-Père, et c'est d'après son désir que j'ai l'honneur de vous les rapporter. Je dois ajouter que le Pape, en s'exprimant comme je viens de le dire, montrait une visible émotion ; il était évident que l'idée de la suppression éventuelle de la Légation le préoccupait vivement et lui faisait une très pénible impression.

Léon XIII m'a encore entretenu de la situation politique du pays, et il a répété à différentes reprises et sous différentes formes ce qu'il a déjà dit personnellement ou par l'intermédiaire

de son Secrétaire d'Etat, au sujet du respect que les catholiques doivent témoigner à la Constitution. « C'est un pacte, a-t-il dit, il faut qu'il soit loyalement observé, et puisqu'il a donné aux Belges un demi-siècle de paix, je ne vois pas les raisons pour y apporter des changements ou même pour les désirer. »

Enfin, Sa Sainteté m'a congédié en me disant qu'elle bénissait de grand cœur la Belgique tout entière et qu'elle priait Dieu de continuer à lui assurer l'union et la prospérité.

Je vous prie, monsieur le Ministre, d'agréer, etc.

Signé : GEORGE REUSENS.

N° 7

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU CHARGÉ D'AFFAIRES
DE BELGIQUE, PRÈS LE SAINT-SIÈGE

Bruxelles, le 22 septembre 1878.

Monsieur le chargé d'affaires,

Depuis la suppression du pouvoir temporel, des agitations, suscitées par des causes diverses, ont troublé le pays.

Nos institutions ont été l'objet des attaques les plus violentes.

Les doctrines des Encycliques et du *Syllabus*, maintenues jusque-là dans l'ombre, ont été produites ouvertement, et la presse catholique, à une ou deux exceptions près, a été unanime à les opposer à nos principes constitutionnels.

Un journal a été spécialement fondé dans la capitale avec l'appui des évêques belges à cause de la tiédeur que l'on reprochait au *Journal de Bruxelles*, qui était notoirement l'organe officieux du cabinet.

En même temps la Belgique devenait le foyer d'une propagande dirigée contre des actes de Gouvernements étrangers et de nature à compromettre nos relations internationales ; sous la pression de l'opinion publique, dont l'opposition parlementaire était l'écho, le cabinet catholique se trouva même dans la nécessité d'adhérer à une motion parlementaire de la minorité ayant pour objet d'infliger un blâme à un évêque.

Des prétentions de tous genres se sont fait jour, auxquelles

le Gouvernement a dû résister et que les tribunaux ont condamnées.

Une fois appelé à s'expliquer sur des manifestations que des Belges, se disant les organes de tous les catholiques, allaient successivement faire à Rome, le Ministre des affaires étrangères déclara à la Chambre, par forme de désaveu, que l'existence d'une légation auprès du Souverain Pontife serait justifiée par cela seul qu'elle aurait mission de dire au Pape que les catholiques belges n'étaient point d'accord avec ceux qui s'arrogeaient le droit de parler en leur nom.

Néanmoins, pendant toute cette période, la Légation restait absolument muette; elle ne faisait aucune démarche, le cabinet ne paraissant point avoir jugé utile de réclamer l'intervention du pouvoir spirituel pour modérer le clergé, dont l'attitude inquiétait à bon droit le pays.

La correspondance ne se compose, en effet, que de quelques lettres récentes portant sur des points secondaires comme ceux relatifs à des mesures vexatoires prises par un évêque à l'égard des élèves de certaines écoles laïques placées sous le contrôle de l'autorité publique; d'autres communications renferment des explications peu catégoriques, et d'ailleurs assez inutiles, concernant la revision, qui semblait poursuivie par quelques personnes, des dispositions constitutionnelles qui régissent le mariage civil.

Au mois de mars dernier, lorsque notre Ministre remit à Léon XIII ses lettres de créance, Sa Sainteté se plaignit que l'on attribuât au Saint-Siège l'intention de dominer les pouvoirs civils, tandis qu'il recommandait, au contraire, l'obéissance aux Gouvernements établis, le respect des lois; quelques jours auparavant, le Secrétaire d'Etat avait aussi eu l'occasion de faire part au baron d'Anethan de l'intention du Pape de chercher à tempérer le zèle, souvent excessif de la plupart des prélats belges.

C'étaient là de vagues aspirations, fort peu définies, indiquées seulement dans le cours d'une conversation générale.

Mais aussitôt après les élections de juin, l'attitude de la cour de Rome se modifie complètement.

Par diverses dépêches, la Légation rend compte d'entretiens dans lesquels on désapprouve en termes formels les catholiques qui attaquent la Constitution; le pape lui-même autorise le Secrétaire d'Etat à déclarer au chef de la légation que les attaques contre les institutions nationales ne recevraient au Vatican ni appui ni encouragement.

Il est tout au moins singulier que l'on ait attendu, pour pa-

raitre condamner les agissements que je viens de rappeler, la chute du ministère catholique et l'avènement d'un ministère libéral, dont la mission est de sauvegarder les droits de la société civile.

Vous le savez, monsieur le chargé d'affaires, nous n'avons provoqué d'aucune manière l'expression de ces sentiments.

Nous ne nous croyons pas autorisés à entrer en discussion sur un pareil sujet.

La Constitution a séparé l'Etat et les Eglises en proclamant la liberté des cultes ; elle a interdit à l'Etat d'intervenir dans la nomination et l'installation des ministres des cultes, dans les actes et les rapports des supérieurs spirituels avec leurs subordonnés ou les fidèles.

L'abstention est donc pour nous un devoir ; entièrement étrangers aux affaires de la curie romaine, nous n'avons constitutionnellement aucune action à exercer sur le clergé.

Nous ne saurions d'ailleurs nous prévaloir des assurances qui vous ont été données sans nous exposer à un désaveu ou, tout au moins, à des réclamations.

Les conversations particulières non destinées à la publicité ont-elles été bien saisies ? La pensée des interlocuteurs a-t-elle été bien rendue ? N'en a-t-on pas exagéré le sens de la meilleure foi et sans le vouloir ?

Ce n'est donc ni dans cette forme ni de cette manière que les paroles rapportées pourraient produire quelque effet.

Elles tendraient uniquement à nous désarmer, tandis que nos adversaires seraient laissés en pleine liberté de continuer la lutte.

Si l'on veut arrêter les entreprises que nous redoutons et auxquelles nous sommes tenus de résister, c'est ailleurs et autrement qu'il convient de parler.

Alors il y aurait une situation réellement nouvelle ; le clergé cesserait de répudier et de flétrir les institutions libres, et l'on pourrait espérer bientôt la pacification des esprits.

J'ai tenu, monsieur le chargé d'affaires, à vous faire connaître l'impression du Gouvernement du Roi ; vous n'avez pas à la communiquer au Vatican ; car, officiellement, nous n'avons pas le droit d'intervenir en ces matières et je ne veux pas examiner, pour le moment, quelle pourrait être la convenance, quels seraient éventuellement la valeur et les effets d'une intervention officieuse, par voie d'insinuation ou de conseil auprès du Chef spirituel de la catholicité, pour obtenir que l'on mette un terme aux attaques incessantes dirigées par le clergé et la presse

catholique contre les droits que la Constitution garantit aux citoyens.

Agrérez, etc.

Signé : FRÈRE-ORBAN.

N° 8

LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
(Reçue, le 3 octobre 1878.)

Rome, le 29 septembre 1878.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur de recevoir votre dépêche du 22 septembre et j'ai pris connaissance de cette importante communication avec toute l'attention qu'elle réclamait de ma part.

En rendant compte au Gouvernement du Roi des déclarations qui m'avaient été faites par le Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté, je n'avais pu indiquer les causes de l'attitude nouvelle du Saint-Siège : le cardinal Nina ne me les avait pas fait connaître, et je ne m'étais pas permis d'interroger Son Eminence. Bien moins encore, dans ma position de gérant intérimaire de cette mission, me suis-je cru autorisé à émettre une appréciation personnelle. Je me suis borné au simple rôle de rapporteur exact et consciencieux.

Mais aujourd'hui que vous semblez désirer de connaître les raisons qui ont déterminé cette nouvelle ligne de conduite du Vatican et que vous signalez avec quelque surprise la coïncidence des déclarations du Saint-Siège avec l'avènement du nouveau ministère, je me suis fait un devoir de demander à cet égard des éclaircissements. Je me suis adressé aux meilleures sources et j'ai obtenu les explications suivantes.

Il y a, en effet, coïncidence entre l'arrivée au pouvoir du cabinet belge et les communications faites à la Légation ; mais cette coïncidence est fortuite et dépend de ce que l'élection de Léon XIII et la formation d'une nouvelle administration ont eu lieu presque à la même époque. Le changement qui s'est produit dans les dispositions du Vatican envers le pays tient à une

cause plus générale : il résulte de la politique d'apaisement et de conciliation inaugurée par le Pontife actuel à l'égard de tous les Gouvernements indistinctement.

Mais je me hâte d'ajouter, monsieur le Ministre, que l'expression aurait trahi ici la pensée si l'explication qui vient d'être donnée devait être interprétée dans ce sens que le Saint-Siège ne tiendra pas compte des désirs que manifesterait ceux qui dirigent aujourd'hui la politique du pays. J'ai la certitude du contraire : le Vatican prend actuellement en très sérieuse considération les conseils des hommes d'Etat dont, sans doute, il peut ne pas partager les opinions, mais dont il sait hautement apprécier le talent.

Dès le début de son règne, au lendemain de son élection, Léon XIII a manifesté les heureuses dispositions dont il vient d'être question dans les lettres adressées à différents Souverains, pour leur notifier son élection au Trône pontifical.

Il existe des documents qui n'ont pas encore été publiés et dans lesquels se trouve révélée, d'une manière plus complète encore, la direction nouvelle imprimée à la politique du Vatican.

Mes relations personnelles m'ont permis de prendre lecture d'un de ces documents importants : c'est une circulaire adressée aux Nonces par le cardinal Nina à l'occasion de sa nomination au poste de Secrétaire d'Etat.

Cette pièce renferme les considérations les plus élevées et les plus sages sur la situation du Saint-Siège dans ses rapports avec la société civile moderne. Je crois qu'il n'est pas sans intérêt d'en donner quelques extraits.

Le nouveau Secrétaire d'Etat, après avoir dit que sa politique s'inspirera des mêmes idées modérées qui dirigeaient celle de son prédécesseur, s'exprime en ces termes :

« Le Saint-Père désire remédier aux maux dont souffre l'Eglise ; il est convaincu que la plupart doivent être attribués non à des inimitiés décidées et irréconciliables, mais proviennent d'idées fausses et de préjugés... »

« Le vœu du Pape est de vivre en paix avec toutes les Puissances, et Sa Sainteté, loin de vouloir se séparer du mouvement et de la vie civile des Etats et des nations, désire leur apporter le contingent des trésors de l'Eglise et de la force des peuples catholiques, intimement liée à la puissance organisatrice du Saint-Siège. »

Le cardinal énumère les résultats avantageux que cette politique a déjà produits : l'accueil fait par le congrès de Berlin aux réclamations du Vatican en faveur des catholiques d'Orient, le

rapprochement d'un représentant du Saint-Siège et du chancelier allemand, enfin l'amélioration des relations avec les Puissances, laquelle s'est déjà manifestée dans plusieurs pays.

La circulaire trace ensuite la conduite que les nonces auront à garder pour seconder les intentions du Pape.

« Afin d'arriver à ce but, ils doivent veiller à ce que, dès qu'une difficulté surgit entre le pouvoir religieux et le pouvoir civil, ni l'un ni l'autre ne se fasse justice à lui-même, mais recoure au Saint-Siège, lequel veut non seulement éviter les malentendus, mais encore peut les empêcher plus facilement lorsqu'il en a connaissance à temps (c'est-à-dire avant que la publicité n'en ait altéré le fond et envenimé les termes) et se trouve plus en mesure, au moyen de son impartiale action, de sauvegarder la convenance et la dignité des parties intéressées. Car on ne peut nier que la majeure partie des conflits qui ont éclaté, dans notre siècle, entre le Saint-Siège et les Puissances doit être attribuée au fait que la presse périodique s'en est emparée avant qu'ils ne fussent portés sur le seul terrain où on aurait pu les étouffer dans leur germe, celui des rapports diplomatiques qui unissent le Chef de l'Eglise aux Princes et aux Chefs des Gouvernements civils. »

Enfin le cardinal termine de la manière suivante :

« Le rapprochement désiré avec les Puissances et la pacification des âmes ne pourront, dans aucun pays, être compromis ni par le fait du Saint-Siège, ni par une attitude contraire à leurs devoirs (*indebita*) de ceux qui considèrent comme leur plus grand honneur d'en exécuter, à quelque prix que ce soit, les ordres vénérés. Et cela parce que l'Eglise possède des trésors inépuisables, des ressources innombrables avec lesquels elle peut satisfaire tous les besoins et tous les désirs des pouvoirs constitués, pourvu que ceux-ci correspondent à ces mêmes sentiments et n'exigent jamais d'elle le sacrifice d'aucun de ces principes. »

Tel est, monsieur le Ministre, le résumé de cette circulaire dans les parties qui peuvent intéresser la Belgique. J'ai tenu à citer presque textuellement les principaux passages de cette pièce, parce qu'elle expose, dans un langage empreint de la plus grande modération, la ligne politique que le Saint-Siège entend suivre désormais dans ses relations avec les Puissances, et parce qu'elle explique aussi implicitement les raisons qui ont déterminé l'attitude nouvelle de la curie à l'égard de nos institutions nationales.

Il est vrai que toutes les idées développées par le Secrétaire d'Etat ne sauraient trouver leur application dans les pays où

l'Eglise romaine n'a pas une situation prépondérante, mais il n'en est pas moins certain que, quant aux conseils donnés par son Eminence, ils seront utiles aux catholiques partout.

Maintenant, monsieur le Ministre, après vous avoir exposé les causes qui ont amené les déclarations faites à la Légation royale, je tiens à dire que je n'ai en rien exagéré ni amoindri les communications que j'ai reçues ; je les ai transmises fidèlement et consciencieusement.

Cette observation a trait à l'ensemble de mes informations, mais elle se rapporte spécialement à ma dépêche du 20 août, dans laquelle il est dit que le Pape désapprouvait formellement les attaques contre la Constitution belge et que Sa Sainteté avait autorisé son Secrétaire d'Etat à me déclarer que ceux qui se permettraient ces attaques ne rencontreraient au Vatican ni appui ni encouragement.

Je confirme l'exactitude de ces paroles de la manière la plus absolue, et non seulement je ne crains pas un désaveu, mais je suis certain de ne pas m'y être exposé.

Les sentiments que l'on a manifestés à Rome dans ces derniers temps ont sans doute une grande importance pour la Belgique, mais il faut espérer que, selon votre désir, « on parlera encore ailleurs et dans une autre forme. » Au reste, je le présume : le langage qui m'a été tenu est l'écho de hautes sphères, et il y a lieu de croire que cet écho arrivera en Belgique par d'autres voies encore que par la voie diplomatique.

Peut-être des insinuations dans ce sens seraient-elles favorablement accueillies dans les dispositions où l'on se trouve actuellement. Ce qui est hors de doute, c'est que (sans chercher à les imposer) la curie saurait trouver les moyens de faire entendre chez nous, concernant cette question, des conseils de sagesse et de prudence.

Je vous prie d'agréer, etc.

Signé : GEORGE REUSENS.

N^o 9

LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Reçue le 4 novembre 1878.)

Rome, le 31 octobre 1878.

Monsieur le ministre,

Les journaux belges ont fait connaître à Rome un télégramme adressé par le cardinal Nina aux rédacteurs du *Bien public* de Gand.

Les termes de ce télégramme avaient été interprétés par la presse dans un sens tellement contradictoire avec les déclarations que le Secrétaire d'État m'avait prié de vous transmettre, il y a quelque temps, que je me suis cru autorisé à en faire (en mon nom personnel) la remarque à Son Eminence.

Il a été tenu compte au Vatican avec empressement de cette observation tout officieuse, et je viens d'apprendre que, par ordre du Pape, le cardinal Nina a adressé hier une dépêche au Nonce, dans laquelle Son Eminence proteste avec énergie contre les conclusions qu'on a tirées de son télégramme et expose la ligne de conduite modérée que le Saint-Siège entend garder à l'égard de notre pays.

Je n'ai pas eu cet important document sous les yeux, mais j'en ai obtenu un résumé, que je crois exact, dans une conversation confidentielle.

Il est probable que le Gouvernement du Roi recevra, par l'une ou l'autre voie, communication de cette pièce; peut-être même cette communication aura-t-elle un caractère officiel. Je pense donc qu'il n'est pas sans intérêt de vous transmettre, sans aucun retard, ce que j'ai appris sur le contenu de cette dépêche.

« Le cardinal proteste vivement contre les déductions et l'interprétation faites de son télégramme.

« Le Saint-Siège, dit-il, *désapprouve hautement (altamente)* tout acte d'hostilité contre les pouvoirs établis.

« Il n'admet toutefois pas que l'on puisse considérer comme tel, dans un pays où existe la liberté de la presse, la libre *discussion* « doctrinale » des lois et des modifications éventuelles qui pourraient être apportées à ces lois.

« Cependant, comme le Saint-Siège tient à la plus grande

concorde et à la paix des sociétés civiles, *il déplore et réprouve toute idée et tout langage excessifs.*

« Si les Gouvernements, ajoute le cardinal, qui exercent une influence sur les journaux, ne peuvent être rendus responsables de tout ce que ceux-ci écrivent, à plus forte raison le Saint-Siège, qui n'exerce aucune action sur la presse catholique, ne saurait-il être considéré comme solidaire des écarts de celle-ci.

« Son Eminence déplore que la défense des intérêts de l'Eglise soit envisagée comme un acte d'hostilité envers le pays, et elle le déplore surtout au point de vue de la confusion des idées qui pourrait en naître dans l'esprit des masses, lesquelles en arriveraient à penser qu'on ne saurait être à la fois bon catholique et bon citoyen.

« Le Secrétaire d'Etat termine en manifestant l'espoir que les idées qu'il a exposées seront de nature à prouver que le Saint-Siège, plus que jamais, a le désir d'assurer la tranquillité des pays, quels que soient leurs formes constitutives et les hommes qui se succèdent au pouvoir. »

Il est évident que ce résumé est incomplet ; cependant il donne un aperçu assez général des idées qui sont développées dans ce document et du ton modéré qu'on a pris à tâche d'y faire dominer.

Maintenant vous me permettrez d'ajouter, monsieur le Ministre, que j'éprouve une certaine satisfaction à pouvoir vous adresser cette communication, parce qu'elle constitue, dans son ensemble, une confirmation des renseignements qu'à différentes reprises j'ai eu l'honneur de vous donner au sujet des tendances politiques du Pape actuel, soit au point de vue européen, soit plus spécialement en ce qui concerne la Belgique.

Je vous prie, monsieur le Ministre, d'agréer, etc.

Signé : GEORGE REUSENS.

N° 10

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU CHARGÉ D'AFFAIRES
DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE

Bruxelles, le 12 novembre 1878.

Monsieur le chargé d'affaires,

J'ai sous les yeux votre dépêche du 31 octobre, qui me rend compte des communications que vous avez reçues à la suite d'une

démarche faite « en votre nom personnel » à propos des discussions auxquelles a donné lieu le télégramme adressé par le cardinal Nina, Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté, aux rédacteurs du *Bien public* de Gand.

Vous aviez été frappé de la contradiction qui existe entre les termes de ce télégramme, tels qu'ils ont été interprétés par la presse, et les sentiments qui vous ont été exprimés dans de récentes conversations avec Son Eminence.

Bien que vous ayez spontanément ressenti les effets de ce télégramme, il serait difficile de vous faire, à distance, une idée exacte de l'impression déplorable qu'il a produite dans le pays. S'il a confirmé dans son attitude la presse périodique qui est en harmonie complète avec le *Bien public* et qui constitue, à une ou deux exceptions près, toute la presse catholique, il a fortifié, chez ses adversaires, la croyance que les attaques contre les principes de liberté consacrés par nos institutions sont hautement approuvées par le Saint-Siège.

Depuis 1870 ces attaques ont pris un caractère de gravité qu'elles étaient loin d'avoir jusque-là.

Les principes de liberté de culte, d'opinion, d'enseignement, de presse, d'association, répudiés par des catholiques, à un point de vue qui semblait d'abord purement spéculatif, étaient défendus par d'autres catholiques, en Belgique surtout, suivant une tradition non interrompue depuis 1830, et cette défense, à peine atténuée après les encycliques de 1832, et de 1864, fut reproduite à chaque occasion par des hommes politiques considérables connus sous le nom de catholiques-libéraux, lorsque l'on annonça résolument l'intention de transformer la théorie sociale en une règle de conduite des fidèles non seulement dans la vie privée, mais dans la vie publique, où il fallait en préparer la réalisation.

Ces catholiques-libéraux ont été poursuivis dans ces dernières années avec une grande rigueur. Leurs opinions ont été condamnées par le pape Pie IX; elles ont été déclarées plus dangereuses que celles des communards.

Ces proscriptions ont naturellement inspiré un redoublement d'ardeur de la presse catholique contre *les droits* que la Constitution garantit aux citoyens belges.

Les défenseurs de ces droits, les libéraux, ont été, à bien plus forte raison, dénoncés comme des ennemis de la religion, bien que l'immense majorité, parmi eux, fasse profession d'appartenir à la religion catholique.

Dans les nombreuses écoles ouvertes par le clergé à la faveur

de la liberté d'enseignement, toutes les libertés publiques sont traitées comme de dangeureuses hérésies.

Les professeurs de l'Université de Louvain sont nommés par les évêques, et l'un des plus éminents, celui qui donne le cours de droit public, enseigne depuis longtemps qu'il faut préparer les esprits à réformer la Constitution pour y substituer ce qu'il nomme « les véritables lois de la société chrétienne. »

Ce professeur, honoré par Pie IX de brefs pontificaux les plus formels, est l'objet de toutes les attentions, de tous les hommages du monde ultramontain, et dans ses leçons comme dans ses livres se trouve l'expression la plus haute et incontestée de l'enseignement qui se donne à l'Université de Louvain.

Le clergé favorise les journaux et les écrits qui manifestent une hostilité sans déguisement contre les libertés publiques. Les publicistes qui se livrent aux attaques les plus violentes se déclarent absolument soumis aux évêques, prêts à se taire ou à parler selon que ceux-ci l'ordonneront. Des évêques ont contribué à fonder dans la capitale un de ces journaux absolutistes pour combattre le *Journal de Bruxelles*, qui, organe officieux du dernier cabinet catholique, ne se montrait point assez soumis aux doctrines ultramontaines.

Les idées que répandent ces journaux ne laissent place à aucun équivoque. En voici quelques exemples : on en pourrait trouver de plus caractéristiques encore :

« C'est bien à des catholiques professant des sentiments de soumission publique à l'enseignement infallible du Vicaire de Jésus-Christ, c'est à ceux-là que Pie IX recommande d'accepter cet enseignement comme guide de leurs intelligences et *comme règles de leur conduite publique et privée*. A quoi servirait, en effet, une adhésion banale et une obéissance extérieure aux encycliques et au *Syllabus*, si cette adhésion n'impliquait point *l'abandon de théories sociales et politiques* tout imprégnées de libéralisme, si cette obéissance n'avait aucun retentissement dans notre vie? »

(*Bien public*, mai 1873.)

Il est vraiment douloureux que des catholiques, d'ailleurs intelligents et animés des intentions les plus droites, n'aient pu se dégager plus complètement de l'illusion libérale. Leur esprit s'obstine à méconnaître la réalité des faits et à espérer le salut de ce qui cause notre perte. Le Saint-Père a parlé si haut, si souvent et si fort contre le *libéralisme catholique*, que certainement les hommes politiques que nous avons en vue ne vou-

draient à aucun titre s'attirer l'épithète de « *catholiques-libéraux* ».

« Qu'est-ce cependant que le *catholicisme libéral*, sinon l'erreur opiniâtre qui attend d'excellents résultats d'un régime basé sur le faux et funeste principe de la liberté en tout et pour tous ? Ce n'est pas seulement la glorification théorique de ce régime qui a encouru les sévères censures du Saint-Siège ; ce sont aussi ces apologies pratiques qui aboutissent en dernière analyse à dire au Pape : « En principe, il est possible que vous ayez raison ; mais en fait, vous avez tort et l'expérience dément vos enseignements. »

« C'est assez dire que nous ne saurions voir, par exemple, dans les stipulations de notre Charte les lois fondamentales qui conviennent à un peuple mûr pour la liberté vraie.

« Nous croyons au contraire que cette législation imprégnée de scepticisme, neutre entre l'erreur et la vérité, « aussi étrangère à la religion qu'à la géométrie », insouciante des droits de Dieu, désarmée contre le débordement du blasphème et de la corruption, révèle un état social déplorable et dont il n'y a pas lieu de s'enorgueillir. »

(*Bien public*, avril 1876.)

« En présence des faux principes établis dans la Constitution belge, l'autorité ecclésiastique remplit son devoir en éclairant le peuple sur les points qui réclament les perfectionnements prévus. »

(*Gazette de Liège*, mars 1876.)

« La Constitution n'est pas parfaite, loin de là ; nous ne l'aimons pas, nous la subissons, mais nous la subissons loyalement, avec regret, en attendant mieux. »

(*L'Étudiant catholique*, mai 1877.)

« Nous ferons de la modification complète de la Constitution dans un sens catholique le but de nos efforts.

« Pour être enfant de l'Eglise, il faut accepter de tout cœur les condamnations portées récemment par elle dans le *Syllabus* en 1864 et les *Encycliques* de 1832 et de 1864 ; c'est dur pour quelques-uns, mais ce n'en est pas moins une obligation stricte et indiscutable. Nos adversaires savent cela aussi bien que nous, et à chaque occasion ils le répètent à ces bons politiques de la droite qui embouchent la trompette constitutionnelle comme s'il n'y avait pas de *Syllabus*.

« En vue de l'avenir, les catholiques annonceront donc fran-

chement leur intention de supprimer les articles de la Constitution qui sont contraires aux droits de l'Eglise et de les remplacer par d'autres dispositions conformes à ces mêmes droits. Celles-ci ne pourront, du reste, être arrêtées que de commun accord avec les représentants de l'Eglise.

« Que d'autres s'occupent de protéger, de réclamer la liberté de l'erreur. Ne leur accordons, nous catholiques, rien de ce qui peut nuire à l'Eglise ; ni la Constitution, ni la justice ne peuvent nous contraindre à de semblables concessions. Nos adversaires ont la liberté : liberté de la presse, liberté de l'enseignement, liberté des cultes, liberté d'association ; qu'ils les gardent aussi longtemps que nous n'avons pas le droit, de par la Constitution révisée, de les leur enlever. »

(*Catholique et politique*, mars 1878.)

Dans le discours d'ouverture de la session parlementaire qui a précédé les élections du 11 juin, le Roi s'exprimait ainsi : « Lorsque s'agitent des questions qui divisent les esprits, n'oublions jamais les sentiments, les principes et les idées communes qui les unissent, l'amour de notre autonomie nationale, l'attachement sincère, profond, inaltérable, à toutes nos libertés constitutionnelles, la ferme volonté de tous de les maintenir intactes. »

Voici quelle fut immédiatement après (novembre 1877) l'appréciation du *Bien public* : « Lorsqu'on nous parle à la Chambre, avec une profusion d'épithètes, de l'attachement : 1° *sincère* ; 2° *profond* ; 3° *inaltérable* des Belges à leurs libertés constitutionnelles, nous trouvons que, sinon le substantif, tout au moins deux de ces adjectifs excèdent la mesure.

« Nous sommes « sincèrement » attachés à nos libertés « constitutionnelles » comme un cheval est attaché à une charrette, et nous trainons dans ce tombereau, à côté de droits précieux, bien des ordures légales et sociales qui répandent une *affreuse infection* et dont le contact n'est guère favorable à la partie vraiment utile et saine du chargement !

« Attelés à ce char, nous allons droit notre chemin, sans prendre le mors aux dents, sans descendre les pentes au grand trot, en évitant les précipices qui bordent la route. En d'autres termes, nous gardons notre place entre les brancards constitutionnels et nous nous résignons à laisser les ordures exhaler leur *infection*, de peur de voir se répandre le long du chemin des libertés vraiment bonnes. »

Tandis que les libertés publiques étaient présentées sous cet aspect et dénoncées de la sorte au mépris des populations dans

l'espoir d'en préparer la chute, le clergé, pour assurer le triomphe des idées préconisées par la presse catholique, organisait un système destiné à rendre impossible le fonctionnement régulier de nos institutions.

La Belgique est un pays représentatif ; la base de son administration, la source des pouvoirs qui le gouvernent est l'élection. Qu'on supprime le libre choix de l'électeur, et il ne reste plus rien de l'élection.

Or, parmi les électeurs, ceux qui défendent les libertés publiques et qui sont catholiques, c'est-à-dire l'immense majorité du corps électoral, sont mis au ban de l'Eglise. Dans les séminaires belges, des prêtres placés sous la puissance des évêques et du Saint-Siège enseignent que voter pour un libéral est un péché mortel ; on ne peut voter que pour les candidats recommandés et approuvés par les confesseurs. M. le chanoine Labis, professeur de théologie au séminaire de Tournai, dans un ouvrage de théologie publié en 1869, et réimprimé en 1876, à la veille des élections, s'exprime ainsi :

« Voici un électeur qui agit isolément. Il n'appartient à aucune association, il évite tout scandale en cachant autant que possible pour qui il vote, et son vote exerce d'ailleurs peu d'influence. D'autre part, il n'agit point par hostilité contre l'Eglise ou la religion, mais pour un motif honnête, réel ou supposé, par exemple pour plaire à un homme puissant de qui il dépend, ou en vue d'obtenir un emploi, ou simplement parce que, dans sa persuasion, les intérêts matériels du pays sont mieux administrés par le parti libéral. Un tel électeur pêche-t-il gravement et faut-il l'en avertir ?

« Il est incontestable qu'il est coupable en appuyant un candidat indigne et en sacrifiant les intérêts religieux et moraux du pays aux intérêts matériels. Or, en pareil cas, il est extrêmement difficile, pour ne pas dire impossible, de décider si la faute n'est que vénielle ou mortelle. La coopération peu notable, prise isolément, sera peut-être d'un grand poids eu égard à l'écart peu considérable des voix données à chaque candidat, ce que d'ordinaire on ne peut calculer d'avance. Il s'expose donc à commettre un mal très grave et s'y expose sans raison suffisante. *Par là seul il pêche mortellement*, et son pasteur doit l'en avertir d'autant plus qu'il y a ici obligation de prendre le parti le plus sûr, puisqu'il s'agit de poser un acte périlleux pour les intérêts de la religion et de la société. » Dans un mandement récent de l'évêque de Liège, on lit ce qui suit :

« Nul catholique ne peut, en conscience, voter désormais,

dans aucune élection politique ou administrative, en faveur d'un candidat allié aux associations dites libérales ou patronné par elles. »

Le ministère catholique n'a pas cru devoir s'adresser au Vatican, même après l'avènement de Sa Sainteté Léon XIII, pour protester contre les attaques dont nos institutions étaient l'objet, contre le système pratiqué pour assurer leur succès, et aucune communication n'a été faite non plus spontanément au ministère catholique, ainsi que je l'ai fait remarquer dans ma dépêche du 22 septembre dernier.

C'est dans ces conditions, sous l'influence des prédications, des enseignements, des publications de la presse et des pressions du confessionnal auxquels je viens de faire allusion, que se sont faites les élections du 11 juin.

C'est seulement après les élections que des déclarations au sujet des intentions du Saint-Père ont été portées à la connaissance de la Légation, sans avoir été provoquées par une manifestation quelconque de notre part, et elles ont été faites dans des termes que vos dépêches ont rapportés, en même temps que Sa Sainteté témoignait le vif désir de voir maintenir une légation belge au Vatican et l'affliction que lui ferait éprouver sa suppression.

J'ai fait la remarque que le silence invariablement gardé par la Cour de Rome et le mutisme à peu près absolu de notre Légation avant le 11 juin faisaient un contraste singulier avec les communications réitérées qui ont été faites depuis notre avènement au pouvoir.

J'ai ajouté que, n'ayant pas constitutionnellement à intervenir dans les affaires religieuses, dans les rapports des Ministres des cultes avec leurs Chefs spirituels, je ne pouvais ni me prévaloir des déclarations qui vous étaient faites, dont le sens et la portée pourraient être aisément contestés, ni accepter la charge et la responsabilité de faire connaître au pays la pensée du Souverain Pontife, et que si l'on jugeait utile de la publier, c'était ailleurs et dans une autre forme qu'elle devait être communiquée au Monde catholique.

Votre réponse a été explicite.

Vous avez répété que « le Pape désapprouvait formellement les attaques dirigées contre la Constitution belge et que le Saint-Père avait autorisé son Secrétaire d'Etat à nous déclarer que ceux qui se permettraient des attaques ne recevraient au Vatican ni appui ni encouragement. »

Vous ajoutiez « que les sentiments qui ont été manifestés à

Rome dans ces derniers temps avaient une grande importance pour la Belgique, et qu'il fallait espérer *qu'on en parlerait encore ailleurs et dans une autre forme.* »

Vous présumiez même « que le langage qui vous a été tenu étant l'écho de hautes sphères, cet écho arriverait en Belgique par d'autres voies encore que par la voie diplomatique. »

Sur ces entrefaites, une manifestation se préparait en faveur du *Bien public*.

Il s'agissait de célébrer l'anniversaire de la vingt-cinquième année de sa fondation.

La signification de cette manifestation ne faisait doute pour personne dans le pays.

Après les élections du 11 juin, le *Journal de Bruxelles*, qui représente les opinions de la droite parlementaire, s'est séparé avec plus de netteté de la presse ultramontaine. Il a notifié que les hommes politiques qui sont en communauté d'idées avec lui n'iraient point déployer au Parlement le drapeau révolutionnaire que les journaux ultramontains les provoquaient à arborer.

Une scission s'est ainsi faite dans les rangs catholiques.

Après une certaine hésitation, les adhérents du *Journal de Bruxelles*, ne pouvant sans doute se faire l'illusion de croire que la manifestation en l'honneur du *Bien public* était inoffensive pour eux, se sont abstenus d'y prendre part.

Ces faits étaient publics, notoires, et leur caractère incontesté.

On fête donc ce jubilé de vingt-cinq ans, et, ce qui ne s'était jamais fait pour un journal catholique, un ministre du culte célèbre en son honneur une messe d'actions de grâces.

M. l'archevêque de Malines et MM. les évêques sont officiellement représentés au banquet.

Les organisateurs de la fête adressent au saint-père un télégramme ainsi conçu : « La commission organisatrice de la fête offerte au *Bien public*, pour son jubilé, dépose ses plus respectueux hommages aux pieds du Saint-Père et sollicite sa bénédiction pontificale pour les catholiques réunis à Gand et les jubilaires.

« Comte DE VILLERMONT. »

Le Pape ne se borne pas à envoyer la bénédiction sollicitée. Sa Sainteté fait plus, elle y joint un commentaire qui a une haute signification. Voici, en effet, en quels termes est conçue la réponse du cardinal secrétaire d'Etat :

« Le Saint-Père voit avec une vive satisfaction arriver le jubilé du *Bien public*, et comptant sur la complète union de la vaillante feuille avec la presse catholique belge, pour la défense

des vrais principes religieux et sociaux, remercie la commission de ses hommages et concède du fond du cœur la bénédiction demandée.

« L. card. NINA. »

Il semble que ce n'était pas précisément ce que vous nous aviez fait espérer, et je ne m'étonne point, bien que la démarche fût quelque peu en dehors des règles diplomatiques, que vous ayez cru devoir « en votre nom personnel, » faire observer que cet acte était en contradiction étrange avec les assurances qui vous avaient été données.

Votre lettre du 31 octobre m'annonce une communication de Son Excellence le nonce, faite par ordre du Saint-Père, et dont vous me donnez le résumé recueilli dans un entretien confidentiel.

J'ai reçu, en effet, il y a quelques jours, la visite de Mgr Vannutelli. Il m'a exposé en substance les considérations énoncées dans votre lettre.

J'ai énuméré, de mon côté, les actes que je viens de rappeler et j'ai fait valoir toutes les considérations propres à en montrer le véritable caractère ainsi que l'influence pernicieuse qu'ils doivent avoir sur l'état moral et politique du pays.

Il ne vous aura pas échappé, monsieur le chargé d'affaires, que la dépêche adressée au Nonce, que vous avez analysée et qui a servi de base à l'entretien, diffère essentiellement des déclarations antérieures que vous m'aviez rapportées.

Après avoir protesté contre les interprétations faites du télégramme, le Saint-Siège déclare qu'il désavoue hautement tout acte d'hostilité contre les pouvoirs établis, sans admettre, toutefois, que l'on puisse considérer comme tel, dans un pays où existe la liberté de la presse, la *libre discussion doctrinale* des lois et des modifications éventuelles qui peuvent y être apportées, bien entendu que l'on déplore et que l'on réproouve, dans de pareilles discussions, toute idée et tout langage excessifs.

Le Cardinal-Secrétaire d'Etat fait, de plus, observer que si les Gouvernements qui exercent une influence sur les journaux ne peuvent être rendus responsables de ce que ceux-ci écrivent, à plus forte raison le Saint-Siège, qui n'exerce aucune action sur la presse catholique, ne saurait être considéré comme solidaire des écarts de celle-ci.

« Son Eminence déplore, d'ailleurs, que la défense des intérêts de l'Eglise soit envisagée comme un acte d'hostilité envers le pays. »

Je crains qu'il n'y ait ici un malentendu, sur lequel j'ai cru devoir appeler l'attention du Nonce.

Nous ne connaissons pas en Belgique les délits d'opinion. L'hérésie politique ou autre n'est pas un crime. On use d'un droit en exprimant en toute liberté, par la parole, la presse ou autrement, une opinion quelconque sur quelque sujet que se soit. Soutenir que les institutions soient mauvaises, pernicieuses, funestes, et qu'il faut les réformer, c'est un acte que nul ne songe à faire condamner.

On se méprendrait donc si l'on supposait que nous pourrions considérer de simples expressions d'opinions comme des attaques contre les pouvoirs établis ! On se méprendrait non moins gravement si l'on croyait qu'il peut être utile de nous rappeler que la libre discussion doctrinale des lois et des modifications éventuelles qui pourraient y être apportées est un droit dans un pays où existe la liberté de la presse.

Loin de contester ce droit, nous l'affirmons. Mais nous affirmons le même droit pour ceux qui défendent les lois et les institutions attaquées et nous prétendons que l'Etat doit refuser, soit d'accorder des faveurs et des privilèges, soit de confier une action sur l'instruction publique à ceux qui se font de ces privilèges, de ces faveurs ou de leur intervention dans l'enseignement donné aux frais de l'Etat, des moyens de propagande plus actifs et plus ardents pour ébranler, à l'aide « de libres discussions doctrinales » les institutions qui nous régissent.

Aucun droit n'est donc en question et toute réserve à cet égard sera superflue. C'est de tout autre chose qu'il s'agit.

Il s'agit de savoir s'il est sage, s'il est prudent, s'il est utile à la religion, d'engager aujourd'hui le clergé tout entier dans une guerre contre les libertés publiques, d'attiser par là les discordes civiles, de susciter des divisions profondes dans la société et jusqu'au sein des familles en exposant le pays à des troubles et à des calamités dont les conséquences sont à redouter.

Le Saint-Père peut seul décider à ce sujet dans la plénitude de sa liberté. Nous n'aurions pas la prétention de donner même un conseil, en supposant que la Constitution n'aurait pas pris le soin de nous interdire toute intervention dans les affaires religieuses.

Il nous sera toutefois permis de constater que l'Eglise catholique jouit en Belgique d'une position unique dans le monde, qu'elle est en possession de libertés incontestées qu'elle n'a possédées nulle part ailleurs au même degré, à aucune époque de son histoire, et qu'il serait impossible de lui ravir ; que la lutte

passionnée à laquelle se livre le clergé par la prédication et le confessionnal, par la presse et par l'enseignement, n'a d'autre but que de mettre en question les *droits* que la Constitution garantit aux citoyens et d'inspirer aux fidèles la haine et le mépris des institutions libres.

Dans de telles circonstances, en réservant « la libre discussion doctrinale des lois et des modifications éventuelles à y apporter, » on approuve en réalité l'attitude du clergé et de la presse catholique dans le but hautement avoué de préparer le peuple à la réforme de la Constitution, ce qui est l'objet du conflit qui divise les esprits en Belgique.

Cette approbation est d'autant mieux caractérisée que, tout en déclinant, avec raison, la moindre solidarité dans les écarts de la presse, dont on ne pourrait assurément sans injustice faire remonter la responsabilité au Saint-Siège, monsieur le Cardinal secrétaire d'Etat déclare que le « Saint-Siège n'entend exercer aucune influence sur la presse catholique. »

On ne peut donc attendre, de ce côté non plus, aucune modification à un état de choses que, d'après les conversations que vous m'avez rapportées et sur le sens desquelles vous vous êtes assurément mépris, on semblait déplorer et condamner.

Veillez remarquer que je ne mets pas en doute, monsieur le chargé d'affaires, l'exactitude de vos communications ; mais les déclarations qui vous ont été faites n'avaient pas le caractère que vous leur attribuez. Dans les hautes sphères où vous les avez recueillies, le langage que vous avez entendu était incontestablement de la plus parfaite sincérité. Toutefois il n'en peut découler aucun résultat pratique. Qu'importe que le Saint-Siège déplore les actes des fidèles et du clergé, si ceux-ci, loin de modifier leur conduite, l'accentuent encore dans le sens le plus hostile à nos institutions ? Des regrets aussi manifestement impuissants, loin de calmer, ne feraient qu'accroître les appréhensions des défenseurs des libertés publiques et ne pourraient que les engager à agir plus énergiquement pour les protéger.

Vous voudrez bien, monsieur le chargé d'affaires, vous pénétrer des considérations que je viens d'exposer pour y conformer votre langage dans les entretiens auxquels vous pourriez avoir l'occasion de vous livrer avec le cardinal-secrétaire d'Etat de Sa Sainteté.

Agréez, etc.

Signé : FRÈRE-ORBAN.

N° 11

SON ÉMINENCE LE CARDINAL NINA, SECRÉTAIRE D'ÉTAT
DE SA SAINTETÉ, A MONSIEUR VANNUTELLI, NONCE APOSTOLIQUE,
A BRUXELLES

(Dépêche remise le 14 novembre 1878 par Mgr Vannutelli.)

Rome, 29 octobre 1879.

Monseigneur,

J'ai lu, dans le journal *l'Etoile belge* du 25 courant, un article très violent, dirigé contre un télégramme envoyé par moi au journal *le Bien public*. D'après cet article, le télégramme en question louerait, exalterait et encouragerait ceux qui se révoltent contre l'Etat en Belgique.

Une telle appréciation de l'acte dont il s'agit est non seulement inexacte et invraisemblable; elle est aussi de nature à faire naître de graves malentendus entre le Saint-Siège et le Gouvernement belge. Je dois donc appeler sur ce point toute l'attention de Votre Seigneurie, afin qu'elle s'emploie à démontrer que cette appréciation ne repose sur aucun fondement de vérité.

Pour y arriver, vous devez rappeler en premier lieu que l'Eglise, comme le sait le monde entier, a toujours inculqué aux fidèles la soumission aux Pouvoirs établis; que loin de louer une rébellion quelconque contre l'Etat, elle l'a partout et en toute circonstance hautement réprouvée.

En second lieu vous pourrez faire observer que personne n'a connaissance qu'il existe en Belgique en ce moment un état de rébellion de la part de qui que ce soit. Dans un pays où règnent la liberté absolue de la presse et la libre discussion, on ne pourrait en effet traiter de rebelles ceux qui, se prévalant de la Constitution même du pays, désirent y apporter quelque perfectionnement partiel. D'autre part, le Saint-Siège ne loue ni ne favorise les libertés indiquées ci-dessus, mais intéressé plus que tout autre à la paix des consciences et à la prospérité de la société civile, il déplore et réprouve en général toute violence dans les idées ou dans le langage. Ces sentiments heureusement sont désormais si évidents et si connus que personne ne peut affirmer, au moins avec quelque apparence de fondement et de justice, qu'en approuvant les journaux et les hommes qui défendent les

intérêts de l'Eglise, le Saint-Siège entend étendre cette approbation aux excès indiqués et contre lesquels il a fréquemment et publiquement protesté.

En présence de ces vérités, reconnues aujourd'hui par tous ceux qui ne sont pas animés de l'esprit de parti, ni le Souverain Pontife, ni l'épiscopat, ni les catholiques ne peuvent voir avec indifférence que l'enseignement de l'Eglise en arriverait à être considéré comme un acte de rébellion contre l'Etat, et cela dans un Royaume dont la majorité de la population est catholique et où toute discussion doctrinale et théorique est, comme il a été dit ci-dessus, absolument légale et libre.

Dans tous les pays constitutionnels, certains journaux reçoivent du Gouvernement une direction; mais aucun Etat ne se tient responsable de chaque ligne ou de chaque mot qu'ils impriment. Une semblable responsabilité par conséquent pourrait bien moins encore atteindre le Siège apostolique, lequel n'entend point exercer de l'influence sur les journaux qui le défendent au milieu des nombreuses attaques qui sont dirigées contre lui. Cela n'empêche pas que le Saint-Siège lui-même pourrait avec raison se plaindre en voyant que, tandis que toute attaque contre l'Eglise semble être permise, sa défense est considérée comme un acte de révolte contre le pouvoir civil. En effet, une semblable manière de procéder, déjà déplorable par elle-même, pourrait en outre entraîner les conséquences les plus funestes pour la tranquillité de la société civile. Car si l'idée fausse, qu'il est impossible d'être à la fois bon catholique et bon citoyen, venait à prévaloir dans l'esprit de la masse des fidèles, ce serait pour l'Etat lui-même un principe de discordes dont l'importance n'échappera point, j'en suis certain, à la pénétration et au jugement éclairé de M. le ministre des affaires étrangères.

Les déclarations que je viens de formuler ci-dessus sont propres à persuader tous les Gouvernements du vif désir qui anime le Saint-Siège de voir la paix et la tranquillité de plus en plus assurées dans le sein des Etats, sans distinction de leurs formes constitutives, ni des personnes qui président successivement à leur gouvernement. Je laisse donc pleine liberté à Votre Seigneurie de communiquer ces déclarations à Son Excellence.

Je ne verrais aucun inconvénient à ce que, profitant de cette entretien, vous exposiez de nouveau à votre illustre interlocuteur tout ce que, depuis le moment où la confiance du Souverain Pontife m'a appelé aux hautes fonctions de son secrétaire d'Etat, je vous ai écrit concernant les divergences qui se manifestent

quelquefois entre les vues et les appréciations des deux pouvoirs.

Persuadé que ces explications ne pourront servir qu'à améliorer encore les rapports qui existent entre le pouvoir ecclésiastique et la Belgique, pour laquelle, comme tout le monde le sait, Sa Sainteté nourrit une affection vraiment cordiale, je ne doute pas que Votre Seigneurie ne mette tout son zèle à exécuter les instructions qui lui sont tracées dans la présente dépêche, dont elle pourra donner lecture et laisser copie à M. Frère-Orban.

Je reste, etc.

Signé : L. CARD. NINA.

N° 12

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU CHARGÉ D'AFFAIRES EN BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE

Bruxelles, le 30 novembre 1878.

Monsieur le chargé d'affaires,

Le 14 novembre, le Nonce est venu me donner lecture de la dépêche du cardinal Nina qui avait motivé l'entretien que j'avais eu avec Son Eminence quelques jours auparavant.

Monseigneur Vannutelli m'en a laissé copie, conformément à ses instructions, et j'ai l'honneur de vous en transmettre sous ce pli une traduction littérale.

L'analyse que vous avez faite de ce document est exacte dans ses traits principaux; je dois cependant relever une déclaration qu'il renferme et qui est beaucoup plus catégorique que vous ne l'avez représentée. Vous vous étiez borné à dire que le Saint-Siège *n'exerce* aucune action sur la presse catholique; le texte porte : « La quale (l'apostolica sede) *non intende esercitare...* »

Ce n'est donc pas la simple constatation d'un fait, c'est l'affirmation de la volonté de ne point exercer d'action sur la presse qui défend les intérêts de l'Eglise. Cette presse, j'en ai cité de nombreux exemples, attaque violemment nos institutions, et le Saint-Siège non seulement n'intervient pas, mais il entend ne pas intervenir.

J'ai profité de l'occasion que m'offrait la nouvelle visite du

Nonce pour insister avec plus de force encore sur les considérations que vous a rapportées ma dépêche du 12 novembre.

Agréez, etc.

Signé : FRÈRE-ORBAN.

N° 13

LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Reçue le 2 décembre 1878.)

(EXTRAIT.)

Rome, le 27 novembre 1878.

Monsieur le ministre,

J'ai eu l'honneur de recevoir votre dépêche du 12 de ce mois, qui n'est arrivée à Rome que le 17, par suite de l'interruption des voies ferrées dans la haute Italie.

J'aurai le plus grand soin de conformer mon langage, dans mes entretiens avec le Secrétaire d'Etat, aux instructions que j'ai reçues.

Déjà, à deux reprises, j'ai eu l'occasion de développer auprès du Cardinal la pensée du Gouvernement du Roi.

En réponse aux représentations que je lui ai faites, dans ces circonstances, Son Eminence s'est exprimée de la manière suivante (je me suis efforcé de résumer très exactement ses paroles) :

« Tout ce que nous pouvons faire, c'est de recommander la sagesse, la prudence, la modération. Nous n'y avons pas manqué, nous n'y manquerons pas, et nous espérons que nos conseils seront écoutés.

« Nous pouvons encore désapprouver, d'une manière formelle, les attaques contre les institutions, déclarer que nous ne les encourageons en aucune façon, que nous les blâmons absolument.

« Mais il nous est impossible d'engager les catholiques à s'abstenir de discuter les lois de leur pays. Ce serait, de notre part, une immixtion dans les affaires intérieures d'un Etat, que l'on serait fondé à nous reprocher.

« Je puis personnellement être d'avis, en ce qui concerne la Constitution belge, que toute discussion à ce sujet est aujourd'hui inopportune ; ce que j'ai dit et écrit, en diverses rencontres, est loin de ne pas le confirmer, mais je ne puis chercher à imposer cette opinion aux fidèles belges, ni leur donner à cet égard un conseil.

« Je condamne et je réprouve tout excès, non seulement dans le langage, mais même dans les idées. Quant à l'utilité et à la convenance d'une semblable discussion, comme aussi aux dangers qu'elle peut offrir pour leur patrie, c'est aux Belges qu'il appartient d'en juger. Agir différemment serait une ingérence dans la politique intérieure d'une nation. Le Saint-Siège n'en a pas le droit : il est en dehors et au-dessus des partis. »

Le cardinal m'a encore dit :

« Le Saint-Père a fait pour la Belgique ce qui ne s'est fait dans aucune autre circonstance et pour aucun autre pays, et il a voulu agir de la sorte à cause de l'affection particulière qu'il porte aux Belges, et du désir qui l'anime de voir se rétablir parmi eux la paix et l'union. »

Son Eminence a ajouté qu'elle déplorerait que son attitude conciliante continuât à être interprétée comme une approbation quelconque accordée à ceux qui poursuivent une modification à l'état actuel des choses en Belgique.

Je vous prie, monsieur le Ministre, d'agréer, etc.

Signé : GEORGE REUSENS.

N° 14

LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Reçu le 12 décembre 1878.)

Rome, le 8 décembre 1878.

Monsieur le ministre,

J'ai l'honneur de vous accuser la réception de votre dépêche du 30 novembre et de la traduction de la note du cardinal Nina qui s'y trouvait jointe.

Les graves considérations que vous avez développées dans vos entretiens avec le Nonce, et dont vous m'avez chargé d'être l'interprète au Vatican, ont produit, j'ai lieu de le croire, de l'impression sur l'esprit du Saint-Père. Déjà j'ai recueilli à cet égard certains indices que je pense devoir signaler.

Dans une de ses dernières audiences, le cardinal Nina m'a répété que l'attitude du Saint-Siège, en ce qui concerne la politique intérieure des Etats, n'avait jamais varié. « Non seulement, a-t-il dit, nous n'avons jamais exprimé notre sentiment personnel sur la conduite que les catholiques devaient observer en ces matières, comme je l'ai fait récemment et à plusieurs reprises pour la Belgique, mais, dans d'autres circonstances, nous avons déclaré que nous nous abstenions absolument de faire connaître officiellement notre opinion. C'est ainsi que le cardinal Antonelli répondit entre autres à lord Palmerston et au prince Gortchakoff, lorsque l'un et l'autre réclamèrent l'intervention du Saint-Siège à l'époque de l'agitation des fénians et de l'insurrection polonaise.

« Cela n'a pas empêché, a ajouté le cardinal, qu'il a été tenu compte des observations de ces hommes d'Etat et que, par des voies indirectes, mon prédécesseur a agi dans le sens indiqué.

« Mais il est à remarquer que notre action dans cette sphère d'ordre politique est d'une nature différente de celle que nous exerçons dans le domaine religieux : ici, nous commandons, et nous savons nous faire obéir; là, nous n'agissons que par voie de conseil, de persuasion. Nous disons au clergé et aux fidèles notre sentiment, leur laissant, à eux qui se trouvent sur les lieux, et par conséquent mieux à même de juger, le soin de décider de la ligne de conduite à suivre. »

Son Eminence ne m'a pas dit qu'elle eût exercé, ou qu'elle comptât exercer cette action officieuse en Belgique; mais on pourrait, semble-t-il, le déduire de ses paroles, et espérer que le concours « indirect » que le cardinal Antonelli n'a pas cru devoir refuser à l'Angleterre et à la Russie, dans les circonstances rappelées plus haut, serait accordé spontanément à la Belgique, par le secrétaire d'Etat actuel, en raison d'une situation dont vous avez dénoncé les périls au Vatican et à la tribune nationale.

Toutefois, monsieur le Ministre, je n'exprime cette opinion qu'avec la plus grande réserve, bien qu'elle semble corroborée par un fait récent.

J'ai reçu, en effet, il y a deux jours, la visite d'un dignitaire ecclésiastique belge, de passage à Rome, lequel avait été admis la veille en audience particulière par le Saint-Père.

Ce prélat m'a assuré que le Pape s'était montré très affligé de la situation de la Belgique, et très désireux, pour autant que cela lui fût possible, de mettre un terme à cet état de choses. Sa Sainteté avait ajouté qu'elle avait fait écrire dans ce sens aux évêques belges.

Comme j'ai eu l'honneur de le dire, ce ne sont là, monsieur le Ministre, que de simples indices; cependant j'ai cru devoir les signaler à votre attention, comme je ne manquerai pas de le faire ultérieurement, s'il s'en présentait d'autres.

Je vous prie, monsieur le Ministre, d'agréer, etc.

Signé : GEORGE REUSENS.

N° 15

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU CHARGÉ DES AFFAIRES
DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE

Bruxelles, le 29 décembre 1878.

Monsieur le chargé d'affaires,

J'ai reçu vos dépêches du 27 novembre et du 8 de ce mois.

La première me rend compte d'entretiens que vous avez eus avec le Cardinal-Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté, et dans lesquels vous avez exprimé les sentiments du Gouvernement du Roi, conformément aux instructions qui vous ont été adressées.

Dans la situation dont vous avez fait connaître le caractère grave pour le pays, M. le cardinal Nina estime que le Saint-Père ne peut rien de plus que de recommander la sagesse, la prudence, la modération aux évêques, au clergé et à ceux des catholiques qui font les plus grands efforts pour convertir nos populations à la croyance que les libertés consacrées par nos institutions sont contraires « aux lois de Dieu et de l'Eglise. »

Mais, en les supposant écoutées, ce sont là des recommandations vagues et générales, de pure forme, laissant subsister les causes des conflits, et dès lors sans utilité réelle et sans effet pratique.

Personnellement, Son Eminence le Cardinal peut être d'avis, il vous l'a dit, que toute discussion en ce qui concerne la Constitution belge est inopportune; il a pu le dire et l'écrire en diverses

rencontres; il ne peut toutefois « chercher à imposer son opinion aux fidèles belges, ni même leur donner un conseil à cet égard. »

C'est aux Belges, selon Son Eminence, à décider de la convenance, de l'utilité d'une semblable discussion, comme aussi des dangers qu'elle peut offrir pour leur patrie. « Agir autrement, d'après ce que vous rapportez, serait une ingérence dans la politique intérieure d'une nation. Le Saint-Père n'en a pas le droit: il est en dehors et au-dessus des partis. »

L'abstention absolue, au milieu de conflits suscités par le clergé et qui peuvent troubler les Etats, est donc, suivant ces déclarations, la règle de conduite invariable du Vatican.

Votre dépêche du 8 de ce mois confirme cette appréciation. Elle cite comme exemple les réponses qui furent faites à lord Palmerston et au prince Gorstchakoff, lorsque l'un et l'autre réclamèrent l'intervention du Saint-Siège à l'époque de l'agitation des fénians et de l'insurrection polonaise.

Je n'entends discuter en ce moment ni cette doctrine ni les faits à l'occasion desquels elle aurait été appliquée; je veux surtout montrer le caractère particulier de notre situation.

Parmi les personnes qui font profession chez nous d'un dévouement sans bornes aux enseignements de l'Eglise catholique, il existe une division qui a pris, dans ces derniers temps, des proportions fort remarquées. L'une des fractions se livre aux attaques les plus violentes contre nos institutions et prépare les esprits à y substituer ce qu'elle nomme « les véritables lois de la société chrétienne; » l'autre fraction considère ces projets comme révolutionnaires et refuse de s'y associer. La première compte à sa tête tous les évêques, tout le clergé, et est soutenue par la multitude des journaux catholiques; l'autre est dirigée par les hommes politiques, par la droite parlementaire, et n'a guère qu'un seul organe important dans la presse.

Le Vatican n'est donc pas en présence d'un parti catholique unique, que l'on pourrait considérer comme le juge compétent de ce qui convient aux intérêts religieux dans un milieu donné; il n'a pas à se prononcer entre les défenseurs des droits ou des prétentions de l'Eglise et ceux qui les contestent, ce qui pourrait faire hésiter et commanderait peut-être quelque circonspection; il n'a pas à intervenir entre un pouvoir contesté par les catholiques et ces catholiques contre lesquels on ferait appel au Souverain Pontife; il est en face de catholiques divisés, invoquant également l'autorité pontificale, les uns voulant défendre nos libres institutions, les autres prônant par la prédication,

la presse, l'enseignement, à l'œuvre qui doit aboutir à les renverser.

De quel côté se range le Saint-Siège ?

L'opinion publique, on ne peut le nier, est convaincue que l'approbation du Vatican est acquise aux évêques, à la presse qu'ils fondent, qu'ils encouragent et qu'ils favorisent. Ceux-là, en effet, invoquent les déclarations des principes de l'Eglise et en poursuivent l'application dans « la vie publique comme dans la vie privée ». Les autres, sans récuser « la thèse », s'attachent surtout à « l'hypothèse » et semblent écarter toute idée d'abandonner les libertés modernes pour y substituer ce qu'on décore du nom de « véritables lois de la société chrétienne », pour ne point dire la suppression des libertés publiques. Aussi tous les actes apparents du Saint-Siège sont-ils en faveur des premiers ; les seconds demeurent sous le coup des condamnations prononcées contre les catholiques libéraux.

De là une situation pleine de périls que nous signalons ; un état de trouble et d'agitation, des inquiétudes semées dans le pays, des germes de discorde qui préparent les guerres civiles, si les efforts des bons citoyens ne parviennent point à les étouffer, et l'on est obligé de constater, bien à regrets, que le Cardinal-Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté décline toute action de la part du Saint-Père, pour mettre un terme à un état de choses aussi affligeant.

La raison qu'il donne de cette attitude est celle-ci : « Notre action dans cette sphère d'ordre politique est d'une nature différente de celle que nous exerçons dans le domaine religieux : ici nous commandons et nous savons nous faire obéir ; là nous n'agissons que par voie de conseil et de persuasion. »

« Nous disons au clergé et aux fidèles notre sentiment, leur laissant à eux qui sont sur les lieux et, par conséquent, mieux à même de juger, le soin de décider de la ligne de conduite à suivre. »

Le clergé justifie son intervention passionnée dans la lutte en invoquant la religion ; il poursuit l'application de principes qu'il proclame religieux ; il cherche, à ce titre, à les imposer aux fidèles en les menaçant, en les frappant de peines spirituelles.

Si les questions qui se débattent sont d'ordre politique, ce qui ne permet pas au Saint-Siège de commander et de l'autoriser qu'à donner des conseils, il y a abus de les transformer en questions religieuses et de faire servir les choses saintes à assurer le succès d'intérêts politiques. En le déclarant, le Saint-Siège dissiperait

une équivoque et rendrait à un grand nombre de fidèles une liberté d'appréciation qu'on s'efforce de leur ravir.

Si les questions sont religieuses, au contraire, ce n'est plus par voie de persuasion et de conseil qu'il faudrait agir.

Mais, considérant l'affaire comme politique, on vous a fait entendre, monsieur le chargé d'affaires, que si, dans des circonstances qui n'ont d'ailleurs aucune analogie avec celles où nous sommes, le Saint-Siège a refusé de faire connaître officiellement son opinion, il a néanmoins agi « par des voies indirectes » dans le sens où les Gouvernements désiraient l'engager.

Son Eminence ne vous a pas dit qu'elle eût exercé ou qu'elle comptât exercer cette action officieuse en Belgique ; vous inclinez personnellement à croire que tel pourrait être son dessein ; mais vous n'exprimez cette opinion qu'avec la plus grande réserve. Je ne puis que vous louer de cette prudence après le contraste que vous avez dû reconnaître entre les déclarations primitives que vous aviez recueillies et celles qui en ont déterminé plus tard la véritable signification.

Toutefois, un prélat vous a assuré que le Pape s'était montré fort affligé de la situation de la Belgique et très désireux d'y mettre un terme. « Sa Sainteté aurait ajouté qu'elle avait fait écrire dans ce sens aux évêques Belges. »

J'avais à peine reçu cette information que les journaux catholiques les plus autorisés attribuaient au Saint-Père des sentiments tout opposés.

La *Gazette de Liège*, dont les relations avec l'épiscopat ne sont pas contestées, publiait, il y a quelques jours, le 22 décembre, les lignes suivantes :

« Ce que nous savons, de source assez bonne, c'est que le conseil suprême, parole d'approbation complète, donnée par Léon XIII à l'énergique et courageux évêque de Namur, quand celui-ci a pris récemment congé de Sa Sainteté, était ce mot : *Continuez d'être ferme !*

« C'est que le Pape a fait tout particulièrement exprimer à M. Périn, l'éminent auteur des *Lois de la Société chrétienne*, ses sentiments d'estime et d'affection, c'est aussi qu'il approuve la ligne de conduite générale suivie par la majorité de la presse catholique belge.

« C'est enfin que le Saint-Père a tenu à prendre connaissance de la relation complète de la fête offerte au *Bien public* et qu'il a hautement loué le toast porté au vaillant journal par notre collaborateur, M. Léon Collinet. »

Le prélat dont vous avez reçu les confidences était sans doute mal informé.

Dans vos entretiens avec Son Eminence le cardinal Nina vous voudriez bien, monsieur le chargé d'affaires, vous inspirer de la communication que je vous adresse et présenter les observations qu'elle doit vous suggérer.

Agréez, etc.

Signé : FRÈRE-ORBAN.

N° 16

LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Reçue le 13 janvier 1879.)

(EXTRAIT.)

Rome, le 9 janvier 1879.

Monsieur le Ministre,

.
J'ai eu l'honneur de recevoir votre dépêche du 29 décembre et d'exposer au Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté les considérations qui s'y trouvent développées.

De son côté, Son Eminence les a fait connaître au Saint-Père.

Le Pape, qui est un esprit très réfléchi, a voulu étudier la question. Cependant j'ai lieu de croire que dans quelques jours je serai chargé de vous adresser une communication au sujet des résolutions prises par Sa Sainteté.

Cette communication, je l'espère, sans me prononcer à cet égard d'une manière formelle, sera de nature à être favorablement accueillie par le Gouvernement du Roi.

Je vous prie, monsieur le Ministre, d'agréer, etc.

Signé : GEORGE REUSENS.

N° 17

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU CHARGÉ D'AFFAIRES
DE BELGIQUE, A ROME

Bruxelles, le 15 janvier 1879.

Monsieur le chargé d'affaires,

La dépêche que je vous ai adressée le 29 décembre dernier n'a pas donné lieu de votre part à de nouvelles communications ; votre lettre du 9 de ce mois me fait seulement pressentir que vous aurez peut-être à m'en adresser incessamment. Je ne sais si elles seront de nature à modifier la situation telle que je la constatais alors ; mais depuis il s'est produit ici un incident dont je ne saurais négliger de vous signaler l'importance, parce qu'il se rattache étroitement à l'objet de notre échange de vues avec le Saint-Siège.

Au lendemain même du jour où je vous écrivais ma dernière dépêche, les évêques belges publiaient un manifeste qui, par les idées qu'il exprime, le langage dont il les revêt, les circonstances où il voit le jour, prenait, à l'égard du Gouvernement belge, les allures d'une provocation directe et ne faisait qu'accentuer davantage la dissonance que je vous faisais remarquer dès lors entre les sentiments attribués au Saint-Père et les faits que nous devons en considérer comme l'expression réelle.

J'ai eu l'occasion d'appeler sur ce point l'attention du Nonce apostolique, dans un entretien que j'ai eu avec lui le 31 décembre, lorsqu'il vint me remettre une copie de la circulaire du cardinal Nina, du 10 décembre dernier ; j'ai montré que l'acte collectif des évêques belges avait, aux yeux du public, un caractère très grave. Des journaux publiaient bientôt après des dépêches télégraphiques datées de Rome et qui n'ont pas été contestées, annonçant que « la lettre pastorale des évêques avait été très favorablement accueillie par le Vatican. »

Je n'ai pas dissimulé les difficultés que de tels actes devaient faire naître pour nos relations avec le Saint-Siège. Le Nonce m'a paru le comprendre. Mais je n'ai reçu aucune explication depuis cet entretien sur les faits dont je viens de parler.

Il est indispensable, dans ces conditions, de rappeler les précédents et de bien définir les positions respectives.

Lorsque, il y a sept mois, le Gouvernement actuel arriva au pouvoir, ce changement eut tout d'abord aux yeux du pays une signification claire et précise. Il s'agissait d'opposer une résistance énergique à une agitation politique dont le danger pour les institutions nationales ainsi que pour la paix publique n'échappait plus à personne.

Comme le clergé catholique était l'âme de cette agitation et prétendait la conduire au nom des enseignements et en vertu des directions de la Papauté, il était impossible que l'attention ne se portât pas sur la nature des rapports officiels établis entre la Belgique et le Saint-Siège. A trois reprises l'opposition parlementaire s'était vue dans le cas de soulever cette question, et dès 1872 elle s'était prononcée presque unanimement pour la suppression de ces rapports. Des considérations internationales aussi bien que des scrupules constitutionnels lui avaient dicté cette décision. Dans les pays où le droit public consacre des concordats avec le Saint-Siège, des légations auprès du Souverain Pontife se justifient par un intérêt politique évident. Mais la Belgique, n'ayant pas de concordat et ne pouvant en avoir d'après les principes de sa Constitution, n'avait aucun motif légitime pour entretenir un agent diplomatique auprès d'un Pouvoir dont les attributions sont devenues purement spirituelles, et d'autre part l'attitude de la Papauté et du clergé belge tout entier, dirigeant les attaques les plus violentes et les plus dangereuses contre les droits et les libertés garantis par nos institutions, avait créé une situation qui semblait rendre impossible même le maintien d'une mission de courtoisie.

Le rappel de la légation de Sa Majesté près le Saint-Père paraissait donc devoir être l'une des conséquences prévues et prochaines des élections du 11 juin dernier. On n'en jugea pas autrement à Rome, et ce fut évidemment cette appréciation qui détermina les Ministres de Sa Sainteté à prendre l'initiative des divers entretiens dont vous avez eu à me rendre compte.

Au mois de juillet, le cardinal Franchi et, peu de temps après son successeur, le cardinal Nina, vous déclarèrent itérativement, en s'y disant autorisés par le Pape lui-même, qu'ils déploraient et désapprouvaient les attaques dirigées contre nos institutions par certains écrivains catholiques : que ces attaques ne recevraient jamais de leur part ni appui ni encouragement ; qu'elles faisaient du tort à la Belgique comme à l'Eglise, et étaient d'autant moins justifiables que le régime politique de notre pays était des plus favorables au développement des intérêts de la religion.

Dans une audience qu'il vous accorda le 13 septembre, le Pape

confirma en personne ce langage. Parlant avec vous de la Constitution, il dit : « C'est un pacte ; il faut qu'il soit loyalement observé, et puisqu'il a donné aux Belges un demi-siècle de paix, je ne vois pas les raisons pour y apporter des changements ou même pour les désirer. »

Le Gouvernement belge, vous le savez, monsieur le chargé d'affaires, n'avait rien fait pour provoquer ces déclarations ; mais il devait en tenir compte et il n'apporta aucun changement dans les relations établies avec le Vatican. C'est alors que je vous fis connaître l'état réel des choses en Belgique, et sans vouloir donner un avis ou un conseil au Saint-Père, ni m'ingérer aucunement dans l'usage qu'il serait à même de faire de ses pouvoirs, j'ajoutai néanmoins que des actes seuls pouvaient modifier cet état et en prévenir les conséquences : « C'est ailleurs et autrement, » vous disais-je le 22 septembre, « qu'il convient de parler. Alors il y aurait une situation réellement nouvelle ; le clergé cesserait de répudier et de flétrir les institutions libres, et on pourrait espérer bientôt la pacification des esprits. »

Un mois se passa sans que les déclarations dont vous aviez été l'interprète reçussent du Saint-Siège aucune sanction appréciable. Quand enfin il intervint un acte, ce fut plutôt pour les démentir. Dans le courant du mois d'octobre, le cardinal secrétaire d'Etat adressa à la commission organisatrice du jubilé du *Bien public* un télégramme où il disait, entre autres, que « le Saint-Père comptait sur la complète union de la vaillante feuille avec la presse catholique belge pour la défense des vrais principes religieux et sociaux. »

Un tel langage, pour qui connaît le caractère des polémiques du journal dont il s'agit, ne comportait pas la moindre équivoque ; c'était prendre fait et cause pour les adversaires les plus résolus de nos institutions nationales. Quel sens fallait-il attacher dès lors aux déclarations qui nous étaient parvenues par votre intermédiaire ?

S. Em. le Secrétaire d'Etat s'en expliqua dans un document que vient me communiquer, le 14 novembre dernier, le Nonce apostolique à Bruxelles.

Le Saint-Père, y disait le cardinal Nina, réprouve en général toute violence dans les idées ou dans le langage ; mais il ne saurait admettre qu'il existe en Belgique une rébellion contre l'Etat, ni que l'enseignement de l'Eglise puisse être considéré comme constituant en lui-même un fait de cette nature. Aux yeux du cardinal, les polémiques de la presse ultramontaine n'excèdent pas les droits de la libre discussion, tels qu'ils sont

garantis par la Constitution belge, et, au surplus, le Siège apostolique n'entend point exercer de l'influence sur les journaux qui les défendent.

Ces explications n'atténuaient pas, à coup sûr, la portée du télégramme adressée au *Bien public*; elles sont même difficilement conciliables avec les déclarations que je viens de rappeler, et que vous pensiez avoir textuellement recueillies. Si les organes du Saint-Siège déploraient naguère devant vous les attaques dirigées contre nos institutions nationales, ils reconnaissaient donc chez nous l'existence d'un parti dont les vues et les tendances n'allaient à rien moins qu'à détruire, après les avoir ébranlées et flétries, les libertés inscrites dans notre pacte fondamental. Je vous ai fourni, du reste, dans ma dépêche du 12 novembre, des preuves multipliées de ce fait, preuves qui n'ont point été réfutées. Mais il y a plus. Ce n'est pas nous seulement qui avons qualifié de révolutionnaires les prétentions et les menées du parti ultramontain. Elles ont été ainsi dénoncées par l'organe dans la presse de la droite parlementaire. Les hommes politiques les plus considérables parmi les catholiques belges ont cru devoir publiquement se séparer du parti ultramontain et décliner de la sorte la solidarité de ses attaques constantes, systématiques, contre nos libertés et nos institutions fondamentales; le journal qui les représente n'a point pris part à la fête jubilaire du *Bien public*. En revanche, l'épiscopat belge s'y est unanimement associé, et le Saint-Père, en cette circonstance comme en bien d'autres, n'a pas épargné aux défenseurs des doctrines ultramontaines les témoignages de sa sympathie.

Ce n'est pas un épisode isolé que je vous signale ici; c'est toute notre histoire intérieure pendant ces huit dernières années. La scission que nous constatons sur le terrain du respect dû à nos lois fondamentales entre les deux fractions du parti catholique est le résultat d'une expérience qui commence en 1870. Jusqu'à cette date, le parti catholique offre chez nous l'apparence d'un corps compact, homogène, fortement discipliné; il marche au combat sous la direction des évêques belges, avec la coopération franche et publique de tout le clergé catholique; il se donne la mission de défendre les droits et les intérêts de l'Eglise et de faire pénétrer dans notre législation « les vrais principes de la société chrétienne. » La victoire couronna ce long et persévérant effort. Favorisé par les circonstances extérieures, le parti catholique se vit, en 1870, le maître des destinées du pays, et pendant huit ans il le gouverna par l'intermédiaire d'une administration formée sous son influence et

soutenue par ses votes. Or, c'est de ce jour même que la scission éclate ; mis en demeure d'appliquer le programme politique des évêques, le ministère catholique s'y refusa. Toutes les concessions qu'il put faire dans l'ordre administratif, quelque compromettantes qu'elles fussent pour l'avenir de nos institutions, ne suffirent pas à calmer les impatiences et les ardeurs inquiétantes des chefs du clergé. L'ultramontanisme, avec le clergé qui le dirige, et la presse qui lui sert d'organe, par une contradiction étrange, mais qui dénonce son vrai caractère, resta au pouvoir un parti d'opposition, tolérant, en attendant mieux, un ministère qui, quoique catholique, ne pouvait lui accorder, dans l'ordre législatif, les satisfactions qu'il réclame. Est-il une preuve plus évidente qu'il poursuit moins des améliorations ou des réformes compatibles avec nos institutions et nos mœurs, que le bouleversement complet de nos droits constitutionnels et leur remplacement par un système politique dont il prétend que le Vatican lui-même a formulé le symbole ?

Le cardinal Nina ne conteste pas, à la vérité, ce dernier fait, puisqu'il identifie la propagande ultramontaine avec l'enseignement même de l'Eglise et refuse, à ce titre, de la considérer comme incompatible avec nos institutions. Mais, en même temps qu'il s'exprime de la sorte, il donne raison aux catholiques libéraux, lorsqu'ils affirment le caractère purement politique de cette propagande et décline pour ce motif toute intervention directe du Saint-Siège. Je n'ai pas à chercher comment peuvent se concilier ces diverses appréciations ; mais s'il est vrai — comme doit le prouver à nos yeux l'abstention du Saint-Père — qu'il n'y a dans le conflit qui agite et divise si profondément le pays que des desseins politiques, des intérêts temporels en jeu, est-il admissible que l'on se couvre du prétexte spécieux de la religion en créant ainsi une confusion qui trouble les consciences, irrite les passions et n'est guère moins funeste à l'Eglise qu'à l'Etat ? C'est ce que je vous disais déjà dans ma dépêche du 29 décembre ; je constate avec regret que le Saint-Siège n'a pas cru devoir y répondre et qu'il n'a rien fait pour dissiper une équivoque dont les conséquences vont sans cesse en s'aggravant.

Il venait cependant de se produire un incident nouveau qui eût pu fournir au Souverain Pontife une occasion toute naturelle de se prononcer. Le 30 décembre dernier, parut la lettre pastorale des évêques belges. Le nonce apostolique accrédité auprès de nous l'a assurément connue avant sa publication. Ce document avait une couleur religieuse bien prononcée ; il retentit aujourd'hui dans toutes les églises catholiques du royaume ; il ar-

rive à la connaissance des fidèles par l'entremise de leurs pasteurs, qui s'efforcent de l'imposer à leur conscience au nom de la foi. Quel rapport pourtant ce manifeste politique — car ce n'est pas autre chose — a-t-il avec les doctrines religieuses? Il se compose de deux parties tout à fait distinctes : la première est une protestation contre une série de mesures du domaine exclusif de l'autorité politique du pays, les unes déjà anciennes, reposant sur des principes consacrés par une législation antérieure parfois à la fondation même de l'Etat belge et contre lesquels on avait déjà fait des tentatives malheureuses de réaction ; les autres relativement récentes, émanées même parfois du ministère catholique ou prises avec le concours de la droite parlementaire, mais ayant précédé en tous cas l'avènement au pouvoir du Gouvernement actuel. Malgré l'insistance de l'épiscopat, malgré les sommations quotidiennes de la presse ultramontaine, un ministère catholique, entièrement dévoué aux intérêts du catholicisme et auquel le temps n'a certes pas fait défaut, n'a point consenti à abroger ces mesures ; il ne l'a point fait parce que les griefs dont on se plaignait et qu'on reproduit solennellement aujourd'hui ne touchent aucunement aux droits de l'Eglise, mais seulement à des privilèges abusifs, proscrits et réprimés partout aujourd'hui et que l'on ne pourrait essayer d'imposer au pays sans courir le risque d'agitations et de troubles dont les conséquences sont à redouter. Faire droit aux réclamations dont il s'agit n'eût été rien moins, en effet, qu'abdiquer les prérogatives essentielles de l'Etat et les subordonner aux convenances du clergé catholique.

La seconde et de beaucoup la plus importante moitié de la lettre pastorale a trait à la réforme des lois relatives à l'enseignement primaire. Le plan général ni les détails de cette réforme ne sont connus à cette heure ; quels qu'ils doivent être, il n'est personne qui doute que la liberté la plus complète de l'enseignement religieux restera intacte. Les évêques n'avaient donc pas même une proposition de loi à apprécier : cela ne les a pas retenus de se livrer de parti pris aux véhémentes attaques dans le but de soulever les esprits des populations contre le Gouvernement établi, et d'exciter contre lui leurs sentiments religieux. En condamnant d'avance des projets qu'ils n'avaient pu apprécier, qu'ils déclaraient « pervers, impies, contraires aux lois divines, » ils entendaient contester en quelque sorte à la puissance publique le droit de réformer une loi qu'elle a faite. Quelle est la nation du monde où une pareille attitude prise, à l'égard des institutions nationales ou des lois, par les chefs de l'Eglise la plus influente de l'Etat, serait jugée inoffensive et légitime ?

Sans doute les évêques se défendent d'avoir des projets attentatoires à la Constitution ; ils recommandent, disent-ils, la soumission aux lois, ils prétendent respecter les attributions de l'autorité civile. Mais ces protestations générales ne s'appliquent point à ce qu'ils considèrent comme étant en opposition avec « les lois de Dieu et de l'Eglise, » si bien que leurs exemples paraissent souvent en contradiction avec leurs enseignements. Et, de fait, dans les circonstances présentes, les principes qu'ils cherchent à inculquer, la propagande qu'ils organisent pour les répandre, sont la négation même du système sur lequel repose toute l'organisation de l'Etat en Belgique. Si l'on n'attaque pas encore nos institutions de front, on les mine sourdement par ce que l'on est convenu d'appeler *l'œuvre de l'apostolat*. Quand la croisade organisée en vue de la destruction des bases de l'ordre politique actuel aura fait assez de prosélytes, il ne sera plus besoin en effet d'une révolution pour les renverser ; mais l'œuvre en est-elle moins dangereuse et moins pernicieuse pour cela, et le Gouvernement, en la combattant avec une suprême énergie, accomplit-il moins un devoir de patriotisme ?

Je ne m'étendrai pas davantage sur ces considérations ; mon but est de grouper les faits, de caractériser la situation qu'ils nous font vis-à-vis du Saint-Siège. Après la publication de la lettre pastorale des évêques, le Saint-Père n'a pas plus élevé la voix qu'au sujet des attaques dirigées contre nos institutions ; son silence ne peut s'expliquer que de deux manières : Ou bien ces attaques et ce document sont à ses yeux des manifestations religieuses, et dans ce cas le silence équivaut de sa part à une approbation explicite ; ou bien il les tient pour des actes politiques, et alors ce même silence n'est que l'indice de l'abstention que le Pape, d'après la déclaration du cardinal Nina, s'impose en pareille matière.

Le Gouvernement belge n'a aucun moyen de dissiper cette nouvelle équivoque ; mais il doit vous signaler la condition insoutenable qu'elle lui crée dans ses rapports avec le Saint-Siège.

Comment justifier le maintien d'une légation auprès du Vatican si, d'une part, nous ne pouvons traiter officiellement avec le Chef de l'Eglise catholique, puisque la Constitution belge s'oppose absolument à ce que nous intervenions dans les affaires religieuses, et si, d'autre part, les entretiens officieux et les rapports de courtoisie, loin d'avoir un effet utile et pratique, n'ont d'autre résultat que de nous permettre de constater la résolution du Saint-Siège de laisser le champ libre à l'opposition violente du clergé, qu'elle apparaisse sous couleur religieuse ou politique,

de favoriser même une propagande active incessante du clergé, destinée à ébranler et ayant pour but de renverser les libertés qui sont l'âme et la vie des institutions constitutionnelles qui nous régissent ?

Si les lois de l'Eglise et les devoirs de son Chef suprême lui défendent d'intervenir pour arrêter de pareilles entreprises, si les sentiments personnels de Sa Sainteté, tels qu'elle vous les a fait connaître, et que je me garde bien de révoquer en doute, ne peuvent recevoir aucune consécration efficace, il ne resterait au Gouvernement du roi qu'à exposer loyalement l'état réel des choses, afin que le pays sache qu'il ne doit négliger aucun moyen de conservation et de défense des institutions qu'il s'est données.

Je vous invite, monsieur le chargé d'affaires, à attirer sur cette situation la sérieuse attention de Son Eminence le Secrétaire d'Etat et je vous autorise, dans ce but, à lui donner lecture de la présente dépêche et à lui en laisser copie s'il le désire.

Agréez, etc.

Signé : FRÈRE-ORBAN.

N° 18

LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
(Reçue le 18 janvier 1879.)

Rome, le 13 janvier 1879.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous informer du résultat de ma dernière conversation avec le Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté.

La communication que je croyais pouvoir adresser au Gouvernement du Roi lui sera faite directement et prochainement par le Nonce, soit d'une manière verbale, soit au moyen de la lecture d'une pièce.

Le Saint-Siège en a décidé ainsi à la suite d'un rapport de M^{sr} Vannutelli, dans lequel ce prélat rend compte d'un récent entretien avec vous.

M. le cardinal Nina m'a dit qu'un des principaux points de ses instructions au nonce sera de porter à votre connaissance « qu'effectivement, à la date du 1^{er} octobre et à la suite de mes obser-

vations (déterminées par la dépêche du 22 septembre dernier), le représentant du Saint-Siège à Bruxelles avait reçu l'ordre de faire savoir aux évêques et à tous les catholiques belges qui l'entretiendraient sur ce sujet, que le Saint-Père ne peut, en aucune manière, approuver que l'on attaque la Constitution belge, ni même que, dans les circonstances actuelles, on en demande une modification de quelque nature qu'elle soit, et cela par la raison que la Constitution, si elle contient des articles non conformes à la doctrine de l'Eglise, n'en renferme pas moins des avantages auxquels le Saint-Siège attache un très grand prix. »

Le cardinal se propose, tout en rappelant au nonce qu'il l'a déjà loué d'avoir exécuté avec le plus grand empressement les ordres donnés antérieurement, de lui réitérer ces mêmes ordres, et de les confirmer, s'il est possible, d'une manière plus catégorique encore afin de faire partager par le clergé et les fidèles belges l'ordre d'idées que Sa Sainteté désire voir accepté.

Je pense aussi ne pas me tromper en déduisant des paroles du cardinal Nina son intention de vous faire remarquer que la déclaration récente de l'épiscopat belge au sujet de la Constitution a été un premier résultat des conseils du Saint-Père. D'autre part, Son Eminence croit que, sans son intervention officieuse, le conflit sur cette question aurait pris, dans ces derniers temps, des proportions bien plus considérables.

Monseigneur Vannutelli sera chargé également, je le présume, de faire observer que les déclarations et les actes du Saint-Siège témoignent de son vif désir de rester en bonnes relations avec le Gouvernement du Roi, et d'être constamment informé de ses vœux afin de pouvoir y satisfaire dans la mesure du possible.

Sur ce dernier point, monsieur le Ministre, le secrétaire d'Etat de Sa Sainteté s'est moins étendu vis-à-vis de moi que ne le fera peut-être le nonce auprès de vous.

Au surplus, j'ai l'honneur de donner simplement un aperçu très sommaire, et par conséquent incomplet, des instructions que recevra le nonce, instructions qui seront, je crois, très détaillées.

Je m'efforcerai plus tard d'obtenir confidentiellement quelques extraits de ces instructions, mais cela ne sera possible qu'après qu'elles auront été exécutées. Cette communication (si je puis être à même de la faire) n'aurait plus d'autre objet d'ailleurs que de préciser les points principaux d'une conversation ou d'une pièce déjà lue.

Je vous prie, monsieur le Ministre, d'agréer, etc.

Signé : GEORGE REUSENS.

N^o 19LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Reçue le 20 janvier 1879.)

Rome, le 15 janvier 1879.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur d'appeler l'attention du Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté sur une nouvelle publiée par les journaux belges, annonçant que le Saint-Père avait fait approuver, *par dépêche télégraphique*, la récente lettre pastorale des évêques de notre pays.

J'ai demandé à M. le cardinal Nina, à titre de renseignement personnel si cette nouvelle était exacte. Il m'a répondu qu'elle ne l'était pas : que ni le Saint-Père, ni lui-même n'avaient chargé personne d'envoyer un télégramme à ce sujet. Il a ajouté que jusqu'à présent il n'avait exprimé son sentiment que sur un seul passage de ce document : celui relatif à la Constitution, et cela par la voie et dans les circonstances indiquées dans ma dépêche du 13 de ce mois.

Le secrétaire d'Etat de Sa Sainteté a saisi cette occasion pour me dire qu'il était souvent fâcheusement impressionné par les informations erronées de la presse, surtout en ce qui concerne le Saint-Siège.

« Aucune feuille périodique, m'a dit Son Eminence, quelles que soient les attaches qu'on lui prête, aucun écrivain, quels que soient le mérite et la notoriété dont il jouit, ne saurait être considéré comme un organe reconnu ou un interprète autorisé du Vatican. Le Saint-Siège, lorsqu'il veut s'adresser aux fidèles belges, le fait directement par l'intermédiaire des évêques; il a recours à la nonciature ou à la légation, lorsqu'il croit devoir faire des communications au Gouvernement de Sa Majesté. »

Enfin, monsieur le Ministre, il ressort du langage de M. le cardinal Nina, et il m'a expressément prié de vous le rapporter, qu'il estime qu'il serait de l'intérêt du Gouvernement du Roi et du Saint-Siège de chercher à faire comprendre à la presse de tous les partis qu'elle nuit à la cause qu'elle entend défendre, en avançant des faits inexacts, en dénaturant d'autres, ou bien

encore en se livrant à une polémique passionnée et violente. Le Saint-Siège, m'a dit Son Eminence, s'efforce d'en persuader ses amis, mais il espère que le Gouvernement du Roi, de son côté, agira de même à l'égard des journaux sur lesquels il exerce quelque action.

Le nonce est chargé de confirmer et de développer cette opinion.

Je vous prie, monsieur le Ministre, d'agréer, etc.

Signé : GEORGE REUSENS.

N° 20

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU CHARGÉ D'AFFAIRES
DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE

Bruxelles, le 25 janvier 1879.

Monsieur le chargé d'affaires,

Ma dépêche du 15 de ce mois s'est croisée avec la vôtre du 13. Le nonce apostolique est venu le 20 pour me faire la communication que vous m'annonciez.

Avant de la recevoir, il m'a paru convenable d'avertir l'envoyé de Sa Sainteté, qu'aucune suite n'ayant été donnée aux observations précédemment échangées, j'avais résumé la situation dans une lettre que je vous avais adressée avec l'ordre de la lire et au besoin d'en laisser copie à Son Excellence le cardinal Nina.

J'ai mis cette pièce sous les yeux du nonce afin qu'il pût décider si elle ne lui paraissait pas un obstacle à ce qu'il me fit part, sans en référer, de la note du secrétaire d'Etat de Sa Sainteté.

Le nonce, en reconnaissant que la dépêche du 15 reproduisait correctement, à mon point de vue, l'état réel des choses, me dit qu'elle ne faisait naître de sa part aucun motif de retarder la communication qu'il était chargé de me faire.

La note du cardinal, qui m'a été lue, renferme les considérations et les déclarations dont la substance se retrouve dans votre lettre du 13. Le passage que vous avez mis entre guillemets est textuellement dans cette note.

Les déclarations qui nous sont faites ne sont assurément pas sans valeur : elles sont sorties du domaine des simples conver-

sations avec vous ; c'est ailleurs et autrement que le Saint-Père a jugé nécessaire de parler. Il a fait connaître aux évêques belges ses intentions et ses appréciations au sujet de notre Constitution. Je n'ai pu néanmoins m'empêcher de faire remarquer à M^{sr} Vanutelli que l'expression de ses sentiments est affaiblie par certaine restriction qui s'y rencontre et laisse subsister une équivoque qu'il importerait de dissiper.

Le Saint-Père « ne peut en aucune manière approuver que l'on attaque la Constitution belge ; » les évêques se défendent, dans leur dernière lettre pastorale, « de vouloir et de prêcher le renversement de la Constitution ; » cette accusation dirigée contre eux est, suivant leur langage, « tout à la fois mensongère et inepte. » Son Excellence le cardinal Nina invoque ces protestations « comme un premier résultat des conseils du Saint-Père. »

Mais la volonté expresse du Saint-Père « de n'approuver en aucune manière que l'on attaque la Constitution belge » serait inefficace, comme ces protestations seraient vaines, si « l'apostolat, » au lieu de poursuivre l'unité religieuse par la conversion à la foi catholique, œuvre purement religieuse, que nul ne songe à proscrire ou à condamner, continuait à se livrer à la propagande la plus active et la plus ardente contre les libertés que la Constitution consacre et garantit, entreprise politique cette fois qui ne pourrait se concilier avec la défense d'attaquer la Constitution belge.

Au surplus, je n'ai pas à insister maintenant sur ces considérations. Elles ont été complètement exposées dans ma dépêche du 15, et j'attendrai les observations que ne manquera pas de faire, sans doute, le Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté sur le document que vous avez été chargé de lui communiquer.

Agréé, etc.

Signé : FRÈRE-ORBAN.

N° 21

LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Reçue le 4 février 1879)

Rome, le 29 février 1879.

Monsieur le Ministre,

J'ai donné lecture au Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté de la dépêche que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser sous la date du 15 de ce mois, et, conformément au désir manifesté par Son Eminence, je lui en ai laissé copie.

Le cardinal Nina a remarqué que la dépêche ministérielle et celle dont le nonce apostolique a été chargé de nous donner lecture s'étaient croisées.

D'après son sentiment, la plus grande partie de vos observations aurait été évitée, si vous aviez eu préalablement connaissance de la dépêche envoyée à Bruxelles, dans laquelle « les explications les plus amples et les plus amicales » se trouvaient présentées.

Son Eminence a ajouté qu'elle placerait sous les yeux du Saint-Père la note que je venais de lui communiquer.

A peine le nonce aura-t-il écrit, j'espère obtenir (on me l'a du moins fait entrevoir) les passages les plus importants du document dont le représentant du Saint-Siège a donné lecture.

Je vous prie d'agréer, etc.

Signé : GEORGE REUSENS.

N° 22

LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Reçue le 4 février 1879.)

Rome, le 31 janvier 1879.

Monsieur le Ministre,

Le Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté a développé, à différentes reprises, devant moi, les considérations exposées dans sa dépêche récente au nonce apostolique.

Cette circonstance m'a permis de reproduire le sens entier, sinon la lettre de ce document, et j'ai l'honneur de vous le communiquer à *titre confidentiel*.

Le cardinal fait remarquer tout d'abord que les ouvertures faites au nonce apostolique, au sujet du maintien éventuel de la légation royale, ont nécessairement produit une agréable impression, car il en résulte que M. le Ministre des affaires étrangères a compris la grande importance de cette question, en présence du dissentiment déplorable qui, par sa nature à la fois politique et religieuse, sépare et irrite l'esprit des populations du Royaume.

La suppression de la mission confirmerait l'appréciation des adversaires du Gouvernement royal, qui lui attribuent un caractère d'hostilité à la religion catholique et au Siège apostolique, lequel, si cette éventualité avait dû se réaliser, se serait trouvé privé, en toute circonstance, de pouvoir connaître les désirs du Gouvernement royal et de s'entendre en même temps plus facilement avec lui afin de lui donner, le cas échéant, les satisfactions compatibles avec ses principes traditionnels et son enseignement divin.

Le Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté estime qu'il sera facile à la haute pénétration de l'interlocuteur du nonce apostolique, d'admettre que, si, à peine arrivé au pouvoir, il s'est trouvé en présence de défiances de la part des catholiques, on doit l'attribuer à la supposition générale qu'il ne tarderait pas à réaliser une idée manifestée dans des temps et des circonstances bien différents.

Le cardinal rappelle ici les liens spéciaux qui unissent le peuple belge au Pontife régnant et l'affection particulière que Sa Sainteté porte à notre pays.

Il continue en disant que le Gouvernement royal, en correspondant aux désirs des catholiques de sa nation, pourra calmer plus facilement les irritations et que, de son côté, le Saint-Siège rassuré, au moins sur ce point, pourra plus facilement aussi conseiller aux fidèles de ne pas créer d'embarras à un Gouvernement dont un tel acte prouverait l'intention de ne pas se poser en adversaire déclaré de leur religion ; tandis qu'eux devraient avoir pour le ministère actuel la même considération que pour les précédents.

Ceux-là mêmes parmi ces derniers qui, avec moins d'opportunité, désirent rendre parfaite la situation de l'Eglise, y trouveraient un frein infiniment plus puissant que ne pourraient l'être les conseils qui leur seraient donnés, et le Saint-Siège, par la

suppression de la mission royale, se verrait privé d'un moyen pour unir et combiner ses efforts avec ceux du Gouvernement royal, afin d'obtenir le but dont il vient d'être question.

Son Eminence veut bien ensuite attribuer au maintien de la légation et aux ordres qu'elle a reçus de vous les déclarations et même les actes obtenus, déclarations et actes qui, n'ayant pas été publiés et n'ayant, par conséquent, blessé aucune susceptibilité, ont pu être d'autant plus sérieux et efficaces.

Après avoir rappelé les ordres donnés au nonce apostolique le 1^{er} octobre dernier, et rapportés dans ma dépêche du 13 de ce mois, le cardinal ajoute que la question est d'une nature double : politique et religieuse ; mais il ne croit pas prudent et utile de suivre ceux qui lui donnent une trop grande importance religieuse ; il devrait, dans ce cas, affirmer certains principes non reconnus par la Constitution belge, ce qui évidemment ne permettrait pas d'atteindre le but voulu de calmer les catholiques, et irriterait assurément leurs adversaires.

L'avis du Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté est donc qu'il suffit pour le moment d'informer les catholiques belges qu'ils ne doivent proposer, dans les circonstances actuelles, aucune modification à la Constitution de leur pays, laquelle, bien que n'étant pas, sous certains rapports, conforme à la doctrine de l'Eglise, concède pourtant à celle-ci des avantages auxquels le Saint-Siège attache un grand prix.

Le cardinal, sans entrer dans une appréciation détaillée de la lettre pastorale de l'épiscopat belge, constate que la question constitutionnelle y a été traitée de la façon la plus sage et la plus explicite.

Il exprime l'espoir que l'attitude du Saint-Siège amènera une pacification, mais il serait très désirable, selon lui, que le Gouvernement royal fit connaître, de son côté, dans les limites du possible, qu'il n'approuve pas les attaques que les journaux hostiles à l'Eglise dirigent non seulement contre le clergé, mais contre les plus respectables croyances de la grande majorité de la nation belge.

Autrement il serait téméraire d'espérer que le conflit actuel, si long et si passionné, pût disparaître immédiatement et surtout ne pas se renouveler dans le cas où quelque acte de l'autorité ecclésiastique ou du pouvoir civil viendrait à blesser les sentiments ou les intérêts de l'un ou de l'autre parti, et cela surtout en un pays où il existe une pleine et entière liberté de la presse, que l'on peut supprimer pour les uns quand on l'accorde aux autres.

Les rapports diplomatiques, dit en terminant Son Eminence, sont précisément faits pour empêcher le renouvellement de ces conflits. En outre, la maxime de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, établie par la Constitution belge, ne semble pas un obstacle à l'existence de ces rapports, puisqu'ils ont été entretenus par le glorieux fondateur de la dynastie et son auguste successeur, et que ni l'un ni l'autre ne les ont cru incompatibles avec leurs devoirs de Souverains constitutionnels.

Le cardinal recommande enfin au nonce apostolique de recueillir avec la plus grande diligence l'expression des désirs et des vœux que le Gouvernement royal pourrait manifester dans cet ordre d'idées.

Telle est, monsieur le Ministre, l'analyse très détaillée et même, dans plusieurs passages importants, la traduction presque littérale de la dépêche dont le nonce apostolique vous a donné lecture. Je pense que cette communication ne sera pas sans intérêt pour le Gouvernement du Roi.

La lenteur de la curie romaine est traditionnelle; je ne puis donc donner jusqu'à présent que des indications assez vagues sur les résolutions prises par Sa Sainteté à la suite de la dernière dépêche dont j'ai donné lecture et copie, conformément aux ordres reçus.

Cependant il paraît décidé en principe que des instructions ultérieures seront adressées à M^{sr} Vannutelli. Je n'ai pas encore de renseignements précis sur la teneur de ces instructions ni sur l'époque à laquelle elles seront envoyées, mais j'espère en être informé assez prochainement.

Toutefois, dès aujourd'hui, monsieur le Ministre, je suis chargé par le Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté de dissiper l'équivoque que semble avoir fait naître la restriction apportée dans une des déclarations de Son Eminence.

L'explication que j'ai à donner est simple et ne laissera subsister aucun doute sur le sens des mots auxquels il a été fait allusion.

La phrase incidente, *dans les circonstances actuelles*, correspond au passage suivant de votre dépêche du 12 novembre :

« Il s'agit de savoir s'il est sage, s'il est prudent, s'il est utile à la religion d'engager *aujourd'hui* le clergé tout entier dans une guerre contre les libertés publiques, d'attiser par là les discordes civiles, de susciter des divisions profondes dans la société et jusqu'au sein des familles, en exposant le pays à des troubles et à des calamités dont les conséquences sont à redouter.

C'est à ce passage, monsieur le Ministre, que le cardinal a

voulu répondre, sans y apporter aucune autre arrière-pensée, et je suis autorisé à déclarer que la phrase en question ne saurait, selon Son Eminence, recevoir une interprétation différente.

Je vous prie d'agréer, etc.

Signé : GEORGE REUSENS.

N° 23

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU CHARGÉ D'AFFAIRES DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE.

Bruxelles, le 10 février 1879.

Monsieur le chargé d'affaires,

Votre dépêche du 31 janvier reproduisant le sens entier, sinon la lettre du document émané du cardinal Nina, dont le nonce apostolique a été chargé de me donner lecture, m'oblige à indiquer sommairement quelques-unes des observations que j'ai faites en réponse à la communication qui m'était adressée.

J'ai fait remarquer que l'expression avait mal rendu la pensée lorsque l'on a parlé « d'ouvertures qui auraient été faites au nonce au sujet du maintien éventuel d'une légation auprès du Vatican. » Toute ma correspondance atteste que je n'ai pris aucune initiative à cet égard. Après avoir constaté à diverses reprises l'attitude violente du clergé catholique et ses attaques incessantes contre nos institutions nationales, j'ai dit, ainsi que l'exprime encore ma dépêche du 15 janvier : « Comment justifier le maintien d'une légation auprès le Vatican si, d'une part, nous ne pouvons traiter officiellement avec le Chef de l'Eglise, et si, d'autre part, des entretiens officieux et des rapports de courtoisie n'ont aucun effet utile et pratique pour arrêter des entreprises destinées à ébranler et ayant pour but de renverser les libertés consacrées par nos institutions constitutionnelles. » C'est le même langage que je n'ai pas cessé de tenir au nonce apostolique.

Nos adversaires peuvent attribuer au Gouvernement un caractère d'hostilité à la religion catholique et au Siège apostolique, et chercher ainsi à égarer les esprits en s'efforçant de transformer des questions politiques en questions religieuses ; mais nous n'avons pas cessé de protester contre de telles accusations et nous avons eu occasion de montrer dans des discussions parlemen-

taires, avant notre avènement au pouvoir, que le libéralisme ne poursuit et ne saurait, sans manquer à sa mission, poursuivre aucun but religieux. Fidèle à la Constitution, il offre à toutes les religions une égale et complète liberté, et ce n'est pas la religion de l'immense majorité de la nation qui pourrait se croire menacée par les pouvoirs publics. La suppression d'une légation auprès du Vatican, s'il était définitivement constaté qu'une mission de ce genre n'exerce aucune influence utile au pays, ne serait pas plus un acte hostile à la religion, que nos principes constitutionnels qui séparent l'Etat des Eglises n'ont été envisagés comme une déclaration de guerre à la religion.

Il est à peine besoin que j'ajoute, après ce que j'ai consigné dans les diverses lettres qui vous ont été adressées, que je ne saurais admettre que « les déclarations et les actes obtenus » aient eu un effet appréciable, et moins encore « que la question constitutionnelle ait été traitée de la façon la plus sage et la plus explicite » dans la dernière lettre pastorale de l'épiscopat belge. Je me réfère sur ce point à ma dépêche du 25 janvier dernier.

Son Excellence le cardinal Nina vous a autorisé à me donner l'assurance que la déclaration au sujet de nos institutions ne contient aucune restriction et que cette phrase incidente « *dans les circonstances actuelles,* » relative à des modifications éventuelles à provoquer à la Constitution, correspond seulement à un passage de ma dépêche du 12 novembre dernier. Bien que je ne comprenne ni la relation que l'on établit entre les deux termes, ni l'allusion à une dépêche antérieure de plusieurs mois et qui n'a pas été communiquée, j'accepte volontiers l'explication qui fait disparaître toute réserve.

Agréez, etc.

Signé : FRÈRE-ORBAN.

N° 24

LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

(Reçue le 12 février 1879.)

Rome, le 8 février 1879.

Monsieur le Ministre,

Ayant eu hier un long entretien avec le Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté, dans lequel Son Eminence m'a fait connaître, d'une

manière succincte les idées développées dans une nouvelle dépêche adressée au nonce apostolique et dont celui-ci a ordre de donner lecture, j'ai l'honneur de vous rendre compte de cet entretien.

Le cardinal m'a dit en parlant de sa note :

« J'ai exprimé au nonce ma satisfaction de la bonne impression que ma dernière lettre avait produite sur l'esprit de M. le Ministre des affaires étrangères, et j'ai approuvé Mgr Vannutelli d'avoir donné lecture de cette pièce, malgré la communication que M. Frère-Orban avait cru devoir lui faire préalablement.

« En effet la dépêche de Son Excellence contenait des arguments et exprimait des désirs, et il est précisément arrivé que le Saint-Siège avait deviné à l'avance les uns et les autres, en répondant aux premiers et en satisfaisant aux seconds pour autant qu'il le pouvait.

« En exprimant, comme je viens de le dire, ma satisfaction au nonce, j'ai constaté les heureuses dispositions de M. le Ministre des affaires étrangères, car elles sont un nouveau gage de bonne entente entre le Saint-Siège et la Belgique, et font espérer un retour à la pacification des esprits, aussi nécessaire à l'Etat qu'à l'Eglise.

« J'ai recommandé ensuite au nonce d'employer tous ses efforts à démontrer à M. le ministre des affaires étrangères l'impossibilité de calmer l'excessive irritation des esprits immédiatement et d'une façon complète. Son Excellence, ai-je fait remarquer à Mgr Vannutelli, vous a dit elle-même que cette irritation durait depuis plusieurs années. Appréciation très juste, non seulement pour la Belgique, mais encore pour plusieurs autres pays.

« Malheureusement la guerre faite au Saint-Siège, en Italie d'abord, et bientôt en d'autres Etats, a été accompagnée de persécutions contre l'Eglise. Or, on comprend que les blessures qu'en recevaient les catholiques les aient rendus fréquemment moins patients dans la lutte qu'ils devaient soutenir pour la liberté et les droits de leur religion.

« D'autre part, comme les mesures proposées contre leur foi l'étaient toujours au nom des principes modernes, et par un parti hostile à l'Eglise, il est naturel qu'ils se soient toujours plus éloignés des idées de leurs adversaires.

« De plus, cet état de choses a forcément éloigné l'Eglise des Gouvernements, et l'a privée de leur offrir le concours de l'influence qu'elle a le droit et le devoir d'exercer sur les nations.

« Toutefois, le Saint-Siège, loin de se laisser décourager par

cette situation, offre aux pouvoirs constitués l'entière force de son influence. Léon XIII, depuis le commencement de son règne, consacre tous ses efforts dans ce but : et certes le Gouvernement royal ne refuse pas de le reconnaître.

« Maintenant cette influence ne peut être efficace si l'Eglise se voit privée des moyens pratiques de l'exercer, et le cas pourrait se présenter en Belgique, dans l'hypothèse où le projet de loi sur l'enseignement public, récemment présenté aux Chambres, serait tel qu'il se trouve, approuvé et sanctionné.

« Malgré cette circonstance, a continué M. le Cardinal, je n'ai pourtant pas hésité à déclarer de nouveau que le Saint-Siège persévérerait dans sa résolution d'empêcher, autant qu'il est en son pouvoir, tout excès dans les luttes auxquelles les catholiques belges se trouvent mêlés, ou la nature des institutions de leur pays. Mais nous ne pourrions cependant pas nous opposer à ce que les catholiques prissent fait et cause contre les lois qui menaceraient leurs croyances.

« J'ai spécialement chargé le nonce de représenter à M. le Ministre des affaires étrangères que le Saint-Siège n'entend nullement par là autoriser des projets de renverser le Gouvernement actuel. Nous voulons rester fidèle à notre principe, qui nous impose le devoir d'appuyer les pouvoirs établis, toutes les fois qu'ils ne paralysent pas la liberté et les droits imprescriptibles de l'Eglise.

« Il en résulte enfin, que le Saint-Siège pourra prêter au Gouvernement royal le concours de son autorité morale, pleinement et sans restrictions, pourvu que celui-ci corresponde à une telle action, en exigeant de tous le respect dû à la religion de l'immense majorité des Belges, et à laquelle malheureusement les adversaires des catholiques n'épargnent ni excès de langage ni violence de procédés.

« En terminant ma note, m'a dit Son Eminence, je n'ai pu m'empêcher de me réjouir de l'échange d'idées qui a eu lieu, dans ces derniers mois, entre le Vatican et le cabinet de Bruxelles : de graves équivoques ont disparu, des malentendus périlleux se sont évanouis ; ce qui prouve que le moyen le plus sûr d'obtenir une véritable harmonie entre les deux pouvoirs est d'entretenir des relations fréquentes et loyales. »

Je ne dois pas manquer maintenant, monsieur le Ministre, de mentionner deux autres points qui me paraissent importants, bien que le cardinal ne les ait touchés qu'en manière de parenthèse dans le courant de l'entretien.

Le premier a eu trait à « la convenance de ne point ébruiter

l'action exercée en ce moment sur les catholiques, et ce afin de ne pas la paralyser, et de ménager les susceptibilités personnelles ».

Le second concerne « la réserve que, dans l'intérêt de la pacification des esprits, s'est imposée le Saint-Siège vis-à-vis du Gouvernement du Roi, puisque, en présence du conflit au sujet de l'enseignement, aucun acte public n'a été posé. »

Je vous prie d'agréer, monsieur le Ministre, etc.

Signé : GEORGE REUSENS.

N° 25

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU CHARGÉ D'AFFAIRES
DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE

Bruxelles, le 26 février 1879.

Monsieur le chargé d'affaires,

Le nonce est venu me faire la communication annoncée par votre dépêche du 8 février.

Elle ne répond pas d'une manière explicite à la lettre dont vous avez laissé copie au cardinal Nina ; elle se réfère à une note précédente que l'on considère comme ayant rencontré suffisamment mes objections et prévenu mes désirs. Je ne puis admettre que les équivoques que j'ai signalées aient été dissipées, et il faudrait tout au moins que des faits positifs démontrassent un changement dans la situation du clergé à l'égard des pouvoirs publics, pour reconnaître que les actes se trouvent en harmonie avec les déclarations qui nous ont été faites.

A la vérité, Son Excellence le Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté fait remarquer « l'impossibilité de calmer l'excessive irritation des esprits immédiatement et d'une façon complète. »

Je suis disposé à l'accorder ; mais ici la fureur dans la violence n'a fait que redoubler, et l'on n'aperçoit nulle part les signes que les conseils du Souverain Pontife commencent à être écoutés.

Il y a là, pour le maintien d'une légation belge auprès du Vatican, un péril qui ne peut échapper à la perspicacité du Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté.

On cherche en vain à expliquer « l'excessive irritation des esprits » en Belgique par des actes accomplis en Italie ou ailleurs. En quoi ces actes, que je n'entends d'ailleurs ni examiner, ni discuter, ni critiquer, ont-ils pu influencer sur la situation du clergé et des catholiques en Belgique ? On aurait donné, dit-on, en Italie, aux principes modernes une extension que nul Gouvernement ne saurait adopter sans mettre en péril sa tranquillité et même sa propre existence ! Or les principes modernes ont reçu chez nous et surtout depuis un demi-siècle, avec le concours du clergé et des catholiques, qui ont fait en commun avec les libéraux la Constitution de 1831, une extension plus grande, plus complète, plus absolue que celle qui est aujourd'hui consacrée en Italie. Mais, en fût-il autrement, comment des actes qui nous sont étrangers justifieraient-ils ou atténueraient-ils les entreprises du clergé contre les institutions et les lois du pays ?

Le Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté parle de guerre faite au Saint-Siège, en Italie d'abord et bientôt dans d'autres Etats, et qui aurait été accompagnée « de persécutions contre l'Eglise. » Je ne veux pas rechercher et apprécier ce qui se fait ailleurs ; je demande où sont les persécutions en Belgique.

La vérité est que dans aucun pays du monde, à aucune époque de l'histoire, l'Eglise catholique n'a eu une position et n'a joui de libertés semblables à celles qui lui sont garanties par notre pacte fondamental.

Le Souverain Pontife ne le méconnaît point ; ses déclarations attestent qu'il attache le plus grand prix aux avantages que la Constitution assure à l'Eglise. Il est disposé à user de son influence pour mettre un terme à la situation que nous avons fait connaître.

Mais le Cardinal secrétaire d'Etat de Sa Sainteté fait observer que « cette influence ne peut être efficace si l'Eglise se voit privée des moyens pratiques de l'exercer, et le cas pourrait se présenter en Belgique, dans l'hypothèse où le projet de loi sur l'enseignement public, récemment présenté aux Chambres, serait, tel qu'il se trouve, approuvé et sanctionné. »

M. le cardinal vous a fait remarquer, à ce sujet, « la réserve que, dans l'intérêt de la pacification des esprits, s'est imposée le Saint-Siège vis-à-vis du Gouvernement du Roi, puisque, en présence du conflit relatif à l'enseignement, aucun acte public n'a été posé. »

Il y a dans cette réserve, que j'apprécie, une double mesure de prudence. Il n'est pas douteux, d'une part, qu'une intervention conforme aux vues du clergé aurait pour effet, dans les circon-

stances actuelles, de surexciter les esprits à ce point que le maintien de la légation auprès du Vatican serait immédiatement rendu impossible ; et, d'autre part, l'approbation donnée à une opposition absolument injustifiable dans le caractère qu'elle revêt et la forme irritante et passionnée sous laquelle elle se produit dans les mandements épiscopaux, ne reposerait que sur une appréciation fausse du projet du Gouvernement du Roi.

Je ne veux pas négliger l'occasion qui m'est offerte de justifier cette assertion.

On ne peut se placer au point de vue de l'idéal de l'Eglise en cette matière, pour juger sainement le projet de réforme de notre loi sur l'enseignement primaire.

Cet idéal n'est d'ailleurs réalisé nulle part aujourd'hui, même dans les pays les plus catholiques.

Nos principes constitutionnels peuvent seuls servir de base à nos lois.

De même que dans tous les pays où règne la liberté des cultes, l'école publique en Belgique doit être accessible aux élèves des diverses communions religieuses.

Il ne peut donc exister dans l'école aucun enseignement dogmatique spécial.

Deux systèmes se trouvent alors en présence : l'un exclut tout enseignement religieux d'un culte particulier dans l'école ; l'autre met le local de l'école à la disposition des pères de famille et des ministres des cultes pour que les enfants y reçoivent, à des heures déterminées, l'enseignement religieux de la confession à laquelle ils appartiennent.

Le premier système est pratiqué et fermement maintenu aux Etats-Unis et en Irlande, malgré les attaques dont il y a été l'objet ; le second est en vigueur en Hollande depuis bientôt trois quarts de siècle et, après des épreuves et des discussions solennelles dans les Chambres en 1857 et en 1878, il a résisté à toutes les attaques dirigées contre lui par les partisans des écoles confessionnelles.

Lorsque le premier système fut introduit en Irlande, les chefs du culte catholique dans ce pays se divisèrent : les uns l'approuvaient ; les autres le condamnaient. Grégoire XVI se prononça en faveur de ceux qui prêtaient leur concours à l'école mixte, en déclarant qu'il était préférable qu'aucun enseignement religieux ne fût mêlé à l'enseignement séculier.

Je n'ignore pas que, plus tard, le pape Pie IX a exprimé un sentiment diffèrent sur ces écoles ainsi que sur celles des Etats-Unis. Toujours est-il que, même dans ces conditions, aucun

principe essentiel ne semblait atteint, puisque le Chef de l'Eglise a pu varier dans l'appréciation du système des écoles mixtes.

Le régime pratiqué en Hollande avec le concours et l'approbation des catholiques n'a pas, à ma connaissance, été condamné par le Vatican.

Si l'on examine attentivement le principe fondamental de la loi de 1842, on est obligé de reconnaître qu'il est également celui de l'école mixte.

La loi exige que l'école soit accessible aux enfants des divers cultes. Elle prescrit, par cela même, que l'enseignement séculier ne sera ni catholique, ni protestant, ni juif; mais elle décide que le seul enseignement religieux donné dans l'école sera celui « du culte professé par la majorité des élèves. »

Les enfants qui n'appartiennent pas à la communion religieuse en majorité dans l'école sont dispensés d'assister à cet enseignement. (Art. 6 de la loi du 23 septembre 1842.)

Ainsi la loi est formelle : lorsque la majorité des élèves appartient à la religion catholique, la religion catholique est la seule enseignée dans l'école; lorsque la majorité appartient à la religion protestante, la religion protestante seule est enseignée.

Cet enseignement se donne séparément, la minorité est dispensée d'y assister; et dès lors l'enseignement séculier, qui est commun à tous, ne peut plus avoir un caractère dogmatique particulier.

L'école devient-elle par cela impie et perverse? L'atmosphère de l'école cesse-t-elle d'être morale et religieuse? L'instruction est-elle par là séparée de l'éducation? La foi des enfants est-elle mise en péril dès que la leçon de religion est donnée pendant la classe et comme matière de classe?

S'il en était ainsi, on aurait prononcé la condamnation du principe fondamental de la loi de 1842.

Que fait, à ce point de vue, le projet de revision de la loi de 1842?

Il maintient le système de l'école mixte, de l'école neutre, de l'école sécularisée, et il applique, quant à l'enseignement religieux, le système qui est en vigueur et en honneur en Hollande.

Il ne veut plus, ce qui n'est pas en harmonie avec nos institutions constitutionnelles, que la religion de la majorité soit seule enseignée dans l'école; il veut pour la minorité, qu'elle soit catholique, juive ou protestante, selon les cas qui peuvent se présenter, les mêmes droits que ceux que l'on attribue à la majorité.

En conséquence, ce projet dispose comme il suit quant à l'enseignement religieux : « Art. 4. L'enseignement religieux est laissé aux soins des familles et des ministres des différents cultes.

« Un local dans l'école est mis à la disposition des ministres des cultes pour y donner, soit avant, soit après l'heure des classes, l'enseignement religieux aux enfants de leur communion fréquentant l'école. »

Cette disposition était à peine publiée qu'on lisait dans les journaux catholiques ce qui suit :

« UNE PROTESTATION EPISCOPALE.

« La protestation suivante contre le projet de la loi qui « *chasse de l'école le prêtre, la religion et Dieu*, a été lue « dimanche du haut de la chaire dans toutes les églises de Namur. » (*Gazette de Liège* du jeudi 30 janvier 1879.)

Ainsi, déclarer que l'enseignement religieux est laissé au soin des familles et des ministres des divers cultes ; mettre un local dans l'école à la disposition des ministres des cultes pour donner cet enseignement religieux, c'est chasser de l'école le prêtre, la religion et Dieu !

Et maintenant voici l'acte épiscopal :

« Le projet de loi dont la lettre de NN. SS. les évêques vous a entretenus depuis quinze jours a été déposé et publié dans nos Chambres législatives. Il dépasse toutes nos craintes. Malheureusement il n'est que trop vrai que l'enseignement de la religion y est effacé du programme du Gouvernement, que les instituteurs et les institutrices ne devront plus enseigner le catéchisme à vos enfants.

« Par une concession dérisoire, on pourra prêter le local de l'école au prêtre, à une heure impossible, tout au matin ou après que les enfants auront été fatigués par de longues heures de classe. Cela suffira pour leur faire prendre en dégoût la leçon du catéchisme, et l'abstention de tout enseignement religieux par l'instituteur achèvera d'inspirer aux écoliers l'indifférence, puis le mépris pour l'étude de la religion. »

Ce document affirme que les instituteurs et les institutrices n'enseigneront plus le catéchisme aux enfants, tandis que l'exposé des motifs de la loi qui explique et commente l'article 4 du projet de loi s'exprime ainsi :

« La loi garantit aux prêtres de toutes les Eglises qu'ils seront admis dans l'école pour y donner l'enseignement aux enfants de leurs communions respectives.

« Si cependant aucun membre du clergé ne vient donner l'enseignement à l'école, des répétitions pourront être nécessaires pour graver dans la mémoire des enfants l'enseignement religieux prescrit par le culte auquel ils appartiennent.

« L'instituteur pourra s'acquitter de ce soin. Mais il ne peut y être contraint; il faut son assentiment volontaire; s'il refuse son aide, une personne apte sera chargée de faire réciter les leçons aux enfants conformément au vœu des pères de famille. »

Une lettre pastorale et mandement de carême collectif des évêques belges, qui vient d'être publiée, dénonce, dans des termes non moins violents, le projet du Gouvernement à l'animadversion des populations.

On y lit : « Le Gouvernement cherche encore à dissimuler ses desseins en prenant l'engagement de mettre à la disposition du clergé l'une des salles de l'école communale pour y donner, soit avant, soit après l'heure des classes, l'enseignement religieux aux enfants catholiques fréquentant l'école. Le Gouvernement n'a pu s'abuser au point de croire que vos évêques se prêteraient à faire réussir cette supercherie; mais il espère par cette offre, toute dérisoire qu'elle est, vous donner le change sur la malignité de son entreprise et vous persuader qu'il n'exclut pas d'une manière absolue l'enseignement religieux de l'école primaire communale. Mais vous n'êtes pas assez simples pour vous laisser ainsi tromper. »

Or un seul fait suffira pour faire juger la convenance et la loyauté de la protestation épiscopale et du mandement des évêques.

Au mois d'août 1846, les évêques belges ont indiqué le mode de l'enseignement religieux dans les écoles soumises au régime de la loi de 1842 (circulaire adressée aux curés le 15 août 1846 avec le règlement). Le règlement qu'ils ont fait à ce sujet dispose en son article 7 : « *Des deux demi-heures consacrées tous les jours à l'enseignement de la religion et de la morale, l'une peut être employée à réciter la leçon de la semaine; l'autre, à répéter les leçons déjà apprises.*

« Chaque jour les enfants apprennent par cœur quelques demandes et réponses du catéchisme. »

Le Ministre de l'intérieur de l'époque, M. de Theux, catholique fervent et le chef incontesté du parti catholique, adressa de son côté, sous la même date du 15 août 1846, une circulaire aux inspecteurs provinciaux de l'enseignement primaire, concernant l'exécution du règlement général des écoles. Les mesures avaient

été évidemment concertées entre le Gouvernement et les évêques.

Cette circulaire porte textuellement :

« En donnant la leçon de religion *au commencement de la classe le matin et à la fin de la classe de l'après-midi*, l'on rend plus facile la prescription légale qui veut que les enfants qui n'appartiennent pas à la communion de la majorité soient dispensés d'assister aux exercices religieux : les élèves de cette catégorie pourront n'entrer en classe, le matin, *qu'après la première demi-heure, et l'après-midi ils pourront quitter l'école une demi-heure avant leurs condisciples.* »

Et c'est en présence de ces dispositions qu'un prêtre, un évêque, ne craint pas de faire proclamer du haut de la chaire de vérité que le projet de loi que l'on attaque avec une passion que l'on peut justement dire aveugle offre « UNE CONCESSION DÉRISOIRE en mettant le local de l'école à la disposition du prêtre à *une heure impossible, tout au matin ou après que les enfants auront été fatigués par les longues heures de classe* et que cela suffira pour leur faire prendre en dégoût la leçon de catéchisme ! »

Et le projet de loi ne fait que reproduire, sous ce rapport, les mesures concertées avec les évêques dès 1846 !

Et tous les évêques ensemble annoncent aux fidèles que « mettre à la disposition du clergé l'une des salles de l'école communale pour y donner, *soit avant, soit après l'heure des classes, l'enseignement religieux aux enfants* » n'est qu'une manœuvre pratiquée par le Gouvernement pour dissimuler ses desseins, « mais que ce Gouvernement n'a pu s'abuser à ce point de croire que les évêques se prêteraient à faire réussir CETTE SUPERCHERIE ! »

C'est pourtant à l'aide de pareils moyens qu'on cherche à égarer les populations en affirmant que l'on chasse la religion de l'école et qu'on établit « *des écoles sans Dieu.* »

Si en laissant donner la leçon de religion au commencement de la classe du matin et à la fin de la classe de l'après-midi, afin de rendre plus facile la prescription légale qui veut que les enfants qui n'appartiennent pas à la communion de la majorité soient dispensés d'assister aux exercices religieux, on fonde « des écoles sans Dieu, » c'est en vérité, à la loi de 1842 qu'il faudrait faire remonter cette imputation.

Il est trop évident qu'elle ne s'applique pas mieux au projet de loi qu'à la loi même qu'il s'agit de réformer, et si je pouvais consentir à employer le langage des mandements épiscopaux,

je dirais que cette accusation « inepte et mensongère » ne sert qu'à cacher une supercherie » destinée à abuser de la crédulité des fidèles. Mais le Gouvernement ne veut pas avoir recours, même en état de légitime défense, à de tels procédés de discussion.

Certes, il est permis de préférer la loi de 1842 à celle qui est en projet; il est légitime de la défendre avec vigueur; on comprendrait certaine exagération dans les attaques contre les innovations proposées; mais l'attitude violente des évêques et du clergé, excitant les populations à une sorte de révolte par les moyens que je viens de faire connaître, contre le projet d'introduire dans notre législation un principe qui est en pleine vigueur depuis très longtemps dans un pays voisin sans avoir suscité la désapprobation du Chef de la catholicité; une telle attitude crée une situation sur la gravité de laquelle on chercherait vainement à fermer les yeux.

J'y ai appelé la sérieuse attention du nonce apostolique, à qui j'ai signalé les faits que je viens d'énoncer, et comme il importe que cette situation soit exactement connue au Vatican, puisque, si elle ne se modifiait pas, il en résulterait des difficultés insurmontables pour nos relations avec le Saint-Siège, je vous invite, monsieur le chargé d'affaires, à lire cette dépêche au secrétaire d'Etat de Sa Sainteté et à lui en laisser copie, s'il le désire.

Agréé, etc.

Signé : FRÈRE-ORBAN.

N° 26

LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE
AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Reçue le 7 mars 1879.)

(EXTRAIT.)

Rome, le 3 mars 1879.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur d'être admis samedi dernier en audience chez le Saint-Père et de lui présenter les félicitations d'usage à l'occasion du premier anniversaire de son élection et de son couronnement.

Léon XIII m'a accueilli avec sa bonté habituelle et m'a exprimé de nouveau le vif plaisir qu'il avait à recevoir les témoignages de dévouement de la Belgique, « de ce pays, a'ajouté Sa Sainteté, que j'affectionne entre tous et auquel me rattachent des souvenirs déjà lointains, mais toujours vivants ».

Le Pape m'a parlé ensuite de votre récente proposition à la Chambre des représentants, au sujet du maintien provisoire de la légation du Roi. « J'espère, m'a dit le Saint-Père, que le provisoire deviendra définitif. Au reste, après avoir lu les dépêches dont il a été donné copie, je me suis parfaitement rendu compte des difficultés de la situation dans laquelle se trouve M. le Président du conseil. Aussi, à plusieurs reprises, me suis-je concerté avec mon Secrétaire d'Etat pour trouver les moyens d'aplanir ces difficultés. J'ai moi-même parfois ajouté quelques phrases aux notes envoyées à Bruxelles, afin de correspondre plus efficacement aux désirs de M. le ministre des affaires étrangères.

Je désire l'apaisement en Belgique, et récemment encore j'ai eu l'occasion de m'exprimer dans ce sens auprès des délégués d'un groupe de la presse catholique belge.

Ces messieurs, à peine arrivés à Rome, ont instamment sollicité d'être reçus par moi; ils désiraient un conseil du Pape au sujet des discussions que soulèvent certains articles de la Constitution.

J'ai accédé à leur demande et voici ce que je leur ai dit, après avoir fait ressortir les avantages qu'assure au Saint-Siège l'œuvre du Congrès belge de 1830.

« Les œuvres des hommes ne sont pas parfaites : le mal se trouve à côté du bien, l'erreur à côté de la vérité. Il en est ainsi de la Constitution belge : elle consacre quelques principes que je ne saurais approuver comme Pape, mais la situation du catholicisme en Belgique, après une expérience d'un demi-siècle, démontre que, dans l'état actuel de la société moderne, le système de liberté établi dans ce pays est le plus favorable à l'Eglise. Les catholiques belges doivent donc non seulement s'abstenir d'attaquer cette Constitution, mais ils doivent la défendre. »

« J'ai profité de la circonstance, a ajouté Léon XIII, pour renouveler à ces messieurs les conseils que j'avais donnés dans mon discours à la presse en général; ne sortez pas de la voie constitutionnelle et ne vous écartez pas des limites de la modération, leur ai-je dit; les causes justes et vraies ne gagnent rien à être défendues par la violence ou les excès de langage. »

Ces mots, monsieur le Ministre, ont mis fin à l'audience. Cependant, en me congédiant, et au moment où je m'inclinais

devant lui, le Pape m'a encore dit : « J'aime la Belgique et je la bénis; je bénis particulièrement la Famille royale, je bénis votre Souverain, sur lequel je reporte toute la haute estime que j'avais pour le Roi, son illustre père. »

Après l'audience pontificale j'ai été, selon l'usage, présenter mes hommages au Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté, et comme je lui rapportais ma conversation avec le Saint-Père, Son Eminence a bien voulu me dire que j'avais exactement retenu les paroles du Pape et que c'était dans les mêmes termes que Sa Sainteté lui avait parlé de son entrevue avec les délégués de la presse belge. « De mon côté, a dit le cardinal, j'ai tenu à ces messieurs un langage identique. Nous espérons maintenant que l'on suivra des conseils si sages et donnés de si haut. »

Je vous prie d'agréer, etc.

Signé : GEORGE REUSENS.

N° 27

LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Reçue le 21 mars 1879.)

(EXTRAIT.)

Rome, le 17 mars 1879.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur, conformément à vos ordres, de donner lecture au Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté de la dépêche du 26 février et de lui en laisser copie.

La lecture de cette pièce a paru causer une très vive impression au cardinal Nina, qui s'est récrié à l'idée de devoir intervenir auprès de l'épiscopat.

« Les évêques, a-t-il dit, sont indépendants, ce n'est que dans des cas exceptionnels et dans les circonstances les plus graves que le Pape leur adresse des observations. Il n'y a donc pas lieu d'intervenir lorsqu'il s'agit d'actes collectifs de l'épiscopat et que ces actes ont pour but de s'opposer à une loi projetée dont les conséquences seraient fâcheuses pour l'influence de l'Eglise.

« Nous avons déjà donné au Gouvernement royal une grande preuve de notre désir de ne pas aggraver le conflit, en ne venant pas en aide aux évêques; mais paraître désapprouver même indirectement et quant à la forme, quelque regrettable que puisse être cette forme, la ligne de conduite des prélats belges, nous ne le pouvons pas.

« Cela est impossible, exprimez-vous ainsi auprès de monseigneur le Ministre des affaires étrangères. »

Fallait-il, monsieur le Ministre, se décourager en entendant ce langage? N'était-il pas plutôt indiqué, après avoir présenté au Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté des observations calmes, de le prier de réfléchir, surtout de relire, d'étudier même attentivement votre dépêche, et de formuler enfin une réponse plus favorable, plus en harmonie avec l'intérêt de la Belgique et avec l'intérêt du Saint-Siège?

Vous ne désapprouverez pas, je l'espère, une conduite qui s'est inspirée, dans cette circonstance, de votre propre modération.

En effet, dans une nouvelle entrevue, grâce peut-être un peu à ces réflexions, mais grâce surtout aux conseils du Saint-Père, sous les yeux duquel la dépêche a été placée, le Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté est revenu de sa première impression, et a reconnu la nécessité d'une action du Saint-Siège, ayant pour but de calmer les esprits et d'inspirer des sentiments de modération.

Le cardinal Nina n'a pas caché que cette détermination, due à la sagesse de Léon XIII, venait non seulement des arguments que vous avez fait valoir, mais encore de la forme sous laquelle ces arguments ont été présentés, une forme qui a mis singulièrement en relief l'objet principal de la dépêche.

« Les polémiques quotidiennes de la presse, m'a dit encore le Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté, ont banni l'élégance dans le langage, la courtoisie dans la discussion : heureusement l'une et l'autre se conservent dans la diplomatie et se retrouvent sous la plume des hommes d'Etat. »

Le cardinal n'a pas dissimulé qu'il faisait allusion à vos dépêches.

Le cardinal n'a pas encore décidé du mode qu'il compte employer pour agir sur l'épiscopat, mais je présume qu'il aura recours au nonce apostolique, et j'ai même lieu de croire que M^{er} Vannutelli sera chargé de vous informer de sa démarche auprès des prélats.

Enfin le Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté désire le secret absolu sur l'action du Saint-Siège auprès des évêques, et, en m'expri-

mant ce désir, Son Eminence a dit : « Je crois cette recommandation aujourd'hui inutile, car j'ai été très satisfait de la manière dont les pièces ont été communiquées par M. le Ministre des affaires étrangères et des termes de la réponse de Son Excellence à une récente interpellation. »

Je vous prie d'agréer, etc.

Signé : GEORGE REUSENS.

N° 28

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, AU CHARGÉ
D'AFFAIRES DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE

Bruxelles, le 6 avril 1879.

Monsieur le chargé d'affaires,

J'ai appris avec satisfaction par votre dépêche du 17 mars, que le Souverain Pontife, édifié sur le caractère et la forme des attaques dirigées par les évêques contre le projet de loi relatif à l'enseignement primaire, « avait reconnu la nécessité d'une action du Saint-Siège ayant pour but de calmer les esprits et d'inspirer des sentiments de modération. »

Dans une visite qu'il m'a faite il y a quelques jours, le Nonce apostolique, à qui j'ai lu votre lettre, m'a dit qu'il avait reçu, en effet, la mission dont vous me parliez.

Je comprends le désir exprimé que l'on garde « le secret le plus absolu sur l'action du Saint-Siège auprès des évêques. » Je sais que ce secret est momentané et qu'il sera levé le jour où, ayant à faire part aux Chambres d'une résolution définitive du Gouvernement du Roi, les correspondances échangées devront, conformément aux traditions parlementaires, être communiquées aux Représentants de la nation. Jusque-là toute publicité intempestive serait nuisible au lieu d'être utile, et c'est pourquoi je me suis attaché à l'éviter. Mais, en l'absence de tout acte public attestant les intentions du Pape et aussi longtemps que des modifications appréciables dans l'attitude du clergé ne seront point constatées, la situation du Gouvernement dans ses rapports avec le Vatican restera difficile et délicate.

Si, comme il est permis de le croire, on ne laisse subsister aucun doute sur la portée des déclarations qui nous ont été faites au

sujet de la Constitution ; si les véritables intentions du Gouvernement du Roi étant connues et appréciées, l'action du Souverain Pontife, ayant pour but de calmer les esprits et d'inspirer des sentiments de modération, empêche que l'opposition violente du clergé au projet de loi, sur l'enseignement primaire ne dégénère en une entrave à l'exécution de la loi, sauf à en poursuivre la réforme par les moyens légaux dans le cas où on le jugerait utile à l'intérêt du pays ; si, en un mot, le clergé quitte le terrain révolutionnaire pour se placer sur le terrain constitutionnel et se maintenir dans les voies du droit et de la justice, on aura préparé une ère nouvelle aussi favorable à l'Eglise qu'à l'Etat. La signification des actes ayant ce caractère serait d'autant plus haute et plus éclatante pour le monde catholique, que les symptômes de cette ère nouvelle se seraient manifestés en Belgique.

Il est, en effet, digne de remarque que ce pays est en même temps celui où l'Eglise catholique jouit de la plus grande, de la plus absolue liberté, et celui qui se trouve le plus agité, le plus profondément troublé par les prétentions du clergé. En Belgique, l'Etat ne peut intervenir ni dans la nomination ni dans l'installation des ministres des cultes, pas plus que dans leurs rapports avec leurs supérieurs ecclésiastiques : rien n'arrête la publication des bulles papales ; le clergé peut librement prêcher, enseigner, ouvrir des temples comme des écoles ; les religieux de tous ordres peuvent se réunir et vivre en communauté ; l'Eglise, en un mot, est aussi libre chez nous qu'elle l'est aux Etats-Unis, et ses ministres jouissent de plus, ici, de traitements et de pensions à charge du trésor public.

Le clergé catholique n'a pas été satisfait de cette situation qu'il ne possède pourtant, à un égal degré, sur aucun point du globe. Il l'avait à peine obtenue que les évêques adoptèrent comme règle de conduite invariable de ne consentir à donner l'enseignement religieux dans aucune école publique, si ce n'est à la condition « *d'avoir une part dans la nomination des professeurs et maîtres des écoles et des collèges* ».

Il ne lui suffisait pas d'être libre : il voulait être associé à la puissance souveraine. Ni la commune, ni la province, ni l'Etat ne pouvait choisir sans l'agrément du clergé les professeurs des écoles que ces autorités fondaient, si l'on demandait l'enseignement religieux pour les enfants.

On avait vainement essayé d'obtenir du Congrès national la personnification civile des associations religieuses. Des tentatives furent bientôt faites, sous des formes diverses, pour sous-

traire ces associations au droit commun et, ayant été infructueuses, on provoqua, pour satisfaire aux exigences du clergé, des mesures législatives qu'il fallut abandonner après qu'elles avaient mis en péril la tranquillité publique.

Les principaux objets de l'administration qui pouvaient intéresser le clergé, tels que les fondations charitables ou d'enseignement, les bourses d'études, le temporel des cultes, donnèrent lieu à des revendications du même genre, de tous points en désaccord avec les conséquences légitimes de nos principes constitutionnels, et lorsque enfin les résistances de l'opinion publique eurent réussi, après de longs efforts et de grandes luttes, à faire écarter des prétentions incompatibles avec les règles fondamentales des États modernes, le clergé s'attaqua directement à la Constitution elle-même, considérée comme l'obstacle réel à la réalisation de ses desseins.

Un tel spectacle a inspiré partout de vives défiances à l'égard du clergé catholique. Aussi dans presque tous les pays, on ne consent pas à relâcher les liens qui entravent l'Eglise et qui ont été rompus chez nous. La plupart des États envisagent comme un danger de lui laisser une liberté complète et l'on répond à toutes plaintes en invoquant notre histoire pendant le demi-siècle qui vient de s'écouler. La liberté comme en Belgique, dit-on, n'a laissé ni paix ni trêve à la nation, incessamment occupée à résister aux empiétements et aux prétentions du clergé; elle n'a servi qu'à mettre en lumière l'incompatibilité qui existe entre les doctrines politiques de l'Eglise et l'indépendance du pouvoir civil.

L'Eglise doit-elle encore contribuer aujourd'hui par ses actes à accréditer cette opinion en Europe et ne lui importe-t-il pas, au contraire, de chercher sans retard à la dissiper? Les faits semblent parler trop haut pour qu'il soit nécessaire d'insister.

Il conviendra, monsieur le chargé d'affaires, que, dans vos conversations avec Son Eminence le Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté, vous fassiez valoir les considérations qui précèdent. Elles ne peuvent être dédaignées par un esprit aussi élevé et aussi éclairé que celui de M. le cardinal Nina, et je désire que vous me rendiez compte du résultat de vos entretiens à ce sujet.

Agréez, etc.

Signé : FRÈRE-ORBAN.

N° 29

LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Reçue le 26 avril 1879.)

Rome, le 20 avril 1879.

Monsieur le Ministre,

Ayant eu, à la suite de la dépêche du 6 avril, un long entretien avec le Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté, j'ai l'honneur de vous communiquer les idées exprimées dans cet entretien.

Le Cardinal a rappelé d'abord « les circonstances dans lesquelles le Saint-Siège s'est efforcé de condescendre au désir du gouvernement du Roi afin de calmer l'agitation des esprits.

« Il s'est montré satisfait de vos appréciations sur l'importance de cette action, à laquelle la modération relative de la lutte doit être, selon lui, attribuée. »

Cependant le cardinal Nina « a regretté d'apprendre que vous ne croyiez pas devoir recouvrir d'un complet silence l'intervention du Saint-Siège auprès des catholiques. »

Le Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté s'est ensuite exprimé de la manière suivante au sujet du projet de loi sur l'enseignement primaire : « Je suis très fâché de ne pouvoir partager l'opinion de monsieur le Ministre des affaires étrangères en ce qui concerne l'attitude du clergé dans la question de l'enseignement ; je ne saurais la trouver ni illégale ni subversive, et cela, par la raison que cette attitude, à ma connaissance, s'est renfermée dans la limite des libertés constitutionnelles, dont le parti opposé fait au moins un aussi ample usage. »

Après avoir manifesté cette opinion, le cardinal m'a prié de vous faire observer « qu'il l'exprimait dans le sens le plus amical et le plus pacifique, croyant avoir donné assez de preuves de son désir de voir la tranquillité se rétablir en Belgique. »

Et à ce propos il a fait ressortir la promptitude avec laquelle il avait transmis des instructions au nonce apostolique pour empêcher les attaques contre la Constitution dès que je lui en ai fait, conformément à vos ordres, des représentations à ce sujet.

Mais il a exprimé l'espoir « que vous reconnaîtrez que ce qui a été fait immédiatement au sujet de la question constitution-

nelle ne pourrait pas se faire actuellement au sujet d'une question qui se trouve encore soumise aux discussions du Parlement, et dans laquelle les catholiques ont le droit et le devoir de faire connaître et de défendre leurs convictions morales et religieuses.

« Son Eminence a exprimé cet espoir avec d'autant moins d'hésitation que le Saint-Siège avait prouvé ses bonnes dispositions, non seulement en s'abstenant de s'associer aux manifestations du clergé belge, mais aussi en donnant des conseils de calme et de modération. »

Tel est, monsieur le Ministre, le résumé de la conversation du Secrétaire d'État de Sa Sainteté; mais je tiens à citer textuellement encore les dernières paroles du cardinal.

« Je compte, a-t-il dit, sur la haute raison de M. le Ministre des affaires étrangères pour être persuadé qu'il reconnaitra combien l'attitude du Saint-Siège, dans les questions précédentes, permet au Gouvernement royal de se reposer avec confiance sur la prudence et le tact politique de Sa Sainteté pour les questions à venir. »

Je sais enfin, monsieur le Ministre, que le nonce apostolique recevra des instructions qui le chargeront de développer les mêmes pensées dans ses conversations avec vous.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Ministre, etc.

Signé : GEORGE REUSENS.

N° 30

M. LE BARON D'ANETHAN MINISTRE DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Reçue le 26 avril 1879.)

Rome, le 22 avril 1879.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous informer que je suis arrivé hier à Rome.

J'ai vu aujourd'hui le Secrétaire d'État de Sa Sainteté. Cette première visite a été toute de courtoisie.

Je me propose d'avoir, dans le courant de la semaine, une

nouvelle et plus longue entrevue avec Son Eminence. Cette entrevue aura un caractère politique et j'aurai soin de vous en rendre compte.

Veuillez agréer, monsieur le Ministre, etc.

Signé : BARON D'ANETHAN.

N° 31

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU MINISTRE DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE

Bruxelles, le 30 avril 1879.

Monsieur le baron,

Il me suffira de vous signaler, sans y insister autrement, l'erreur de Son Eminence le cardinal Nina, qui a paru supposer, dans l'entretien dont me rend compte la dépêche du 20 avril, qu'il serait en mon pouvoir de laisser toujours ignorer aux Chambres les actes constituant l'échange de vues qui se poursuit entre le Vatican et le Gouvernement du Roi. Vous connaissez trop bien les exigences de nos institutions parlementaires pour que j'ai besoin de vous indiquer les considérations que vous aurez à invoquer afin de dissiper cette erreur. Les discussions relatives à la légation belge auprès du Vatican, les explications qui ont été données à la section centrale chargée de l'examen du budget des affaires étrangères, celles qui ont précédé le vote de ce budget, les réserves qui ont été faites à cette occasion, impliquent la nécessité de communications ultérieures à faire aux Chambres.

D'ailleurs je ne comprends pas comment il sera possible de justifier les résolutions du Cabinet « en recouvrant d'un complet silence l'intervention du Saint-Siège auprès des catholiques. » Je ne comprends pas davantage l'utilité du secret indéfini que l'on semble désirer. S'il s'agit de l'attitude du clergé et d'une partie des catholiques à l'égard de la Constitution, quelle raison y aurait-il de laisser ignorer, dans un moment propice, les intentions de Sa Sainteté. S'il s'agit de l'opposition suscitée par le projet de loi sur l'enseignement primaire, le fait que le Saint-Père ne s'est pas associé aux manifestations du clergé belge est notoire et nul ne saurait être blessé d'apprendre que le Souverain Pontife a donné des conseils de calme et de modération. Peut-être

s'étonnerait-on seulement que les actes aient continué d'être peu en harmonie avec d'aussi sages avis.

Je n'ai trouvé ni illégale ni subversive « l'opposition faite par le clergé au projet de loi sur l'enseignement primaire. » Je l'ai signalée comme étant injuste et violente. A la différence des attaques dirigées contre la Constitution et qui avaient, de l'aveu de l'organe des catholiques parlementaires, un caractère révolutionnaire, l'opposition à la réforme de la loi de 1842 n'a en soi rien d'illégitime, et je n'ai pas hésité à reconnaître que c'était le droit des catholiques d'employer tous les moyens loyaux et honnêtes pour essayer de faire prévaloir leur opinion.

Mais le clergé se maintient-il dans des bornes sensées et convenables en accusant le Gouvernement du Roi de vouloir établir des écoles athées, « des écoles sans Dieu, avec des instituteurs sans foi ? Comment ne pas déplorer de semblables diffamations transformées en prières qui tombent du haut de la chaire de vérité et que l'on continue, malgré d'augustes conseils de calme et de modération, à faire répéter chaque jour dans toutes les églises du royaume ?

Toutefois, espérant encore que les emportements et les exagérations, qui naissent des luttes des partis, ne survivront pas au jugement prononcé par les Chambres et sanctionné par le Roi, plus préoccupé, par ce motif, de l'avenir que du présent, je me demandais dans ma dépêche du 6 avril, si l'on empêcherait que l'opposition excessive dirigée contre le projet de loi sur l'enseignement ne dégénérât en une entrave à l'exécution de la loi.

Son Eminence le cardinal Nina paraît répondre à ma pensée en faisant remarquer « que ce qui a été fait immédiatement au sujet de la question constitutionnelle ne pouvait pas se faire *actuellement* au sujet d'une question qui se trouve encore soumise aux discussions du Parlement. »

Je suis tout disposé à admettre cette observation. Il ne reste donc qu'à attendre les actes ultérieurs, et il est bien évident que les mesures qui seront prises par le clergé, lorsqu'il y aura lieu d'exécuter la loi exerceront la plus grande influence sur nos relations avec le Saint-Siège.

Telles sont, monsieur le baron, les réflexions que j'ai communiquées avant-hier à monseigneur Vannutelli lorsqu'il est venu me faire les communications annoncées de la part de Son Eminence le cardinal Nina. Vous voudrez bien les confirmer dans vos entretiens avec le Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté.

Agréez, etc.

Signé : FRÈRE-ORBAN.

N° 32

LE MINISTRE DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES(Reçue le 1^{er} mai 1879.)

(EXTRAIT.)

Rome, le 28 avril 1879.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur d'être reçu hier en audience par le Pape.

Sa Sainteté m'a accueilli avec une grande bienveillance : « Je suis charmé, m'a dit le Saint-Père, de vous revoir après une si longue absence ; je constate avec satisfaction que la bonne entente entre votre Gouvernement et le Saint-Siège est rétablie. On s'était figuré à tort que le chef de l'Eglise était hostile à la Constitution belge. Je n'ai cessé de répéter que vos institutions sont appropriées au caractère de la nation. J'ai été à même d'étudier la mise à exécution de votre Constitution et j'ai reconnu qu'elle sauvegarde les droits des catholiques. Ce serait aller à l'encontre des vues du Saint-Siège, que d'attaquer ou blâmer votre pacte fondamental. Les catholiques doivent y être soumis sans arrière-pensée. J'espère que cette question est définitivement résolue, et que plus un catholique ne la soulèvera. Je ne puis que confirmer les déclarations faites à ce sujet par mon Secrétaire d'Etat. »

Le Souverain Pontife m'a entretenu ensuite du projet de loi sur l'enseignement primaire.

Sa Sainteté m'a dit que l'instruction chrétienne de la jeunesse était naturellement une de ses principales préoccupations, qu'il trouvait nécessaire que cette instruction fût imprégnée des idées religieuses, l'une ne pouvant, sans grave danger, être séparée des autres.

Le Saint-Père a ajouté qu'il suivait avec une sérieuse attention la discussion soulevée en ce moment à la Chambre des représentants.

Cependant le Pape a évité, monsieur le Ministre, de se prononcer sur cette loi. Sa Sainteté attend probablement le vote des Chambres pour exprimer, le cas échéant, une opinion à cet égard.

.....
Veuillez agréer, monsieur le Ministre, etc.

Signé : BARON D'ANETHAN.

N° 33

LE MINISTRE DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Reçue le 3 mai 1879).

Rome, le 30 avril 1879.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur de m'entretenir avec le Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté; je n'ai pas manqué de lui faire connaître que le maintien du Ministre de Belgique au Vatican n'était pas définitif et n'avait d'autre signification que celle d'un acte de courtoisie envers le Saint-Père.

Le cardinal Nina m'a répondu qu'il espérait voir le provisoire devenir définitif, et qu'il ferait tous ses efforts pour maintenir la bonne entente entre le Saint-Siège et le Gouvernement du Roi.

Vous m'avez fait l'honneur, monsieur le Ministre, d'appeler mon attention sur une lettre du cardinal Nina aux membres du Cercle de Saint-Ambroise de Liège, et sur la lettre du Pape au cardinal-vicaire. Je n'ai pas négligé de faire remarquer à Son Eminence que sa réponse à l'adresse des membres du Cercle de Saint-Ambroise pouvait être interprétée comme une approbation des attaques contre le Gouvernement contenues dans ce document.

Le cardinal m'a déclaré que telle n'avait pas été l'intention du Souverain Pontife ni la sienne, et qu'il avait, au reste, évité soigneusement de faire mention dans sa lettre de cette partie de l'adresse. Son Eminence a ajouté qu'il était impossible au Pape de laisser sans réponse un témoignage de dévouement émanant des catholiques. La réponse faite, au nom de Sa Sainteté, n'avait d'autre signification que celle d'un simple remerciement.

Quant à la lettre du Saint-Père au Cardinal-Vicaire, elle n'a, m'a dit le Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté, aucun rapport avec le projet de loi soumis aux Chambres belges, elle a trait aux écoles protestantes de Rome et à la propagande qui y est faite pour y attirer la jeunesse. Il ne s'agit nullement dans ce document d'écoles neutres ou mixtes. Si l'on s'est emparé de quelques passages de cette lettre pour combattre la loi proposée, c'est que les partis cherchent naturellement des armes partout où ils les

trouvent, et il n'est pas étonnant que l'opposition ait fait usage des arguments contenus dans la lettre précitée, bien qu'ils ne s'appliquent pas directement à l'objet en question.

Le cardinal Nina a ajouté :

« Le Saint-Siège s'est abstenu soigneusement de se prononcer sur le projet de loi dont les Chambres sont saisies; il est juste de reconnaître *qu'il n'a apporté aucun combustible pour alimenter le feu* : au contraire le Pape a chargé le nonce de faire parvenir des conseils de modération aux évêques. Que peut-on demander de plus? Nous ne pouvons imposer silence aux catholiques ni leur interdire de faire usage des moyens que la Constitution met à leur disposition. »

J'ai objecté que le Gouvernement ne contestait pas ce droit, mais qu'il verrait avec un vif déplaisir que l'on se servit du nom et de l'autorité du Souverain Pontife pour exercer une influence sur l'opinion publique dans un sens hostile aux propositions soumises aux Chambres.

« C'est ce que nous n'avons permis à personne de faire, m'a répliqué le Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté, je puis vous l'affirmer. »

Quant à la conduite que tiendra le clergé après le vote de la loi, c'est une question très sérieuse, m'a dit le cardinal, et aucune décision ne peut être prise à cet égard actuellement, la loi n'étant pas encore votée et étant, par conséquent, susceptible de modification. C'est du reste une question, a-t-il ajouté, dont la solution appartient aux évêques.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BARON D'ANETHAN.

N° 34

LE MINISTRE DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Reçue le 10 mai 1879.)

Rome, le 7 mai 1879.)

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la dépêche que vous avez bien voulu m'adresser sous la date du 30 avril dernier. Je n'ai

pas manqué de faire connaître au cardinal Nina que vous pourriez être amené à publier les actes constatant l'échange des vues qui se poursuit entre le Gouvernement du roi et le Saint-Siège. Son Eminence en avait été informée par le nonce ; la dépêche de M^{sr} Vannutelli, qui m'a été communiquée *confidentiellement*, porte que vous n'entendez vous servir des documents dont il s'agit que dans le cas où vous y seriez forcé par les nécessités d'une discussion parlementaire. Son Eminence m'a dit : « Je comprends que dans certaines circonstances le Cabinet puisse être obligé de faire à ce sujet quelques communications aux Chambres ; j'ai eu l'occasion d'apprécier la mesure et le tact politique dont M. le Ministre des affaires étrangères a fait preuve lorsqu'il s'est agi de la Légation du Roi près du Saint-Siège et je m'en rapporte à sa sagesse, espérant toutefois que d'ici là une communication plus précise des projets de Son Excellence à cet égard pourra aboutir à un résultat de nature à garantir les intérêts du Gouvernement royal sans nuire à ceux du Saint-Siège. »

J'ai également appelé l'attention du Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté sur l'influence que l'attitude du clergé après le vote de la nouvelle loi pourrait exercer sur les relations du Saint-Siège et de la Belgique. Le cardinal Nina m'a dit qu'il déplorerait que ces relations ne fussent pas bonnes ou cessassent d'exister. Il espère, a-t-il ajouté, que la question de principes ne mettra pas obstacle à la conservation de ces rapports diplomatiques, dans lesquels Son Eminence persiste à voir le meilleur moyen de garantir les intérêts de la religion en Belgique et d'empêcher qu'ils puissent se trouver en contradiction avec ceux du Gouvernement royal.

Le cardinal m'a répété « que la décision à prendre après le vote de la loi sur l'enseignement primaire dépendait des évêques ; quelque désagréable que puisse être pour eux l'adoption de cette loi, une fois le fait accompli, il y aura lieu pour l'épiscopat d'examiner ce qu'exige l'intérêt spirituel des familles catholiques et le Saint-Siège sera toujours prêt à lui recommander la modération.

Le nonce sera chargé de développer cet ordre d'idées dans ses entretiens avec vous.

Agréez, etc.

Signé : BARON D'ANETHAN.

-N° 35

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU MINISTRE
DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE

(Télégramme.)

Bruxelles, le 19 juin 1879.

Le *Journal de Bruxelles* publie, relativement à la loi sur l'enseignement, un mandement collectif absolument contraire aux intentions du Saint-Siège que vous m'avez communiquées. Avertissez le cardinal Nina de cet incident. — Il peut avoir de graves conséquences.

Signé : FRÈRE-ORBAN.

N° 36

LE MINISTRE DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Télégramme.)

Rome, 20 juin 1879.

Ministre des affaires étrangères, Bruxelles.

J'ai informé le cardinal Nina, qui a été devancé par l'épiscopat. Ses instructions au nonce sont arrivées trop tard. Il doit connaître le mandement pour se prononcer.

Signé : D'ANETHAN.

N° 37

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, AU MINISTRE DE BELGIQUE
PRÈS LE SAINT-SIÈGE

Bruxelles, le 21 juin 1879.

Monsieur le baron,

Je vous ai informé, par mon télégramme du 19 de ce mois, que les évêques venaient de publier, immédiatement après le vote par le Sénat du projet de loi sur l'enseignement primaire, un nouveau mandement collectif; j'ai ajouté que ce document, dont vous avez certainement connaissance aujourd'hui, mais dont je joins néanmoins le texte à ma dépêche, était en tous points contraire aux intentions du Saint-Siège que M. Reusens et vous, monsieur le baron, m'avez fait connaître dans les diverses communications que vous m'avez adressées à cet égard.

Vous comprendrez sans peine l'impression qu'a produite sur l'opinion publique le langage injurieux, violent et provocateur de l'épiscopat. Je tiens cependant à vous en faire saisir mieux encore la portée en le rattachant aux actes précédents des évêques et en le rapprochant de quelques-unes des phrases principales de l'échange de vues que le Gouvernement du Roi poursuit en ce moment avec le Vatican.

Le projet de loi sur la revision de la législation scolaire de 1842 n'était pas encore déposé, l'étendue de la réforme que le Gouvernement se proposait d'introduire ne pouvait encore être appréciée, que déjà, le 30 décembre 1878, une première lettre pastorale venait audacieusement affirmer que l'enseignement religieux serait absolument exclu de l'école primaire; la loi était jugée avant d'être présentée; les évêques cherchaient, sans la connaître, à la faire passer, dans l'esprit des populations, comme un acte pervers, impie, « contraire aux lois divines. »

Nous ne supposions pas assurément que le clergé se montrerait satisfait de l'abrogation d'une législation qui paraissait avoir toutes ses sympathies; mais en songeant au caractère dont le prêtre est revêtu, nous pouvions penser que les évêques garderaient assez le respect d'eux-mêmes pour ne point condamner des propositions qu'ils ne connaissaient pas; nous avions le droit de croire que, lorsqu'ils se seraient pénétrés de la mesure que le gouvernement avait résolu de faire prévaloir, et par laquelle un

local dans l'école serait mis à la disposition des ministres des cultes pour y donner aux enfants, à des heures déterminées, l'enseignement religieux confessionnel, ils renonceraient, du moins, à diffamer le Gouvernement en l'accusant de vouloir chasser de l'école « le prêtre, la religion et Dieu. »

Il n'en a rien été.

Par une protestation épiscopale lue dans toutes les églises des diocèses de Namur, et plus tard par la lettre pastorale collective ou mandement de carême des évêques, la mesure proposée par le Gouvernement fut déclarée dérisoire; l'heure à laquelle il s'agissait de faire donner par les ministres des cultes les leçons de religion fut dénoncée comme « impossible; » malgré les termes formels de l'exposé des motifs, on affirma que les instituteurs et les institutrices n'enseigneraient plus le catéchisme aux enfants. Le Gouvernement fut accusé de dissimuler ses desseins, et de s'abaisser à commettre « une supercherie. »

Pendant toute la durée de la longue discussion qui occupa la législature près de deux mois, le Gouvernement ne manqua pas une occasion de démontrer à l'évidence que les accusations de l'épiscopat n'avaient pas le moindre fondement, qu'elles étaient calomnieuses au premier chef; que la disposition relative à l'enseignement religieux franchement et loyalement proposée, malgré l'opposition d'une fraction du parti libéral, serait aussi franchement et loyalement exécutée; que les heures fixées pour donner cet enseignement étaient les mêmes que celles qu'avait déterminées le règlement concerté en 1846 entre le ministère catholique d'alors et les évêques, et que l'honorable comte de Theux avait, dans une circulaire aux inspecteurs provinciaux, formellement consacré ce système, simplement reproduit par le projet de loi.

Le Gouvernement alla plus loin encore; il fit inscrire dans la loi une disposition nouvelle destinée à traduire en fait sa ferme résolution de ne permettre, dans l'école, aucune attaque contre les croyances religieuses des familles dont les enfants seraient confiés aux soins des instituteurs. Je n'ai pas besoin d'ajouter que si d'autres amendements avaient été présentés dans le but d'améliorer le système du projet de loi sans en atteindre les principes fondamentaux, le Gouvernement et la majorité les auraient examinés avec bienveillance et n'auraient pas hésité à se rallier à toute modification de nature à satisfaire un intérêt légitime.

Mais la droite parlementaire, convaincue que tout ce qui aurait pu atténuer ses griefs au point de vue religieux l'affaiblirait sur

le terrain politique qu'elle entendait avant tout préserver dans un intérêt de parti, avait pris la résolution de n'indiquer même aucune amélioration dont la loi lui aurait paru susceptible.

C'est pourquoi et par les mêmes motifs, rien ne put modifier l'attitude de l'épiscopat. Les déclarations les plus catégoriques du Gouvernement, ses actes même, n'avaient à ses yeux aucune valeur ; les engagements pris en face du pays, les dispositions inscrites dans la loi en termes formels, précis et ne pouvant donner lieu à aucune équivoque, étaient représentés comme n'ayant d'autre but que de déguiser une pensée résolument hostile aux croyances religieuses. Il fallait à tout prix que le gouvernement fut accusé de vouloir « décatholiciser » le pays et de rêver le triomphe de l'athéisme !

Le mandement donne trois preuves de cet abominable dessein :

« Cé qui le prouve manifestement, dit-il, ce sont les efforts que les partisans de la loi projetée ont prodigués dans la presse et dans les documents officiels et qu'ils emploient encore à la tribune parlementaire et dans la loi même, pour dissimuler la malignité de celle-ci et faire croire que nos appréciations sont injustes et exagérées. »

Ainsi, protester formellement contre des imputations calomnieuses, c'est prouver la vérité de ces imputations, inscrire des garanties dans la loi, c'est établir « la malignité, » la perversité de celle-ci !

C'est que, continue le mandement, « la prudence même des habiles s'est démentie, *leur haine contre l'Église catholique s'est démasquée* ; des aveux leur ont échappé, et ces aveux révèlent clairement ce qu'ils pensent, ce qu'ils cherchent en neutralisant l'école primaire, à savoir *un moyen infailible de déchristianiser le pays.* »

Et après avoir cité à l'appui de telles assertions des faits inexacts ou controuvés, les évêques ne craignent pas d'ajouter, comme deuxième et troisième élément de preuve, ce qui suit :

« L'an dernier, l'homme d'Etat qui est aujourd'hui le chef du ministère, n'a-t-il pas déclaré solennellement qu'un Gouvernement libéral ne peut s'appuyer sur aucun dogme, pas même sur la croyance à l'existence de la Divinité, parce que le déisme lui-même serait intolérant ? L'a-t-on oublié ? Le ministre actuel de l'instruction publique a précisé le sens et la portée de ces paroles, en disant, en plein Sénat, que le Décalogue ne sera point enseigné dans l'école instituée par la nouvelle loi, parce que le décalogue est la négation de la liberté de conscience ? L'a-t-on oublié ? »

Vous allez juger, monsieur le baron, des procédés à l'aide desquels les évêques se croient autorisés à accuser le Gouvernement d'une mauvaise foi calculée et d'une insigne duplicité.

Dans un discours du 15 mai 1878, après avoir dit que le libéralisme ne peut ni propager ni proscrire les croyances religieuses et qu'il doit à tous ceux qui les professent « une égale liberté, une égale tolérance, une égale protection, » j'ajoutais :

« On fonderait *l'État politique* sur le déisme pur, *mais néanmoins sur un dogme*, que par cela même, la *politique* serait intolérante, car attaquer le dogme, ce serait attaquer la base même de l'institution politique. »

La pensée qui est exprimée ici est claire et manifeste pour tout esprit non prévenu : fonder *l'État politique* sur un dogme, fût-il le pur déisme, c'est-à-dire n'accorder de droits civils et politiques qu'à ceux qui professeraient cette croyance, se serait rendre l'État intolérant.

C'est une vérité de sens commun en parfaite harmonie avec nos principes constitutionnels; c'est un axiome aussi favorable aux catholiques qu'à ceux qui pratiquent tout autre culte. C'est parce que *l'État politique* en Angleterre était fondé sur un dogme que les catholiques ont été si longtemps proscrits et que, ailleurs, *l'État politique* reposant sur un autre dogme, les juifs et les protestants ont été proscrits à leur tour.

La *Gazette de Liège* s'emparait aussitôt de ce passage de mon discours, dont elle altérait le texte et l'esprit, pour en déduire une déclaration d'athéisme, et le lendemain du jour où le nouveau cabinet libéral venait d'être formé, reprenant encore ce sujet, le même journal appliquait à l'enseignement ce principe de l'athéisme que j'avais prétendument affirmé dans mon discours.

« Pour ne pas être intolérant, disait-il, et pour donner toute satisfaction au rationalisme ou à la libre pensée, l'enseignement officiel bannira toute idée religieuse, toute idée de Dieu de l'école. »

La presse libérale signala incontinent tout ce qu'il y avait de déloyal dans une telle discussion; que pouvait-il y avoir de commun d'ailleurs entre fonder l'État politique sur un dogme et donner pour base à la morale enseignée dans les écoles la croyance en Dieu et à l'immortalité de l'âme?

Eh bien, cette polémique passe de la presse dans le mandement, de telle sorte que l'on est autorisé à croire que le rédacteur des amendements est également le rédacteur des journaux. On y retrouve, en tous cas, les mêmes injures, les mêmes vio-

lences, les mêmes altérations des pensées et des paroles de ceux qu'on incrimine.

Mais, ce qui n'est pas moins étrange et moins inouï, c'est que « le sens et la portée de mes paroles » auraient été précisés, selon le mandement, par une déclaration faite en plein Sénat, par le Ministre de l'instruction publique, déclarant *que le Décalogue ne serait point enseigné dans l'école instituée par la nouvelle loi, parce que le Décalogue est la négation de la liberté de conscience.*

Mon honorable collègue de l'instruction publique a-t-il tenu ce langage ?

Dans la discussion du budget de son département, M. Van Humbeeck avait été pris à partie par M. Casier, sénateur de Gand; qui avait soutenu que « ce qu'il faut enseigner, ce n'est pas tant la Constitution belge que la constitution universelle, consistant dans les *commandements de Dieu et de l'Eglise.* »

M. Van Humbeeck réplique que « la doctrine ainsi formulée est tout simplement la négation de la liberté de conscience; que ce sont les prescriptions d'un culte particulier qui doivent, dans cette formule, servir de base à l'enseignement public. »

Cette déclaration, si simple et si logique lorsqu'on la rapproche de la question posée, fut dénaturée par la presse; le mandement comme la presse supprime ce qui était affirmé, à savoir que *ce n'est pas tant la Constitution belge que la constitution universelle, consistant dans les commandements de Dieu et de l'Eglise* qu'il faut enseigner, et le mandement comme la presse traduit la réponse en cet aphorisme inintelligible que « le Décalogue est la négation de la liberté de conscience, » afin de pouvoir affirmer que l'enseignement du Décalogue est proscrit des écoles publiques !

C'est là ce qui donne son véritable sens et sa portée au passage travesti d'un de mes discours prononcé un an auparavant; c'est là ce qui montre les desseins pervers du Gouvernement et son projet bien arrêté de déchristianiser le pays !

Or les évêques n'avaient pas prévu que le jour même, presque à la même heure où leur mandement collectif allait paraître, leurs assertions seraient frappées par un démenti péremptoire.

Une interpellation de l'honorable vicomte Vilain XIV, sénateur de Saint-Nicolas, fournit en effet à M. Van Humbeeck, quelques instants avant le vote définitif du projet de loi, l'occasion de faire une déclaration catégorique. Je transcris littéralement le passage des *Annales* qui se rapporte à cet incident :

M. Van Humbeeck, Ministre de l'instruction publique. —

Messieurs, je viens répondre à l'honorable sénateur de Saint-Nicolas. On a souvent dit, dans la presse catholique, que j'avais aboli le Décalogue; et cela, parce qu'à mon entrée comme ministre dans cette enceinte, répondant à un sénateur qui avait déclaré que la constitution universelle consiste dans les commandements de Dieu et de l'Eglise...

M. le vicomte Vilain XIV. — Pas de l'Eglise; je parle des commandements de Dieu.

M. Van Humbeeck, ministre de l'instruction publique. — Je disais que dans la presse catholique on a prétendu que j'aurais aboli le Décalogue, parce qu'à une question posée comme je viens de le dire, j'avais répondu :

« Si vous voulez fonder l'enseignement public sur les commandements de Dieu et de l'Eglise, vous le subordonnez à une religion déterminée, et par conséquent c'est la négation de la liberté de conscience.

« C'est pour cela que la presse catholique, depuis plusieurs mois, m'accuse d'avoir aboli le Décalogue en disant que les commandements de Dieu sont la négation de la liberté de conscience. Jolie traduction, et fidèle surtout, vous pouvez en juger !

« A la question que me pose l'honorable vicomte Vilain XIV je réponds : Pourquoi le Décalogue ne pourrait-il pas être enseigné dans l'école ?

« Il renferme sept commandements qui sont de pure morale; il y en a deux qui sont à la fois de morale et de religion; il y en a un seul qui est de religion pure : c'est celui qui prescrit le repos du dimanche. »

M. le vicomte Vilain XIV. — « C'est le sabbat. »

M. Van Humbeeck, Ministre de l'instruction publique. — « Les catholiques ont corrigé ce commandement de Dieu en mettant le dimanche au lieu du sabbat.

« Les commandements qui sont de pure morale contiennent précisément les préceptes que j'indiquais avant-hier comme étant ceux que l'instituteur aura à enseigner.

« Le respect de la vie d'autrui, le respect de la propriété d'autrui, respect non seulement matériel mais aussi intellectuel, c'est-à-dire interdisant même la simple convoitise, la continence et la chasteté, le respect de la vérité. Voilà ce qui se trouve dans le *Décalogue* et ce que j'ai indiqué comme devant être la base de la morale, non pas seulement de la morale catholique, protestante ou israélite, mais de cette morale que nous appelons universelle.

« Ce n'est pas parce que ces préceptes sont dans le Décalogue qu'on devrait s'abstenir de les enseigner. Pourquoi même ne serait-il pas permis de dire, en terme de commentaire, que puisque ces préceptes se trouvent indiqués comme divins par les grandes religions qui partagent le monde civilisé, ils empruntent à cette circonstance une valeur spéciale ?

« C'est là un enseignement moral tout naturellement indiqué qu'il ne peut entrer dans l'esprit de personne de proscrire.

« Je suis enchanté qu'on m'ait fourni l'occasion de m'expliquer à ce sujet, parce que le fait seul que cette question peut être posée indique jusqu'à quel point on a pu, même chez les meilleurs esprits, faire naître contre le projet une prévention imméritée contre nos intentions. »

Le vicomte Vilain XIV, se déclara satisfait de ces explications.

Et voilà comment la lettre pastorale des évêques explique à sa manière l'attitude des membres du Gouvernement ; voilà comment elle fausse leur pensée pour les signaler à la haine et au mépris des populations qu'elle cherche à abuser.

La conduite que l'épiscopat persiste à tenir dans la question de l'enseignement primaire m'étonne profondément quand je la rapproche, comme je vous l'ai laissé entendre plus haut, des déclarations qu'à plusieurs reprises la légation du Roi a été autorisée à me faire, et que le nonce apostolique n'a pas manqué de me confirmer dans chacun des entretiens que j'ai eu l'honneur d'avoir avec lui. Dans ma dépêche du 25 janvier dernier, j'ai déjà caractérisé la situation qui nous était faite vis-à-vis du Saint-Siège, et j'ai autorisé M. Reusens à la signaler à S. Em. le cardinal Secrétaire d'Etat. Je reçus en réponse l'assurance formelle que, malgré les projets annoncés du Gouvernement en matière d'instruction publique, le Vatican persévérerait dans sa résolution d'empêcher autant que possible tout excès dans les luttes auxquelles les catholiques belges se trouvaient mêlés.

Ma communication du 26 février vint confirmer à M. Reusens la gravité de l'état de choses que créait l'attitude violente des évêques et du clergé, poussant les populations à la révolte par des moyens que j'aurais pu qualifier à mon tour d'ineptes et de mensongers, si j'avais voulu avoir recours à un pareil langage.

Son Eminence le cardinal Nina se récria d'abord à l'idée de devoir intervenir auprès de l'épiscopat ; mais, dans un nouvel entretien qu'il eut avec M. Reusens, il déclara à notre chargé d'affaires qu'après avoir pris l'avis du Saint-Père et y avoir mûrement réfléchi, il reconnaît la nécessité d'une action du Saint-

Siège, ayant pour but de calmer les esprits et d'inspirer des sentiments de modération. Peu de jours après, le nonce apostolique avait reçu en effet la mission de me donner des assurances conformes à cette déclaration. Comment ont été suivis ces conseils de calme et de modération ? L'autorité du Saint-Siège est-elle méconnue ou bien ce que nous voyons est-il l'expression tolérée du calme et de la modération recommandés ?

L'intervention plus directe du Vatican, par voie de conseil, auprès des évêques, ne devait, il est vrai, se produire qu'après la fin des discussions parlementaires engagées sur le projet de loi, et le cardinal Nina était persuadé, au dire de M. Reusens, que le Gouvernement du Roi reconnaîtrait combien l'attitude du Saint-Siège dans les questions précédentes lui permettait de se reposer avec confiance sur la prudence et le tact politique de Sa Sainteté pour les questions à venir.

Comment concilier cependant des assurances aussi positives avec la déclaration de guerre que les évêques ont lancée, avec l'ouverture, officiellement annoncée par eux, d'écoles libres dans toutes les communes ; la défense intimée aux pères de familles et tuteurs catholiques d'envoyer leurs enfants ou leurs pupilles aux écoles « sans Dieu ; » l'interdit implicitement jeté sur les établissements d'instruction primaire de l'Etat ; enfin avec le cri de ralliement de ceux qui s'armaient jadis contre les infidèles, et poussé aujourd'hui comme pour appeler à la guerre civile : Dieu le veut !

Votre télégramme d'hier m'annonce, il est vrai, que le Vatican s'est laissé devancer et que ses instructions sont arrivées trop tard. C'est ce que M^{gr} Vannutelli m'a laissé entendre de son côté. Faut-il en conclure que les évêques avaient été avertis que des conseils sur la conduite à tenir après le vote de la loi allaient leur être donnés, et ont-ils voulu prendre les devants et s'engager ?

Quoi qu'il en soit, je suis convaincu, monsieur le baron, que vous aurez déjà signalé à Son Eminence le cardinal Nina la gravité de la situation. Elle paraîtra d'autant plus étrange dans sa violence, qu'elle naît d'attaques inqualifiables dirigées contre une loi dont le principe est appliqué ailleurs sans avoir jamais été réprouvé par le Saint-Siège. Je n'ai jamais appris, en effet, que le régime pratiqué en Hollande ait été frappé d'une condamnation doctrinale. Ce régime n'est autre cependant que celui que formule la loi actuellement adoptée par les Chambres, et il a existé, dans notre pays même, pendant toute la durée du Royaume des Pays-Bas.

Au surplus, vous ne vous dissimulerez point, monsieur le baron, les conséquences sérieuses que pourrait entraîner, tant pour le clergé lui-même qu'au point de vue de nos rapports avec le Vatican, la situation que l'épiscopat cherche à perpétuer. Si la lutte s'engage dans les conditions où elle semble devoir être entamée, qui pourrait dire où et quand elle s'arrêtera ? qui pourrait prévoir l'étendue des mesures de défense que le Gouvernement sera peut-être forcé de prendre pour désarmer des adversaires qui annoncent la résolution de pousser à l'extrême tous les moyens de résistance pour paralyser l'exécution de la loi ?

J'ai eu déjà l'occasion d'exposer au nonce les considérations que je viens de faire valoir. Vous voudrez bien, monsieur le baron, vous en pénétrer à votre tour dans vos entretiens avec Son Eminence le cardinal Secrétaire d'Etat. Je vous autorise du reste à lui donner lecture de la présente dépêche et à lui en laisser copie s'il le désire.

Veuillez agréer, etc.

Signé : FRÈRE-ORBAN.

N° 38

LE MINISTRE DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE AU MINISTRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Télégramme.)

Rome le 21 juin 1879.

Ministre des affaires étrangères, Bruxelles.

J'ai eu aujourd'hui un entretien avec le cardinal Nina. Je vous écris le compte-rendu des communications importantes du cardinal.

Signé : D'ANETHAN.

N° 39

LE MINISTRE DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE AU MINISTRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Reçue le 25 juin 1879.)

Rome, le 21 juin 1879.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu aujourd'hui un entretien avec le cardinal Nina au sujet de la communication télégraphique que vous avez bien voulu me faire du mandement des évêques.

Son Eminence ne m'a pas dissimulé que le Pape avait vu avec déplaisir la présentation de la loi sur l'enseignement primaire.

Le cardinal espère que dans l'application le Gouvernement du Roi usera de ménagements afin que les principes et les croyances du peuple catholique soient blessés le moins possible.

Son Eminence estime que cette condition est indispensable pour permettre au Pape de conserver la réserve qu'il s'est imposée, non seulement en vue du bien des âmes, mais afin d'éviter en même temps de créer de nouveaux embarras au Gouvernement du Roi.

Le cardinal m'a répété qu'il ne pouvait émettre aucune appréciation relativement au mandement, n'ayant pas encore reçu le texte de ce document.

Quant au fond même du mandement, Son Eminence espère qu'il n'y aura rien à critiquer ; en ce qui concerne la forme, si le cabinet a quelque chose à y redire, c'est sans nul doute, a ajouté Son Eminence, à cause de l'accélération du vote du Sénat, qui n'a pas permis que les instructions du Saint-Siège parvinssent à temps au nonce. « Ces instructions, m'a dit le cardinal, étaient empreintes de cet esprit de modération et de sagesse dont ni le Saint-Père ni lui ne se départiront jamais. »

Son Eminence m'a répété à plusieurs reprises qu'elle ne cachait pas la gaité des conséquences qui pouvaient naître de la situation à laquelle vous faites allusion dans votre télégramme précité.

« Mais je compte dans ces circonstances, m'a dit le cardinal, sur l'esprit éminemment politique de M. Frère-Orban pour trou-

ver le moyen d'adoucir l'irritation produite dans l'esprit des catholiques par la nouvelle loi de l'enseignement. »

Son Eminence m'a autorisé à vous déclarer que le Saint-Siège emploiera tous ses efforts afin que les catholiques ne prennent pas une attitude capable de troubler davantage les rapports entre l'Etat et l'Eglise, pourvu que de son côté il puisse avoir l'assurance de vos dispositions conciliantes, auxquelles le Cardinal fait appel.

Vous comprendrez que ce sont les premières impressions du cardinal qu'il sera de mon devoir d'entretenir pour la part qui peut être réellement avantageuse aux intérêts civils et religieux de notre pays.

Je crois savoir que les mêmes déclarations vous seront faites par le nonce, si rien ne vient modifier la situation.

Agréez, monsieur le Ministre, etc.

Signé : BARON D'ANETHAN.

N° 40

LE MINISTRE DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE AU MINISTRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Reçue le 28 juin 1879.)

Rome, le 24 juin 1879.

Monsieur le Ministre,

Le cardinal Nina m'a dit qu'il avait lu avec une grande attention le mandement des évêques belges. Son Eminence a ajouté que, quant à la partie dogmatique de ce document, il lui serait impossible d'y trouver rien à redire ; l'épiscopat se base sur de nombreuses décisions pontificales qui ont unanimement condamné les écoles neutres. Le cardinal m'a exprimé très confidentiellement ses réserves quant à la forme du mandement et à la vivacité des expressions ; mais Son Eminence en trouve l'explication dans la douleur que leur a fait éprouver la nouvelle loi, en présence de laquelle les évêques se sont sentis doublement obligés de conserver l'intégrité de la foi et des sentiments religieux des fidèles. Au sujet du dispositif de ce mandement, Son Eminence m'a fait observer qu'il fallait tenir compte de ce que

les prélats belges n'ont pas jeté l'interdit sur les écoles officielles, comme bon nombre de catholiques l'auraient désiré, et se sont bornés à faire connaître aux familles leur désapprobation du nouveau système scolaire : ce qui permet d'espérer que l'épiscopat usera de *tempérament* dans les mesures d'application, et il le pourra faire facilement par les instructions qu'il donnera aux curés. C'est précisément dans cet esprit de conciliation que le Saint-Siège compte user de son influence afin d'éviter autant que possible les divisions qui résulteront d'un double enseignement. Pour permettre au Souverain Pontife d'exercer cette action pacificatrice, le Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté compte sur le concours du Gouvernement, qui seconderait utilement, dit Son Eminence, les intentions du Saint-Siège en tenant compte du sentiment des catholiques dans l'application de la loi. J'espère d'ailleurs, a ajouté en terminant le cardinal, que l'homme d'Etat placé à la tête du Ministère belge, trouvera les moyens voulus pour répondre aux bonnes intentions dont le Saint-Siège ne cesse de lui donner les plus incontestables preuves.

Agréé, etc.

Signé : BARON D'ANETHAN.

N° 41

LE MINISTRE DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE AU MINISTRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Reçue le 30 juin 1879.)

Rome, le 26 juin 1879.

Monsieur le Ministre,

La dépêche que vous avez bien voulu m'adresser sous la date du 21 de ce mois ne m'est parvenue qu'hier à une heure assez avancée dans la soirée.

Je n'ai pas manqué de me rendre aujourd'hui chez le cardinal Nina pour lui en donner connaissance.

Conformément à vos instructions, j'ai laissé une copie de ce document à Son Eminence, qui m'en a exprimé le désir.

Le Cardinal tient à avoir un entretien avec le Pape avant de s'expliquer sur la question traitée par vous dans sa dépêche précitée.

Le Secrétaire d'État de Sa Sainteté m'a prié de revenir le voir après-demain afin qu'il puisse me répondre après un mûr examen.

J'aurai l'honneur de vous communiquer sans retard le compte rendu de ma conversation avec le cardinal Nina.

Agrérez, etc.

Signé : BARON D'ANETHAN.

N° 42

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU MINISTRE DE BELGIQUE
PRÈS DU SAINT-SIÈGE

Bruxelles, 1^{er} juillet 1879.

Monsieur le baron,

Le nonce est venu me voir le 26 juin et m'a donné lecture d'une dépêche du Cardinal-Secrétaire d'Etat renfermant des observations dont la substance se trouve dans votre dépêche du 21.

A cette date, Son Eminence le cardinal n'avait pas encore connaissance dut exte du mandement collectif des évêques. Le Secrétaire d'Etat ne se dissimulait pas la gravité des conséquences qui pouvaient naître de cet acte; il regrettait que des instructions du Saint-Siège, « empreintes de cet esprit de modération et de sagesse dont le Saint-Père et Son Eminence ne voulaient pas se départir, » fussent arrivées trop tard au nonce; il exprimait l'espoir que le Gouvernement du Roi userait de ménagements dans l'application de la loi, « afin que les principes et les croyances du peuple catholique soient blessés le moins possible, » condition indispensable pour permettre au Pape de conserver la réserve qu'il s'est imposée en cette affaire; il vous autorisait enfin à me déclarer « que le Saint-Siège emploierait tous ses efforts afin que les catholiques ne prennent pas une attitude capable de troubler davantage les rapports entre l'Etat et l'Eglise, pourvu que, de son côté, il eût l'assurance des dispositions conciliantes du Gouvernement du Roi, auquel il ferait appel. »

Le Gouvernement avait été au-devant des désirs qui étaient exprimés. Il n'entendait pas seulement user de simples « ménagements » dans l'application de la loi à l'égard des croyances du peuple catholique, mais il avait fait insérer dans la loi même une

défense formelle à l'instituteur de se livrer dans son enseignement à des attaques contre les croyances religieuses des familles dont les enfants lui étaient confiés.

Le Gouvernement du Roi avait montré, d'un autre côté, l'esprit dont il est animé en ne se hâtant pas de faire publiquement une justice éclatante des accusations coupables dirigées contre lui dans la lettre pastorale des évêques, qui, pour justifier leurs incriminations, ne craignent point d'altérer nos pensées, nos paroles et nos actes, ainsi que l'établit d'une manière irrécusable ma dépêche du 21 juin, dont vous avez remis copie à Son Eminence le cardinal Nina.

J'attendais les effets des intentions annoncées après que le mandement collectif aurait pu être apprécié par le Secrétaire d'Etat.

Votre dépêche du 24 me rend compte de l'impression que sa lecture a faite sur Son Eminence. Sauf des réserves quant à la forme, — et encore « très confidentielles » sur ce que l'on nomme « la vivacité de certaines expressions, » — le cardinal estime « que, quant à la partie dogmatique de ce document, il lui serait impossible d'y trouver rien à redire »

Je présume que, sur le mode de discussion et le genre de preuves admis par les évêques, les opinions de Son Eminence se sont modifiées après la lecture de ma dépêche du 21, et qu'il reconnaîtra qu'il y a là autre chose que des vivacités d'expressions suffisamment excusées par des réserves confidentielles. Toutefois votre dépêche du 26 juin m'informe que S. Em. le cardinal Nina a cru devoir en référer à Sa Sainteté avant de faire connaître son sentiment.

Quant au côté dogmatique du mandement, je n'ai pas la prétention d'entrer en controverse sur un tel sujet avec Son Eminence. Je prends seulement le côté historique de la question ; car, si je suis fort incompetent en matière théologique, je me permets de croire que mon aptitude ne sera pas récusée s'il s'agit simplement de constater des faits et d'en déduire des conclusions logiques.

Or il est certain que les écoles mixtes ou neutres d'Irlande, dans lesquelles aucun enseignement religieux dogmatique n'était donné, qui étaient ouvertes aux catholiques et aux protestants, au sujets desquelles une division profonde avait éclaté parmi les chefs du clergé catholique en Irlande, n'ont pas été tout d'abord condamnées par le Souverain Pontife. Le Pape Grégoire XVI a formellement autorisé les catholiques à y coopérer. Plus tard, il est vrai, ces écoles ainsi que celles des Etats-Unis ont été

répudiées en principe par Pie IX. Il résulte de là que l'on a pu varier dans le jugement à porter sur ces écoles et que l'on pourrait varier encore, selon les circonstances et le temps, tout en réservant ce qui peut être considéré comme l'idéal de l'Eglise en cette matière.

Mais à côté de ces écoles il en est d'autres n'ayant pas précisément le même caractère, puisque, au lieu d'exclure tout enseignement religieux dogmatique, elles l'admettent expressément, à des heures déterminées, pour les élèves fréquentant l'école. Ces écoles-là, sans être placées, cela va de soi, sur la même ligne que les écoles confessionnelles, n'ont jamais été, que je sache, l'objet d'une condamnation doctrinale, et si l'on pouvait prétendre qu'elles sont atteintes par les sentences qui ont frappé les écoles neutres, il faudrait confesser que les écoles instituées par la loi de 1842, en faveur desquelles s'opère le soulèvement que nous constatons, sont frappées du même anathème que l'on voudrait réserver aux écoles placées sous le régime de la loi qui vient d'être votée par les Chambres.

L'école établie par la loi de 1842 est en effet accessible aux enfants de cultes différents.

L'enseignement religieux dans l'école est celui de la majorité ; si les protestants sont en majorité, c'est l'enseignement religieux protestant seul qui est donné, si les catholiques sont en majorité, c'est l'enseignement catholique : les élèves appartenant à la minorité sont dispensés d'assister à l'enseignement dogmatique du culte de la majorité.

Ainsi le veut la loi en termes exprès.

Elle prescrit par cela même que l'enseignement séculier sera neutre ; sans quoi il ne serait pas vrai d'énoncer que la minorité n'est point soumise à l'enseignement du dogme de la majorité.

C'est pourquoi M. de Theux, Ministre de l'intérieur, arrêta en 1846, dans un règlement concerté avec les évêques, une disposition indiquant les heures auxquelles se donnerait l'enseignement religieux. La circulaire accompagnant l'envoi de ce règlement portait : « En donnant la leçon de religion *au commencement de la classe le matin et à la fin de la classe de l'après-midi*, l'on rend plus facile la *prescription légale* qui veut que les enfants qui n'appartiennent pas à la communion de la majorité soient dispensés d'assister aux exercices religieux. Les élèves de cette catégorie pourront n'entrer en classe, le matin, qu'après la première demi-heure, et l'après-midi, ils pourront quitter l'école une demi-heure avant leurs condisciples. »

Pendant les heures de classe l'enseignement devait donc être strictement neutre, s'il y avait des dissidents dans l'école.

C'est ce que M. de Theux confirmait longtemps après, en 1868, dans les termes suivants : « Il n'a pu entrer, disait-il, ni dans l'esprit des évêques, ni dans celui du Ministre de l'intérieur de 1846, de prescrire aux instituteurs *de donner l'enseignement confessionnel en dehors des deux demi-heures consacrées à cet enseignement lorsqu'il y a des dissidents dans l'école* : c'eût été absurde. Vous voudrez bien croire que je connaissais assez la *Constitution et la loi de 1842* et que j'avais assez de bon sens pour ne pas prescrire une chose qui leur serait contraire. »

Il est impossible d'être plus catégorique et d'affirmer d'une manière plus précise le caractère neutre de l'enseignement séculier sous l'empire de la loi de 1842, consacrant, sous ce rapport, ainsi que le déclare M. de Theux, nos principes constitutionnels.

Or la loi nouvelle admet, pour l'enseignement religieux, la disposition réglementaire adoptée dès 1846 ; elle maintient la neutralité de l'enseignement laïque, et elle ne peut pas plus être prescrite à ce titre que la loi de 1842 elle-même, représentée aujourd'hui, pour les nécessités de la discussion, comme étant en harmonie avec les doctrines de l'Eglise.

Il importe de dissiper toute équivoque et toute méprise : ce n'est pas l'enseignement religieux qui est en cause, c'est la suppression de l'inspection ecclésiastique et de l'intervention du clergé, de droit ou de fait, dans le choix des livres et des instituteurs. Et comme on ne peut espérer de passionner les esprits en revendiquant des privilèges de ce genre, on veut intéresser le sentiment religieux des populations, et l'on accuse le Gouvernement, contre toute vérité, de chasser la religion et le prêtre de l'école, tandis que la loi met au contraire un local dans l'école à la disposition des ministres des cultes pour qu'ils puissent y accomplir leur mission évangélique, conformément au vœu des pères de famille.

L'évidence même se déduit à ce sujet des propres faits de notre histoire. La loi de 1850 qui règle l'enseignement moyen est établie, quant à l'instruction religieuse, par le même principe qui vient d'être admis pour les écoles primaires. La loi de 1850 a été attaquée de la même manière que celle-ci ; elle a été combattue par les mêmes moyens ; elle a soulevé identiquement les mêmes plaintes de la part du clergé catholique ; de plus — ce qui ne s'est pas fait cette fois — la loi de 1850 a été signalée

par le pape Pie IX, en consistoire, comme faisant courir des périls en Belgique à la religion catholique.

Néanmoins cette loi votée a-t-elle provoqué une sorte d'insurrection, comme celle d'aujourd'hui, de la part du clergé ? A-t-on vu alors ce déchaînement de passions et de violences pour entraver l'exécution de la loi ? Les athénées et les écoles moyennes ont-ils été frappés d'une sorte d'interdit par une mesure générale ? Non seulement on n'a rien vu de semblable ; mais les catholiques ont été au pouvoir dix ans, en deux fois, durant le trentenaire qui vient de s'écouler, et loin de tenter même de faire rapporter cette loi, ils l'ont pleinement exécutée en votant chaque année les fonds nécessaires pour son application.

Comment donc peut-on espérer de persuader aux gens sensés et de bonne foi que le principe consacré par la loi de 1879 touchant l'enseignement religieux, absolument le même que celui qui est inscrit dans la loi de 1850, intéresse à ce point la religion que ni la crainte de susciter des agitations et des troubles, de provoquer des divisions profondes et des haines implacables, ni le danger d'alarmer les consciences d'une part et de l'autre d'exposer le clergé lui-même aux conséquences inévitables d'une réaction légitime contre l'excès de ses prétentions, que rien enfin ne doit arrêter pour empêcher qu'une telle loi reçoive son exécution ?

Si, dans de telles conditions, en présence de tels précédents, l'abstention du Saint-Siège est justifiée, monsieur le baron, il devient difficile de concevoir quelle peut être l'utilité d'une légation belge auprès du Vatican. En vain dira-t-on qu'au point de vue dogmatique, il n'y a rien à redire aux mandements des évêques ; j'ai montré ce que les faits nous apprennent à ce sujet ; mais dût-on admettre l'exactitude absolue du point de vue dogmatique, il serait néanmoins impossible de comprendre que ce qui a pu être déclaré par le Saint-Père au sujet des attaques dirigées contre la Constitution ne puisse également se faire en ce qui touche la loi sur l'enseignement primaire, ou tout au moins qu'on ne puisse prescrire à ce sujet aucun tempérament sérieux et efficace, car si l'on peut s'abriter, pour condamner celle-ci, sous l'autorité de diverses décisions pontificales, on pourrait en invoquer de plus importantes et de plus nombreuses encore pour mettre en question les principes de liberté inscrits dans notre pacte fondamental.

Cette situation n'a pas empêché S. S. Léon XIII de proclamer à diverses reprises, et il vous a répété à vous-même, le 27 avril

dernier, monsieur le baron, que ce serait aller à l'encontre des vues du Saint-Siège que *d'attaquer ou de blâmer* notre pacte fondamental et que les catholiques doivent y être soumis *sans arrière-pensée*.

A plus forte raison, semble-t-il, il ne doit y avoir aucun obstacle réel à ce que l'on arrête des entreprises injustes et violentes contre des écoles publiques dont le régime, sous le rapport de l'enseignement religieux, est conforme à celui qui existe aujourd'hui dans les écoles de la plupart des Etats européens.

Je vous prie de remarquer, monsieur le baron, que si j'insiste à cet égard, c'est uniquement dans l'intérêt de la pacification des esprits; nous n'avons rien à redouter des attaques des évêques, et c'est contre eux-mêmes, j'en suis convaincu, que tournera la lutte dans laquelle ils veulent s'engager.

Je vous autorise à donner lecture au cardinal Secrétaire d'Etat de cette dépêche et à lui en laisser copie, s'il le désire.

Agréez, etc.

Signé : FRÈRE-ORBAN.

N° 43

LE MINISTRE DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE AU MINISTRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Reçue le 3 juillet 1879.)

Rome, le 28 juin 1879.

Monsieur le Ministre,

Je me suis présenté de nouveau aujourd'hui au Vatican, comme j'avais eu l'honneur de vous en prévenir.

Je n'ai pas manqué d'appeler l'attention du cardinal Nina sur les conséquences sérieuses que pourrait entraîner, tant pour le clergé lui-même qu'au point de vue de nos relations avec le Saint-Siège, la situation résultant du dernier mandement des évêques.

Suivant vos instructions, je n'ai pas caché au Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté que le Gouvernement serait peut-être appelé à prendre des mesures défensives, et je l'ai vivement engagé à ne pas perdre de vue les conséquences de la lutte qui est sur le point de commencer.

Son Eminence n'a pas méconnu la gravité de la situation et m'a assuré qu'elle préoccupait sérieusement le Saint-Siège.

Le Cardinal m'a exprimé de nouveau le regret que le vote précipité de la loi de l'enseignement par le Sénat ait empêché ses instructions d'arriver au nonce en temps utile pour qu'il pût user de son influence près de l'épiscopat.

Son Eminence m'a cité un passage de la circulaire qu'elle a adressée aux représentants du Saint-Siège lors de son entrée en fonctions ; ce document a dû vous être communiqué par M^{sr} Vannutelli.

Dans cette circulaire le cardinal Nina « leur recommande, dès la première apparition d'une divergence de vue entre l'autorité civile et le clergé, de s'appliquer à éviter un conflit et de recourir au Saint-Siège avant que les parties se soient fait justice à elles-mêmes ou que la presse se soit emparée du différend, l'intérêt du Saint-Siège étant d'employer son action toute impartiale de façon à ce que les convenances respectives et des deux pouvoirs soient sauvegardées. » Appliquant à la situation présente ce passage de sa circulaire, Son Eminence m'a laissé entendre que, surtout en présence des déclarations contenues dans votre dépêche du 21, de laquelle il résulte que le Gouvernement du Roi aurait admis qu'il fût introduit dans le projet de loi sur l'instruction primaire des modifications de nature à satisfaire les désirs des catholiques, tout conflit eût pu être évité, si le Saint-Siège avait eu connaissance à temps des dispositions de la nouvelle législation et si surtout il avait été appelé à donner confidentiellement son avis.

Comme je faisais observer à Son Eminence que les principes de notre Constitution consacrant la séparation de l'Eglise et de l'Etat me paraissaient rendre difficile une semblable entente : « C'est possible, m'a répondu le cardinal, mais seulement pour le cas où l'échange d'idées eût dû être officiel et public ; ce que je n'admets pas et ce que je n'aurais pas désiré tant en vue du bien de l'Etat que de celui de l'Eglise ; par ce procédé on aurait évité, au moins en grande partie, les polémiques si ardentes des deux côtés. » Aussitôt après, et comme pour me montrer que ces paroles étaient l'expression d'un regret et non d'une récrimination, il a ajouté que pour le moment on ne devait songer qu'à une chose, améliorer autant que possible la situation, et, me renouvelant la promesse que de son côté il y emploierait tous ses efforts, il a encore une fois fait appel à votre sagesse politique pour lui rendre cette tâche plus facile et plus féconde en heureux résultats.

Quant à la partie de la dépêche précitée concernant les assurances données par le Saint-Siège, le cardinal Nina m'a prié de vous faire observer qu'en premier lieu le Souverain Pontife avait fait droit à vos observations relatives aux attaques contre la Constitution, et que depuis lors elles ont cessé ; en second lieu, quant à la question de l'enseignement primaire, Son Eminence n'a jamais, dit-elle, « dissimulé le déplaisir que cette nouvelle législation causait à Sa Sainteté ; le Saint-Siège avait espéré jusqu'au dernier moment l'adoption d'amendements qui eussent rendu ce système scolaire moins antipathique aux catholiques. Malgré cette appréciation, dit le cardinal Nina, il n'a pas hésité à offrir ses bons offices pour travailler à l'apaisement des esprits. »

Son Eminence a l'intention de répondre par une dépêche adressée au nonce, et qu'il sera chargé de vous communiquer, afin de traiter tous les points dont s'est occupé l'office précité du 21 de ce mois, notamment en ce qui concerne la législation de l'enseignement primaire en Hollande ; le cardinal m'a dit qu'il devait examiner cette question avant de pouvoir s'en expliquer avec moi.

Quant à la partie de votre dépêche qui concerne l'interprétation erronée de vos discours et de ceux de M. le Ministre de l'instruction publique, Son Eminence a évité de se prononcer, et s'est bornée à regretter un malentendu qui ne peut être attribué qu'à l'inexactitude des comptes rendus des journaux.

Je me permettrai de faire remarquer qu'en présence des dispositions des catholiques belges, l'abstention du Saint-Siège est très significative, surtout si l'on rapproche cette attitude du langage du Souverain Pontife lors du vote de la loi de 1850 sur l'enseignement moyen.

Agréez, M. le Ministre, etc.

Signé : BARON D'ANETHAN.

N° 44

SON ÉMINENCE LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT DE SA SAINTÉTÉ AU NONCE
APOSTOLIQUE A BRUXELLES.

(Dépêche remise le 3 juillet 1879 par M.^{re} Vannutelli.)

Ill^{mo} e R^{mo} Signore,

Il Signor Barone d'Anethan mi ha rilasciato copia di una comunicazione testè ricevuta da S. Ec. il Signor Ministro degli

Affari esteri, che stimo opportuno di portare a conoscenza della S. V. Illma, affinchè in base al mio dispaccio del 22 Giugno p^r s^{to} ed a ciò che sarò per dirle sull'argomento, sià Ella in grado d'impedire che certe apprensioni meno fondate possano trovare adito nell'animo del Signor Frère-Orban.

Il discorso del Signor Ministro si può ridurre a tre punti principali. Nel primo egli riassume tutto ciò che si riferisce all'attitudine presa dall'episcopato belga fino dalla prima origine del progetto di legge sull'insegnamento primario; e per provarne la ostilità e la violenza la raffronta colla linea di condotta, da lui creduta moderata e conciliativa, spiegata dal Governo in tutto il corso di questo affare. Nel secundo si dà cura di dimostrare che i vescovi colla nuova pastorale hanno interpretato troppo sinistramente alcune espressioni da lui proferite nel discorso del 15 Maggio 1878, come alcune altre pronunziate dal suo collega il Signor Ministro dell'istruzione pubblica. Nel terzo finalmente trova molta difficoltà di poter conciliare l'attuale contegno dell'episcopato colle dichiarazioni spesso ricevute per parte della Santa Sede, che cioè in questa vertenza si sarebbe raccomandata la calma e la moderazione, e prevede che lo stato di cose che l'episcopato cerca di perpetuare potrà produrre serie conseguenze tanto pel clero stesso, quanto dal punto di vista delle relazioni colla Santa Sede.

E questo in complesso il senso della comunicazione del prelodato Signor Frère-Orban. Or bene, per ciò che riguarda la prima e la seconda parte della medesima, io credo potermi dispensare dal profferire alcun giudizio, trattandosi per lo più di fatti positivi, che oltre a non toccare la questione principale, d cui unicamente può interessarsi la Santa Sede, richiederebbero esatte e precise notizie per poterli apprezzare, con quel giusto criterio che all'uopo si converrebbe. In quanto poi alle deduzioni che ne trae il Signor Frère, e che costituiscono la parte sostanziale della sua comunicazione, credo dovermi riportare alle spiegazioni fornite alla S. V. nell'anzidetto mio dispaccio del 22 pp. mese, tanto più che il Sig^r. Ministro si nostra pienamente informato dei giusti motivi per cui la Santa Sede non ha potuto prevenire la pubblicazione del nuovo atto dell'Episcopato belga. Mi limiterò solo a dire che, dopo aver preso cognizione della Pastorale Vescovile io trovo di non poter recedere da quell'ordine d'idee che già. Le accennai preventivamente nel surriferito mio dispaccio, e che per conseguenza sono costretto a costare che il signor Frère colpito forse dall'impressione del momento ha portato su quell'atto un giudizio troppo severo. Infatti la parte dot-

trinale del medesimo non potrebbe andar soggetta ad alcuna censura, perchè conforme ai principii e massime della Chiesa cattolica applicate fino a questi ultimi tempi dalla Santa Sede anche ad altri paesi.

In quanta poi alla parte dispositiva, essa non contenendo un divieto assoluto per le scuole ufficiali, ma limitato da saggie prudenti restrizioni, può ritenersi come abbastanza temperata lasciando l'adito a pratici accomodamenti ogni qualvolta l'educazione morale e religiosa dei fanciulli non si trovi esposta a pericolo. Del resto, se in qualche punto il linguaggio della Pastorale sembra un pò vivace, ciò dev'essere condanarsi al sentimento religioso dei vescovi, che si è inteso ferito colla nuova legge, nonchè al loro zelo per mantenere l'integrità della fede secondo l'imprescindibile dovere che ne hanno e che poi va anche a refluire a vantaggio della stessa Società civile.

Ond'è che a me non sembra che possano verificarsi le serie conseguenze a cui fa allusione il Signor Ministro, chè anzi, se il Governo coerentemente agli assunti impegni avrà cura di allontanare dalle scuole tutto ciò che possa offendere il sentimento religioso dei cattolici, non dubito punto che saranno per cessare le dolorose apprensioni del Clero e dell'Episcopato. Ed a questo proposito la Sig^{ra} Vra potrà assicurare il Signor Frère-Orban che la Santa Sede, come non ha cessato fin que di esercitare la sua influenza per circoscrivere la lotta entro i limiti della moderazione allontanando anche certe controversie di maggiore entità come quelle riferibili alla Costituzione del Regno, così non ha mancato e non mancherà anche in questa circostanza di fare i passi opportuni onde sia posta in disparte, per quanto ciò sarà reso possibile dai procedimenti dell'Autorità civile, nel campo pratico ogni misura estrema. Farà poi riflettere al suo interlocutore che tale azione della S. Sede sarebbe senza dubbio riuscita più efficace e fruttuosa ed avrebbe risparmiato al Governo del Re l'intera conflitto di cui si tratta, se avesse potuto svolgersi liberamente prima che l'istesso Governo si fosse impegnato a far prevalere il progetto sull'insegnamento, e prima che gli animi si fossero accesi nello attrito di una polemica.

Nella persuasione che l'illustre Uomo di Stato sarà per apprezzare giustamente queste brevi considerazioni, autorizzo la S. V. a dargli copia del presente dispaccio, qualora lo desideri, e profitto del nuovo incontro per confermarmi con sensi di distinta stima.

Di V. S. Ill^{ma}.

Roma, 1^o Luglio 1879.

Aff^{mo} per servirla, L. CARDINAL NINA.

(TRADUCTION.)

Rome, le 1^{er} juillet 1879.

M. le baron d'Anethan m'a laissé copie d'une communication qu'il vient de recevoir de Son Eminence M. le Ministre des affaires étrangères, et que je juge opportun de porter à la connaissance de Votre Seigneurie, afin que, en me référant à ma dépêche du 22 juin dernier, et à ce que je vais lui dire sur le sujet, elle soit à même d'empêcher que certaines appréhensions peu fondées puissent trouver accès dans l'esprit de M. Frère-Orban.

Le raisonnement de M. le ministre se peut réduire à trois points principaux. Il résume d'abord tout ce qui a rapport à l'attitude prise par l'épiscopat belge depuis l'origine du projet de loi sur l'enseignement primaire; et, pour en démontrer l'hostilité et la violence, il la compare à la ligne de conduite, d'après lui, modérée et conciliante suivie par le Gouvernement dans tout le cours de cette affaire. Il s'attache, en second lieu, à démontrer que les évêques, dans leur nouvelle lettre pastorale, ont interprété fausement certaines expressions de son discours du 15 mai 1878, ainsi que d'autres prononcées par son collègue M. le Ministre de l'instruction publique. Enfin et finalement, il trouve fort difficile de concilier l'attitude actuelle de l'épiscopat avec les déclarations qu'il a fréquemment reçues de la part du Saint-Siège, et d'après lesquelles on recommanderait dans cette circonstance le calme et la modération, et il prévoit que l'état de choses que l'épiscopat cherche à perpétuer pourra produire des conséquences sérieuses tant pour le clergé lui-même qu'au point de vue des relations avec le Saint-Siège.

Tel est en substance le sens de la communication de M. Frère.

Quant à la première et à la seconde partie de cette communication, je crois pouvoir me dispenser de porter aucun jugement, vu qu'elles traitent en général de faits positifs qui, outre qu'ils ne touchent pas à la question principale à laquelle le Saint-Siège peut exclusivement s'intéresser, réclameraient d'exactes et précises informations pour pouvoir les apprécier avec la rigoureuse justice qui conviendrait dans cette circonstance. Quant aux déductions qu'en tire M. Frère-Orban, et qui constituent la partie substantielle de sa communication, je crois devoir me référer aux explications fournies à Votre Seigneurie dans ma dépêche précitée du 22 juin dernier, d'autant plus que M. le Ministre se

montre pleinement informé des justes motifs pour lesquels le Saint-Siège n'a pu prévenir la publication du nouvel acte de l'épiscopat belge. Je me bornerai seulement à dire que, après avoir pris connaissance de la lettre pastorale des évêques, je pense ne pouvoir m'écarter de l'ordre d'idées que j'ai indiqué déjà dans ma susdite dépêche, et que, par conséquent, je suis forcé de constater que M. Frère-Orban, sous le coup peut-être de l'impression du moment, a porté sur cet acte un jugement trop sévère. En effet la partie doctrinale de cette lettre pastorale ne pourrait donner lieu à aucune censure, attendu qu'elle se conforme aux principes et aux maximes de l'Eglise catholique, appliqués jusque dans ces derniers temps par le Saint-Siège également à d'autres pays. Quant à la partie dispositive, comme elle ne contient pas, pour la fréquentation des écoles officielles une défense absolue, mais limitée par de sages et prudentes réserves, on peut la considérer comme assez modérée, laissant ouverture à des accommodements pratiques, chaque fois que l'éducation morale et religieuse des enfants ne se trouve pas mise en péril. Au plus, si le langage de la lettre pastorale paraît en quelque point un peu violent, il faut le pardonner au sentiment religieux des évêques, que la nouvelle loi a profondément blessé, ainsi qu'à leur zèle pour maintenir l'intégrité de la foi, selon l'imprescriptible devoir qu'ils en ont et qui tourne finalement à l'avantage de la société civile elle-même.

Il s'ensuit qu'à mes yeux les conséquences auxquelles fait allusion M. le Ministre ne paraissent pas pouvoir se réaliser ; que même si le Gouvernement, conformément aux engagements contractés, a soin d'éloigner des écoles tout ce qui pourrait blesser le sentiment religieux des catholiques, je ne doute point que les douloureuses appréhensions du clergé et de l'épiscopat ne tardent à disparaître. Et à ce propos, Votre Seigneurie pourra donner à M. Frère-Orban l'assurance que le Saint-Siège, qui jusqu'ici n'a pas cessé d'exercer son influence pour circonscrire la lutte dans les limites de la modération, en mettant même un terme à certaines controverses d'une plus grande importance, comme celles qui se rapportent à la Constitution du Royaume, n'a pas manqué de même et ne manquera pas encore en cette circonstance de faire les démarches opportunes afin de prévenir, sur le terrain pratique, toute mesure extrême, pour autant que le lui permettront les procédés de l'autorité civile. Votre Seigneurie fera ensuite observer à son interlocuteur que cette intervention du Saint-Siège se serait montrée sans doute plus efficace et fructueuse et aurait épargné au Gouvernement du Roi tout le conflit

dont il s'agit, si elle avait pu s'exercer librement avant que ce Gouvernement eût pris l'engagement de faire admettre le projet de loi sur l'enseignement et avant que les esprits se fussent échauffés dans l'excitation d'une polémique.

Persuadé que l'illustre homme d'Etat saura justement apprécier ces courtes considérations, j'autorise Votre Seigneurie à lui remettre, s'il le désire, copie de la présente dépêche et je saisis cette nouvelle occasion pour me dire avec, etc.

Le cardinal NINA.

N° 45

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU MINISTRE DE BELGIQUE
PRÈS LE SAINT-SIÈGE

Bruxelles, le 10 juillet 1879.

Monsieur le baron,

Le nonce apostolique est venu me donner lecture et m'a laissé copie d'une dépêche de Son Eminence le cardinal Nina, datée du 1^{er} juillet, qui répond à la communication que vous avez été chargé de faire par ma lettre du 21 juin dernier.

Son Eminence croit devoir s'abstenir d'exprimer aucun jugement sur les faits qui y sont relatés, et quant aux déductions qui en ont été tirées, le Secrétaire d'Etat se réfère à des explications précédentes et insiste, pour atténuer la valeur de ces déductions, sur ce que j'ai dû apprécier les motifs qui n'ont pas permis au Saint-Siège de prévenir la publication de la dernière lettre pastorale des évêques. Si Son Eminence peut admettre que le langage des évêques est un peu violent, elle estime qu'il faut tenir compte du sentiment religieux qui anime les chefs du clergé et qui a été blessé par la nouvelle loi sur l'enseignement; mais elle déclare que, au point de vue dogmatique, les mandements épiscopaux sont irréprouchables.

J'ai répondu d'avance à ces appréciations par ma dépêche du 1^{er} juillet. Je ne puis que persévérer dans les considérations que j'ai fait valoir à ce sujet.

Son Eminence vous a fait remarquer, monsieur le Baron, que bien des difficultés auraient pu être évitées si l'on avait suivi les indications de la dépêche circulaire du 15 août 1878, qui convie

à recourir au Saint-Siège avant que le conflit ait reçu aucune publicité, lorsque des divergences de vues viennent à se manifester entre le pouvoir civil et le clergé. Je n'avais pas oublié l'idée mise en avant par ce document d'un caractère général. A supposer qu'elle pût être acceptée en principe, son côté pratique ne semblait pas démontré. Mes doutes se sont fortifiés en voyant ce qui se passait ici immédiatement après que la Vatican avait publié son opinion. Les évêques auraient dû être les premiers à déférer aux vœux qui étaient exprimés et à donner l'exemple. Or, sur la seule annonce des intentions du Gouvernement, quant à l'enseignement primaire, ils ont fulminé un mandement collectif d'une extrême véhémence, pour condamner un projet qu'ils ne connaissaient point, en supposant qu'il contiendrait l'exclusion absolue de l'enseignement religieux dans l'école, supposition toute gratuite qui a été démentie par le projet de loi déposé.

La lutte a été ainsi ouverte ; des intérêts, bien plus politiques que religieux, lui ont donné un caractère particulier, et on a été fatalement entraîné à y persévérer

Le Secrétaire d'Etat qui laisse dans l'ombre cette initiative étrange de l'épiscopat, vous a indiqué un moyen qui, selon Son Eminence, aurait pu prévenir tout conflit. C'est que, ayant le dessein de déposer un projet de loi sur l'enseignement, le gouvernement du Roi aurait pu le communiquer au Saint-Siège, en secret, en confidence, et celui-ci aurait indiqué les modifications à l'aide desquelles on aurait évité les protestations de l'autorité ecclésiastique.

Ce procédé paraît peu en harmonie avec les principes de la souveraineté, et, à moins de reconnaître un état de subordination, il devrait être suivi par le clergé comme par le pouvoir civil. Les bulles du Souverain Pontife, en tant qu'elles pourraient affecter la politique intérieure de l'Etat, les mandements des évêques, devraient aussi être préalablement communiqués au pouvoir civil. Je ne pense pas que ce système serait accepté par le clergé, et, toute autre considération à part, cela seul le ferait repousser par l'autre partie. Ce serait le rétablissement volontaire du régime ancien et, au demeurant, il pourrait bien n'aboutir qu'à rendre d'une solution plus difficile les conflits qui pourraient naître.

Vous voudrez bien, monsieur le baron, vous pénétrer de ces observations dans vos conversations avec Son Eminence le Secrétaire d'Etat.

Agrérez, etc.

Signé : FRÈRE-ORBAN.

N° 46

LE MINISTRE DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE AU MINISTRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Reçue le 12 juillet 1879.)

Rome, le 8 juillet 1879.

Monsieur le Ministre,

J'ai donné connaissance au cardinal Nina du contenu de la dépêche que vous avez bien voulu m'adresser sous la date du 1^{er} de ce mois. Conformément à votre désir et à vos instructions, je lui ai laissé copie de ce document. Immédiatement après avoir reçu cette communication, Son Eminence m'a annoncé que le moyen suggéré par vous, dans le but de diminuer l'intensité de l'opposition que rencontre la loi sur l'instruction primaire avait obtenu l'approbation du Pape. Avec l'autorisation de Sa Sainteté, des instructions très sages ont été transmises en Belgique afin de tempérer dans l'exécution la rigueur des dispositions du dernier mandement. Son Eminence a de sérieuses raisons de croire que cet appel à l'esprit de modération des évêques n'aura pas été fait en vain. C'est par des instructions de l'épiscopat au clergé que les intentions du Souverain Pontife pourront être réalisées. Toutefois, dans le but d'assurer un heureux résultat à cette démarche, il est désirable qu'un secret absolu soit gardé. Le cardinal Nina espère que vous voudrez bien, pour le moment du moins, considérer cette communication comme tout à fait confidentielle. Son Eminence m'a dit qu'elle était heureuse de satisfaire encore au désir du Gouvernement et de contribuer à l'apaisement des esprits en Belgique : « Je compte pour m'aider, m'a dit le cardinal, sur la coopération de Son Exc. M. le ministre des affaires étrangères de Belgique, qui comprend, je n'en doute pas, le danger des luttes sur le terrain religieux ; il dépend de lui de les éviter à l'avenir. J'espère que, s'il survenait une question pouvant donner lieu à de nouveaux différends entre le pouvoir civil et le clergé, Son Excellence s'adresserait avec confiance au Saint-Siège, afin d'en prévenir les résultats fâcheux. Je ne doute pas que si cette précaution avait été prise pour la loi d'enseignement, le Gouvernement du Roi, de concert avec le Saint-Siège, eût pu, avec quelques modifications préalables, éviter l'agitation et le trouble des esprits. »

Quant aux différents points de la dépêche précitée, il seront examinés attentivement par Son Eminence, notamment en ce qui concerne le système scolaire des Pays-Bas et de l'Irlande; le cardinal Nina a demandé à ce sujet un rapport à la Propagande. Cet examen du reste perdra de son importance pratique si, comme tout le fait prévoir, la démarche faite auprès de l'épiscopat est couronnée de succès. L'observation que j'ai faite au sujet du jubilé cinquantenaire de notre indépendance (mon rapport du 5 de ce mois en fait mention) n'a pas été inutile. Son Eminence m'a d'elle-même posé des questions à ce sujet : « Est-il vrai, m'a dit le Secrétaire d'Etat, que les évêques aient refusé de s'associer à ces fêtes nationales ? » J'ai répondu que jusqu'ici je ne connaissais que le fait d'un seul évêque.

« Tant mieux, a répondu Son Eminence, il sera temps d'agir et de prévenir une résolution extrême. Je vous promets que le Pape engagera l'épiscopat à ne pas se tenir à l'écart, comme on lui en prête l'intention. Je souhaite que pour ce moment les esprits soient calmés en Belgique. Le Saint-Siège fera ce qu'il pourra à cet effet, et j'espère que de son côté le Gouvernement du Roi l'aidera à atteindre ce but qui me paraît si important pour votre pays et qui tient au cœur du Saint-Père, dont vous n'ignorez pas l'affection pour la famille royale et pour le peuple belge. » Agréez, etc.

Signé: BARON D'ANETHAN.

N° 47

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU MINISTRE DE BELGIQUE
PRÈS LE SAINT-SIÈGE

Bruxelles, le 15 juillet 1879.

Monsieur le baron,

Je ne doute pas des bonnes dispositions du Saint-Siège; je rends hommage aux intentions qui sont manifestées, soit quant à la participation du clergé aux fêtes de 1880, soit quant aux mesures à prendre au sujet des écoles.

Sa Sainteté engagera les évêques à ne pas se tenir à l'écart des manifestations nationales qui se préparent. Aucun conseil ne saurait être plus utile au clergé. S'il s'abstenait de s'associer aux

fêtes qui auront lieu l'an prochain en l'honneur de l'indépendance nationale et de nos institutions, il serait isolé au sein de la nation.

La résolution qui sera prise, à cet égard se lie d'ailleurs à celle qui sera appliquée aux écoles. Une hostilité ouverte dirigée contre toutes les écoles établirait un tel antagonisme entre le pouvoir civil et le clergé, que la participation de ce dernier aux fêtes serait pour ainsi dire impossible.

Il y a donc lieu d'insister d'autant plus pour que les instructions que Sa Sainteté a donné l'ordre d'envoyer aux évêques relativement aux écoles soient de nature à produire *des résultats efficaces*.

Son Eminence le cardinal Nina ne s'explique pas d'une manière précise sur le caractère de ces instructions. Elle dit bien que les moyens que j'ai suggérés dans le but de diminuer l'intensité de l'opposition que rencontre la loi sur l'instruction primaire ont été approuvés par le Pape, et que des instructions sages ont été transmises en Belgique afin de tempérer dans l'exécution la rigueur des dispositions du dernier mandement.

J'espère que ces instructions répondront complètement à nos vues communes et qu'elles seront adoptées sans restriction par les évêques.

Dans le but d'assurer un résultat heureux à la démarche décidée par Sa Sainteté, le cardinal Secrétaire d'Etat demande un secret absolu sur cette intervention et désire, « *pour le moment du moins*, que la communication qui m'est faite à cet égard soit considérée comme tout à fait confidentielle. »

Inutile de dire que je m'incline devant cette recommandation. Mais, Son Eminence est trop pénétrée des nécessités de la politique dans les Etats modernes et du régime de publicité sous lequel nous vivons, pour ne pas reconnaître les difficultés, les doutes et les défiances qui naissent du silence que je suis tenu de garder.

Aucun changement ne se révèle aux yeux de ceux qui attendent les effets que l'on a fait espérer de la conservation d'une légation belge auprès du Vatican. A juger par les actes les plus apparents, il semble, au contraire, que le mal auquel on pensait porter remède se soit aggravé. Les évêques ont été plus violents que jamais, et la presse catholique, qui s'inspire des mandements et les commente, est arrivée au paroxysme de l'injure et de l'outrage contre le Gouvernement.

Bravant toutes les convenances, et pour mieux montrer, sans doute, son mépris pour la Constitution qui consacre le principe

de l'irresponsabilité royale, cette presse sans frein et sans pudeur met le Roi personnellement en cause et le désigne à *la haine et au mépris* des catholiques pour avoir sanctionné la loi sur l'enseignement primaire. Les journaux catholiques sont unanimes dans ce sentiment; il n'y a entre eux que des degrés dans l'expression, je veux dire dans l'ignominie. Je vous envoie une série d'articles qui vous permettront, monsieur le baron, de faire apprécier à quel excès honteux peut descendre une presse qui se dit instituée pour défendre la religion, la morale et les principes conservateurs.

Or cette presse déclare en toutes circonstances qu'elle est absolument soumise aux évêques, prête à se taire ou à parler, selon qu'ils l'ordonneront.

La croyance générale est que ces déclarations sont conformes à la vérité. Je n'ai pas à rechercher jusqu'à quel point elles sont exactes; mais non démenties, corroborées, au contraire, par la constante harmonie entre les vues et l'attitude de cette presse et celles du clergé, le public doit admettre leur exactitude. Je constate, quant à moi, des faits tels qu'ils apparaissent aux yeux de tous, et je signale le danger de l'impression désastreuse qu'ils produisent dans le pays.

Si des actes non équivoques ne viennent pas éclairer les populations sur les intentions réelles du clergé quant aux écoles, et faire tomber, par cela même, toutes les suppositions qui s'induisent naturellement du genre d'opposition de la presse catholique; si le secret recommandé n'a d'autre résultat que de paraître cacher des déceptions, on peut redouter une réaction fatale à nos relations avec le Saint-Siège et l'avortement de tout espoir de pacifier les esprits.

Veuillez, monsieur le baron, lire cette dépêche à Son Eminence le cardinal Nina et lui en laisser copie, s'il en exprime le désir.

Agréez, etc.

Signé : FRÈRE-ORBAN.

N° 48

LE MINISTRE DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE AU MINISTRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Recue le 21 juillet 1879.)

(EXTRAIT.)

Rome, le 16 juillet 1879.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser la réception de la dépêche que vous avez bien voulu m'adresser sous la date du 10 de ce mois.

Je ne manquerai pas de me conformer aux instructions qu'elle me prescrit et je m'expliquerai dans ce sens avec le cardinal Nina. La réception de Son Eminence ayant été contremandée hier, je n'ai pu lui faire part de vos communications.

.....
Agréiez, etc.

Signé : BARON A. D'ANETHAN.

N° 49

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU MINISTRE DE BELGIQUE
PRÈS LE SAINT-SIÈGE

Bruxelles, le 24 juillet 1879.

Monsieur le baron,

Par sa dépêche confidentielle du 18 avril 1878, mon honorable prédécesseur signalait à la légation du Roi un incident qui venait de se produire à Tournai. Il s'agissait de la défense intimée aux curés de cette ville, par l'évêque du diocèse, d'admettre à la première communion les jeunes filles fréquentant l'école communale dirigée par M^{lle} Gilmet.

M. Reusens, alors chargé d'affaires, répondit aussitôt à M. le comte d'Aspremont-Lynden que le Vatican avait déjà connais-

sance du fait, que Son Eminence le cardinal Franchi avait prié le nonce apostolique à Bruxelles de procéder à une enquête et l'avait invité à « faire entendre à Mgr Dumont des conseils de prudence et de modération, afin de mettre fin au plus tôt à une situation qui n'avait déjà que trop troublé le repos des familles dans le diocèse. »

M. Reusens ajoutait que : « dans l'incident spécial de l'école de Tournai, il fallait agir immédiatement et efficacement, et c'est ce que Sa Sainteté a fait de la manière que je viens d'indiquer. »

Quelque temps après, monsieur le baron, vous informiez vous-même le Ministre des affaires étrangères, que M. l'évêque de Tournai avait écrit au Pape pour se défendre d'avoir outre-passé son droit, et que, malgré cette lettre, Sa Sainteté Léon XIII maintenait sa première appréciation des actes de ce prélat, lequel, dans l'opinion de Son Eminence le cardinal Franchi, devait finir par céder aux observations du Saint-Père.

Je me vois obligé de revenir aujourd'hui sur cet incident. Vous remarquerez en effet combien les déclarations que j'ai rappelées se rapprochent, par la forme, de celles que le cardinal Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté vous a faites au sujet du dernier mandement collectif des évêques sur la loi relative à l'enseignement primaire.

Dans chacun des deux cas, le Vatican proteste de sa ferme intention de « faire entendre aux évêques des conseils de prudence et de modération. » Il donne des instructions formelles au nonce apostolique, qui n'a pu manquer de faire connaître aux évêques la ligne de conduite que le Pape désirait leur voir tenir.

Il est vrai que, dans chacun des deux cas aussi, le Vatican déclare qu'en pareille circonstance il agit ordinairement avec beaucoup de ménagements, et qu'il laisse deviner sa pensée aux évêques plutôt que de leur imposer sa volonté ; mais le fait des instructions données n'en existe pas moins, et l'on ne comprendrait point comment l'épiscopat pourrait se permettre de n'y attacher aucune importance.

J'ai cependant appris, à mon grand étonnement, que M. l'évêque de Tournai n'a pas cru devoir tenir compte des bienveillantes dispositions du Vatican dans l'affaire que je viens de rappeler. Cette année-ci encore, les jeunes filles fréquentant l'école de M^{lle} Gilmet n'ont pas été admises à la première communion dans les paroisses de la ville.

L'évêque a même été plus loin ; les élèves de cette institution se sont vu refuser l'absolution parce qu'elles continuaient à y faire leurs études. Le même refus a été opposé aux mères de

famille qui persistaient à placer leur confiance dans l'établissement institué sous les auspices de l'administration communale.

Vous trouverez sous ce pli, monsieur le baron, la copie d'une lettre de M. le bourgmestre de Tournai qui vous fournira à cet égard des indications précises et catégoriques.

Ni les exhortations répétées, ni les sages conseils de Sa Sainteté n'ont donc été écoutés par l'évêque. Faut-il en conclure que la papauté n'a pas sur l'épiscopat une action assez puissante pour lui imposer l'unité de vue qui semble cependant l'élément essentiel de toute doctrine religieuse ?

On pourrait se demander, dans ce cas, quelle sera l'efficacité et la portée pratique des instructions modératrices que les évêques ont dû recevoir de Sa Sainteté par l'intermédiaire de Son Eminence le nonce apostolique. Leur réserveront-ils un accueil identique à celui que M^{sr} Dumont a cru devoir faire aux observations qui lui ont été adressées lors de l'incident de Tournai ?

J'ose encore espérer que les évêques respecteront davantage aujourd'hui la voix du Chef suprême de l'Eglise ; mais, s'il en était autrement, vous comprendrez aisément, monsieur le baron, le déplorable effet que produirait sur l'opinion publique la révélation d'un tel état de choses.

Vous voudrez bien, monsieur le baron, vous pénétrer de ces idées dans vos entretiens avec le cardinal Nina.

Veuillez agréer, monsieur le baron, etc.

Signé : FRÈRE-ORBAN.

(ANNEXE)

Tournai, le 22 juillet 1879.

Monsieur le Ministre,

Je m'empresse de vous transmettre les renseignements que vous m'avez demandés dernièrement à la Chambre.

Il résulte d'informations positives, recueillies par moi, qu'aux Pâques de cette année la première communion a encore été refusée aux élèves de notre institut communal de demoiselles et que depuis lors aucune décision de l'autorité ecclésiastique n'est intervenue pour lever cet interdit.

Les jeunes filles avaient généralement été admises dans les

églises aux exercices préparatoires jusqu'aux approches de la première communion ; ce n'est que quelques semaines avant la cérémonie que les curés les ont averties de la mesure qu'ils étaient, disaient-ils, forcés de prendre à leur égard.

Le défaut d'instruction suffisante n'a été allégué vis-à-vis aucune d'elles : dans une de nos paroisses le curé a même félicité une de ces jeunes filles sur son savoir, lui disant qu'elle eût été la première à l'église si elle avait pu concourir : malgré cela, elle a été écartée.

Les jeunes filles ainsi repoussées ont, pour la plupart, été faire leur première communion à l'étranger, à Bruxelles, à Gand ou à Lille ; pour d'autres, les parents se sont décidés à attendre le retrait de la mesure.

Plusieurs élèves qui avaient déjà fait leur première communion précédemment se sont vu refuser l'absolution pour cause de fréquentation de l'école communale et n'ont pu faire leurs Pâques.

Enfin un certain nombre de mères ont partagé l'interdiction jetée sur leurs enfants et se sont vu refuser à elles-mêmes l'absolution à défaut de vouloir prendre l'engagement de retirer leurs filles de l'institut.

Je suis en mesure, monsieur le Ministre, de vous fournir, si vous le jugiez nécessaire, les noms des enfants et des mères de famille qui ont eu à souffrir des faits que j'ai l'honneur de vous signaler ci-dessus.

Veillez agréer, etc.

Le bourgmestre,
Signé : LOUIS CROMBEZ.

N° 50

LE MINISTRE DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Reçue le 25 juillet 1879.)

Rome, le 21 juillet 1879.

Monsieur le Ministre,

J'ai entretenu le cardinal Nina du contenu de la dépêche que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser sous la date du 10 de ce

mois. Le jour où j'avais eu cette conversation avec Son Eminence j'ai reçu de vous une nouvelle communication sous la date du 15; j'ai tâché de voir le Secrétaire d'Etat afin de vous rendre compte en même temps de mes deux entretiens avec le cardinal Nina; n'ayant pas réussi à le rencontrer, je me rendrai à son audience hebdomadaire de demain pour lui donner lecture et lui laisser copie de la dépêche précitée du 15 de ce mois.

Au sujet des observations dont vous avez bien voulu me faire part sous la date du 10, le cardinal m'a dit qu'il lui semblait préférable d'abandonner la polémique au sujet d'un acte épiscopal dont le Gouvernement croit devoir se plaindre, puisque, à son point de vue, lequel doit être aussi, croit-il, le vôtre, le plus important est actuellement de diminuer, autant que possible, les conséquences du conflit déplorable survenu à l'occasion de la nouvelle loi. A ce propos Son Eminence m'a assuré qu'elle avait fait tout ce qu'elle pouvait dans ce but et qu'elle ne doutait pas que ses efforts ne resteraient pas stériles, mais elle a recommandé de nouveau beaucoup de discrétion et de ménagements au sujet de personnages dont le prestige doit être sauvegardé aussi bien au profit de l'Eglise que de l'Etat.

Le cardinal m'a manifesté le plus vif regret de ce que vous eussiez pris ce qu'il avait dit d'une entente préalable au sujet des actes du Gouvernement traitant de matières mixtes pour une pensée impliquant une tentative d'usurpation des droits de l'Etat. Son Eminence a repoussé une pareille pensée et a répété que ses paroles exprimaient seulement le désir de se servir d'un excellent moyen pour prévenir les conflits entre les deux autorités.

Le cardinal m'a dit que, bien qu'en thèse générale le Saint-Siège ne pût faire connaître préalablement ses propres actes, il pouvait affirmer qu'il y avait des cas où le Saint-Siège se servait de ce moyen. « Ce serait, disait-il, particulièrement le cas lorsqu'il s'agirait de la coopération des deux pouvoirs pour l'exécution des décisions prises ou à prendre par chacun d'eux dans un même pays. Le Saint-Siège ne s'y refuserait que pour les actes relatifs soit à l'enseignement doctrinal de l'Eglise, soit à ceux qui se réfèrent à ses propres droits et devoirs, soit à ceux qui ont trait à la conscience des catholiques, soit enfin à ceux qui se rapportent au gouvernement de l'Eglise universelle.

Son Eminence a ajouté en terminant que, pour le cas pratique actuel, elle croyait avoir donné au Gouvernement du Roi des preuves irréfragables du désir du Saint-Siège de pacifier les esprits en Belgique, quoique ayant été complètement étranger au conflit survenu à l'occasion de la loi d'enseignement primaire.

Son Eminence a simplement cru que ce conflit aurait pu être évité par une entente préalable, et aujourd'hui, m'a-t-il dit, il m'est agréable de constater que j'ai fait tout ce qui était possible pour satisfaire aux vœux du Gouvernement de Sa Majesté, qui ne se refusera pas à reconnaître que l'action de la Légation près le Saint-Siège, aussi bien que celle de la Nonciature, ont été profitables puisqu'elles ont pu éviter des maux plus grands et qu'elles réussiront, j'en ai l'assurance, à produire des résultats plus satisfaisants à l'aide d'une coopération dans ce sens du ministère de Sa Majesté.

Une communication doit avoir été faite au Nonce, lui prescrivant de développer cet ordre d'idées dans ses entretiens avec vous.

Agréez, monsieur le Ministre, etc.

Signé : BARON D'ANETHAN.

N° 51

LE MINISTRE DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Reçue le 26 juillet 1879.)

Rome, le 22 juillet 1879.

Monsieur le Ministre,

Suivant vos instructions, j'ai donné communication au cardinal Nina du contenu de la dépêche que vous avez bien voulu m'adresser sous la date du 15 de ce mois, et je lui en ai laissé la copie.

Le Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté persiste à croire que les instructions qu'il a données au Nonce doivent amener un résultat satisfaisant : si ce résultat n'est pas immédiat, il a la confiance qu'on ne tardera pas à le constater.

Son Eminence m'a renouvelé l'expression de son désir d'arriver à un apaisement du conflit dont elle déplore la persistance.

Le cardinal Nina écrira de nouveau au Nonce pour lui recommander de ne rien négliger dans le but d'assurer l'accomplissement des instructions qui lui ont été données.

Son Éminence doit communiquer au Saint-Siège la dépêche dont la copie est entre ses mains. Elle m'a annoncé qu'elle m'en reparlerait prochainement et me donnerait son opinion sur les différentes considérations émises dans la dépêche précitée.

J'ai eu soin d'insister pour que la nouvelle démarche de M^{re} Vannutelli ne fût point retardée.

En ce qui concerne la polémique de la presse, le cardinal Nina en blâme la violence : il voudrait que les journalistes catholiques ne perdissent pas de vue les conseils que Léon XIII leur a donnés dans une occasion récente, en les engageant à éviter les personnalités blessantes et à ne jamais s'écarter des préceptes de la charité chrétienne.

Agréez, monsieur le Ministre, etc.

Signé : BARON D'ANETHAN.

N° 52

LE MINISTRE DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Reçue le 31 juillet 1879.)

Rome, 27 juillet 1879.

Monsieur le Ministre,

Dans les entretiens que j'ai eus avec Son Eminence à la suite de vos récentes communications, le cardinal Nina s'est montré vivement et profondément pénétré des observations que j'étais chargé de lui communiquer, et m'a dit « qu'il s'en rendait tellement compte qu'il ne cessait de faire tout ce qui dépendait de lui afin de rendre moins difficile pour le Gouvernement du Roi la situation dans laquelle se trouve actuellement le pays. »

Il m'a instamment prié de vous faire bien comprendre que l'entreprise n'est pas si aisée qu'elle semble au premier abord. « Il n'est guère facile en effet, m'a dit son Eminence, de calmer d'un trait une lutte aussi ardente que celle qu'a provoquée la loi sur l'enseignement, une des questions qui touchent aux intérêts les plus vitaux de l'Eglise. Il me semble d'ailleurs qu'il existe des illusions au sujet de la situation des évêques ; on se figure à tort que le Saint-Père les considère comme de simples fonction-

naires. Les saintes traditions de l'Eglise l'obligent lui-même à de grands ménagements qui honorent aussi bien celui qui les observe que ceux qui en sont l'objet. »

Le cardinal désirerait que le Gouvernement trouve moyen de donner quelques assurances indirectes de nature à tranquilliser la conscience des catholiques et par là même faciliter à l'épiscopat d'entrer dans la voie sur laquelle la haute intelligence du Souverain Pontife cherche à porter les esprits excités des fidèles.

J'ai fait observer à Son Eminence que la circulaire de M. le Ministre de l'instruction publique donnait une satisfaction réelle aux désirs dont le Secrétaire d'Etat se faisait l'organe ; sans repousser cet argument, il ne paraissait pas le trouver décisif.

Le cardinal a déploré les excès de la presse surtout à l'égard de notre auguste Souverain ; il se plait à espérer qu'ils ne se reproduiront plus ; mais il désirerait que les adversaires de l'Eglise ne les provoquent pas par un langage que le gouvernement ne peut approuver, et qu'en se prévalant des actes du Cabinet ils ne cherchent à représenter Sa Majesté et ses conseillers comme ennemis des catholiques.

J'ai répondu que je ne savais pas quand cela avait eu lieu.

« On n'arrivera, m'a dit Son Eminence, à pacifier les deux partis qu'en agissant sur l'un et sur l'autre. » Veuillez, a-t-elle ajouté, assurer Son Excellence M. le ministre des affaires étrangères *que rien, mais rien absolument*, n'est négligé par le Saint-Siège pour correspondre aux besoins de la situation et pour faire cesser les difficultés de la position du Gouvernement.

Agréez, etc.

Signé : BARON D'ANETHAN.

N° 53

LE MINISTRE DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Reçue le 2 août 1879.)

Rome, le 29 juillet 1879.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser la réception de la dépêche que vous avez bien voulu m'adresser le 24 de ce mois, n° 28.

J'ai appelé l'attention du cardinal Nina sur l'incident de Tournai. Son Eminence en a paru péniblement impressionnée et très étonnée, aucune communication ne lui étant parvenue jusqu'ici à ce sujet. Elle m'a promis de prendre cette affaire en sérieuse considération et de s'en occuper sans retard. Le cardinal Nina n'a en rien modifié l'appréciation de ses prédécesseurs sur cette question.

Le fait qui vous est signalé est très regrettable, mais il n'est qu'exceptionnel et il ne faut pas en conclure, suivant l'opinion de Son Eminence, que les conseils donnés récemment aux évêques ne seraient pas suivis.

Le cardinal Nina donnera communication de cette plainte au Nonce, qui vous fera connaître la suite qu'elle aura reçue.

Son Eminence, me parlant du conflit qu'a produit en Belgique la loi sur l'enseignement primaire, a insisté de nouveau sur la difficulté de calmer subitement un des partis engagés dans une lutte si ardente. « Le bon vouloir du Saint-Siège ne peut, dit-elle, être douteux; il faut un peu de patience pour attendre que les sages conseils du Saint-Père exercent leur légitime influence sur l'esprit des catholiques vivement surexcités. »

Le cardinal Nina a la confiance que ce fait se produira et que le résultat sera d'autant plus prompt que le Gouvernement du Roi mettra plus de modération dans ses actes.

Agréez, etc.

Signé : BARON D'ANETHAN.

N° 54

LE MINISTRE DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Reçue le 25 août 1879.)

Rome, le 21 août 1879.

Monsieur le ministre,

Je me suis empressé de communiquer au cardinal Nina la version que donnent les journaux des résolutions arrêtées par les évêques belges dans leur dernière réunion. Je lui ai fait observer que ces résolutions étaient absolument contraires à celles qu'il attendait après les instructions envoyées au Nonce.

Le Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté m'a répondu qu'il ignorait si les informations de la presse étaient fondées et qu'il ne pouvait se prononcer avant d'être exactement renseigné à cet égard.

J'ai tenu à vous faire connaître que je n'ai pas manqué de signaler à l'attention du cardinal Nina l'attitude des autorités ecclésiastiques vis-à-vis de l'enseignement officiel.

Plusieurs prélats m'ont exprimé des doutes au sujet de la réalité de la décision attribuée à l'épiscopat ; ils n'en admettent pas la possibilité et ne pourraient se l'expliquer que si les établissements primaires, au lieu d'être neutres, étaient ouvertement hostiles aux dogmes catholiques.

Agréez, monsieur le Ministre, etc.

Signé : BARON D'ANETHAN.

N° 55

LE MINISTRE DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Reçue le 30 août 1879.)

Rome, le 26 août 1879.

Monsieur le Ministre,

Le cardinal Nina, bien que n'ayant pas encore reçu de rapport officiel au sujet du résultat de la dernière réunion des évêques de Belgique, était en mesure de m'assurer que la résolution attribuée à ces hauts dignitaires ecclésiastiques avait été rapportée par les journaux d'une manière complètement inexacte.

Son Eminence a ajouté que, dès le début de cette question, le Saint-Siège s'était empressé de faire parvenir aux évêques des conseils de modération et de leur recommander tous les égards possibles envers les autorités constituées, surtout à l'occasion des mesures que le devoir de leur ministère pastoral pourrait les obliger de prescrire. Le Secrétaire d'Etat ne doute pas de la prudence de l'épiscopat belge, et paraît plein de confiance dans l'accueil que recevront les conseils de Sa Sainteté de la part des prélats auxquels le Saint-Siège a confié la direction spirituelle de notre pays.

Agréez, monsieur le Ministre, etc.

Signé : BARON D'ANETHAN.

N° 56

LE MINISTRE DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Reçue le 27 septembre 1879.)

(EXTRAIT.)

Rome, le 25 septembre 1879.

Monsieur le Ministre,

La presse libérale italienne s'occupe beaucoup de la récente publication, faite par la *Germania*, d'une lettre collective de l'épiscopat belge, et critique vivement l'attitude du haut clergé vis-à-vis des écoles officielles. Les organes du parti catholique gardent le silence ou font des réserves sur l'authenticité de ce document. Dans une audience privée que Léon XIII a daigné m'accorder, Sa Sainteté a fait allusion à ce document, dont l'existence lui paraissait douteuse. J'ai fait observer au Saint-Père que cette publication causait une grande émotion en Belgique. Le Pape m'a répondu qu'il n'était pas surpris des attaques de la presse contre le Saint-Siège à ce sujet, mais que le Gouvernement du Roi ne pouvait ignorer les conseils de modération donnés à différentes reprises aux évêques par le Chef de l'Eglise, et son désir de voir le calme se rétablir dans les esprits. Sa Sainteté a émis des doutes sur le fait qu'une nouvelle lettre collective de l'épiscopat ait été adressée aux fidèles. Le Souverain Pontife a ajouté que les dispositions prises par chaque évêque individuellement l'ont été sous leur propre responsabilité et que le Saint-Siège n'a à les apprécier qu'au point de vue de la doctrine.

Le cardinal Nina m'a également entretenu de la publication faite par la *Germania*. Son Eminence m'a dit que les instructions données par les évêques étaient destinées à rester secrètes, qu'elles sont le corollaire d'un avis donné par Pie IX, sur leur demande, aux évêques d'Amérique. Ces conséquences tirées d'un acte du Saint-Siège l'ont été individuellement par chacun des chefs de diocèse sous sa propre responsabilité. Rien dans ces décisions ne peut être incriminé sous le rapport de la doctrine ; leur opportunité et leur forme seules peuvent être mises en question. Toutefois Son Eminence a évité de se prononcer sous

ce rapport. Elle a ajouté que les conseils de modération n'ont pas fait défaut de la part du Saint-Siège, qui n'a cessé de recommander la prudence et le respect envers les autorités constituées.

Agrérez, etc.

Signé : BARON D'ANETHAN.

N° 57

LE MINISTRE DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Entrée le 9 octobre 1879.)

Rome, le 5 octobre 1879

Monsieur le Ministre,

Le cardinal Nina ne m'a pas caché le regret qu'éprouve le Saint-Père de la lutte engagée entre l'épiscopat et le Gouvernement du Roi, au sujet de l'exécution de la loi sur l'enseignement primaire.

« Sous le rapport de la doctrine, m'a dit Son Eminence, la lettre des prélats belges est parfaitement correcte ; mais les conclusions tirées de principes justes peuvent être conduites d'une manière inopportune et parfois aussi poussées trop loin ; il me paraît que c'est le cas ici. »

Son Eminence ne peut du reste que manifester « ses regrets, car le Saint-Siège a fait tout ce qui dépendait de lui, en recommandant, à plusieurs reprises, le calme, la prudence et la modération. » Le Cardinal eût désiré une autre solution, qui se serait produite, j'en ai la conviction, m'a dit Son Eminence, si les conseils du Pape avaient été suivis. « Du reste, a ajouté le cardinal Nina, les évêques ont agi *dans la limite de leur droit strict et sous leur propre responsabilité.* »

Sa Sainteté ne peut ni blâmer ni désavouer les principes sur lesquels ils se basent. Elle peut seulement engager l'épiscopat belge à n'appliquer qu'avec une extrême réserve les instructions contenues dans la lettre collective du 1^{er} septembre. « Le Gouvernement du Roi, de son côté, a dit Son Eminence, en empêchant que les écoles ne prennent une direction anti-catholique et en veillant à ce que l'enseignement qui y sera donné ne blesse pas la la conscience des fidèles, contribuera à améliorer la situation. »

Agrérez, monsieur le Ministre, etc.

Signé : BARON D'ANETHAN.

N° 58

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
AU MINISTRE DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE

Bruxelles, le 10 octobre 1879.

Monsieur le Baron,

La situation que vient de faire naître l'exécution de la loi du 1^{er} juillet sur l'instruction primaire m'a déterminé à faire rédiger un exposé historique des conflits qui se sont produits, depuis 1830, en Belgique, entre l'Eglise et l'Etat sur le terrain de l'instruction publique. Pour juger sainement une situation de cette nature, il est utile de remonter jusqu'à son origine et de l'envisager dans les diverses phases de son développement.

Tel est l'objet du travail dont je vous transmets quelques exemplaires (1). Ce n'est pas un document officiel; c'est un simple recueil de faits et d'actes pris aux sources authentiques et empruntant à celles-ci toute leur autorité. Lisez-la et faites-la lire à M^{sr} le cardinal Nina ainsi qu'aux personnes qu'il importe d'éclairer sur la nature du conflit qui existe ici entre le pouvoir civil et le clergé. Dans l'usage que vous ferez de cet écrit, vous voudrez bien ne pas perdre de vue qu'il n'est destiné pour le moment qu'à une publicité restreinte.

La première vérité que cet exposé fera ressortir, c'est que l'antagonisme entre l'Etat et l'Eglise dans le domaine de l'enseignement est aussi ancien que l'Etat belge lui-même. Commencée au lendemain de la révolution de 1830, conduite par le clergé catholique avec une ténacité extrême, tantôt ouverte, tantôt latente, la lutte s'est poursuivie jusqu'à nos jours, quels que fussent les hommes ou les partis en possession du pouvoir. Elle traverse depuis bientôt cinquante ans notre histoire sans interruption; elle est devenue l'un des traits saillants de notre politique nationale. Cette politique revêt un caractère constant sous tous les régimes: celui de la résistance volontaire ou forcée aux prétentions de l'épiscopat, opposant le droit divin au droit national pour revendiquer, en matière d'instruction publique, des prérogatives que nul Etat ne saurait abdiquer. En face de ces prétentions, les administrations catholiques elles-mêmes, malgré des concessions regrettables ont été obligées à des résistances qui expliquent et

(1) Voir le travail à la suite de la correspondance.

mettent dans leur vrai jour les actes des administrations libérales. La démonstration de l'impuissance absolue des administrations cléricales elles-mêmes à satisfaire aux vœux du clergé a été faite en 1835 comme en 1842, en 1856 comme en 1878. Tout récemment et pendant une durée de huit ans, de 1870 à 1878, un ministère, formé sous l'influence des évêques et tout disposé à en secondar les vues, n'a su se mettre d'accord avec eux, même pour l'exécution de la loi de 1842 sur l'instruction primaire. Est-il une preuve plus évidente que ce sont les principes fondamentaux du droit public moderne qui sont ici en cause ?

Une autre observation qui ne vous échappera pas, c'est la contradiction formelle qui se manifeste entre la conduite actuelle de l'épiscopat et celle qu'il a tenue à d'autres époques à l'occasion de conflits du même genre. Il distinguait alors entre la théorie et la pratique, entre la théologie et la politique. L'enseignement de l'Etat à tous les degrés a encouru depuis nombre d'années, de la part des prélats belges, des censures identiques : jamais ils n'ont songé à donner à celles-ci une sanction directe et n'y songent pas encore aujourd'hui. Ils proscrirent l'école primaire où la religion peut être enseignée par des prêtres, où des laïques font réciter les leçons du catéchisme ; ils n'ont jamais lancé l'interdit ni contre les universités de l'Etat, dont le programme exclut tout enseignement religieux, dont l'organisation n'admet aucune inspection ecclésiastique, ni contre les athénées et les écoles moyennes, qui presque tous, par suite de l'abstention systématique du clergé, sont devenus des établissements purement séculiers. L'ancienne règle est donc maintenue en faveur des professeurs du haut enseignement et de l'enseignement secondaire de l'Etat, ainsi que des familles qui en font usage ; une règle nouvelle est introduite au préjudice des simples instituteurs primaires et de la grande masse du peuple qui réclame leurs services. S'il est vrai que les évêques appliquent ici un dogme, l'application, semble-t-il, n'en comporte pas d'exception : il faut excommunier tout le monde ou personne. La morale s'accommoderait mal de persécutions exercées à l'égard des petits et des faibles, tandis que l'on s'abstiendrait vis-à-vis de ceux que l'on croirait en état de résister.

Il n'entre pas dans mes intentions d'insister davantage sur les considérations qui précèdent. Le document que je vous transmets m'en dispense. Il me suffit d'avoir indiqué quelques-unes des réflexions qu'il suggère et à l'appui desquelles les preuves ne vous manqueront pas :

Agréez, etc.

Signé: FRÈRE-ORBAN.

(ANNEXE)

**L'épiscopat et l'instruction publique en Belgique
de 1830 à 1879**

Lorsqu'en 1830, la Constitution belge proclama la liberté de l'enseignement à tous les degrés, elle inscrivit dans notre Droit public un principe absolument nouveau, sans analogie dans les autres États de l'Europe, sans précédent dans notre propre histoire. Personne n'aurait pu en prédire à ce moment les conséquences immédiates ou lointaines; il était toutefois dans la nature des choses qu'au sortir d'une période de compression, où, de l'aveu commun, l'État avait exagéré sa prérogative en matière d'enseignement et d'éducation, le régime adopté par les constituants de 1830 affectât tout d'abord, dans l'application, le caractère d'une réaction prononcée contre cette prérogative.

C'est ce qui arriva en effet, et le mouvement de recul acquit même une intensité que n'avaient certes pas prévue les chefs d'aucune des deux opinions dont l'accord avait assuré le succès de la révolution.

**CHAPITRE I^{er}. — *L'instruction primaire, moyenne
et supérieure de 1830 à 1840***

Pendant toute la durée du Royaume des Pays-Bas, de 1815 à 1830, l'État exerça en principe, et s'attribua de plus en plus en fait, le monopole de l'enseignement. C'est dans ce sens que fut interprété l'article 226 de la loi fondamentale : « L'instruction publique est un objet constant des soins du Gouvernement. » Les circonstances politiques qui marquèrent le début de l'établissement du Royaume, l'opposition violente que l'Épiscopat belge fit au Gouvernement sur le terrain de la liberté de conscience et des cultes, portèrent le pouvoir à développer le monopole qu'il revendiquait, dans le sens d'une hostilité croissante envers le clergé catholique. Les arrêtés du 25 juillet 1822 et du 1^{er} février 1824 subordonnèrent la faculté d'ouvrir des écoles primaires à l'agrégation par l'État, et la possession d'un diplôme de capacité devint une condition essentielle de cette agrégation. Cet arrêté, qui frappait les membres des congrégations enseignantes, fut suivi, le 14 juin 1825, d'un autre décret qui défendait d'établir aucune école latine, collége ou athénée, si ce n'est avec l'autorisation et sous la surveillance du département de l'intérieur. Les

institutions civiles seules pouvaient obtenir une telle autorisation ; les collèges non autorisés furent fermés. Le même jour, un autre arrêté instituait à Louvain un collège philosophique dont la fréquentation fut rendue obligatoire pour les jeunes gens qui se destinaient à la carrière ecclésiastique. Dès l'origine, le Gouvernement avait organisé l'enseignement public en remettant en vigueur et rendant applicables aux provinces belges les dispositions de la loi du 3 avril 1806. L'article 23 du règlement A, annexé à cette loi, excluait des écoles primaires tout enseignement religieux dogmatique ; celui-ci devait se donner dans les églises ou les temples des diverses communautés.

Cette législation, en tant qu'elle revendiquait pour l'État le droit exclusif d'enseigner, était certes peu libérale ; mais, au point de vue de l'instruction générale, elle produisit des résultats remarquables. A la veille de la révolution, la Belgique possédait trois universités florissantes, de nombreux collèges où les études étaient fortes et sérieuses, 4,046 écoles primaires, dirigées presque toutes par des instituteurs d'élite. Bien qu'élevée sous le régime de la séparation absolue de l'enseignement religieux et de l'enseignement littéraire, la jeunesse belge de cette époque ne fut jamais taxée d'immoralité ni d'impiété, la génération qui entra en 1830 dans la vie publique fut au contraire l'une des plus remarquables que la Belgique ait produites. Ce régime lui-même était le moindre grief de l'Épiscopat, qui revendiquait la liberté de l'enseignement et ne protestait que contre le monopole de l'État.

L'article 17 de la Constitution belge lui accorda cette liberté dans toute son extension. De ce jour date, en Belgique, entre l'État et l'Eglise, une longue lutte dont le but n'est autre que la haute direction de l'éducation nationale. Jamais, au cours de cette lutte, l'État n'a cherché à empiéter sur le domaine de l'Eglise, à intervenir, à un titre quelconque, dans les institutions fondées sous les auspices de celle-ci : il leur a, au contraire, prodigué ses subsides et leur a accordé des droits dans l'État, il a reconnu leurs diplômes. Le clergé ne s'est pas imposé la même réserve ; maître absolu dans ses établissements d'instruction, il a cherché toujours, obtenu souvent, une part d'autorité et de direction dans les écoles de l'État, et s'est efforcé, en grandissant ses prétentions à mesure même des concessions qui lui étaient faites, de reconstituer entre ses mains le monopole qu'avait exercé pendant quinze ans contre lui le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas.

Les circonstances furent d'abord toutes favorables à l'accom-

plissement de ce dessein. A peine la liberté d'enseignement était-elle proclamée, qu'une réaction véhémement se déclara contre l'instruction publique ; le patriotisme surexcité vint en aide aux griefs formulés par le clergé contre les anciennes écoles. Nombre de communes se prévalurent de la liberté qui leur était rendue pour supprimer, d'un trait de plume, leurs écoles, d'autres se contentèrent de les désorganiser en congédiant, généralement sans motif, des instituteurs ou des professeurs qui avaient fait leurs preuves. En beaucoup d'endroits, la jeunesse resta dépourvue de tout moyen d'instruction. Des écoles privées s'établissaient, il est vrai, en grand nombre et s'efforçaient d'attirer les élèves par l'appât du bon marché ; mais les maîtres n'en offraient pour la plupart aucune garantie de capacité ni de moralité. A ce sentiment dominant d'hostilité qui exista pendant deux ans vint s'ajouter, par l'incertitude ou les lacunes de la législation, un autre principe de désorganisation. Les administrations communales qui avaient résisté au courant et maintenu leurs écoles se virent paralysées dans leur action par l'ignorance où elles se trouvaient au sujet de l'étendue de leurs droits. Toutefois celles-là même qui se montrèrent les plus jalouses de sauvegarder leur indépendance renoncèrent à appliquer dans toute sa rigueur la législation de 1806 ; elles faisaient enseigner la doctrine chrétienne aux enfants, leur facilitaient la pratique des exercices du culte et votaient des subsides en faveur des ecclésiastiques qui voudraient venir leur dispenser l'instruction religieuse. Parfois elles obtenaient le concours du clergé ; parfois aussi — le cas notamment se présenta à Liège — ce concours leur fut refusé sans motif avoué.

C'est cette situation incertaine et précaire de l'enseignement primaire qui fit naître chez l'épiscopat la pensée d'en concentrer la direction entre ses mains. Dans leur mandement collectif du 7 décembre 1878, les évêques belges revendiquent l'honneur d'avoir sauvé, après 1830, l'instruction du peuple. « Alors — disent-ils — que tout était désorganisé et que l'instruction populaire agonisait sous l'étreinte de l'oppression, qui donc sauva l'éducation primaire sinon l'épiscopat aidé du clergé ? Par sa généreuse initiative, des écoles s'ouvrirent sur tous les points du pays, le prêtre se fit l'instituteur là où les maîtres manquaient ; les congrégations enseignantes, répondant à l'appel des administrations locales, s'établirent dans un grand nombre de centres populeux ; des cours normaux pour la formation des instituteurs furent créés à côté des séminaires ; le clergé fit des sacrifices d'argent afin de pourvoir aux frais d'études des élèves norma-

listes, et bientôt, sous l'égide de l'Église, l'enseignement primaire refleurit, se perfectionna et prit un élan qui porta rapidement la Belgique au rang d'honneur qu'elle occupe parmi les nations les plus civilisées. »

Ces lignes comportent, au point de vue de la vérité historique, des réserves de plus d'une nature. L'influence du clergé n'a été prépondérante, en matière d'instruction élémentaire, que jusqu'en 1836. Or la diffusion réelle des connaissances primaires ne date que du jour où l'État organisa l'enseignement du peuple. Mais sous le régime de la loi de 1842, le progrès fut d'abord si lent qu'en 1866, vingt-quatre années après la promulgation de cette loi, le recensement général de la population accusait 42 p. 100 d'illettrés, qu'en 1875 encore, la classe de milice contenait un quart de jeunes gens dépourvus de toute instruction. D'un autre côté, il s'en faut de beaucoup que sous l'ancien Royaume des Pays-Bas l'enseignement public fût dans un état d'agonie. Aujourd'hui même le nombre de nos écoles primaires excède à peine d'un tiers celui des écoles de 1830, chiffre qui équivaut au *statu quo*, si l'on tient compte de l'accroissement de la population. L'action du clergé se borna généralement à se substituer dans ces écoles aux autorités publiques, et c'est essentiellement à l'aide des subsides de l'État et des communes qu'il les maintint. Si donc le progrès s'arrêta, si l'instruction populaire fut un moment compromise, c'est l'insuffisance du pouvoir ecclésiastique seul qu'il faudrait en accuser.

Mais si l'épiscopat belge se fait illusion sur le mode et les résultats de son intervention, la pensée, qu'il conçut à cette époque, de s'emparer de la direction de l'enseignement primaire fut très réelle, et les moyens indiqués dans la lettre pastorale du 7 décembre 1878 furent en effet mis en œuvre à cette fin.

Le clergé fonda des écoles ; des établissements privés surgirent sous son influence ; nombre de communes ne supprimèrent leurs écoles que pour lui en céder la propriété ou du moins la direction. Les congrégations enseignantes, surtout les Frères de l'École chrétienne, ouvrirent de leur côté de nombreux établissements. Dès 1836 l'évêque de Liège créait dans son diocèse des écoles normales pour la formation d'instituteurs, et ses collègues, à l'exception de l'archevêque de Malines, s'empresèrent d'imiter son exemple, de telle sorte qu'en 1842, au moment où fut promulguée la loi sur l'instruction primaire, l'Épiscopat possédait sept écoles normales et exerçait de ce chef un véritable monopole, car la dernière école normale de l'État, celle de Lierre, avait été fermée en 1840.

Mais dès lors, en même temps que se développait ce système, s'accroissait l'hostilité du clergé contre l'enseignement public. Les évêques refusaient déjà leur concours à des administrations communales qui maintenaient, à la vérité, leur indépendance en matière d'enseignement, mais témoignaient par leur démarche même qu'elles avaient renoncé au système de la sécularisation absolue de 1815. En 1833, un orateur catholique qualifiait, en plein Parlement, les institutions communales « d'écoles de débauche ; » un autre appelait les Universités de l'État « écoles d'athéisme et d'immoralité. » Les membres de la droite combattaient l'octroi aux établissements publics d'enseignement de subsides dont le montant paraissait justement dérisoire aujourd'hui ; ils voulaient les limiter encore ; ils cherchaient à restreindre, à annuler, si possible, l'intervention de l'État dans ce domaine. Le budget de l'instruction publique à tous les degrés n'excédait pas, en 1833, un million de francs 25 centimes par tête d'habitant. Toute l'influence du clergé fut mise en œuvre, pendant de longues années, pour empêcher que la disposition inscrite dans l'article 17 de la Constitution devint une vérité, que l'instruction publique fût organisée par la loi. Si l'éducation nationale a souffert longtemps de cette abstention de l'État, la responsabilité en remonte directement aux représentants de l'Église en Belgique.

Le Gouvernement cependant ne déserta pas la cause de l'instruction publique. Il avait maintenu les universités et les collèges de l'État. Le 21 janvier 1831, l'administrateur du service de l'instruction publique protestait avec énergie contre la suppression ou la désorganisation arbitraire des écoles communales. Des projets de lois organiques virent le jour en 1832 et en 1834. Le premier de ces projets maintenait la séparation absolue de l'enseignement religieux et de l'enseignement littéraire, conformément au règlement de 1806 : tant il est vrai que le système introduit par ce règlement n'avait soulevé, sous ce rapport, aucune répulsion dans le pays. Le second projet, au contraire, émané d'une commission mixte, qui l'adopta à l'unanimité, inscrivait la religion parmi les matières obligatoires de l'enseignement, mais laissait exclusivement la direction de l'instruction religieuse aux ministres des cultes, le vœu des pères de famille entendu. Dans les établissements qu'elles érigeaient à leurs frais, les communes devaient rester absolument indépendantes.

Le Gouvernement ne sut faire discuter ni l'un ni l'autre de ces projets. Ce n'est qu'à la fin de 1835, un an après la création de l'Université catholique, que fut votée, non sans de graves objections de principe de la part du clergé et de ses organes, la loi qui

organisait l'enseignement supérieur dans les Universités de l'État. Ce fut à cette occasion que M. Ad. Dechamps, rapporteur de la section centrale, émit en cette qualité des déclarations de la plus haute importance, qui sont devenues et restées la thèse catholique en matière d'enseignement. Voici quelques extraits qui caractérisent l'esprit de ce document :

« Un enseignement public doit être nécessairement un *enseignement national* (souligné dans le texte), un enseignement dans les vœux des populations ; eh bien ! peut-il y avoir possibilité qu'un tel enseignement public existe chez une nation divisée de croyances et d'opinions, c'est-à-dire divisée justement dans ce qui fait l'essence de tout l'enseignement ? *Il est donc matériellement impossible à l'État de diriger lui-même une instruction publique sans renier les principes de son existence.*

« Mais, objecte-t-on encore, l'État peut user de la liberté commune et enseigner au même titre que les particuliers ; il peut et il doit établir une concurrence avec les établissements libres. Si cela est vrai, il s'ensuivrait que le Gouvernement pourrait fonder un culte exclusif, qu'il pourrait reconnaître une religion d'État... *Ce système de concurrence gouvernementale anéantit de fait la liberté constitutionnelle...*

« *L'État ne peut donc pas plus élever un enseignement public à ses frais, ou plutôt aux frais de la nation, qu'il ne peut fonder un culte séparé ou une presse rivale.* Sa mission est de protéger les établissements libres qui s'élèvent, comme cela a lieu aux États-Unis, en les subsidiant, en créant des musées, des cabinets de physique, des bibliothèques, en un mot en entourant la science libre de son aide et de sa munificence, mais sans jamais, pour cela, s'immiscer dans le sanctuaire des doctrines, qui doit rester fermé à toute intervention de l'État. »

Ces principes étaient présentés, à la vérité, comme des thèses juridiques, comme une théorie que M. Dechamps s'abstenait de professer directement en son nom, au nom de ses coreligionnaires ; mais la conclusion de son rapport répondait parfaitement à ses prémisses et n'y admettait que des tempéraments d'opportunité.

« La section centrale pense, disait-il, que si la tutelle du Gouvernement dans l'enseignement public peut avoir lieu, *ce ne peut être comme un droit absolu et imprescriptible*, mais seulement pour combler le vide que pourrait laisser la liberté, trop jeune encore pour avoir eu le temps de tout reconstruire. En effet, il est plus que probable, à moins que le régime libéral ne soit une déception amère, que sous son influence de grandes in-

stitutions libres s'élèveront. *La confiance publique pourra les entourer de telle façon que les Universités de l'État, par exemple, deviennent à peu près désertes. Cette prévision, tous ceux qui ont foi dans la liberté doivent la nourrir, parce que le progrès social, surtout dans la sphère de l'intelligence, n'est au fond que l'émancipation graduelle du peuple; en d'autres termes, ce n'est que la diminution successive de l'intervention de l'État dans cet ordre de choses.* »

La conséquence logique de telles maximes devait être la suppression des établissements d'enseignement supérieur de l'État, puisqu'il existait dès cette époque deux universités libres, représentant les deux opinions qui divisaient le pays. M. Dechamps ne recula même pas devant l'assertion téméraire que ces institutions n'auraient été fondées l'une et l'autre qu'à raison du peu de confiance qu'inspirait l'enseignement public aux parents qui en faisaient les frais. Mais on ne crut pas devoir être conséquent jusqu'au bout; on se contenta de sacrifier l'une des trois Universités de l'État, celle de Louvain, qui fit place à l'Université catholique établie une année auparavant à Malines, et vit passer aux mains de celle-ci ses locaux, ses collections et ses fondations.

La puissance publique n'avait pas obtenu sans sacrifice le règlement légal de ses attributions dans le domaine du haut enseignement; elle resta désarmée pour les autres degrés d'instruction. En 1840, l'État, en dehors de ses deux Universités, n'administrait plus directement que *trois* athénées et *huit* écoles modèles. La loi communale (30 mars 1836) et la loi provinciale (30 avril 1836) vinrent toutefois modifier également de ce côté la situation des choses. En définissant les prérogatives des communes et des provinces, elles donnèrent à leur action une base légale et précise. Investie du droit absolu de nommer des instituteurs et des professeurs, usant de cette indépendance totale qu'avait voulu leur assurer l'article 5 du projet de loi de 1834, les communes entrèrent en concurrence avec le clergé et multiplièrent les établissements communaux d'instruction. Ce revirement en faveur de l'enseignement public fut aussi général qu'efficace. En 1840, il existait 2,109 écoles communales, avec une population de 190,000 élèves, à côté de 2,284 écoles privées (ecclésiastiques pour la plupart), renfermant 171,000 élèves : 796 écoles, avec 91,000 enfants, vivaient sous un régime mixte. En dix ans, le progrès se chiffrait par une majoration de près de 90,000 élèves, se répartissant par moitié entre les deux systèmes d'enseignement.

L'enseignement moyen au cours de cette période avait passé

par les mêmes phases; on peut même dire que le dessein; pour-suivi par l'Épiscopat, de monopoliser entre ses mains l'éducation de la jeunesse belge s'était encore plus ostensiblement, plus efficacement affirmé sur ce terrain. Ce qu'elles avaient fait de leurs écoles primaires, nombre d'administrations communales le firent également de leurs collèges; elles en transférèrent la direction au clergé ou à des congrégations enseignantes, en leur concédant des locaux et des subsides; parfois elles abdiquaient toute espèce de droit d'intervention dans ces établissements, parfois elles s'arrêtaient à un partage d'attributions. « Ce partage — est-il dit dans l'exposé des motifs de la loi de 1850 sur l'enseignement moyen — est presque toujours l'absorption de l'autorité communale. » Les évêques, en effet, ne réglaient pas seulement d'une manière souveraine l'ordre et la discipline intérieurs des collèges qui leur étaient cédés, mais ils en nommaient directement ou indirectement tous les professeurs, qu'ils choisissaient de préférence parmi les membres du clergé. Des conventions de cette nature eurent lieu à Courtrai en 1830, à Alost, à Furnes, à Enghien en 1831, à Grammont en 1835, à Louvain, à Chimay, à Saint-Trond en 1837, à Herve, à Beeringen en 1838, à Thieft en 1839, à Malines, à Diest, à Soignies, à Binche en 1840, à Tirlemont, à Dinant en 1841, à Ostende en 1842, à Lierre en 1844, à Turnhout, à Tournai en 1845, à Eecloo en 1848. Des arrangements analogues, mais purement verbaux, semble-t-il, et par conséquent d'une date incertaine, furent pris à Gheel, à Herenthals et à Westerloo; les effets en subsistaient en 1848. La plupart de ces transactions furent soustraites à l'approbation des députations permanentes des conseils provinciaux. La convention de Tournai souleva des protestations dans les Chambres comme au sein du conseil communal, et ne put être exécuté; nous reviendrons sur les détails de cet acte, qui eut des conséquences particulières.

Dans cet effort soutenu pour s'emparer de la direction exclusive de l'enseignement moyen et de le dépouiller de tout caractère laïque, les évêques trouvèrent un puissant appui auprès des congrégations enseignantes. Les Jésuites surtout déployèrent une activité extraordinaire. Rentrés en Belgique vers la fin de 1830, ils ouvrirent, dès le mois de mai 1831, leurs collèges de Namur et d'Alost. Tout en créant un noviciat à Nivelles, ils fondent, en 1832 de nouveaux collèges à Anvers, à Liège, à Tournai, à Bruges, à Mons, à Verviers, à Turnhout, à Bruxelles, à Gand, etc. L'unité du plan se révèle dans le choix même de ces localités : dans les villes secondaires, dont les magistrats se pré-

taient aisément aux vœux du clergé, s'établissaient des collèges épiscopaux ; dans les centres populeux, dont les administrations se montraient moins portées à abdiquer leurs droits, se fondaient les instituts des Jésuites. En même temps, ceux-ci prennent une part importante à la création de l'Université catholique ; en 1835, ils organisent leur grand collège de Brugelette. La plupart de ces institutions se développèrent rapidement ; l'influence des Jésuites s'étendit et se manifesta de plus en plus dans la direction de l'éducation de la jeunesse. En 1834, la Compagnie comptait, en Belgique, 117 membres ; elle en avait 454 en 1845 (1).

En présence de ces résultats, les prélats belges ne croient plus devoir déguiser leurs vues et prennent de plus en plus une attitude manifestement agressive à l'égard de l'enseignement laïque indépendant. Les grandes communes avaient maintenu après 1830 leurs athénées et collèges ; la loi communale avait précisé et étendu leurs attributions en matière d'instruction. Pendant que l'Etat restait forcément condamné à l'abstention en cette sphère, les établissements communaux s'étaient multipliés et prospéraient. Nulle part il n'était entré dans la pensée des administrations locales d'en proscrire l'enseignement de la religion ; au contraire, elles s'adressèrent partout à l'autorité diocésaine pour obtenir la désignation de prêtres chargés de cet enseignement. Ces ouvertures, accueillies au début avec bienveillance, rencontrèrent bientôt des dispositions de moins en moins favorables et finirent par être généralement repoussées. Des incidents caractéristiques se présentèrent vers cette époque dans nombre de localités, notamment à Liège et à Mons.

La ville de Liège, au lendemain de la révolution, avait maintenu son collège, qui, sous une direction intelligente et habile, n'avait pas cessé de prospérer et possédait la confiance des familles. Dès le mois d'octobre 1831, l'administration s'était adressée à l'évêque, M. Van Bommel, en le priant de désigner un prêtre qui procurât aux enfants l'instruction religieuse. Cette démarche reçut tout d'abord un accueil sympathique ; l'évêque détermina certaines conditions qui furent admises sans aucune observation. Deux prêtres, en conséquence, donnèrent, à partir du mois de novembre 1832, le cours de religion dans l'institution communale.

Un an après, le 9 octobre 1833, les deux ecclésiastiques donnaient simultanément leur démission, ne pouvant, disaient-ils,

1) Crétineau-Joly, *Histoire de la Compagnie de Jésus*, T. VI, pp. 424 et suiv.

réaliser le bien qu'on attendait d'eux à défaut d'améliorations qu'ils auraient « sollicitées et vainement attendues jusqu'à ce jour. » Ces améliorations réclamées portaient toutes sur des points de détail, tels que la présence des élèves aux leçons, le placement d'emblèmes religieux dans les classes, la faculté de disposer de certains moyens d'encouragement. La plupart avaient été concédées sur-le-champ, les autres faisaient l'objet de démarches actives et bienveillantes ; on n'en attendit pas le résultat pour prendre l'initiative de la rupture. Au contraire, l'ecclésiastique qui remplissait auprès des internes, à la satisfaction générale, les fonctions d'aumônier, fut relevé par l'évêque, le 2 décembre 1833, de cette charge ; momentanément remplacé plus tard, il cessa complètement de l'être en 1839. Malgré les instances de l'administration auprès de l'autorité diocésaine, il n'y eut plus de cours de religion au collège de Liège, à partir de 1832, pour les externes, de 1839, pour les internes.

Quel fut le motif de cette hostilité déclarée ? L'évêque de Liège, dans une brochure publiée en 1841, a cherché à justifier son attitude en présentant les faits sous un jour qui ne correspondait nullement à la réalité. Un rapport détaillé fut fait au sujet de cette affaire au conseil communal de Liège, le 27 mars 1841, par M. Frère-Orban ; toute la correspondance de l'administration avec l'évêché et les professeurs en cause fut rendue publique, et il en résulta à l'évidence que les motifs allégués par M. Van Bommel étaient de purs prétextes, absolument démentis par les actes de la négociation.

Il est vrai que l'évêque a protesté contre les conclusions de ce rapport ; il a soutenu que ses droits comme chef du culte n'avaient pas d'abord été suffisamment sauvegardés dans l'acte de nomination ; il rectifia certains points de détail en affirmant que la démission des professeurs ecclésiastiques avait été toute spontanée, et que l'aumônier du pensionnat, M. l'abbé Moens, ne s'était vu retirer ses pouvoirs que pour cause d'infraction aux règlements diocésains ; il invoqua comme témoignage de ses sentiments personnels, une visite pastorale faite au pensionnat du collège, mais il n'expliqua ni ne justifia le fait principal de l'abstention complète du clergé depuis 1839. Cette abstention était le résultat de l'adoption d'un système que l'évêque définissait lui-même en ces termes :

« La religion est, par son origine et par sa nature, indépendante du pouvoir civil, et elle l'est encore par les dispositions les plus formelles de la Constitution. On en conclut qu'à l'école elle ne saurait être hiérarchiquement assujettie à l'Etat et qu'ainsi

l'action du clergé, coopérant à l'éducation de la jeunesse, doit être réellement libre.

« Cette conséquence amène à considérer comme nécessaire, à l'école, ainsi que partout ailleurs, la bonne harmonie entre l'État et l'Église. *Cette bonne harmonie ne peut résulter que des garanties données par l'un de ces pouvoirs à l'autre, afin de s'assurer mutuellement que leur action simultanée demeurera libre et sera efficace.*

« Or, ces garanties se trouvent surtout, et très aisément, dans le mode de choisir les personnes qui doivent être chargées de l'enseignement. Vous, État, vous voulez vous assurer que l'enseignement des langues, des lettres et des sciences, sera à la hauteur des besoins de l'époque et convenablement donné ; établissez un jury d'examen et statuez que nul ne sera admis dans vos établissements à moins qu'il n'ait subi autant d'épreuves qu'il vous plaira de fixer pour obtenir un certificat de capacité ; ensuite ayez vos inspecteurs. Vous, chef du culte, vous voulez vous assurer que l'instruction religieuse sera donnée conformément aux doctrines dont le dépôt vous est confié, *que le reste de l'enseignement ne contredira pas ces doctrines*, et qu'il y aura pour la réussite de l'éducation *zèle et bons exemples de la part des maîtres* ; établissez que, pour concourir au succès de l'établissement, *chaque maître devra, sous le rapport moral et religieux, avoir votre approbation préalable, et que vous aurez de votre côté le droit de surveillance et d'inspection.*

« Alors elle sera réelle et directe, l'action que l'État exercera, indépendamment de l'Église, sur le choix de maîtres considérés sous le rapport civil et scientifique ; elle sera également réelle et directe, l'action que l'Église exercera, indépendamment de l'État, sur le même choix, considéré sous le rapport moral et religieux. »

Ce sont ces vues, désormais arrêtées, qui sont l'explication vraie de l'attitude du clergé à Liège ; elles justifient de tous points les reproches dont l'auteur de ces lignes avait à cœur de se laver. C'était la participation directe à la puissance publique que réclamait l'épiscopat. Un accord s'était établi vers 1838, entre tous ses membres, sur cette base, et partout la conduite des évêques se règle en conséquence.

La même année, l'expérience en fut faite à Mons ; l'incident qui se produisit dans cette ville devint même l'objet d'un échange d'explications à la Chambre des représentants, le 27 février 1841. Un membre de l'opposition, M. Ad. Dechamps, qui s'était signalé depuis longtemps par son hostilité à l'enseignement

public, vint affirmer à la tribune nationale « que dans plusieurs collèges établis par des régences, l'instruction positivement religieuse n'était pas comprise dans les matières d'enseignement, » et protesta énergiquement contre ce système. En présence de cette assertion, un membre de la Chambre, connu par sa grande modération, M. H. Dolez, mit M. Dechamps au défi de citer un seul fait qui prouvât l'hostilité des pouvoirs publics envers l'enseignement religieux dans les établissements séculiers ; si cet enseignement y faisait défaut, ces pouvoirs n'en étaient pas responsables. A Mons, où le collège était parfaitement organisé et dirigé par des professeurs excellents à tous égards, l'administration communale, pour obtenir l'adjonction d'un ecclésiastique au corps enseignant, s'était adressée successivement à l'évêque de Tournai et à l'archevêque de Malines. Toutes ces démarches avaient été vaines ; le professeur de religion fut refusé aux magistrats de la ville « parce qu'ils n'ont point voulu accepter la condition d'accorder à l'autorité ecclésiastique le droit de participer à la nomination des autres professeurs, parce que, en un mot, ils n'ont point voulu aliéner le caractère d'établissement communal sous lequel prospère le collège de Mons. « J'entends — ajoutait M. Dolez — à mes côtés d'honorables collègues dire qu'on a éprouvé les mêmes refus à Liège, à Audenaerde et d'autres villes encore. »

La mesure était devenue en effet d'application générale et le budget n'en était pas douteux. Les établissements d'enseignement moyen de nos grandes cités s'étaient développés sous la direction exclusive du pouvoir civil ; le clergé, qui avait fondé et acquis nombre d'institutions placées sous sa direction exclusive et avait pu se flatter un moment de devenir maître de toute l'instruction secondaire, considérait désormais son intervention à titre d'autorité comme un droit incontestable, et il se servait contre les établissements communaux laïques, comme d'une arme, de l'absence de cet enseignement religieux qu'il leur retirait, la lutte sur ce terrain devait se prolonger nombre d'années : elle se poursuit encore aujourd'hui dans les mêmes conditions, avec le même caractère. Les incidents qui se rattachent au vote comme à l'exécution de la loi de 1850, nous fourniront l'occasion d'y revenir.

CHAPITRE II. — *L'instruction primaire depuis 1840* *La loi de 1842*

Si l'Épiscopat, grâce aux efforts combinés du clergé séculier et des Jésuites, soutenait avec avantage la concurrence dans la

domaine de l'instruction moyenne, la situation, dès 1840, n'était plus la même sur le terrain de l'instruction primaire. Les exigences considérables de ce service, l'intervention croissante des communes, l'indépendance que leur assurait la législation de 1836, et que l'article 5 du projet de loi sur l'instruction publique de 1834 tendait à consacrer en droit, ébranlaient la position que le clergé avait acquise et lui inspiraient des inquiétudes. C'est alors que l'évêque de Liège, M. Van Bommel, prit l'initiative d'une politique nouvelle qui, en écartant le principal obstacle à l'organisation légale de l'enseignement populaire, allait conduire à la loi de 1842. Voici quelle était sa formule :

« L'école est mixte : à l'Église sa part ; à l'État la sienne. Il faut qu'il y ait harmonie, bonne entente.

« L'État veille à ce que le matériel des écoles soit soigné et l'instruction civile en rapport avec les besoins des populations.

« L'Église donne l'instruction religieuse et morale, surveille et dirige l'éducation qui forme l'homme social et moral. *A elle la principale mission de l'école.* »

Cette doctrine du partage, encore que l'épiscopat se réservât la part prépondérante, était un progrès relatif, l'abandon d'une exigence jusque-là plus étendue. Dans ses nombreuses brochures comme dans son *Exposé des vrais principes sur l'instruction publique* (Liège, 1840), M. Van Bommel la développe et formule un programme complet. Ce programme, c'était l'association directe du clergé catholique à l'exercice de la puissance publique dans l'organisation scolaire. « S'il faut, — disait l'évêque, — qu'il y ait union entre l'instruction publique et la religion, s'il faut que l'enseignement de la morale et de la religion soit la base de l'éducation que les élèves catholiques vont recevoir à l'école, *ce sont les premiers pasteurs qui doivent présider à la formation des maîtres, comme ce sont eux qui doivent leur donner la mission d'enseigner* et les diriger, les surveiller avec autorité dans leur enseignement. »

« Il faut au clergé, — disait-il encore, — une part dans le choix ou dans la nomination de tous les professeurs et maîtres des écoles et des collèges... De l'application vraie ou fausse de ces principes dans une loi va dépendre une partie des devoirs de l'épiscopat et de tout le clergé belge dans tous ses rapports avec l'autorité civile. De là, par conséquent, harmonie ou conflit. »

C'était reproduire, vis-à-vis de l'État, la prétention que nos principales communes mêmes avaient constamment refusé de subir ; c'était vouloir que l'école primaire fût strictement catholique, que l'instituteur tint du clergé seul son mandat d'ensei-

gner ; que le retrait de ce mandat équivalût à la suppression de l'école. M. Nothomb, Ministre de l'intérieur en 1842, et la majorité qui le soutenait, quelque portés qu'ils fussent à pousser la condescendance envers l'épiscopat à ses extrêmes limites, ne consentirent pas ou se trouvèrent impuissants à aller jusque-là.

La loi de 1842 sur l'instruction primaire rendit l'enseignement de la religion et de la morale *obligatoire* ; elle mit cet enseignement sous la direction exclusive du clergé ; elle lui accorda, pour en assurer l'efficacité, la garantie de l'inspection ecclésiastique ; mais là s'arrêtèrent les concessions de principe. L'article 10 de la loi conserve aux communes le droit exclusif de nomination des instituteurs, comme l'article 35 réservait au Gouvernement seul la composition du personnel enseignant des écoles normales, le professeur de religion excepté.

Le refus de concours du clergé devait-il entraîner le retrait des subsides et par conséquent la suppression de l'école ? Oui, répondait, au nom des doctrines de l'Épiscopat, la section centrale, et son organe, M. Ad. Dechamps, en formulait ainsi la thèse : « Les allocations ou les subsides de la commune, de la province, de l'État ne peuvent être accordés qu'à l'école dans laquelle cet enseignement religieux est véritablement donné. » M. Nothomb ne répugnait pas à ce système : « En se retirant, disait-il, le clergé peut rendre impossible l'existence légale de l'école. » L'opposition protesta contre une telle abdication de l'autorité civile. Ce ne serait plus là, s'écria M. Dolez, « intervention du clergé dans l'enseignement primaire, mais domination, et domination évidemment tyrannique. » M. Dechamps, toutefois, ne reculait pas. L'enseignement, suivant lui, ne saurait être religieux et moral « si la loi laissait exister la possibilité de créer des écoles publiques avec un enseignement purement civil. » Mais cette thèse était si évidemment inconstitutionnelle, M. Dechamps lui-même avait si catégoriquement affirmé, en 1835, que l'enseignement public ne pouvait être que *national*, que, comme tel, il lui était interdit de prendre pour base la religion même de la majorité des citoyens, que M. Nothomb céda devant l'évidence. Dans la séance du 26 août 1842, de la Chambre des représentants, à la veille de la clôture des débats, se produisit le dialogue suivant :

« M. Lebeau. — Le refus de concours du clergé fait-il tomber nécessairement l'école ?

« M. le Ministre de l'intérieur. — Non.

« M. Lebeau. — La cessation de l'enseignement de la morale et de la religion, alors que l'autorité civile est restée, autant qu'il

est en son pouvoir, dans les conditions de la loi, fait-elle nécessairement tomber l'école ?

« *M. le Ministre de l'intérieur.* — Non. »

Cette interprétation, qui prévalut dans la loi, ne laissait au clergé aucune autorité directe dans l'école, puisque celle-ci devait éventuellement subsister sans lui et malgré lui. Les hommes d'État catholiques, qui prirent à l'élaboration de la loi de 1842 une part prépondérante, la comprirent dans ce sens. Le 18 décembre 1847, M. de Theux disait à la Chambre des représentants : « Les écoles primaires ne peuvent être fermées que par décision du Gouvernement... L'abstention du clergé peut être fondée ou ne pas l'être. Elle est fondée si, dans une commune, un instituteur a été nommé qui n'est pas en état de donner l'enseignement de la religion et de la morale ou qui a une conduite scandaleuse. Dans ces deux cas, cette abstention est fondée, et c'est au Gouvernement qu'il appartient de remédier à l'abus signalé par le clergé dans l'exercice de son droit. Mais si l'abstention du clergé est basée sur d'autres motifs, sur des motifs civils, sur des motifs politiques, alors cette abstention n'est pas fondée, et le Gouvernement ne doit pas y avoir égard. Il maintient l'école, il maintient l'instituteur. Voilà de quelle manière je comprends et j'ai toujours compris l'exécution de la loi. » Le 14 février 1849, M. de Theux, complétant sa pensée, déclarait encore devant la Chambre des représentants : « *L'autorité religieuse ne peut rien prononcer qui amène une exécution forcée.* Elle peut réclamer auprès de l'inspecteur, auprès du ministre, mais tout se borne à de simples observations ; *décision exécutoire*, elle ne peut point en prendre. Lorsque l'autorité commune, lorsque le Gouvernement a décidé, si la décision ne convient pas à l'autorité ecclésiastique, celle-ci n'a qu'une chose à faire, c'est de se retirer, si elle est par trop contrariée par la décision prise. »

Dans la même séance, M. Ad. Dechamps, l'ancien rapporteur de la loi, s'exprimait identiquement dans le même sens. Dans tout l'organisme de l'enseignement primaire, le clergé, d'après cet homme d'État, ne devait occuper et n'occupait, aux termes de la loi, qu'une position subalterne. L'intervention à titre d'autorité, c'est-à-dire de domination, — ce sont les expressions de M. Dechamps, — n'avait aucun sens. « *Cette autorité, ce pouvoir de décision, la loi de 1842 ne l'a accordé nulle part au clergé : c'est le Gouvernement qui SEUL le possède.* »

C'est dans le même sens que trois années plus tôt, s'exprime M. de Theux, alors Ministre de l'intérieur, dans le premier rap-

port présenté à la Législature, le 20 novembre 1846, sur l'exécution de la loi de 1842. Voici en quels termes il y définit le caractère de l'inspection ecclésiastique : « Les délégués des chefs des cultes inspectent, surveillent, font rapport à leurs supérieurs, mais ils ne posent aucun acte d'autorité : ce principe ne pourrait être méconnu sans troubler toute l'économie de la loi. » (1^{re} partie p. 86.)

L'article 6 de la loi n'avait donné accès dans l'école qu'aux ministres du culte professé par la majorité des élèves. Les enfants des dissidents n'étaient pas exclus, mais ils devaient être dispensés de suivre l'enseignement religieux qui, pour cette raison, dut se donner au commencement ou à la fin des classes. Il en résultait nécessairement, au sens strict de la loi, que l'instruction littéraire ne pouvait être confondue avec l'instruction religieuse, que celle-ci ne pouvait pénétrer l'enseignement tout entier. Interpellé à ce sujet le 31 mars 1868, à la Chambre des représentants, M. de Theux confirma ce point de vue. « Il n'a pu entrer, dit-il, ni dans l'esprit des évêques, ni dans celui du Ministre de l'intérieur de 1846, de prescrire aux instituteurs de donner l'enseignement confessionnel en dehors des deux demi-heures consacrées à cet enseignement, lorsqu'il y a des dissidents dans l'école ; *c'eût été absurde*. Vous voudrez bien croire que je connaissais assez la Constitution et la loi de 1842 et que j'avais assez de bon sens pour ne pas prescrire une chose qui leur serait contraire. »

Ces considérations de principe sont de la plus haute gravité. Ainsi la loi de 1842 ne fermait pas l'école primaire aux dissidents ; elle défendait de leur donner un enseignement littéraire empreint de l'esprit confessionnel. Le refus de concours du clergé n'en entraînait pas la fermeture. L'inspection ecclésiastique n'avait qu'un but spécial et ne pouvait prendre le caractère d'une autorité directe. L'État et la commune disposaient seuls de la nomination du personnel enseignant. Qu'est-ce à dire, sinon que l'école, d'après le type de la loi de 1842, ne devait pas être une école confessionnelle ; que le clergé, au lieu de la *mission principale* réclamée en son nom dans l'école par M. l'évêque de Liège, n'y devait tenir, suivant l'expression de M. Ad. Dechamps, qu'une position d'infériorité, de subordination à l'autorité civile ?

L'épiscopat n'avait donc pas obtenu ce qu'il avait réclamé. S'il accepta néanmoins la loi, ce ne put être qu'avec l'intention arrêtée d'en transformer l'esprit et la lettre dans l'application. La circulaire des évêques aux curés, du 26 janvier 1843, est, à ce point de vue, un document remarquable. Les prélats sont osten-

siblement ralliés à la loi ; ils veulent que le clergé catholique se fasse le soutien de l'école et du maître ; qu'il presse les parents de leur confier leurs enfants ; qu'il annonce les solennités scolaires à l'église et les rehausse de sa présence ; ils prescrivent que les visites des curés aux écoles soient fréquentes et longues, que leurs rapports avec les instituteurs soient bienveillants et courtois. Ils ne dissimulent pas leur préférence pour les Frères de la Doctrine chrétienne, mais ils acceptent les écoles communales, à la condition, il est vrai, de leur donner, non seulement par l'enseignement, mais par des pratiques religieuses répétées, par des exhortations, par des emblèmes « *une physionomie religieuse*. » Il est enjoint aux curés de veiller à ce que, même en dehors des heures consacrées au catéchisme, l'instituteur fasse intervenir la religion dans tout l'enseignement, c'est-à-dire que celui-ci soit vraiment confessionnel, catholique (article 10).

C'était évidemment forcer l'esprit de la loi, c'était renouveler, au lendemain de sa promulgation, une prétention qu'elle n'avait pas admise. Il se passa trois années et demie avant que ce document émané de l'Épiscopat acquit un caractère officiel ; il fallut pour cela que le pouvoir passât des mains de M. Nothomb dans celles de M. de Theux, après avoir été occupé, dans l'intervalle par M. Van de Weyer. De graves difficultés avaient surgi, des conflits multiples éclataient entre le Gouvernement et les évêques. Ceux-ci déclaraient n'avoir accepté la loi que sous de formelles réserves ; ils affirmaient que ces réserves, notifiées d'avance, avaient été la condition de leur concours, et ils réclamaient, par voie de règlement administratif, ce que leur avait refusé le texte de la loi.

Ce fut sur le terrain de l'enseignement normal que se manifestèrent tout d'abord des dissentiments essentiels. Dans le courant des années 1836 à 1842, les évêques étaient parvenus à se mettre en possession du monopole de la formation des instituteurs primaires ; ils avaient sept écoles normales en plein exercice ; l'État, depuis 1840, n'en avait plus une seule. L'article 35 de la loi décréta qu'il serait établi deux écoles normales complètes et que dans chaque province des cours normaux pourraient être adjoints à l'une des écoles primaires supérieures de l'État. Lorsque M. Nothomb, Ministre de l'intérieur, entreprit, en 1843, d'exécuter cet article, il se heurta tout d'abord à une opposition véhémement, unanime, de tout l'Épiscopat. Les lettres collectives qu'il en reçut le 10 avril et le 2 août 1844 montrent à quel point les évêques poussaient leurs exigences. Ils ne veulent pas que le Gouvernement crée une section normale auprès des écoles pri-

maires supérieures en province, lorsqu'il s'y trouve déjà une école normale épiscopale ; la disposition, à ce sujet, de l'article 35 de la loi est une simple faculté qui doit rester lettre morte. Les écoles établies par l'État à Nivelles et à Lierre devaient renfermer chacune, d'après le plan du Ministre de l'intérieur, 150 élèves, soit 300 en tout. Les évêques protestent contre ce chiffre et prétendent le réduire de moitié ; ils n'admettent pas que l'État forme dans ses deux écoles réunies plus de 150 normalistes. Ils avaient eux-mêmes sept établissements contenant en moyenne 50 élèves, soit ensemble 350 aspirants-instituteurs. Enfin le Gouvernement se proposait d'allouer à ses normalistes des bourses de 200 francs ; bien qu'il subventionnât largement les écoles du clergé et eût mis à la disposition de celui-ci, dès 1845, 210 bourses du même import, les évêques s'élèvent avec véhémence contre la généralisation d'une telle mesure dans les établissements officiels. Si ce projet devait se réaliser, écrivent-ils, ils considéreraient l'exécution de la loi « comme viciée, désastreuse et funeste au bien-être des populations. » Ainsi l'enseignement de l'État, donné avec le concours du clergé, surveillé, inspecté, en partie dirigé même par lui, devenait intolérable à raison de la proportionnalité des bourses d'études. « Nous déclarons — disaient finalement les évêques — avoir besoin, dès à présent, des trente bourses que vous destinez à chacune de nos écoles ; sans cela, dès le mois d'octobre prochain, les familles, toutes sans fortune, qui destinent leurs enfants à l'état d'instituteur, les enverront là où il leur sera présenté de plus grands avantages ».

Le Ministre de l'intérieur, M. Nothomb, qui dans toute cette correspondance avec les évêques fait preuve envers eux d'une condescendance extrême, se plaignit vivement d'une telle attitude. « Après les soins que je prends d'éviter tout ce qui pourrait blesser les susceptibilités les plus délicates du clergé, je vous avouerai que j'ai été fort sensible à ces représentations auxquelles j'étais loin de m'attendre. » Il rappelle toutes les concessions qu'il a faites : les subsides considérables assurés aux écoles épiscopales ; l'intervention de celles-ci dans les nominations des instituteurs, pour deux tiers, l'État pour un tiers seulement, alors qu'il avait été entendu que c'est la proportion inverse qui aurait lieu ; les deux écoles normales de l'État placées chacune sous la direction d'un prêtre. Il ajoute que l'organisation des cours normaux, comme des nouvelles écoles primaires supérieures, a été retardée pour déférer au vœu du clergé, que ses avis ont été entendus, ses conseils suivis dans la désignation du personnel des écoles, qu'il est même allé jusqu'à sacrifier un des

instituteurs les plus distingués de la Flandre, homme recommandable à tous égards, pour faire place à un protégé de l'évêque de Gand. Il ne croit pas pouvoir aller plus loin, en limitant encore davantage le nombre des normalistes de l'État et ajournant indéfiniment l'institution des cours normaux.

Les cinq évêques belges — l'archevêque de Malines, qui n'avait pas établi d'école normale dans son diocèse, n'intervint pas directement dans cette correspondance quoiqu'il l'appuie et l'approuve — ne se contentèrent pas des raisons exposées par M. Nothomb. Dans un document étendu qui porte la date du 23 novembre 1844, ils reprennent et confirment toutes leurs prétentions. Ils conviennent que ce qu'ils réclament n'est pas dans la loi; mais ils rappellent au Ministre qu'il a dit à la Chambre des représentants : « Il est bien des choses qui ne sont pas écrites dans la loi et *qui se feront*. » Ce qui n'est pas écrit et suivant eux doit se faire, c'est qu'ils soient consultés sur la création des écoles normales; qu'on n'établisse pas de cours normaux dans les provinces où il existe une école épiscopale, afin de ne pas susciter de concurrence à celle-ci; que sous le rapport des bourses, leurs élèves soient mis entièrement sur le même pied que les normalistes de l'État. Ils demandent d'être associés à l'autorité civile dans la rédaction du règlement général des écoles pour tout ce qui concerne l'éducation morale et religieuse; ils réclament enfin des garanties et une part d'intervention dans la nomination des instituteurs et veulent, à ce point de vue, la revision de la loi communale. « Cette part et ces garanties — déclarent-ils — ne peuvent résulter que d'un règlement fixe et précis de votre administration, *d'après lequel on ne procédera à aucune nomination, ni dans les écoles primaires supérieures ni dans aucune autre institution où nous sommes appelés à prêter notre concours, sans que nous ayons été préalablement entendus soit directement, soit indirectement, dans la personne de nos inspecteurs...* Nous devons être nécessairement entendus *avant* qu'une nomination se fasse; libre (*sic*) ensuite à l'autorité civile de la faire ou de ne pas la faire, et libre à nous de régler en conséquence notre conduite envers elle; mais prétendre que l'autorité civile aurait le *droit* (*sic*) de nommer sans *aucune* (*sic*) intervention préalable de notre part, *ce serait renverser toute l'économie de la loi*, ce serait mettre en principe qu'une loi de conciliation confère à l'un le droit *d'absorber* (*sic*) l'autre... Si cette part n'est pas écrite dans la loi, nous ne sommes que plus en droit de l'attendre de la loyauté du Gouvernement qui a réclaté notre concours et

qui savait qu'il était à ce prix. Désirant éloigner une source de collisions et fomenteur une confiance réelle, nous réclamons, de notre part, *pour tout genre ou degré d'instruction publique auquel nous sommes invités à concourir*, une mesure conforme aux principes que nous venons d'exposer, et qui, *suppléant au silence de la loi*, nous garantisse un concours réel, toujours efficace et toujours honorable. »

Il faut rapprocher ces déclarations de l'Épiscopat de celles, consignées ci-dessus, de MM. Dechamps, de Theux, Nothomb, pour juger combien la loi de 1842, même commentée et définie par des hommes d'État catholiques, correspondait peu avec ce qu'elle était, ce qu'elle devait être dans la pensée des évêques. Le Ministre de l'intérieur de 1844 avait-il autorisé de pareilles espérances ? M. Nothomb, dans une lettre du 2 décembre 1845 à son successeur, M. Van de Weyer, n'a pas désavoué sa correspondance, mais n'a pas reconnu non plus qu'elle contint les engagements qu'on en voulait déduire. Appelé à s'expliquer plus amplement sur ces négociations, dans la séance du 17 décembre 1847, à la Chambre des représentants, il nia explicitement avoir jamais pris aucun engagement de l'espèce. Il déclara qu'il n'avait jamais admis qu'un instituteur reconnu capable par le Gouvernement de donner l'enseignement scientifique dût être écarté parce que l'autorité ecclésiastique contestait son aptitude à donner l'enseignement moral et religieux. Le Ministre, dit-il, peut dans certains cas, à titre officieux, consulter le clergé, — et c'est ce qu'il convenait avoir fait, — *il ne le doit pas.* Résumant sa politique en cette circonstance, M. Nothomb s'exprima en ces termes : « En premier lieu, on me demandait d'écrire, à titre d'obligation, l'engagement pour le Gouvernement de prendre toujours l'avis des évêques pour les nominations à faire. J'ai refusé de prendre cet engagement.

« En second lieu, on me demandait de renoncer à l'adjonction des cours normaux à certaines écoles primaires supérieures désignées au nombre de huit. J'ai refusé de prendre cet engagement. L'exécution a été poursuivie en tant que le comportait le genre d'organisation que j'avais adopté.

« En troisième lieu, on m'a demandé de m'engager, au nom du Gouvernement, à ne pas dépasser le nombre d'élèves admis dans les deux écoles normales de l'État. J'ai refusé encore de prendre cet engagement. »

Ainsi M. Nothomb, l'auteur de la loi de 1842, ne sut se mettre d'accord avec le clergé sur l'exécution des dispositions essentielles de cette loi. Le conflit fut si grave que le 28 novembre

1844 les évêques adressaient au Roi une requête contenant l'exposé de leurs exigences. Il n'y fut point fait de réponse, non plus qu'à la lettre du 23 novembre; mais cette résistance ne découragea pas l'épiscopat. M. Nothomb avait quitté le pouvoir le 10 juin 1845; M. Van de Weyer le remplaça. Les évêques revinrent aussitôt à la charge; ils rappelèrent au nouveau Ministre que leur démarche collective du 23 novembre 1844 était demeurée sans suite. L'évêque de Gand lui fit savoir, d'accord avec plusieurs de ses collègues, que si le Gouvernement persistait à adjoindre des cours normaux à ses écoles primaires supérieures, il retirerait à celles-ci le concours du clergé (lettre du 30 août 1845). L'évêque de Liège, sans aller jusque-là, trouve que ces cours normaux sont une erreur de la loi, et qu'il est *dur, très dur* pour lui d'y prêter éventuellement son concours. Il reprend et développe à nouveau les thèses de 1844; il insiste sur la nomination des instituteurs qu'il appelle « *le point culminant de l'exécution de la loi* » et conclut à cet égard en ces termes : « J'ose réclamer une mesure qui, suppléant au silence de la loi, me garantisse *une part (sic)* dans la nomination des instituteurs, maîtres ou professeurs pour tout genre ou degré d'instruction publique auquel je serai invité à concourir. » (Lettre du 23 décembre 1845.) Les évêques de Tournai et de Gand adhérèrent explicitement à cette communication.

La réponse de M. Van de Weyer porte la date du 10 février 1846 : elle est catégorique et clôt le débat. Le Ministre fait savoir aux évêques que les cours normaux décrétés seront organisés conformément aux arrêtés pris sur cette matière et que la répartition des bourses se fera rigoureusement d'après les règles établies par M. Nothomb. Quant au règlement des écoles, le Gouvernement s'entendra avec les chefs diocésains au sujet des dispositions qui concernent la morale et la religion, mais lui seul peut, comme pouvoir constitutionnel, promulguer ce règlement; il ne saurait par conséquent admettre que les évêques, comme ils en ont manifesté l'intention, adressent directement une circulaire aux instituteurs : ce serait inconstitutionnel. Enfin, pour la nomination du personnel enseignant, M. Van de Weyer déclare qu'il maintiendra l'usage existant; les inspecteurs civils prendront, en matière de questions de personnes, au point de vue moral et religieux, l'avis des inspecteurs ecclésiastiques, et le Gouvernement prononcera après avoir mûrement pesé tous les avis. « *Aller plus loin, ce serait modifier profondément la loi par son exécution.* »

Tel fut le résultat de cette campagne des évêques : leurs exi-

gences étaient repoussées par les Ministres mêmes de la politique de l'Union, et la loi de 1842 resta entachée aux yeux du clergé d'un vice radical. Mais s'il n'avait pu imposer des cours normaux, s'il avait vainement réclamé cette part d'intervention dans la nomination des instituteurs que l'évêque de Liège appelait *le point culminant de l'exécution de la loi*, il allait enfin obtenir une concession importante sur le terrain du règlement scolaire. M. Van de Weyer avait fait place, le 30 mars 1846, à M. de Theux. Les négociations furent aussitôt reprises ; il y eut des conférences par voie de délégués. A la demande du Ministre de l'intérieur, les prélats lui transmirent, le 15 juin 1846, les quatre articles suivants qui devaient être insérés dans le règlement général des écoles :

« Art. 1^{er}. Les leçons de religion et de morale se donnent le matin, pendant la première demi-heure, et l'après-midi pendant la dernière demi-heure de la classe.

« Art. 2. Les classes commencent et finissent par une prière faite en commun.

« Art. 3. L'éducation morale et religieuse sera entièrement prise à cœur : l'instituteur en fera l'objet de ses soins assidus ; il saisira avec zèle les occasions qui se présentent sans cesse, pour développer les principes de religion et de morale.

« Art. 4. Pour ces trois articles, l'instituteur catholique suivra la direction émanée des évêques, en vertu de l'article 6 de la loi. »

C'était le résumé de la circulaire aux curés « Selon la promesse que vous nous avez faite, écrivaient les évêques, nous avons la confiance, monsieur le Ministre, que cette dernière pièce (la circulaire) sera portée à la connaissance de MM. les instituteurs par les soins du Gouvernement. » M. de Theux déféra à ce vœu. Le règlement du 15 août 1846 promulgua les quatre articles rédigés par les évêques (art. 14 à 17). L'article 18 ajoutait : « Les instituteurs se conformeront, pour la méthode à employer dans l'enseignement de la religion et de la morale, aux instructions adressées par les évêques de Belgique à MM. les curés, et dont une copie est ci-annexée. »

La circulaire aux curés devint de la sorte un document officiel ; l'enseignement dogmatique, circonscrit par l'article 1^{er} dans des limites précises, allait envahir, en vertu de l'article 3 de la circulaire épiscopale, tout le système d'éducation. Dans le rapport au Roi du 28 juillet 1846, qui accompagne ces divers documents, M. de Theux énonce à la fois le principe vrai de la loi et cherche à en justifier la déviation en ces termes : « Si d'une part, dit-il,

le clergé n'a point à prescrire directement aux instituteurs la marche qu'ils doivent suivre, d'un autre côté, le Gouvernement ne peut insérer dans le règlement des écoles des dispositions relatives à la religion et à la morale sans s'être concerté avec les chefs du culte pour le fond comme pour la forme de ces prescriptions. »

Ainsi fut fixé dès le début le double caractère de la loi de 1842. En principe, l'école était constitutionnelle, admettait tous les enfants sans distinction de croyance religieuse, et ne relevait que de l'autorité civile par l'intermédiaire de laquelle seulement le clergé pouvait y exercer son influence ; en réalité, grâce aux efforts persistants du clergé et à la condescendance des autorités publiques, elle tendait à devenir confessionnelle, appropriait son enseignement aux croyances du catholicisme exclusivement, et les prêtres de cette religion y exerçaient une autorité directe de tous les moments. Cette inconséquence devait être et devint en effet une source incessante de conflits : chacun des deux pouvoirs devait tendre à rentrer dans la vérité de son rôle, dans la plénitude de son indépendance. Les écoles communales se multiplièrent de plus en plus, les écoles privées disparurent en proportion. Après 1830, ces dernières, soumises pour la plupart à la direction du clergé, avaient prévalu ; en 1840, elles ne représentent plus que la moitié des établissements d'enseignement primaire ; en 1860, elles étaient descendues au tiers ; en 1875, au quart. Pendant nombre d'années, l'épiscopat s'attacha à renforcer d'autant plus le caractère confessionnel de l'école communale ; mais lorsque l'opinion politique, qui dans le pays était contraire au développement de ce système, vint à prévaloir et parut pour une longue période en possession du pouvoir, un revirement complet s'opéra dans les dispositions des évêques et l'attitude du clergé catholique. Les règles établies par la circulaire épiscopale de 1843 cessèrent d'être observées ; les prêtres s'éloignèrent des écoles communales, leurs visites y devinrent de plus en plus rares, leurs sentiments plus hostiles. Au lieu de s'intéresser à leur succès, ils suscitent et favorisent de toute leur influence la concurrence des écoles congréganistes, qui seules réalisent à leurs yeux le type de l'école catholique parfaite. L'instruction publique, par une contradiction frappante, restait soumise à l'inspection ecclésiastique, pendant que le clergé professait ostensiblement ses sympathies pour un système d'éducation qui en était l'antithèse.

Les récentes discussions qui ont eu lieu au Parlement sur la revision de la loi de 1842 et, avant elles, les rapports triennaux pu-

bliés par le Gouvernement sur l'état de l'instruction primaire, ont montré comment le clergé, après avoir employé tous les moyens pour transformer dans l'application la législation ancienne, a fini par se mettre en guerre ouverte contre les écoles établies sous ce régime. Toutes les prétentions que l'épiscopat n'avait su faire consacrer en droit reparurent de fait dans la pratique journalière. Le clergé exerça sur le personnel enseignant des écoles communales une surveillance de tous les moments et qui ne respectait même pas la vie privée. Il prétendit exclure des écoles les instituteurs qui lui déplaisaient et s'opposa à ce que le Gouvernement leur accordât des récompenses ou des distinctions. Il voulut astreindre les instituteurs à des *retraites* annuelles; il exigea qu'ils conduisissent et surveillassent leurs élèves aux offices du dimanche. En cas de résistance, ceux-ci étaient dénoncés du haut de la chaire, devenaient l'objet d'incessantes tracasseries, voyaient leur enseignement mis en interdit. Ces abus se produisaient, d'après une lettre de M. de Theux à l'évêque de Namur, dès 1846. Le clergé n'admettait pas des institutrices mariées ni des instituteurs divorcés; il voulut contrôler le plan des bâtiments d'école. La présence du ministre d'un culte dissident dans une école où un jury, fût-ce à titre de conseiller communal, déterminait sur-le-champ sa retraite. Des réclamations sans fin s'élevèrent au sujet des livres classiques ou des ouvrages donnés en prix, contre des membres du corps enseignant qui fréquentaient les théâtres, lisaient des journaux libéraux, ne suivaient pas régulièrement les offices religieux, etc. Sous prétexte d'inspection religieuse le clergé pénétrait à toute heure dans les classes et troublait l'ordre des leçons. Les inspecteurs ecclésiastiques, choisis très souvent parmi le personnel des écoles concurrentes, s'attachèrent à restreindre, au profit du catéchisme, l'importance des autres branches d'enseignement. Quelques-uns se permirent parfois dans des conférences d'instituteurs d'émettre des maximes telles que celle-ci : « Le serment ne lie pas, lorsqu'il contient certaines restrictions mentales. » (A Courtrai; commission centrale, 1869.) Le soin de donner ou de surveiller l'enseignement de la religion et de la morale fut parfois confié à des prêtres flétris par la justice pour immoralité.

L'enseignement congréganiste était en même temps de la part du clergé l'objet de préférences marquées. Dans les écoles adoptées ou communales dirigées par des membres de corporations religieuses, il fut impossible de faire exécuter les prescriptions de la loi de 1842. L'État n'eut jamais de garanties de la capacité ni de la moralité des maîtres préposés à ces écoles qu'il subsidiait;

des faits trop nombreux ont prouvé combien ces garanties étaient nécessaires.

Vers 1856, l'épiscopat, après avoir tout fait pour dominer l'enseignement primaire des communes et le diriger suivant ses vues, changea de système et se mit à organiser contre lui une guerre ouverte. La législation de 1842 ou n'avait pas répondu à son attente, ou ne lui suffisait plus. Il lui faut des écoles congréganistes, un enseignement rigoureusement confessionnel. Partout où il existe des écoles ou un enseignement de cette nature, les institutions communales qui s'élèvent, encore que les administrations locales les soumettent au régime de 1842, sont représentées dans les sermons, dans les mandements, dans les journaux comme des foyers d'impiété et de perdition. Une propagande active est exercée contre elles, tantôt dans leur sein même, tantôt au dehors, par une abstention systématique du prêtre. Les refus de concours se multiplient dès lors, et tous les prétextes servirent à les motiver; bien souvent même on se dispensa de donner aucune raison, ou l'on allégua simplement la raison de concurrence.

Quelques exemples récents permettront d'apprécier ce système. En 1865, l'administration communale de Bruges créa une maison d'éducation pour jeunes filles et la plaça sous le régime de la loi de 1842. Le bourgmestre de Bruges se rendit en personne chez l'évêque et le pria instamment d'accorder son concours. Celui-ci s'y refusa catégoriquement; il ne voulait favoriser à aucun prix un établissement qui allait concourir avec des institutions congréganistes.

En 1870, l'administration communale de Tournai organisa, dans les mêmes conditions légales, une institution analogue. Elle sollicita également le concours de l'évêque, sur la base de la loi de 1842. Voici la réponse qu'elle en reçut :

« Messieurs, par votre lettre en date du 30 septembre dernier, vous me demandez de charger un prêtre de donner l'instruction religieuse à la nouvelle école de filles, établie rue des Clarisses. Permettez-moi de vous faire remarquer à cette occasion, messieurs, que ce n'est pas sans surprise que l'on a vu l'administration communale créer à grands frais cette école, alors qu'il était suffisamment pourvu à l'enseignement primaire des jeunes personnes par les écoles déjà existantes. Aussi l'établissement de cette école a-t-il été, au sein du conseil communal même, l'objet de réclamations et d'une opposition fortement motivées.

« Dans cette situation, vous comprendrez, je l'espère, mes-

sieurs, que le clergé ne peut pas favoriser d'une manière spéciale ladite école en lui accordant un concours qui n'existe pour aucune autre institution du même genre en ville.

« Veuillez agréer, etc.

« *Signé* : GASPARD-JOSEPH. »

La négociation s'arrêta là. L'école fut maintenue, mais ne put dès lors être organisée conformément à la loi de 1842. L'instruction religieuse y était néanmoins donnée, et avec un tel succès que les élèves de l'institution remportaient les premières places au catéchisme paroissial. En 1878, en l'absence de tout conflit quelconque, l'évêque jeta l'interdit sur l'école, et les élèves qui la fréquentaient ne durent plus être admises à la première communion.

A la même époque, le même incident se présenta à Soignies. Voici en quels termes le chef de l'ancien cabinet catholique, M. Matou, l'a retracé, le 17 mai 1878, à la Chambre des représentants.

« Le conseil communale de Soignies avait décidé de fonder une école primaire de filles à programme développé, en la plaçant dans des conditions normales sous le régime de l'inspection établi par la loi de 1842.

« Avant qu'elle fût ouverte, Mgr l'évêque de Tournai jetait l'interdit sur cette école. Qu'avions-nous à faire ?

« Nous avons déclaré que nous maintenions le droit pour l'école d'obtenir des subsides de l'Etat, que nous la maintenions sous le régime de la loi de 1842, et c'est ce que nous avons fait par la lettre que je vais avoir l'honneur de vous lire :

« Monsieur le Gouverneur,

« Après la réception de votre rapport sur le grave incident relatif à l'école de filles ouverte récemment à Soignies, j'ai invité M. l'inspecteur ecclésiastique de la province de Hainaut à se rendre à mon cabinet le plus tôt possible.

« Il s'y est présenté le 23 de ce mois.

« Je lui ai d'abord retracé les faits tels qu'ils résultent de vos informations. Il n'en a pas contesté l'exactitude.

« J'ai surtout insisté sur l'erreur commise par Mgr de Tournai, en faisant remarquer que si cette erreur était reconnue et réparée, l'incident disparaîtrait, sans laisser ignorer que, dans le cas contraire, le Gouvernement n'hésiterait pas à maintenir l'école primaire des filles de Soignies sous le régime de la loi de 1842, avec jouissance des subsides de l'État, conformément aux

dispositions de cette loi, et ce malgré l'abstention de l'autorité ecclésiastique.

« N'ayant pas reçu de réponse jusqu'à présent, je crois ne pouvoir différer plus longtemps de communiquer par votre intermédiaire à l'administration communale de Soignies cette résolution bien arrêtée du Gouvernement.

« Le Ministre de l'intérieur.

« DELCOUR. »

« Nous avons complété cet acte en faisant, *par la voie diplomatique*, retirer une mesure que nous considérons comme contraire à la loi et aux intérêts des populations. »

Ces refus de concours se multiplièrent de plus en plus sous les prétextes les plus futiles ; il y en eut jusqu'à trente-neuf dans une seule période triennale, de 1855 à 1858. Lorsque en 1866, le Gouvernement entreprit d'organiser les écoles d'adultes, ce système d'abstention ne fit que s'accroître. Le règlement du 1^{er} septembre 1866, émané de l'initiative de M. A. Vandenpeereboom, plaçait expressément ces écoles sous le régime de la loi de 1842, et conformément aux dispositions de cette loi, le Ministre de l'intérieur réclama, dès le 17 novembre de cette année, le concours des chefs diocésains.

Les prélats se réunirent le mois suivant en conférence à Malines, sous la présidence du Métropolitain, qui fit connaître, le 22 décembre, leur décision commune au Gouvernement. M. le cardinal y « annonçait, au nom de ses collègues, l'intention de donner le concours du clergé aux écoles d'adultes, mais en y mettant certaine condition, certaine réserve ; il déclarait que le concours ne serait point général et que l'on se réservait le droit de ne point donner l'enseignement religieux aux adultes dans les écoles qui pourraient faire concurrence à celles du clergé. »

Ce document n'a pas été publié ; mais c'est en ces termes que le résuma, le 22 avril 1868 à la Chambre des représentants, M. Frère-Orban, alors Ministre des finances, et l'exactitude de cette analyse fut confirmée par deux anciens membres du cabinet de 1866, MM. Rogier et Vandenpeereboom. Ce texte a été contesté depuis par M. le cardinal Dechamps, dans sa lettre du 16 mars 1868 ; il a déclaré que l'épiscopat n'avait voulu que sauvegarder l'existence des écoles dominicales et que ses objections portaient surtout sur l'exclusion de l'enseignement religieux de la division supérieure des écoles d'adultes. Ce dernier point était purement secondaire ; le Ministre de l'intérieur, consulté à cet égard, donna sur-le-champ satisfaction au clergé ; mais il ne

put transiger sur la question principale, qui n'était autre que le concours général, complet, sans condition, du clergé. (Lettre du 7 avril 1807.) Deux membres de l'épiscopat, l'évêque de Tournai d'abord, l'archevêque de Malines ensuite, s'étaient déterminés à ce moment à l'accorder sans réserve; les autres hésitaient encore; jusqu'à la fin de cette année le Gouvernement resta sans réponse officielle ni collective des évêques. Ces longs délais entraînèrent une modification dans les vues du Cabinet; deux Ministres se retirèrent, et le 11 septembre 1868 fut édicté un nouveau règlement qui plaçait les écoles d'adultes sous un régime spécial, ne correspondant plus complètement à celui de la loi de 1842. C'est avec les communes que le clergé eut désormais à s'entendre quant aux conditions de son concours. Il ne suivit pas à cet égard de règle uniforme, et son attitude fut différente non seulement dans les divers diocèses, mais même dans les diverses provinces d'un même diocèse. C'est ainsi que, dans le Limbourg le clergé donna son concours dans toutes les écoles d'adultes, sauf une (67 sur 68), tandis que dans la province de Liège il ne l'accorda qu'à 11 écoles sur 253; dans le Luxembourg où il y avait, au 31 décembre 1878, 272 écoles d'adultes, il le refusa à toutes, mais fit une exception pour 3 écoles (sur 362) de la province de Namur. A la même époque, il n'y avait ni enseignement religieux ni inspection dans 1,124 écoles sur 1,831. Bien qu'il ait été prouvé depuis que l'épiscopat aurait fini par se rallier en principe à l'exécution du règlement du 1^{er} septembre 1866, son attitude en cette circonstance prouva que la loi de 1842 ne répondait plus entièrement à ses vues, que les garanties lui en paraissaient insuffisantes, que rien ne pouvait compenser à ses yeux l'infériorité, au point de vue religieux, des institutions publiques. Cette démonstration ne devait pas rester sans effet sur le maintien ultérieur de la loi sur l'enseignement primaire.

CHAPITRE III. — *L'instruction moyenne depuis 1840*
La loi du 1^{er} juin 1850 et la convention d'Anvers
du 5 avril 1854

La même expérience s'accomplissait à cette époque sur un autre terrain, celui de l'enseignement moyen. On a vu le développement qu'avaient pris, dans la période de 1830 à 1848, d'une part les instituts des Jésuites, de l'autre les collèges épiscopaux. Les évêques qui réclamaient avec tant d'insistance, en 1844, le droit d'intervenir dans la nomination des instituteurs primaires, s'étaient fait attribuer dans nombre de localités, par les admi-

nistrations communales, le choix exclusif des professeurs des écoles moyennes ou des collèges, et ne cessaient de poursuivre la généralisation de ce système. Dès 1838 ils avaient pris la résolution commune de ne plus accorder leur concours à aucun établissement communal d'enseignement secondaire sans avoir obtenu le droit formel de participer à la nomination des professeurs. La convention intervenue le 30 mai 1845 entre l'évêque de Tournai et le collège échevinal de cette ville fut une application remarquable de cette décision. Il existait à Tournai un athénée dont, depuis cinquante ans, le principal avait toujours été un ecclésiastique désigné par l'évêque, sans observations ni conditions, à la demande des autorités communales. Cette fonction étant devenue vacante, l'administration locale s'adressa, comme d'habitude, au chef diocésain, mais celui-ci n'accueillit plus la demande que moyennant une convention, qui disposait entre autres :

« Art. 1^{er}. Le principal de l'athénée, choisi parmi les membres du clergé, sera nommé de commun accord par l'ordinaire du diocèse et l'administration de la ville.

« Art. 2. En cas de nomination d'un professeur nouveau, la liste des candidats formée par la commission de l'athénée, en exécution de la résolution du 21 mai 1841, sera soumise à l'ordinaire du diocèse, qui, s'il existe des motifs graves, religieux ou moraux, à la charge des candidats, en fera l'objet d'observations auxquelles l'administration sera TENUE de faire droit.

« Art. 3. Si, contre toute attente, un professeur, par ses principes ou sa conduite, s'écartait de ses devoirs de manière à porter atteinte à la morale ou à la religion, l'administration devra y remédier d'une manière efficace. »

L'article 4 définissait *in extenso* les prérogatives du principal, qui était investi de l'administration supérieure de l'établissement, admettait ou renvoyait les élèves, intervenait dans le choix des livres et la confection du programme, etc.

Le Gouvernement, qui subventionnait l'athénée de Tournai et devait à ce titre être informé de tous les changements survenus dans le corps professoral, avait été laissé à l'écart de cet arrangement. Le Ministre de l'intérieur — c'était alors M. Nothomb — réclama des explications, sur lesquelles son successeur, M. Van de Weyer, eut à se prononcer. Celui-ci décida, le 3 novembre 1845, qu'il ne pouvait sanctionner une convention par laquelle la ville de Tournai abandonnait à l'évêché tous les droits

dont elle avait toujours prétendu ne pouvoir se dessaisir en faveur de l'Etat.

Le conseil communal, appelé à se prononcer, refusa d'approuver la convention. De nouvelles négociations eurent lieu ; on modifia plusieurs dispositions de l'acte du 30 mai 1845 ; l'alinéa final notamment de l'article 2 fut remanié au point de vue de la rédaction plutôt que du sens, car l'évêque maintint son droit d'exclusion à l'égard des professeurs. Dans ces conditions, l'accord ne put s'établir ; l'ecclésiastique placé à la tête de l'établissement communal reçut l'ordre de se retirer, et le clergé ne donna plus son concours.

Ces incidents eurent du retentissement à la Chambre des représentants dans la séance du 16 janvier 1846. Le Ministre de l'intérieur constata que ce n'était là qu'une application particulière d'un système suivi depuis nombre d'années par les évêques. « Le clergé, dit de son côté M. Cans, ne demande pas seulement à pouvoir exercer une surveillance ; ce qu'il demande, c'est le monopole de l'enseignement. Il compte y arriver par la nomination des professeurs. » M. Rogier déclara qu'il avait ignoré les conventions de cette nature intervenues sous son administration. *« J'aurais retiré, dit-il, tout subside au conseil communal qui aurait ainsi fait l'abandon des prérogatives que lui attribue la loi. »*

En présence d'un système qui tendait manifestement, en matière d'instruction, à l'absorption de la puissance publique, ce principe devint la règle commune des Ministres catholiques ainsi que des libéraux. Le Gouvernement élaborait à cette époque une loi organique de l'enseignement moyen, ajournée, entravée depuis 1831, et dont la nécessité était devenue évidente. M. Van de Weyer, en acceptant la présidence du dernier cabinet mixte, avait imposé, comme condition de son concours, à ses collègues catholiques, MM. Malou et Dechamps, la condamnation de la convention de Tournai. Il n'eut pas le temps de déposer le projet de loi qu'il préparait ; mais MM. de Theux et Malou, chefs de l'administration qui se constitua le 31 mars 1846, introduisirent ce projet, dont l'article 10 stipulait : « Les conseils communaux peuvent se concerter avec l'autorité ecclésiastique pour assurer à leurs collègues les garanties morales et religieuses, sans toutefois pouvoir déléguer le droit de nomination et de révocation des professeurs. »

Tels furent les préliminaires de la loi du 1^{er} juin 1850 sur l'enseignement moyen, qui devait soulever entre l'Etat et l'Eglise un conflit qui existe encore aujourd'hui. En prévision de cet

acte, l'épiscopat, loin de se prêter à aucune concession, ne cessa d'agrandir ses exigences. Il ne reconnut plus même à l'État le droit d'agréer les aumôniers *nommés* par les chefs diocésains pour être attachés à des établissements publics d'enseignement; il vit là une atteinte à son autorité spirituelle, une violation même de la Constitution.

Un dissentiment significatif se manifesta à ce sujet, à la fin de 1849, entre le Ministre de l'intérieur, M. Rogier, et l'archevêque de Malines. Il s'agissait de pourvoir aux fonctions d'aumônier près de l'École vétérinaire, devenues vacantes par le passage de l'ancien titulaire, M. Donnet, en la même qualité à l'École militaire. Invité à désigner un prêtre pour cette charge, l'archevêque ne montra aucun empressement à se rendre à ce vœu, il réclama des appointements plus élevés pour l'aumônier, des garanties spéciales, un règlement précis. Ces demandes ayant été accordées, le prélat écrivit, le 1^{er} mars 1850, au Ministre, que d'autres causes encore l'empêchaient de faire la nomination : « Votre lettre susdite, écrit-il, et surtout l'article 2 du projet de règlement qui y était joint et qui porte que l'aumônier sera *désigné par le chef diocésain et agréé par le Gouvernement (sic)* ne me permettent plus de douter que vous n'aimiez pas à reconnaître que c'est en vertu d'une mission de l'autorité ecclésiastique que l'aumônier de cette école y donnerait l'enseignement religieux. » L'archevêque ne pouvait admettre que le Gouvernement intervint à un titre quelconque dans l'installation d'un ministre du culte : tel était, à ses yeux, le sens de l'article 16 de la Constitution.

Le Ministre de l'intérieur rappela les précédents, il constata que M. Donnet avait été nommé par arrêté royal, sans aucune observation; il fit remarquer que le professeur de religion, dans un établissement de l'Etat, revêtait nécessairement un caractère public que le Gouvernement seul pouvait lui conférer. » Loin de vouloir contester, disait-il, que l'ecclésiastique qui sera appelé à l'aumônerie de l'école doit au préalable être revêtu d'une mission spirituelle que le chef diocésain peut seul lui donner, ce n'est au contraire que pour que vous désigniez un ecclésiastique auquel vous croirez devoir donner cette mission que je me suis adressé à vous et que j'ai eu l'honneur de vous soumettre un projet de règlement pour déterminer ses attributions.

« Mais ce que j'admets de ce que l'aumônier de l'école doit être au préalable investi de pouvoirs spirituels donnés par vous, qu'il ne peut entrer à l'établissement comme aumônier, qu'après avoir reçu ces pouvoirs et que l'enseignement donné par lui ne

relève pas de l'autorité civile, il ne s'ensuit pas que celle-ci, qui a la direction légale de l'école, ne conserve pas le droit de prononcer l'admission, acte qui seul peut assurer l'accomplissement de la mission de l'aumônier; il ne s'ensuit pas, surtout, que celui-ci puisse être affranchi de toutes les règles d'ordre intérieur établies dans l'institution. » (Lettre du 26 mars 1850.)

L'archevêque répondit, le 2 avril, qu'il lui restait des doutes, qu'il allait consulter ses collègues. Quelles raisons lui faisaient invoquer, à l'appui de son refus de concours, cet argument nouveau? Le prélat n'en fit point mystère. Le 9 avril, s'ouvrait à la Chambre la discussion de la loi sur l'enseignement moyen, à l'égard de laquelle le clergé venait de prendre une attitude des plus agressives. Il subordonna dès lors son concours, même dans les établissements qu'elle ne concernait pas, au sort de cette loi devant la Législature; quand, malgré lui, elle fut promulguée le 1^{er} juin 1850, l'archevêque répondit à une nouvelle invitation de désigner un aumônier pour l'école vétérinaire, qu'il attendrait, pour se prononcer, l'exécution de l'article 8 de cette loi. Enfin, quand on lui fit observer que cet article n'avait rien de commun avec l'établissement en cause, il alléguait, pour justifier son abstention, la discipline intérieure de l'école et la modicité du traitement. Les choses en restèrent là jusqu'en 1855; un arrêté royal du 8 novembre de cette année *admettait* enfin un ecclésiastique, *nommé* par l'archevêque de Malines, à donner l'enseignement religieux à l'école vétérinaire de l'État. La Convention d'Anvers avait alors vu le jour et défini l'exécution de l'article 8 de la loi du 1^{er} juin conformément aux vœux du clergé; les scrupules théologiques et constitutionnels de M. le cardinal s'étaient en conséquence évanouis. Mais il nous faut reprendre ici le fil des événements.

Lorsque le Gouvernement issu des élections libérales de 1847 introduisit devant le Parlement le projet de loi sur l'enseignement moyen, il y avait dix-neuf ans que l'article 17 de la Constitution, qui avait prévu l'organisation de l'instruction publique à tous les degrés, restait sans exécution; seize ans s'étaient écoulés depuis le dépôt du premier projet organique sur la matière. L'article 25 de ce projet comprenait l'instruction morale et religieuse au nombre des branches obligatoires d'enseignement, et l'article 26 disposait : « l'enseignement religieux est donné par le Ministre *des cultes*. » Cette rédaction avait obtenu, en 1834, l'assentiment unanime d'une commission où figuraient les chefs des deux opinions en présence. Le projet de 1846, élaboré par MM. de Theux et Malou, s'éloigna de ce texte; l'arti-

cle 3 en porte : « L'enseignement de la religion est donné par les ministres du culte de la majorité des élèves. » Après avoir stipulé que les enfants dissidents seraient dispensés et que le Gouvernement réglerait avec l'autorité ecclésiastique le mode et les conditions du concours du clergé, l'article ajoutait : « Si les conditions de ce concours pour un ou plusieurs athénées étaient reconnues par le Gouvernement incompatibles avec les principes de la présente loi (c'est-à-dire impliquaient l'abdication des attributions légales du pouvoir civil, article 10), *l'enseignement de la religion sera suspendu.* » C'était un moyen terme entre la formule de la loi de 1842 et le principe que toutes les opinions avaient sanctionné après l'incident relatif à la Convention de Tournai.

Le projet de 1850 n'admit pas ce système ; l'article 8 en était ainsi conçu : « Les ministres des cultes seront invités à donner ou à surveiller l'enseignement religieux dans les établissements soumis au régime de la présente loi. » Cette formule s'inspirait du texte de 1834 ; elle était en outre l'expression du revirement d'opinion produit et par les inconvénients qui s'étaient révélés dès le début dans l'application de la loi de 1842, et par les prétentions que l'Épiscopat avait mises en avant à cette occasion. Mais elle ne procédait d'aucun sentiment d'hostilité ni envers la religion catholique ni envers ses ministres. Si le Gouvernement, déclarait M. Rogier, Ministre de l'intérieur, n'inscrit pas l'enseignement religieux en tête du programme de l'instruction moyenne, ce n'est pas qu'il ne désire l'y voir figurer, au contraire, c'est parce qu'il ignore l'attitude que le clergé jugera à propos de prendre au moment de la mise en vigueur de la loi, qu'en cas de refus de concours, une disposition essentielle de cette loi, resterait sans exécution et que les établissements de l'État se trouveraient ainsi frappés d'une espèce de censure. — S'il ne s'agit, disait un autre membre du Cabinet, M. Rollin, que de rendre hommage à la religion, de proclamer ses bienfaits, sa haute importance, la nécessité de la maintenir, il ne saurait y avoir à cet égard de difficulté sérieuse. Mais inscrire l'obligation dans la loi, c'est s'exposer à voir cette obligation suspendue par suite de l'abstention du clergé et le principe même de la loi mis en question. L'article 8, dit M. Lebeau, est un éclatant hommage à la plus belle conquête que le clergé doit à la Révolution, son absolue indépendance. — « Que le clergé vienne, ajoutait M. Devaux, dans les établissements de l'État ; ce qui l'y attend, ce ne sont ni les obstacles, ni les humiliations, mais un accueil respectueux et cordial, un désir sincère

de travailler de commun accord à l'œuvre commune. » Loin de vouloir exclure la religion, déclarait monsieur le Ministre des finances, M. Frère-Orban, nous voulons essayer de la ramener dans les établissements d'instruction moyenne. Le Gouvernement appelle le clergé de tous ses vœux ; mais il ne peut l'accueillir à tout prix. La loi fait un devoir au Gouvernement de faire un appel aux ministres des cultes. « Pleins de respect pour les idées religieuses, pour l'influence religieuse, mais la voulant contenir dans son domaine, comme nous voulons rester dans le nôtre, nous disons à l'autorité religieuse, qui peut ouvrir librement des écoles dans lesquelles nos regards n'ont pas le droit de pénétrer, nous lui disons : Venez dans les nôtres, visitez-les, donnez-y, surveillez-y l'enseignement religieux ; organisez, d'accord avec le Gouvernement, une inspection, si vous le voulez, pour l'enseignement religieux dans les collèges, à l'instar de l'inspection de l'enseignement primaire : soit... Certes, c'est rendre un hommage bien éclatant, bien solennel aux principes religieux que vous nous accusez si injustement de vouloir proscrire. »

Ces déclarations solennelles ne satisfaisaient point l'opposition. Elles ne s'appliquaient, en effet, qu'à l'enseignement religieux ; or, ce que l'on voulait, c'était la surveillance de l'enseignement tout entier. La minorité qui soutenait que l'instruction religieuse ne pouvait être donnée que par le clergé ou sous sa direction, demandait qu'elle fût inscrite en tête du programme, bien qu'il dût dépendre du clergé de rendre cette inscription stérile. « Nous voulons, disait M. Dechamps, qu'en tête du programme des études, au frontispice de la loi, l'enseignement religieux soit inscrit comme matière essentielle. » M. de Theux exprima le même vœux : il désirait que la religion figurât en tête du programme, qu'il fût dit dans la loi qu'elle serait enseignée par les ministres du culte. Le Gouvernement y consentit, et l'article 8 de la loi prit en conséquence la forme suivante :

« L'instruction moyenne comprend l'enseignement religieux.

« Les ministres des cultes seront invités à donner ou à surveiller cet enseignement dans les établissements soumis au régime de la présente loi.

« Ils seront aussi invités à communiquer au conseil de perfectionnement leurs observations concernant l'enseignement religieux. »

Ce texte ne rencontra à la Chambre que six opposants ; quinze membres s'abstinrent. Mais l'Épiscopat, qui, dès la présentation du projet de loi, avait pris une attitude des plus hostiles, qui

avait organisé d'avance dans le pays un vaste pétitionnement contre ce même projet, ne tint aucun compte de ces explications ni de ces concessions. Prenant l'initiative d'une démarche solennelle, l'archevêque et les évêques de Belgique, par une requête datée de Bruges le 14 mai 1850, s'adressèrent en corps au Sénat et le prièrent de rejeter la loi votée par la Chambre. Les motifs qu'ils invoquaient à l'appui de cette demande prouvaient que les garanties mêmes concédées par le Législateur de 1842 ne suffisaient plus au clergé, que ses exigences désormais allaient encore au delà.

D'après ce document, la loi votée par la Chambre blessait grièvement les droits de l'Église :

1° Parce qu'elle ne reconnaît pas le *droit* des évêques d'entrer dans les écoles moyennes à *titre d'autorité*. Cette prérogative est de droit divin, en vertu des paroles de Jésus-Christ : *Allez, enseignez toutes les nations*. L'Église est une puissance souveraine, absolue et indépendante au même titre que l'État : il *faut* que, dans les matières mixtes, il y ait entente ;

2° Parce que le Gouvernement s'attribue, contrairement à l'article 16 de la Constitution, le pouvoir de *nommer* des ministres du culte, chargés de l'enseignement religieux. « La nomination de ces ecclésiastiques nous appartient ; nous ne saurions renoncer à un droit inhérent à l'épiscopat... Mais si la loi est telle que rien ne nous empêche de concourir à son exécution, nous ferons en sorte qu'en usant de ce *droit* nos choix ne tombent que sur des hommes agréables à l'autorité civile, comme nous nous attendrons à ce que celle-ci ne nomme comme professeurs que des hommes sincèrement religieux, propres à former avec les ministres du culte, *un personnel homogène*, afin qu'il y ait, pour l'éducation chrétienne de la jeunesse, unité de vues et d'action. »

3° Parce que la direction absolue de l'enseignement, attribuée au Gouvernement dans les écoles moyennes, exclut implicitement le droit du clergé *d'y régler et inspecter* l'enseignement religieux et moral.

4° Parce que la faculté attribuée au Gouvernement de créer un nombre indéfini d'établissements aux frais de l'État, lèse les droits acquis des catholiques, qui ont fondé à leurs frais des maisons d'éducation.

5° Parce que la loi se borne à *inviter* le clergé à venir donner l'enseignement religieux : c'est lui créer une position subordonnée, dépendante, vis-à-vis du pouvoir, qui invite.

En conséquence, les prélats notifient au Sénat que ces motifs,

et d'autres encore, leur font un devoir de déclarer qu'à défaut de modifications essentielles, la loi leur créera « une situation critique, fâcheuse, compromettante. »

Ce n'était plus là réclamer la place légitime de la religion dans l'enseignement, ce n'était même pas revendiquer l'indépendance de l'Église vis-à-vis de l'État, mais ériger l'Église en pouvoir dans l'État. Il était permis dès lors de prévoir que l'exécution de l'article 8 de la loi soulèverait, du côté du clergé, des difficultés insurmontables : le Gouvernement crut toutefois devoir l'essayer.

Le 31 octobre 1850, M. Rogier, Ministre de l'intérieur, s'adressa aux chefs diocésains et les pria de prendre les mesures nécessaires pour l'organisation de l'enseignement religieux dans les établissements d'instruction moyenne de l'État. M. le cardinal lui répondit, dès le 14 novembre 1850, au nom de l'épiscopat. Se référant à la pétition des évêques au Sénat, il la résume en huit objections principales contre le système de la loi :

1° Le Gouvernement s'est réservé de modifier ou d'organiser l'enseignement religieux dans les athénées ou même de le faire donner par un laïque ; c'est une violation des droits de l'Église ;

2° Le clergé est exclu des écoles à titre d'autorité ; il n'y peut *prescrire ni commander*. L'Église ne peut donner son concours qu'à titre d'autorité spirituelle ;

3° Le Gouvernement se réserve de nommer *tout* le personnel enseignant ; le professeur de religion est ministre du culte, et par conséquent l'État ne peut intervenir dans son installation ;

4° Les athénées et écoles moyennes comportent, d'après l'article 8 de la loi, un enseignement religieux mixte, s'il y a des élèves non catholiques. Le clergé ne peut donner son concours qu'à des écoles catholiques.

5° Si divers cultes sont enseignés dans une école, il n'y saurait y avoir homogénéité de doctrine ni de tendances dans les opinions comme dans le langage des professeurs, non plus que dans les livres employés. Cette homogénéité est indispensable au succès de l'instruction et de l'éducation chrétiennes.

6° Les établissements officiels ne s'occupent que de l'instruction des élèves ; ils abandonnent l'éducation à la famille et à la commune : le clergé réprouve ce système.

7° La loi ne stipule rien quant à l'inspection ecclésiastique, qui suit nécessairement l'enseignement partout où il est donné ;

8° La loi soustrait à l'inspection, d'après la législation de 1842, les écoles primaires supérieures.

Sans une mesure officielle et publique qui levât ces difficultés,

les évêques, déclara le cardinal, ne prêteraient pas leur concours à l'exécution de la loi.

Le Ministre de l'intérieur, dans sa réponse du 13 décembre 1850, reprit l'une après l'autre chacune de ces thèses. Il admit sans aucune difficulté que la direction de l'enseignement religieux devait appartenir aux chefs des cultes. Il ne contesta pas davantage que le clergé donnait cet enseignement à titre d'autorité *spirituelle* ; ce que la loi lui refuse, c'est la participation à la puissance civile ; ce qu'elle affirme, c'est la nécessité pour le prêtre de l'admission, de l'assentiment du Gouvernement pour entrer dans l'école publique. Le Ministre ajouta qu'il admettait le principe d'une inspection ecclésiastique ; que l'éducation morale des élèves ne serait pas négligée ; que l'enseignement simultané de plusieurs cultes dans un même établissement ne se présenterait probablement nulle part et que dès lors rien ne prouvait qu'il fût impossible d'établir ou de maintenir l'homogénéité dans le corps professoral. Si des difficultés surgissaient sous ce rapport, le clergé serait toujours libre de retirer son concours ; vouloir davantage, « ce serait revendiquer une part d'intervention dans la nomination et la révocation des professeurs, ainsi que dans le choix des livres, et l'on ne suppose pas qu'une telle proposition puisse être soumise au Gouvernement.

La correspondance ne sortit pas de ces données générales ; aux yeux du clergé, les questions d'autorité et d'homogénéité dominaient le débat ; sa solution sur l'un et l'autre de ces points devait rendre l'école catholique confessionnelle. « L'autorité spirituelle ayant le pouvoir de prescrire et de commander des devoirs extérieurs, elle doit, sans être censée sortir de sa sphère et blesser les droits de l'autorité civile, pouvoir commander et prescrire, d'une manière libre et indépendante, l'accomplissement des préceptes de Dieu et de l'Eglise aux élèves des collèges comme elle le commande et le prescrit aux autres fidèles...

« Les établissements d'instruction moyenne, entretenus aux frais de l'Etat ou des communes, ont toujours été considérés comme catholiques et, en conséquence, la religion catholique y a seule été enseignée...

« Le clergé ne saurait entrer dans les établissements légaux que pour autant qu'on lui garantisse d'avance un personnel homogène, capable de coopérer à l'éducation chrétienne, et des livres propres à faire atteindre ce but. »

Le Gouvernement, répond, le 25 février 1851, le Ministre de l'intérieur, ne saurait souscrire à une pareille exigence : c'est revendiquer « une part d'intervention dans la nomination et la

révocation des professeurs, ainsi que dans le choix des livres. » Cette prétention n'est pas nouvelle, poursuit-il, mais elle n'a pas trouvé, au cours de la discussion de la loi, un seul défenseur dans les Chambres. « La prétention que vous élevez de vous associer à l'exercice de l'autorité civile, alors même que la dignité du Gouvernement, les principes constitutionnels et les prescriptions de la loi ne la repousseraient pas formellement, ne vous affranchirait pas des inconvénients que vous signalez... Les conséquences logiques de votre système seraient, en définitive, que *le concours du clergé ne peut être obtenu qu'à la condition que ses avis seront toujours et invariablement suivis.* » M. le Cardinal se défendit, dans sa lettre du 15 mars, de vouloir s'associer à l'exercice de l'autorité civile; mais il persista dans cette vue que les maîtres et les livres devaient être considérés non seulement sous le rapport scientifique et civil, mais aussi sous le rapport moral et religieux, et qu'à cet égard l'autorité spirituelle ne pouvait être méconnue.

Au bout de cinq mois, la négociation n'avait pas fait un pas : en la plaçant sur le terrain des principes, on n'avait fait que démontrer l'absolue impossibilité de les concilier. La définition du droit de l'Eglise aboutissait à la négation du devoir de l'Etat. « L'épiscopat, dit le Ministre de l'intérieur (27 mars 1851), exprime le désir que le Gouvernement décide *à priori* qu'aucun enseignement religieux ne sera donné dans l'école aux élèves non catholiques; c'est-à-dire qu'il s'engage à *faire administrativement ce que, constitutionnellement et légalement, il lui serait interdit de faire.* Notre devoir commun est de respecter la Constitution et la loi. »

Dans un document étendu, qui porte la date du 15 mai 1851 et qui est le dernier acte de cette correspondance, l'archevêque de Malines accepte franchement, au nom collectif de l'épiscopat, la discussion sur ce terrain. Il abandonne ou du moins ne mentionne plus bon nombre de griefs articulés dans sa première lettre du 14 novembre 1850; mais son opposition reste entière quant à l'organisation d'écoles mixtes, à l'homogénéité, à la discipline. Le prélat n'admet pas que les élèves dissidents aient dans l'Etat le même droit constitutionnel que les catholiques. Il affirme que le Congrès était convaincu « *que c'est une nécessité politique pour la nation belge de rester catholique* », les dissidents n'ayant droit qu'au libre exercice de leur culte. Il veut l'homogénéité parfaite de l'enseignement, et celle-ci n'est possible que « *si la religion catholique est prise pour base de l'enseignement et de l'éducation* ». Si donc les ministres des cultes dissidents

peuvent venir, au même titre que les catholiques, donner l'enseignement religieux, le concours du clergé est radicalement impossible. Tant que le Gouvernement n'abandonnera pas ce principe, toute correspondance ultérieure, relativement à d'autres difficultés, sera inutile.

Telle fut, à cette occasion, la conclusion de l'épiscopat. Mis en présence de la loi de 1850, il maintint vis-à-vis de l'État le système qu'il avait adopté depuis nombre d'années à l'égard des administrations communales et qui avait abouti presque partout à la suppression de l'enseignement religieux dans les collèges des villes. Le programme formulé, dès 1840, par M. Van Bommel dans ses rapports avec les autorités de Liège et qu'il avait vainement essayé de faire prévaloir même dans la loi de 1842 pour l'instruction primaire, c'était désormais le programme officiel du clergé catholique, applicable à tous les degrés de l'enseignement public. A mesure que les prétentions politiques des évêques soulevaient dans le pays de plus vives résistances, les conditions de leur concours devenaient plus strictes, plus étendues ; le régime de 1842 paraissait insuffisant, et les faits allaient bientôt prouver que les concessions les plus extrêmes du pouvoir civil ne désarmeraient plus une opposition qui aboutissait, pour le clergé, à ce dilemme : ou bien la haute main sur la composition du personnel enseignant des écoles et le choix des livres employés dans les classes, ou bien guerre déclarée à l'enseignement de l'État.

Les négociations relatives à l'exécution de la loi de 1850, interrompues au mois de l'année suivante, furent reprises, en 1853, par un nouveau Ministre de l'intérieur, M. Piercot. L'administration communale d'Anvers venait de se mettre d'accord avec l'archevêché sur les termes d'un projet de règlement d'ordre intérieur pour l'Athénée et l'école moyenne de cette ville. En présence de ce fait, le Ministre de l'intérieur proposa à M. le cardinal (2 février 1854) de procéder désormais, en vue de lever les difficultés qui empêchaient le clergé de concourir à l'exécution de l'article 8 de la loi, par des mesures spéciales propres à chaque établissement. M. le Cardinal acquiesça à cette proposition, et le 5 avril 1854, le Gouvernement approuva la Convention d'Anvers.

Voici quelle était la substance de cet acte : L'instruction religieuse devient partie essentielle de l'enseignement ; elle concourt avec les autres branches pour les prix généraux. L'ecclésiastique chargé du cours de religion donne ses soins à l'éducation chrétienne des élèves et veille à ce qu'ils accomplissent

leurs devoirs religieux. Les élèves sont tenus d'entendre la messe les dimanches et les jours fériés. Tout livre contraire à l'instruction religieuse doit être écarté. Les livres destinés à la distribution des prix sont choisis dans le catalogue général à arrêter par le Gouvernement et sous l'approbation du bureau administratif, par une commission dont l'ecclésiastique fait nécessairement partie.

Le préfet des études et les professeurs profitent des occasions qui se présentent dans l'exercice de leurs fonctions, pour inculquer aux élèves les principes de morale et l'amour des devoirs religieux. Ils évitent dans leur conduite, comme aussi dans leurs leçons, tout ce qui pourrait contrarier l'enseignement religieux. M. de Mérode a résumé d'un mot la portée de l'ensemble de ces dispositions, dans la séance de la Chambre du 12 février 1856. « Quand on adopte pour un collège la Convention d'Anvers et par conséquent l'intervention sérieuse du clergé catholique, dit-il, on veut que l'enseignement y soit donné dans un sens catholique. » M. Dechamps interpréta la Convention dans le même sens. En vertu de cet acte, disait-il, « l'enseignement religieux est la base de la loi du 1^{er} juin 1850. L'enseignement littéraire peut être conforme, peut être en harmonie avec le cours de religion professé dans l'établissement ; jamais il ne peut y être contraire. » Et M. de Theux, tirant la conséquence pratique de cette formule, ajouta que le clergé prêtait son concours partout où il ne rencontrait d'obstacle soit dans le refus du règlement d'Anvers par les communes, soit *dans la composition du personnel de l'établissement* (12 et 13 février 1856).

Ainsi comprise, la Convention forçait évidemment l'esprit de la loi ; elle concédait au clergé des privilèges qu'il avait vainement tenté de se faire attribuer au lendemain même de 1830, en 1842 comme en 1850. Le Ministre de l'intérieur, M. Piercot, déclarait, à la vérité, que le professeur de religion n'avait d'autre droit dans l'école que celui de donner à ses élèves l'instruction religieuse dans sa classe et de leur inculquer les principes de la morale chrétienne. « Mais, lui faisait observer immédiatement M. Frère-Orban, si l'acte entendu de la sorte pouvait se concilier avec la Constitution et la loi de 1850, en principe comme en fait, il allait bien au delà. Il consacre la prétention si longtemps combattue par toutes nos grandes villes d'obtenir pour le clergé une part d'intervention dans la nomination des professeurs, ce qu'on avait refusé même de consigner dans un règlement pour l'exécution de la loi sur l'enseignement primaire » (14 fév. 1854). L'expérience a rigoureusement confirmé cette appréciation.

Il s'est trouvé cependant que cette extrême condescendance a été inutile ; elle fut impuissante à désarmer les défiances ou l'hostilité de l'épiscopat. Malgré ce qu'il y avait d'exorbitant à donner à l'enseignement de l'État un caractère si strictement confessionnel qu'il supprimait la liberté de conscience non seulement des élèves, mais même des professeurs dissidents, la Convention d'Anvers ne put être exécutée.

L'archevêque de Malines avait donné, le 7 février 1854, son approbation à cette Convention ; le 14 février, les autres évêques l'avaient approuvée à leur tour.

La Législature avait donné sa sanction à la conduite que le Gouvernement avait suivie dans cette affaire. Le Ministre de l'intérieur avait en conséquence transmis le règlement d'Anvers aux autorités communales de toutes les villes où il existait un établissement public d'enseignement moyen, en les invitant à y donner suite.

Les négociations s'ouvrirent simultanément avec les divers chefs diocésains ; aussitôt des difficultés se manifestèrent. Deux ans et demi après la conclusion de l'arrangement, le clergé avait accordé son concours dans quatre athénées sur dix, dans six collèges communaux subsidiés sur quinze, dans vingt-sept écoles moyennes sur cinquante. Les quatre athénées étaient ceux d'Anvers, de Namur, d'Arlon et de Hasselt. L'évêque de Liège avait promis son concours à l'athénée de cette ville ; il ne l'accorda pas à raison de certaines divergences entre le règlement d'ordre intérieur adopté par le conseil communal et celui de l'athénée d'Anvers. A Bruxelles, le cours de religion ne fut pas organisé ; des difficultés de principe furent soulevées au sein du bureau administratif ; mais, suivant la déclaration de M. Piercot à la Chambre, le 23 novembre 1854, « le seul motif de cette abstention fut la présence à l'athénée d'un professeur (M. Attmeyer) dont les ouvrages avaient encouru la censure romaine. » Ce professeur n'était chargé que d'un cours : celui de droit commercial.

A Gand, l'évêque déclara que les anciens motifs qui avaient fait retirer le concours du clergé à l'athénée subsistaient toujours ; ces motifs, ainsi qu'en convint M. de Decker, le 20 novembre 1856, n'étaient autres que la composition du personnel enseignant de cet établissement. L'évêque de Tournai ajournait sa décision relativement aux athénées de Mons et de Tournai ; l'entente n'a jamais pu s'établir pour ces établissements.

L'administration communale de Chimay avait adopté intégralement la Convention d'Anvers ; à la demande qu'elle lui fit d'un

professeur de religion, l'évêque de Tournai répondit qu'il n'avait aucun ecclésiastique disponible. Ce n'est que sur les pressantes instances des magistrats communaux que le doyen de la localité reçut l'autorisation de donner quelque instruction religieuse aux élèves du collège. Ce concours, si péniblement obtenu, ne fut maintenu par l'évêque de Tournai qu'au prix d'exigences toujours croissantes. Aux termes d'une délibération du conseil communal du 21 octobre 1877, l'administration concédait, entre autres, au chef diocésain les points suivants :

« Le professeur de religion pourra, dans ses cours, combattre le libéralisme comme une hérésie, en respectant toutefois la Constitution.

« Les professeurs ne feront partie d'aucune association libérale ; ils s'abstiendront dans les cafés et autres lieux publics de toute démonstration politique.

« L'abonnement aux journaux libéraux est interdit au personnel résidant dans l'établissement, » etc., etc.

Le Ministère catholique, présidé par M. Malou, ne crut pas pouvoir admettre lui-même de semblables prétentions ; il annula la décision du conseil. « Il doit être entendu que cette délibération restera sans effet. En cette matière, la jurisprudence du Gouvernement est de s'en tenir aux termes de la Convention dite d'Anvers. » (Dépêche du 23 mai 1878.)

On revint donc à l'ancien règlement, au terme duquel, indépendamment et en dehors des conditions et des garanties stipulées en faveur du clergé par la Convention d'Anvers, tout candidat à une chaire vacante devait se munir d'un certificat de l'autorité ecclésiastique. Malgré cela, l'évêque, à la suite de l'annulation de l'acte du 21 octobre 1877, retira son concours et, nonobstant les pressantes instances des autorités locales, persista dans son refus.

Dans le diocèse de Bruges, il se passa des faits non moins caractéristiques. Mgr Malou en était, en 1854, l'administrateur. Cet évêque avait accordé son concours à deux établissements publics ; il le refusa à trois, sans autre motif que des considérations parfaitement étrangères aux intérêts religieux. Interpellé au sujet de cette absention, le Ministre de l'intérieur, M. de Decker, déclara à la Chambre que l'évêque de Bruges, invité à prêter son concours aux établissements d'instruction moyenne de son diocèse, lui avait fait savoir « en termes généraux qu'il ne pouvait répondre affirmativement à cette demande qu'après s'être assuré par des négociations officieuses avec les administrations communales et les bureaux administratifs que ce concours serait

durable et efficace; que dans trois localités de son diocèse, la *question se compliquait de l'existence d'un établissement libre.* » Les choses en restèrent là de ce côté. Il fut prouvé à cette occasion que l'évêque de Bruges, qui avait retiré antérieurement déjà l'ecclésiastique chargé de donner l'enseignement religieux à l'athénée, du temps que celui-ci était communal, refusait de revenir sur cette décision et ne se contentait pas, pour accorder son concours, des conditions de la Convention d'Anvers, qu'il avait officieusement acceptée.

Il en fut de même à Ypres. Il existait dans cette ville, à côté du collège communal, un collège ecclésiastique concurrent. L'administration fut une des premières à demander l'application de la Convention d'Anvers; mais l'évêque y mit des conditions nouvelles : la ville devait reprendre l'établissement libre, payer un loyer de deux mille francs, concéder au prélat la faculté d'admettre ou de renvoyer les élèves, etc. M. Malou, qui avait promis son concours sans autres conditions que les clauses d'Anvers, ne tint donc aucun compte de cet engagement, et le collège d'Ypres resta privé d'enseignement religieux. Cela ne l'empêcha pas de publier vers le même temps un mandement où il était dit que trois établissements administrés aux frais de l'Etat « s'étaient *volontairement* soustraits à l'enseignement religieux, qu'il était à espérer que les *magistrats qui n'ont pas renoncé au nom et à la qualité de chrétiens finiront par faire cesser cet état de choses.* »

A Furnes, où il existait un établissement ecclésiastique, l'évêque refusa également son concours à l'école moyenne.

C'est à l'occasion de ces incidents qu'un des membres les plus éminents et les plus modérés du Parlement belge, M. Paul Devaux, prononça ces paroles sévères : « Le concours du clergé dépend de l'intérêt des établissements qu'il possède. J'ai bien pu croire à certaine rivalité d'influence, mais non qu'on refusât l'enseignement religieux à des enfants chrétiens par le motif avoué que l'intérêt matériel d'un autre établissement en souffrirait, qu'il faut garantir les intérêts d'un emprunt qu'il aurait fait. Je croyais que la question d'intérêt moral dominait tout ici. »

Même dans les quatre athénées qui avaient obtenu le concours du clergé, l'accord fut toujours précaire, et des conflits ne cessèrent de se produire. A Anvers, le professeur de religion s'insurgea contre l'autorité du préfet et même celle du bureau administratif; les difficultés devinrent telles qu'en 1873, l'administration communale décida la suppression de la Convention et

maintint cette décision jusqu'en 1879, époque où le Gouvernement finit par y donner son consentement.

A Arlon, le même conflit se manifesta; l'abbé chargé du cours de religion s'abandonnait à des digressions politiques, qui provoquaient des protestations parmi les élèves. Dès 1871, le conseil communal abolit la Convention d'Anvers; le clergé se retira de son côté.

A Namur, on arriva, dès 1859, au même résultat; la commune refusa d'exécuter plus longtemps la Convention, et l'évêque retira son concours.

A Hasselt, l'évêque de Liège, avant de souscrire, en 1855, à l'application de la Convention d'Anvers, adoptée par le conseil communal, exigea l'éloignement de trois professeurs, deux d'entre eux parce qu'ils professaient, « si pas dans leur enseignement, au moins dans leur conversation et publiquement, des principes diamétralement opposés à la foi catholique; » le troisième, parce qu'il venait d'embrasser le culte protestant. (Lettre du 25 janvier 1855.) Un de ces professeurs, savant distingué et caractère irréprochable, fut déplacé par M. de Decker, Ministre de l'intérieur à cette époque; un autre se retira spontanément; le troisième fut maintenu provisoirement en fonction. Non content d'avoir obtenu ces satisfactions, l'évêque prétendit en prendre acte dans un document public.

Le Gouvernement s'y opposa en faisant observer « que les clauses stipulées dans le règlement d'Anvers étaient les seules que le clergé pût invoquer dans la correspondance officielle. » (Lettre du 26 juin 1855.) Trois mois après, l'évêque faisait savoir au Ministre qu'il accordait un prêtre à l'athénée et « qu'il lui sera agréable que M. Th. Spaas, curé doyen de Hasselt, soit appelé à faire partie du bureau administratif de l'athénée de cette ville. » C'est cet ecclésiastique, qui, quelques années plus tard, surpris en flagrant délit de sodomie, se déroba par la fuite à des poursuites criminelles.

L'athénée de Hasselt est aujourd'hui, avec celui de Bruges, où un revirement politique tout favorable aux vues et à l'influence du clergé a déterminé, en 1877, l'application de la Convention d'Anvers, les deux seuls établissements d'enseignement moyen du premier degré où cette transaction reste en vigueur.

Dans les écoles moyennes, les mêmes difficultés, les mêmes conflits se sont manifestés. Le concours du clergé est différé, accordé, suspendu, retiré par des considérations, pour des motifs de toute nature, avec ou sans rapport avec le règlement de 1854.

Ici l'épiscopat fonde son abstention sur l'emploi, abusif à ses yeux, fait des fonds de certaines fondations (Visé, Saint-Ghislain); ailleurs, il est guidé par l'intérêt d'institutions concurrentes (Dinan, Gosselies, Renaix). Le professeur de religion est fréquemment en lutte avec le directeur de l'école (Hal); il ne respecte pas la liberté de conscience ni des professeurs ni des élèves (Fosses, Tongres, Neufchâteau, Visé, Spa); il organise la désertion des écoles de l'État au profit d'institutions ecclésiastiques (Renaix), etc. En 1860, trente et une écoles moyennes sur cinquante avaient adopté la Convention; ce chiffre n'a plus tendu qu'à se restreindre. Les délibérations d'administrations communales, concluant à l'abrogation du règlement d'Anvers, se sont multipliées, et ce règlement serait à peu près hors d'usage, si le Gouvernement n'avait pris de 1870 à 1878, pour règle de le maintenir vis-à-vis des communes qui l'avaient une fois adopté.

L'échec était donc complet. Les deux pouvoirs appelés à intervenir dans l'exécution de la Convention de 1854 la répudiaient, l'un au nom des principes constitutionnels, l'autre en alléguant les droits de l'Église. L'épiscopat, qui avait accepté cette transaction, qui avait participé à son élaboration, auquel elle avait fait des concessions extrêmes, la trouva bientôt insuffisante et se dispensa notamment de l'exécuter chaque fois que les intérêts de son propre enseignement étaient en jeu. Le 20 janvier 1859, M. Rogier, Ministre de l'intérieur, déclarait à la Chambre des représentants qu'à cette époque déjà la Convention était considérée à peu près partout comme *une lettre morte*. Ce résultat avait été prévu et annoncé dès le premier jour.

Huit mois après sa promulgation, le 22 novembre 1854, M. Frère-Orban disait au Ministre qui avait présidé à ce vain compromis : « Quel plus déplorable échec que celui qui a suivi ce qu'on est convenu d'appeler la Convention d'Anvers? *Cette Convention est avortée*. Elle a échoué, d'un côté, par les prétentions du clergé, de l'autre, par la résistance des conseils communaux. Après avoir fait toutes les concessions de principe, vous n'avez pu obtenir le concours que vous aviez demandé au clergé. Le clergé, à de rares exceptions près, sauf dans de petites localités, est aujourd'hui encore absent de vos écoles. Et pourquoi n'y est-il pas entré? Pourquoi, se déclarant d'accord avec vous, et vous, vous déclarant d'accord avec lui, n'a-t-il pas pénétré dans vos établissements? *Parce qu'il aurait fallu aller jusqu'à reviser avec lui les nominations des professeurs faites par arrêté royal*, les nominations émanant du pouvoir civil. Vous n'avez donc point son concours à cause de prétentions étranges,

incroyables, qui seraient moindres de votre part, si vous demandiez aux évêques de reviser avec eux la nomination des curés.

« Du côté des conseils communaux, l'échec n'a pas été moins significatif. Il vous a fallu reculer dans les plus grands centres de population. Les conseils communaux, même dans les localités peu importantes, vous ont déclaré nettement que la Convention proposée était contraire à la loi ; et vous qui prétendez qu'elle était conforme à sa lettre et à son esprit, vous, Gouvernement, vous, autorité administrative, vous avez laissé subsister ces délibérations. Vous n'avez pas la force de les annuler. »

CHAPITRE IV. — *L'enseignement supérieur de l'État et les mandements des évêques. La circulaire du 7 octobre 1856*

Depuis son organisation, en 1835, sur la base de l'indépendance de la science et en dehors de toute préoccupation dogmatique, de toute intervention ecclésiastique, l'enseignement des Universités de l'État n'avait donné lieu à aucune difficulté. Il n'était pas entré dans la pensée des évêques de condamner cet enseignement laïque ni de vouloir exercer un contrôle sur les leçons des professeurs. Tout le monde avait paru d'accord pour ne pas étendre aux hautes études les règles dont, au point de vue moral et religieux, on réclamait l'application à l'instruction primaire et moyenne.

Aussitôt après la promulgation de la loi du 1^{er} juin 1850 sur l'enseignement moyen, cette limite cessa d'être respectée. En 1851, la presse catholique attaque, comme hétérodoxe, un professeur de l'Université de Liège. En 1852, l'évêque de Gand lança un mandement contre un professeur de l'Université de cette ville. En 1855, les journaux du clergé dénoncent avec véhémence les *Etudes sur l'histoire de l'humanité*, publiées par M. Laurent, professeur de droit civil à l'Université de Gand, ainsi que le cours de droit naturel d'un autre professeur de cet établissement, M. Brasseur. Celui-ci était accusé d'avoir qualifié d'oppressif le rôle exercé sur les esprits par la Papauté pendant les siècles du moyen âge et d'avoir représenté la réforme religieuse au xvi^e siècle comme un mouvement d'émancipation des intelligences.

Pressé de sévir, le Ministre de l'intérieur de cette époque, M. P. de Decker, chef d'une administration catholique, demanda des explications à M. Brasseur. Ce professeur convint de l'exactitude des thèses qui lui étaient attribuées, mais il déclara ne les avoir

énoncées qu'au point de vue politique et juridique, sans se préoccuper du point de vue religieux, qui n'était pas de son domaine.

Le Gouvernement, en présence de cette explication, ne prit aucune mesure disciplinaire directe ; mais il ouvrit des négociations pour confier à un autre professeur le cours de droit naturel. Aucun reproche ne pouvait atteindre M. Laurent à raison de son cours de droit civil, cours qui devait être le fondement d'un des plus imposants monuments élevés pendant ce siècle à la science juridique. Ses *Études sur l'histoire de l'humanité*, respectueuses pour le christianisme, bien qu'elles ne lui reconnaissent qu'une origine humaine, n'avaient aucun rapport avec son enseignement. Le Ministre de l'intérieur néanmoins, par une lettre du 2 août 1855, lui infligea un blâme et le menaça de mesures de rigueur si les idées émises dans ses ouvrages se reflétaient dans ses leçons. M. Laurent repoussa avec beaucoup d'énergie cette censure en invoquant ses droits de citoyen et arguant de l'incompétence de l'Etat en matière religieuse. Le Ministre, sans entrer dans la discussion de principe, maintint ses vues (10 août 1855) ; mais M. Laurent resta en fonctions.

Ces actes, comme ces intentions, étaient demeurés secrets, lorsque M. de Decker fut amené, par une interpellation, à s'expliquer, le 22 janvier 1856, devant la Chambre des représentants. Il déclara que la Constitution ayant séparé l'ordre religieux de l'ordre civil et politique, l'Etat était à la vérité incompétent pour donner par lui-même l'enseignement religieux, mais qu'il pouvait néanmoins, et devait interdire à ses professeurs toute attaque contre les principes *essentiels* des cultes reconnus par la loi. « Nous ne devons point, disait-il, permettre sans doute qu'on attaque officiellement, systématiquement, au nom de l'Etat, les principes *fondamentaux* des cultes reconnus par la loi, et surtout de ce culte qu'on peut, sinon de droit, du moins de fait, appeler le culte national par excellence ; mais nous ne devons pas non plus, par une étroite intolérance, interdire aux professeurs des Universités de l'Etat, ces grandes, ces fécondes discussions qui sont la vie du haut enseignement. »

M. de Decker était l'un des chefs parlementaires de ce parti de catholiques constitutionnels qui datait de 1830 et voulait sincèrement respecter et pratiquer nos institutions nationales. Mais ce parti était dès lors visiblement battu en brèche par la propagande des doctrines ultramontaines qui s'affirmaient presque sans contradiction dans la presse catholique, organe de l'épiscopat, et commençaient à pénétrer dans le Parlement même. Un

des principaux représentants de ces tendances nouvelles, M. Della Faille, repoussa en leur nom la distinction établie par le Ministre et la qualifia d'*arbitraire, dérisoire et ridicule en ce qui concerne la religion catholique, dont tous les dogmes sont fondamentaux*. Il ajouta qu'il ne voterait plus de fonds pour un *enseignement corrupteur*. (Sénat, 10 mars 1856.) M. de Decker ne céda pas. « Il est évident, dit-il, que l'enseignement supérieur doit se mouvoir dans une sphère beaucoup plus élevée et plus étendue que les autres. Il est impossible de renfermer les professeurs de nos Universités dans un cercle étroit de discussion. Le caractère, la mission de l'enseignement supérieur ne sont point les mêmes que ceux de l'enseignement moyen et de l'instruction primaire. »

Les actes du Gouvernement n'avaient pas répondu rigoureusement à ces déclarations généreuses, mais ils n'étaient pas connus ; l'opinion qui avait réclamé des rigueurs, se voyait donc frappée par un Ministre catholique même d'une espèce de désaveu. C'est alors que les évêques entrèrent directement en lice.

Le 8 septembre 1856, l'évêque de Gand publia un mandement où il dénonçait l'instruction publique à tous les degrés comme une source de dangers pour la jeunesse. Les écoles primaires, bonnes pour la plupart, n'attachent pas toutes assez d'importance à l'instruction religieuse. Les établissements d'enseignement moyen donnent une instruction sans garantie, une éducation sans base ; la science qu'on y enseigne n'est propre qu'à semer le malheur dans les maisons, le trouble dans les familles, la désolation dans la patrie. Les enfants élevés dans ces conditions deviennent capables des plus grandes monstruosité. L'Université de Gand « est une source de maux incalculables pour les jeunes gens non inébranlablement affermis dans la foi ; son enseignement est un poison pour les intelligences. La doctrine de plusieurs de ses professeurs est ouvertement fausse, mauvaise, blasphématoire et hérétique. »

L'évêque s'attaque particulièrement au cours de philosophie, d'histoire et de droit. Il déclare qu'un professeur nie dans ses livres la divinité de Jésus-Christ. L'Église est représentée, dit-il, comme une institution humaine. L'action de la Papauté au moyen âge est traitée d'oppressive. La liberté de conscience, celles des cultes, de la presse, de l'enseignement sont qualifiées de droits *naturels*, inviolables de tout homme. L'évêque condamne cet enseignement au nom du concile de Latran : « Attendu que la vérité ne peut aucunement être contraire à la vérité, nous déclarons tout à fait fausse toute assertion qui contredit la vérité de la

révélation ; nous défendons sévèrement d'enseigner le contraire, et nous ordonnons d'éviter et de punir tous ceux qui suivent ces doctrines erronées, comme des hommes qui sèment de très funestes hérésies, comme de détestables et abominables hérétiques et infidèles qui tendent à renverser la foi catholique. Ce langage d'un grand Concile, ajoute l'évêque, démontre assez que la vérité ne peut être qu'une, et il suffit encore pour prouver qu'un docteur ne peut avoir deux opinions opposées, l'une dans ses écrits, l'autre dans son enseignement oral ; le docteur n'est qu'un, et les hérésies qu'il propage par ses écrits infectent également l'intelligence de ceux qui vont écouter sa parole. » En conséquence, l'évêque chargeait le clergé d'avertir les fidèles de ne plus envoyer leurs enfants dans aucun établissement public d'instruction sans avoir consulté préalablement leurs pasteurs.

Les chefs des diocèses de Tournai, de Malines et de Bruges s'associèrent à cette campagne, en y comprenant l'Université libre de Bruxelles. Dans son mandement du 18 septembre 1856, l'évêque de Bruges traite de *pierre de scandale* l'enseignement des Universités de Gand et de Bruxelles. Cette dernière n'a, suivant lui, d'autre but que d'attaquer les croyances catholiques ; elle est dirigée par une société secrète à laquelle un chrétien ne saurait participer sans tomber dans une espèce d'apostasie. Quant à l'Université de Gand, il en déclare l'enseignement aussi absurde qu'il est impie ; il n'admet pas la distinction entre la vérité philosophique et la vérité religieuse. Les écrits des professeurs de Gand dénotent à ses yeux la plus profonde ignorance et en imposent à la jeunesse. Il fait aux parents un devoir de conscience de ne confier leurs enfants qu'à des maîtres attachés à l'Église catholique ; et, comme dans une matière aussi grave il ne faut courir aucun risque, il les presse d'envoyer leurs enfants à l'Université de Louvain, dont il vante l'excellence. S'ils ne défèrent à ce conseil, les parents ne devront imputer qu'à eux-mêmes la perte des jeunes gens catholiques que les doctrines impies et erronées entraîneront dans l'abîme de l'impiété et du vice.

Ces attaques véhémentes et systématiques, dirigées au nom de la religion catholique contre le principe même de l'enseignement supérieur de l'État, produisirent une vive émotion et furent accueillies par d'énergiques protestations. Le Gouvernement, mis directement en cause, répondit par la circulaire du 7 octobre 1856 ; il ne protesta pas contre l'attitude de l'Épiscopat, mais en traçant aux professeurs une règle de conduite en matière religieuse, il s'efforça de se maintenir sur le terrain constitutionnel. Le Ministre de l'intérieur invite les professeurs à éviter les ques-

tions controversées et irritantes qu'il n'est pas absolument nécessaire d'aborder; à traiter avec réserve et circonspection celles qui s'imposent. Il se défend de vouloir abaisser le niveau de l'enseignement supérieur et obliger les professeurs de traiter les questions religieuses dans le sens exclusif d'une religion positive; mais il désire qu'on s'abstienne de toute attaque directe contre les principes essentiels des cultes pratiqués en Belgique. « Les grandes et libres discussions, dit-il, sont de l'essence de l'enseignement supérieur. *Néanmoins cette liberté relative des maîtres doit se concilier avec la liberté de conscience de l'élève.* »

Les professeurs ont des devoirs particuliers. « Ces devoirs les suivent même en dehors de leur chaire. Sans contester aux professeurs le droit de jouir de la liberté de leurs convictions religieuses et de les manifester, le Gouvernement est juge de l'usage qu'ils font de ce droit et de la convenance qu'ils mettent à l'exercer. Ainsi, il ne leur est pas loisible comme à tout autre citoyen, de publier, même sur des matières étrangères à leur enseignement, le résultat de leurs études, quand cette publication doit nécessairement froisser la conscience publique et, par ce froissement systématique et prémédité, porter un préjudice grave à la prospérité de nos établissements. »

M. de Decker concluait en déclarant que, s'il reconnaissait, au nom du Gouvernement, le devoir de maintenir l'enseignement supérieur dans certaines limites au point de vue des principes religieux, il entendait s'acquitter de ce devoir « dans toute la plénitude de son indépendance de Ministre constitutionnel. »

C'est dans cet état que la question fut portée, le 21 novembre 1856, devant le Parlement. Le Ministre de l'intérieur fit connaître alors la mesure qu'il avait prise l'an dernier à l'égard de M. Laurent, celle qu'il s'était proposé de prendre envers M. Bresser, mais à laquelle il avait renoncé sans retour en présence de la sommation contenue dans les lettres pastorales. Il s'efforça de concilier ses actes avec les règles établies par la circulaire du 7 octobre et qui se résumaient en ces termes : obligation pour le professeur de respecter dans son enseignement, comme dans les publications qui s'y rapportent, les principes essentiels des cultes et d'accepter comme limite de sa propre liberté la liberté de conscience des élèves; obligation d'éviter dans les publications étrangères à son enseignement toute doctrine qui, en froissant la conscience publique, porterait préjudice à l'établissement où il enseigne.

M. Dechamps, parlant au nom de la majorité parlementaire, voulut donner aux principes de la circulaire une interprétation plus étroite. Il n'admettait pas que l'enseignement supérieur de l'État pût, d'une manière sérieuse et systématique, *contrarier, contredire, combattre* la foi religieuse des familles. « Nous ne voulons pas, dit-il, que le professeur d'une Université de l'État puisse professer le rationalisme et ruiner ainsi tous les cultes chrétiens par leur base commune. » C'est exiger, lui fit observer M. Frère-Orban, que l'enseignement universitaire soit conforme aux doctrines de l'Église catholique. M. Dechamps crut devoir rectifier cette conclusion : qu'il n'y soit pas contraire ; *il peut être conforme et jamais contraire.*

M. Frère-Orban répondit que, dans ces conditions, tout enseignement supérieur était impossible : tous les fondements de notre législation civile et constitutionnelle seraient mis en question. Les enseignements de l'Église s'écartent sur nombre de points des principes de nos lois, et il serait impossible de développer ceux-ci sans heurter les premiers. Interdire aux professeurs de jamais contredire un dogme positif, c'est à la fois supprimer la liberté de conscience et obliger l'État d'adopter, pour règle de sa censure, le symbole d'une Église, d'une association religieuse déterminée. Sous l'un et l'autre rapport, ce serait enfreindre les principes constitutionnels, et de fait, c'est moins contre un enseignement individuel que contre ces principes que sont dirigés les mandements. « Souffririez-vous, dit l'orateur, qu'on enseignât dans nos universités les doctrines de l'Encyclique de Grégoire XVI ? — Non, répondit le Ministre de l'intérieur. — Il est donc impossible, concluait M. Frère-Orban, même pour les catholiques, pour les enfants les plus soumis de l'Église, d'oser défendre ici les mandements épiscopaux. »

Ce n'est pas toutefois qu'il reconnût au professeur une liberté illimitée de doctrine politique ou religieuse. « Je n'admets pas, disait M. Frère-Orban, que l'on enseigne dans les écoles de l'État ni l'athéisme, ni le matérialisme, ni aucune des doctrines qui peuvent porter atteinte à la morale universelle. » Mais il repoussait l'obligation pour le professeur de conformer son enseignement aux doctrines d'une religion positive déterminée et revendiquait l'indépendance de l'enseignement laïque. « Pourquoi — disait-il — a-t-il fallu que l'on sommât un Ministre constitutionnel de faire enseigner dans les établissements de l'État que les doctrines qui sont la base de notre Constitution sont des doctrines fausses et dangereuses ? Nous ne voulons pas que cet esprit prévale dans les écoles de l'État. Et c'est là,

soyez-en bien convaincus, l'une de nos grandes préoccupations. Ce n'est pas l'idée religieuse que nous poursuivons, l'idée religieuse, la plus grande qu'il y ait dans le monde, celle sans laquelle la société n'est pas possible. Nous n'attaquons pas l'idée religieuse, mais nous pensons, nous sommes profondément convaincus que la liberté seule est favorable au développement des idées religieuses. »

M. Devaux soutint et démontra la même thèse au point de vue de la science, des publications faites par les professeurs en dehors de leurs cours. Les intérêts de la science, l'honneur du pays, le progrès de la civilisation commandent, dans cette sphère, une liberté, sinon illimitée, au moins très large. Il faut encourager plutôt qu'entraver ces hautes études. Leur assigner pour limite et pour frein l'intérêt matériel de l'Université, ce serait mettre les professeurs à la discrétion des évêques, qui pourront toujours, à l'aide de mandements, provoquer un certain nombre de désertions.

Transporté sur le terrain de l'histoire, le débat aboutit à une conclusion analogue. Les évêques s'étaient élevés contre les appréciations historiques d'un professeur de l'Université de Gand. Faudra-t-il en cette matière aussi, demanda-t-on, n'admettre que les auteurs approuvés par l'Église et bannir de l'enseignement les ouvrages de Montesquieu, de Guizot, de Thierry, de Thiers, tous condamnés par l'autorité ecclésiastique et portés sur l'Index ?

M. de Decker protesta : « Comme Ministre constitutionnel, dit-il, je n'ad mets pas l'Index pour règle. » Il n'hésita pas même à ajouter qu'un système d'enseignement qui prendrait pour base les catalogues d'ouvrages exclusivement approuvés par les Jésuites préparerait à la Belgique une *génération de crétins*. Ici donc encore la règle de conduite qu'on voulait imposer aux professeurs paraissait inapplicable.

Les conclusions de ce débat furent déduites, en termes précis, par le Ministre de l'intérieur lui-même ; en fait et en droit, elles condamnaient les prétentions émises par les évêques.

« Il est évident — disait M. de Decker — que la conclusion des lettres pastorales, c'était la destitution des deux professeurs. Non seulement le Gouvernement n'a pas songé un instant à réaliser cette idée, mais, au contraire, le projet que le Gouvernement avait formé loyalement, dans l'intérêt de l'Université, de changer un cours, ce projet a été abandonné, abandonné sans retour pour le passé...

« Les lettres pastorales voulaient faire confondre l'enseigne-

ment et les publications du professeur ; nous avons maintenu hautement une distinction fondamentale entre la position du professeur dans l'enseignement et la position du professeur dans les publications étrangères à son enseignement.

« Les lettres pastorales ne voulaient point d'une science indépendante du dogme ; nous avons déclaré, *de par la Constitution*, qu'en l'absence de tout enseignement religieux, l'enseignement littéraire et scientifique, dans ses rapports avec les questions religieuses, doit être indépendant du dogme, en ce sens qu'il ne doit être donné dans le sens exclusif d'aucune religion positive, mais qu'il ne peut blesser les principes essentiels de chacun des cultes pratiqués en Belgique.

« Il y a là des différences importantes ; nous les avons maintenues. » (22 novembre 1856.)

Le programme de l'Épiscopat en matière d'enseignement supérieur de l'Etat était donc repoussé, comme incompatible avec les principes constitutionnels, par le chef d'une administration catholique. De Decker ne put se retenir, à cette occasion, de protester contre le souffle d'intolérance déchainé sur le pays par des hommes, qui, rompant la tradition de 1830, voulaient séparer la cause de la religion de celle de la liberté. Le résultat matériel répondit au résultat moral : l'Université de Gand ne perdit pas d'élèves et resta aussi florissante qu'auparavant. Quant au tempérament imaginé par le Gouvernement et consacré par la circulaire du 7 octobre, l'expérience a prouvé qu'il n'avait guère plus de valeur pratique que les mandements épiscopaux eux-mêmes. Il tomba bientôt dans un oubli, dont le Ministère de 1870 lui-même, pendant une carrière de huit ans ne chercha pas à le tirer. L'enseignement universitaire resta ce qu'il était avant 1856 ; les doctrines historiques et juridiques, censurées par les évêques, n'ont pas cessé d'être enseignées dans des chaires de l'État, et nombre de professeurs ont usé, dans leurs publications scientifiques, d'une liberté qui ne le cédait guère à celle qu'avait prise M. Laurent. Personne n'a protesté contre cet état de choses, et aucun Ministre n'a même songé à vouloir le modifier.

CHAPITRE V. — *La réforme de l'instruction primaire* *La loi du 1^{er} juillet 1879*

Ainsi s'achevait, à tous les degrés d'enseignement public, la démonstration de l'impossibilité de concilier les exigences de l'Épiscopat avec les principes constitutionnels et les règles fonda-

mentales de notre droit public. L'enseignement supérieur resta exclusivement laïque et continua de se mouvoir dans une sphère indépendante et propre ; sur le terrain de l'instruction moyenne et primaire, l'État, après avoir cherché tour à tour par la voie législative et par la voie administrative à associer l'Eglise à sa tâche, n'aboutissait qu'à une impasse. Au point de vue religieux comme au point de vue politique, la coopération du clergé soulevait des objections de principe, se heurtait à des difficultés de toute nature. Ni la Convention d'Anvers, ni la loi de 1842, même en forçant le sens de ses dispositions au profit du culte catholique, ne pouvaient réconcilier l'Épiscopat avec un enseignement dont il n'avait pas, dont les maximes les plus élémentaires du droit national ne permettaient pas de lui confier la haute et souveraine direction. Les combinaisons mixtes de 1854 comme de 1842 lui inspiraient d'invincibles défiances, et il ne cachait pas son dessein de s'en affranchir graduellement en organisant à tous les degrés un enseignement strictement confessionnel, purement catholique.

Ce n'est que lorsque que le Gouvernement, tirant la conclusion logique de ces faits, en présence des tendances divergentes qu'avaient révélées dans l'exécution de la loi de 1842 les deux Pouvoirs investis de cette tâche, entreprit de la réformer et de restituer à l'État comme à l'Eglise leur indépendance respective, que les prélats belges changèrent brusquement de système et réclamèrent avec véhémence le maintien de l'ancienne loi sur l'instruction primaire. C'est à ce moment seulement qu'ils songèrent à organiser sur tous les points du pays une sainte croisade. Non contents de défendre la législation ancienne, d'en vanter les bienfaits, ils représentèrent d'avance les écoles qui devaient sortir de la nouvelle loi comme des foyers d'immoralité et d'impiété, où l'enfance perdrait ses mœurs, sa foi et la notion de Dieu même.

Les écoles sans Dieu, tel fut le cri de guerre qui retentit sur toute la ligne. La lettre pastorale collective du 7 décembre 1878 développa abondamment ce thème, et celle du 12 juin 1879, donnant suite à la menace contenue dans la première, jeta en quelque sorte l'interdit sur toutes les écoles qui s'établiraient sous le régime de la nouvelle loi. On fit aux parents un devoir de conscience d'en éloigner leurs enfants, à tous les fidèles indistinctement de ne prendre aucune part à leur organisation ou à leur enseignement.

De telles condamnations globales, fulminées contre l'enseignement de l'État, ne sont pas un fait nouveau ; elles se retrouvent

explicitement dans les mandements de 1856, implicitement dans les déclarations collectives des évêques en 1850. Mais à aucune époque l'Épiscopat n'avait tenté de sanctionner dans la pratique de semblables sentences doctrinales. Mais en présence des classes moyennes et supérieures de la population par ses attaques contre l'enseignement des athénées et des universités de l'État en conflit journalier avec les administrations des grandes villes, sur le terrain de l'instruction primaire, il s'abstint néanmoins de mesures violentes, il évita de faire appel aux passions religieuses et de recourir aux censures ecclésiastiques, certain qu'il était sans doute de se heurter de ce côté à des résistances invincibles. L'attitude que le clergé catholique adopte aujourd'hui, dans la pensée évidente d'agiter, d'alarmer les masses, si théoriquement elle a de nombreux antécédents, est inconciliable en fait avec tous ses rétroactes en cette matière. Il suffit, pour établir ce point, de rappeler quelques-uns des incidents les plus saillants signalés ci-dessus.

En 1835, l'État avait organisé son enseignement supérieur en dehors de toute préoccupation dogmatique et sans faire aucun appel au concours de l'Église. Bien que l'Université catholique existât alors depuis un an, l'Épiscopat s'abstint de toute protestation, et jamais il ne s'est avisé d'interdire aux catholiques d'occuper des chaires dans les universités de l'État ou d'en recevoir l'enseignement.

Dès 1831, il existait nombre de collèges qui ne donnaient pas à leurs élèves l'instruction religieuse. Dans plusieurs d'entre eux, les évêques, invités à créer un cours de religion, avaient même formellement refusé la coopération du clergé, en formulant des griefs divers. Cette situation devint à peu près la règle après la promulgation de la loi de 1850. La presque totalité des établissements d'instruction moyenne de l'État ou des communes resta dépourvue de tout enseignement religieux ; plusieurs même d'entre eux, qui l'avaient obtenue sur la base de la Convention d'Anvers, répudièrent depuis cet arrangement. Jamais les évêques, ni par une résolution collective, ni par une mesure spéciale, n'ont condamné aucun des établissements ni défendu de leur prêter de l'appui ou d'en suivre les leçons.

Même sur le terrain de l'enseignement primaire, on a vu le clergé catholique, dans nombre de communes et notamment dans les plus peuplées, se retirer des écoles, cesser d'en diriger et d'inspecter l'enseignement religieux. En vertu du règlement sur les écoles d'adultes du 11 septembre 1868, beaucoup d'administrations communales se sont dispensées de réclamer le

concours du clergé pour l'organisation de ce service. Près des deux tiers des écoles d'adultes sont restées dépourvues de leçons de religion, par suite, en grande partie, de l'abstention systématique du clergé. Cependant aucun de ces établissements publics n'avait encouru de censure ecclésiastique, et aucun évêque n'avait songé jusqu'ici à en mettre le corps enseignant ni les élèves au ban de l'Église.

Voilà la pratique constante qui a été suivie en cette matière par les prélats belges depuis bientôt un demi-siècle. S'ils professaient publiquement leurs préférences pour l'enseignement ecclésiastique ou congréganiste, s'ils mettaient au service exclusif de celui-ci leurs ressources et leurs influences, ils s'abstenaient néanmoins de proscrire ouvertement l'enseignement de l'État et des communes, ce dernier fût-il même purement laïque ou civil. Mais la vérité d'hier n'est plus, semble-t-il, la vérité d'aujourd'hui. Les évêques proclament maintenant que la loi de 1842 est le palladium de la religion et de la société, que, hors de là, il n'y a point de salut : ils veulent des écoles à la fois civiles et religieuses, le concours des deux pouvoirs, l'association de l'Église et de l'État. Est-ce un changement de système qui s'annonce, et prend-on au moins la peine d'être plus conséquent au point de vue de la doctrine qu'on ne l'est sur le terrain des faits ?

En aucune manière. Ce même mandement du 7 décembre 1878, qui est destiné à glorifier la loi de 1842, professe explicitement des doctrines qui sont l'exacte négation des principes sur lesquels cette même loi est fondée. Il revendique pour l'Église seule, en vertu d'un privilège divin et de la nature supérieure de sa mission, le droit absolu, incontestable, de diriger l'éducation morale de l'humanité, ne laissant à l'État en cette matière qu'un rôle subalterne et secondaire. Voici comment s'expriment à cet égard les évêques :

« Parmi les pouvoirs dont N. S. J. C., le divin Fondateur de la religion, a investi son Église, il n'en est pas assurément qu'il lui ait conféré avec plus de grandeur et de solennité que celui d'enseigner à toute créature les vérités du salut. Au moment de remonter vers son Père, faisant appel à la toute-puissance qu'il a conquise sur l'humanité en la rachetant par l'effusion de son sang, et montrant à ses apôtres tous les peuples de l'univers et de l'avenir, il leur adressa ces paroles sublimes qu'un Dieu seul pouvait prononcer : « Toute puissance m'a été donnée au Ciel et sur la terre : Allez donc et enseignez toutes les nations ; apprenez-leur à garder la doctrine et les préceptes que je vous

ai confiés : *Data est mihi omnis potestas in cœlo et in terrâ : euntes ergo docete omnes gentes... docentes eos servare omnia quæcumque mandavi vobis.* (Matth. xxviii, 18 et sqq.)

« Vous l'entendez, N.T.C.F., cet ordre vient du Fils de Dieu, de Celui qui a le droit de commander aux rois et aux sujets, aux nations et aux individus. Par conséquent, ni les particuliers ni les Gouvernements ne peuvent en entraver l'exécution sans faire outrage à la Majesté divine, dont la souveraine autorité les oblige à faciliter l'accomplissement de ses volontés.

« Cet ordre confie la mission de propager la vérité et la morale religieuse non aux chefs des États ni aux princes de la science ou de la politique, mais aux seuls apôtres et à leurs successeurs, c'est-à-dire au Souverain Pontife et aux évêques. Émanant de la bouche du divin Maître, dont il est écrit que *pas une de ses paroles ne passera sans recevoir son exécution*, cet ordre constitue pour les pasteurs de l'Église le droit *inaliénable et exclusif* d'enseigner aux hommes les mystères de la religion et de les former à la pratique des vertus qui doivent les conduire à leurs éternelles destinées. Car, remarquez-le bien, Notre-Seigneur ne leur commande pas seulement de publier sa doctrine ou d'enseigner la lettre des vérités et des préceptes de la foi ; il leur ordonne en outre d'apprendre aux hommes à conformer leurs pensées, leurs sentiments et leurs actes à leurs croyances. — Il leur prescrit d'illuminer leurs intelligences des lumières de la révélation et en même temps de fléchir leurs volontés et de façonner leurs cœurs de telle sorte que leurs convictions se traduisent dans tous les actes de la vie intérieure et extérieure ; en d'autres termes, il les charge non seulement de l'instruction, mais encore de l'éducation morale et religieuse de tous les hommes : *Dicentes eos servare omnia quæcumque mandavi vobis.*

« C'est donc à l'Église qu'est dévolue cette haute mission, et par conséquent c'est à elle seule qu'il appartient de choisir et d'employer les moyens de l'accomplir : c'est à elle notamment qu'il appartient de déterminer la matière de l'instruction religieuse, le mode de l'enseigner, les précautions à prendre pour en assurer l'efficacité ; c'est à elle qu'il appartient de désigner les aides qui lui sont nécessaires pour remplir cette sublime charge, de leur donner une participation à son autorité doctrinale, de leur prescrire des règles à suivre pour déraciner les vices naissants ou dominants, et pour inculquer des habitudes vertueuses, c'est à elle, en un mot, qu'appartient de droit

divin la direction et la surveillance de l'éducation religieuse de l'humanité, et personne, prêtre ou laïque, ne peut s'immiscer dans ce ministère, s'il n'a reçu d'elle une délégation expresse et s'il ne se soumet à son contrôle.

« De plus, cet ordre embrasse dans son universalité les hommes de tous les âges et de tous les temps : *Docete omnes gentes, et ecce ego vobiscum sum usque ad consummationem sæculi*. Il impose conséquemment à tous les hommes l'obligation grave de recevoir de l'Église l'instruction religieuse, et cette obligation les presse dès l'instant où l'esprit est capable de comprendre la vérité et d'avoir conscience de ses actes, c'est-à-dire du moment où l'intelligence s'ouvre à la pensée et engendre, en s'épanouissant, la responsabilité personnelle. La mission éducatrice de l'Église s'étend donc à l'enfance et à la jeunesse comme aux autres âges ; elle s'y rattache même d'une manière toute spéciale, puisque les premières années de la vie sont particulièrement consacrées à la formation et au développement de toutes les facultés de l'âme et ont par là même une influence décisive sur le reste de l'existence. Il s'ensuit que l'Église a le droit divin d'intervenir dans l'école où se fait l'éducation de l'enfance et de la jeunesse chrétienne, pour imprimer à cette éducation un caractère moral et religieux. Il s'ensuit en outre que les parents, dont le premier devoir est d'élever chrétiennement leurs enfants, sont rigoureusement obligés de procurer à ceux-ci une éducation religieuse. Et comme ils se déchargent partiellement de ce soin sur les écoles publiques ou privées, ils ont le devoir et le droit d'exiger non seulement qu'on y apprenne la religion, sous la direction de l'autorité légitime, mais encore que tout l'enseignement et toutes les influences scolaires concourent à faire de leurs enfants des fils vertueux, dociles, craignant Dieu, aimant le prochain, soumis à l'autorité de l'Église et de l'État. »

Cette doctrine peut être irréprochable au point de vue théologique ; mais, transférée dans le domaine des lois positives, elle équivaldrait à l'abdication pure et simple de la prérogative de l'État entre les mains de l'Église, c'est-à-dire des évêques qui la gouvernent. Telle n'a jamais été la pensée même des législateurs de 1842 ; les faits les plus certains, les déclarations les plus explicites — nous en avons signalé quelques-unes — le démontrent. Invoquer aujourd'hui de tels principes, formuler de telles maximes, ce n'est donc point défendre cette loi, c'est plutôt la condamner.

Dira-t-on que c'est là une théorie produite sous l'empire de

circstances particulières, que le mandement du 7 décembre 1878 exagère, par l'effet des surexcitations de la lutte politique, les droits et les prétentions du clergé en matière d'enseignement? Voici, dans ce cas, comment s'exprime un autre organe de l'Église, dans un ouvrage écrit dans le recueillement du cabinet et revêtu des plus hautes approbations ecclésiastiques :

« Non seulement il appartient *uniquement* (souligné dans le texte) à l'autorité ecclésiastique, en vertu d'un droit essentiel, de diriger l'enseignement de la théologie et l'éducation du clergé, mais de plus cette autorité a le droit d'intervenir dans la direction des écoles publiques où se fait l'éducation de l'enfance et de la jeunesse chrétienne; car les chrétiens sont aussi sujets de l'Eglise; et l'Église a même le droit exclusif de diriger leur éducation en ce qui concerne l'enseignement et la pratique de la religion. Conséquemment le pouvoir civil doit admettre son intervention, à *titre d'autorité* (souligné dans le texte), dans la discipline des écoles, dans le régime des études, dans le choix ou l'approbation des maîtres, afin d'écarter tout ce qui blesse la foi ou la morale chrétienne.

« La bonne constitution de la société civile ne demande nullement, elle ne permet même point que les écoles populaires ou les établissements d'enseignement supérieur soient soustraits à l'autorité de l'Eglise et à son influence salubre, pour être pleinement subordonnés aux volontés du pouvoir civil, se façonner selon les vœux ou les caprices des gouvernants, et suivre le courant des opinions, des idées ou des erreurs générales de l'époque. »

Faisant l'application de ces idées à la loi sur l'instruction primaire, l'auteur affirme que si l'enseignement de la religion n'est pas donné ou s'il est mal donné dans une école communale, le retrait des subsides est de plein droit, d'après l'article 26 de la loi. Il conclut en ces termes :

« Les principes qui ont fait admettre la loi transactionnelle de 1842 sur l'enseignement primaire, demanderaient que l'on fit quelque chose d'analogue pour tous les établissements officiels d'instruction, même supérieurs. C'est le seul moyen de ne pas porter atteinte à la liberté des cultes et de la conscience; si non, *l'État devrait s'abstenir d'une manière absolue, et se reconnaître entièrement incompetent en matière d'instruction et d'éducation.* »

Ainsi s'exprime M. le chanoine Moulart, professeur de théologie à l'Université de Louvain, dans son traité : *L'Église et l'État, où les deux puissances, leur origine, leurs rapports,*

leurs droits et leurs limites, » 2^e édition. Louvain, 1879, pp. 425 et 445.

La combinaison de la loi de 1842 était-elle une expression fidèle, comme l'insinue l'auteur, de la doctrine exposée dans cet ouvrage sur le droit souverain de l'Église et confirmée solennellement par l'Épiscopat dans le mandement du 7 décembre 1878 ?

Non, car la loi de 1842 admet le clergé dans l'école non en vertu d'un droit divin, mais de la législation civile : elle ne lui confère aucune *autorité directe* ; elle ne fait pas dépendre le maintien des subsides, c'est-à-dire l'existence de l'école, de la coopération effective du clergé ; elle lui refuse une intervention quelconque dans la nomination des maîtres ; elle interdit enfin le caractère confessionnel de l'enseignement, dès qu'il existe un dissident dans l'école.

La loi de 1842 ne pouvait donc satisfaire aux exigences doctrinales du clergé catholique. Pour atteindre ce but, l'État devrait remettre, sans restriction ni réserve, comme un droit absolu et divin, la haute direction religieuse et morale de son enseignement, à tous les degrés, aux évêques, c'est-à-dire aux mandataires d'un pouvoir étranger et irresponsable. C'est ce que lui défendent à la fois l'article 14 de la Constitution, qui proclame la liberté des cultes, et l'article 25, qui porte que tous les pouvoirs émanent de la nation.

Si l'État ne peut faire cela, il ne lui reste alors, suivant la déclaration de M. le chanoine Moulart, qu'à se déclarer incompétent. « L'État hors de l'école ! » telle est la conclusion logique, nécessaire des doctrines professées aujourd'hui par l'Épiscopat en matière d'enseignement. C'est, en effet, à cette heure, le mot d'ordre des organes qui parlent en son nom. L'abstention de l'État, — l'expérience de 1830 à 1836 l'a prouvé, — c'est la ruine de l'instruction ou le monopole du clergé. Ainsi l'Église catholique, après avoir obtenu en Belgique, il y a près d'un demi-siècle, la liberté la plus complète d'enseignement qu'elle ne possède nulle part, se retourne contre cette liberté et réclame un monopole aussi absolu que l'était celui de l'État avant 1830. Le droit de l'initiative privée est supprimé en même temps que celui de l'État ; car, certes, c'est moins encore à celle-là qu'à celui-ci que s'adresse la parole : *Allez, enseignez les nations*.

La nouvelle loi sur l'instruction primaire est, depuis le 1^{er} juillet de cette année, un fait accompli. L'esprit et la lettre de cette loi, son caractère et sa portée ont fait l'objet d'explications catégoriques et complètes au sein de la Législature. La circulaire du Ministre de l'instruction publique en date du 17 juillet,

en est un nouveau commentaire authentique et précis, consacré exclusivement à l'article 4 de la loi. Il résulte de ce document que si l'école primaire doit être accessible aux enfants de toutes les familles, sans distinction de croyance religieuse, que si son enseignement propre est purement littéraire, les ministres des cultes recevront toute facilité pour donner ou diriger l'instruction religieuse au sein même de l'école. Rien ne sera changé, sous ce rapport, au régime antérieur. « Le ministre du culte peut répondre avec une entière confiance au vœu des familles dont la loi se fait l'organe. Sa personne et son enseignement ont droit au respect; le Gouvernement et les autorités communales s'attacheront à l'assurer. » Si le prêtre ne peut plus enseigner la religion au nom de l'État, sous la sanction de la loi civile, il l'enseignera au nom de l'Eglise, sous la sanction de la loi religieuse. Le concours moral de l'instituteur ne lui manquera pas à cette fin. « L'instituteur s'inspirera d'une idée commune à toutes les religions en entretenant ses élèves de Dieu, de l'âme, ainsi que de ces grandes vérités morales et chrétiennes qui, à l'honneur de l'humanité, sont devenues progressivement le domaine de toutes les religions et de toutes les nations civilisées. » Toute attaque aux croyances religieuses positives de ses élèves lui est formellement interdite. Aucune innovation ne sera introduite dans les usages existants quant aux prières, ni quant aux emblèmes religieux dans les classes. Si le clergé s'abstient d'user de la faculté inscrite dans la loi d'enseigner le catéchisme à l'école, le Gouvernement exprime le désir que l'instituteur continue, comme par le passé, de s'acquitter de cette tâche. Il l'y encourage au moyen d'une indemnité spéciale, et il décide que l'acquiescement des chefs de famille à l'instruction religieuse de leurs enfants sera présumé. La dispense sera de droit, mais devra être expressément réclamée.

Le moment n'est pas venu d'apprécier l'attitude finale que l'Épiscopat jugera à propos de prendre envers une législation aussi manifestement soucieuse, dans les limites constitutionnelles, des intérêts religieux des populations. Si cette attitude correspond jusqu'au bout à la violente opposition du début, la loi de 1879 sera exécutée comme l'ont été celles de 1842 et 1850, avec le clergé s'il est possible, malgré lui, si c'est nécessaire. Le Gouvernement, appuyé sur la Constitution et la loi, soutenu par la volonté nationale, pourra s'acquitter de sa tâche et attendre avec confiance le jugement du pays; l'Épiscopat, si le passé répond de l'avenir, ne supportera point peut-être l'épreuve dans les mêmes conditions. En 1840, Mgr Van Bommel, formulant le

programme d'une loi sur l'instruction primaire, menaçait la nation et la Couronne d'une nouvelle, d'une troisième révolution si ses vues n'étaient admises, ses volontés obéies. Elles ne le furent pas, et la Belgique resta inébranlable, même au milieu de la tourmente de 1848.

L'année précédente, le 17 décembre 1847, M. Nothomb, dont les sentiments ne sauraient être suspects à l'Église, en présence des conflits qui éclataient dès lors sur divers points du pays, des refus de concours de la part du clergé qui en étaient la suite, prononçait à la tribune nationale ces paroles, qu'il semble opportun de méditer et qui nous serviront de conclusion :

« Le clergé, Messieurs, est peut-être trop préoccupé des luttes qui ont été soutenues dans d'autres temps et qui se sont terminées d'une manière heureuse pour lui. Il est peut-être trop préoccupé de la lutte sous Joseph II, par exemple, et sous le feu Roi des Pays-Bas. Mais *ces luttes étaient des luttes contre des Gouvernements étrangers*. La lutte qui pourrait naître aujourd'hui entre le clergé et le Gouvernement si, par exemple, le clergé opérait en quelque sorte une retraite en masse des écoles primaires, *ce serait une lutte contre le Gouvernement national, contre le Gouvernement du pays*.

« Qu'est-il arrivé, Messieurs, à Tournai ? Le prélat s'était flatté que l'établissement abandonné par lui serait aussi abandonné par les pères de famille. Une lutte s'est engagée, non pas entre une autorité étrangère et le clergé, mais avec une autorité nationale. Et il faut y prendre garde, *le sentiment religieux a ici dû céder chez tous les pères de famille*, qui, disposés à envoyer leurs enfants dans des établissements où se donne le double enseignement, ont néanmoins envoyé leurs enfants à l'athénée abandonné par le clergé, *et ont ainsi donné une sanction à leurs votes politiques*.

« Messieurs, je n'hésite pas à le dire, *ce résultat est énorme...* Je dirai donc au clergé : *Craignez d'engager la lutte entre le sentiment civique et le sentiment religieux*. Dans cette lutte, tous les pères de famille engagés seront forcément amenés à donner la préférence à l'établissement abandonné par vous, si vous l'avez délaissé sans raisons approuvées par eux. »

N° 59

LE MINISTRE DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Reçue le 17 octobre 1879.)

Rome, le 14 octobre 1879.

Monsieur le Ministre,

La dépêche que vous avez bien voulu m'adresser le 10 de ce mois m'est exactement parvenue : j'ai l'honneur d'en accuser la réception.

J'ai lu avec la plus grande attention les considérations que vous développez relativement au conflit existant entre le Gouvernement et le clergé au sujet de l'exécution de la loi du 1^{er} juillet.

Dès que j'aurai reçu l'exposé historique dont la dépêche précitée m'annonce l'envoi, j'aurai soin d'en remettre un exemplaire au cardinal Nina et aux personnes qu'il est utile d'éclairer sur cette importante question, sans oublier toutefois que l'écrit dont il s'agit n'est destiné en ce moment qu'à une publicité restreinte.

Je ne manquerai pas, comme vous me le prescrivez, de faire remarquer au Secrétaire d'État de Sa Sainteté la différence entre la manière dont les autorités religieuses agissent vis-à-vis de l'enseignement supérieur et de l'enseignement moyen et celle qui vient d'être adoptée à l'égard des instituteurs primaires, de leurs élèves et des parents de ceux-ci.

Agréez, etc.

Signé : BARON D'ANETHAN.

N° 60

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU MINISTRE
DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE

Bruxelles, le 17 octobre 1879.

Monsieur le Baron,

Les déclarations que vous reproduisez entre guillemets dans votre dépêche du 5 de ce mois, pour marquer qu'elles sont

textuelles, ne contiennent rien qui ne se retrouve dans les déclarations antérieures ou qu'on ne puisse déduire nécessairement des communications qui m'ont été faites.

Néanmoins, elles ont l'avantage de présenter un résumé de la situation faite par le Vatican lui-même et qui aura toute sa valeur lorsqu'il sera publié.

Je n'ai pas cessé de faire remarquer, chaque fois que l'occasion s'en est présentée, que je pouvais bien garder le silence — et je l'ai strictement observé — aussi longtemps que des pourparlers étaient engagés, qu'un échange de vues se poursuivait, mais qu'il n'était pas en mon pouvoir de soustraire à la connaissance des Chambres, dans les circonstances actuelles surtout, les correspondances relatives à une affaire terminée.

Des explications complètes et catégoriques seront d'autant plus indispensables pour les Chambres que les journaux catholiques, considérés par le public comme les organes des évêques, dénaturent l'attitude gardée par le Souverain Pontife à propos de la loi sur l'enseignement et que, dans ce moment même, ils publient comme une vérité ce qui suit : « Le correspondant bruxellois de la *Germania* annonce de bonne source que le Saint-Père a vivement approuvé l'attitude énergique prise par l'Épiscopat contre la loi de malheur. »

La publication des pièces restituera aux choses leur véritable caractère.

Je remarque que M. le cardinal Nina continue à énoncer que, « sous le rapport de la doctrine, la lettre des prélats belges est parfaitement correcte. »

Dans mes dépêches antérieures, et spécialement dans celle du 1^{er} juillet dernier, dont vous avez laissé copie à Son Eminence, j'ai envisagé cette assertion, non au point de vue dogmatique, qui n'est pas de ma compétence, mais sous son aspect historique, et je crois avoir démontré que l'on ne peut appliquer à notre loi la doctrine que l'on invoque. Je n'ai pas été contredit. Vous m'écriviez seulement le 8 juillet « que les différents points de ma dépêche (du 1^{er} juillet) seraient examinés attentivement par Son Eminence, notamment en ce qui concerne le système scolaire des Pays-Bas et de l'Irlande, et que le cardinal Nina avait demandé à ce sujet un rapport à la Propagande. Cet examen, du reste, disait-on, perdra de son importance pratique si, comme tout le fait prévoir, la démarche faite auprès de l'Épiscopat est couronnée de succès.

Cette espérance a été trompée et le rapport de la Propagande ne paraît pas avoir été fait.

Pour répondre à la dernière observation du cardinal Secrétaire d'État de Sa Sainteté, je ne puis que me référer à mes explications antérieures sur le caractère de l'école organisée par la loi nouvelle qui règle l'enseignement primaire. La loi serait violée dans une de ses prescriptions les plus formelles si l'enseignement donné dans ces écoles pouvait jamais blesser la conscience des élèves qui y sont admis. Elles ne sauraient dès lors être anti-catholiques. Elles ont pour but de faire enseigner aux enfants les sciences élémentaires et non de permettre aux instituteurs de se livrer à des propagandes religieuses ou philosophiques. Les craintes que l'on pourrait manifester à cet égard seraient d'autant plus chimériques que la loi laisse l'enseignement religieux aux soins des familles et des ministres des cultes. Il y a là toute garantie contre les abus qui pourraient se commettre dans des cas particuliers et un moyen efficace pour les faire réprimer.

Il serait inutile d'insister davantage sur ces considérations. Le sujet me paraît maintenant épuisé. Mais je n'ai pas voulu qu'un doute pût subsister sur nos intentions et c'est pourquoi je vous invite à donner lecture de cette dépêche à Son Éminence le cardinal Nina et à lui en laisser copie s'il le désire.

Agréez, etc.

Signé : FRÈRE-ORBAN.

N° 61

LE MINISTRE DE BELGIQUE PRÈS LE SAINT-SIÈGE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Reçue le 25 octobre 1879.)

Rome, le 21 octobre 1879.

Monsieur le Ministre,

Conformément à vos instructions, j'ai donné lecture au cardinal Nina de la dépêche que vous avez bien voulu m'adresser le 17 de ce mois.

J'ai laissé copie de ce document à Son Éminence.

Le nonce sera chargé de répondre à cette communication.

Agréez, etc.

Signé : BARON D'ANETHAN.

DEUXIÈME PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

GRANDE-BRETAGNE — HONDURAS

TRAITÉ D'EXTRADITION SIGNÉ A GUATEMALA LE 6 JANVIER 1874

S. M. la Reine du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et Son Exc. le Président de la République de Honduras ayant jugé à propos, dans le but d'améliorer l'administration de la justice et de prévenir les délits dans les deux pays et leurs dépendances, que les individus accusés ou convaincus des crimes dont suit l'énumération, et qui ont échappé à la justice, soient extradés réciproquement dans certaines circonstances, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, pour conclure une Convention à cet effet :

S. M. la Reine du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, M. *Edwin Corbett*, chargé d'affaires et consul général près de la susdite République de Honduras, etc., etc.

Et Son Excellence M. le Président de la République de Honduras, Don *Augustin Gomez Carrillo*, député à la présente Législature de Guatemala, etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs respectifs et les avoir trouvés en bonne et due forme, ont rédigé et conclu les articles suivants :

Art. 1^{er}. Les Hautes Parties contractantes s'obligent à se livrer réciproquement les individus accusés ou convaincus d'un

crime commis sur le territoire de l'une des parties et se trouvant sur le territoire de l'autre partie, sous les conditions et dans les circonstances exprimées dans le présent Traité.

Art. 2. Il est convenu que S. M. la Reine d'Angleterre et S. Exc. le Président de Honduras, en vertu d'une réquisition faite en leur nom par leurs agents diplomatiques respectifs, se livreront respectivement tout individu, excepté les sujets ou citoyens de la partie dont on demande l'extradition, accusé ou convaincu soit comme principal accusé ou complice, avant ou après le crime, de l'un des crimes ci-dessous spécifiés commis dans la juridiction de la partie qui demande l'extradition et qui se trouve sur le territoire de l'autre partie :

1° Assassinat, tentative ou conspiration d'assassinat.

2° Homicide.

3° Contrefaçon ou altération de monnaie, ou mise en circulation de monnaie fausse ou altérée.

4° Vol qualifié ou vol simple.

5° Fabriquer, falsifier, altérer ou mettre en circulation la monnaie falsifiée, contrefaite ou altérée.

6° Escroquerie.

7° Attaque intentionnelle à la propriété si le préjudice est prouvé.

8° Les crimes contre les lois concernant la banqueroute.

9° La fraude commise par un dépositaire, un banquier, mandataire, directeur ou administrateur des biens d'autrui, ou officier public d'une compagnie, considéré comme criminel par une loi en vigueur.

10° Le parjure ou l'excitation au parjure.

11° Le rapt.

12° Le viol.

13° Le vol d'enfants.

14° L'arrestation sans mandat.

15° Vol avec effraction ou escalade, soit de jour soit de nuit.

16° Incendie.

17° Vol avec violence.

18° Menaces par lettres ou d'autre façon, dans le but d'extorquer.

19° Piraterie caractérisée par les lois internationales.

20° Couler à fond ou détruire un vaisseau en haute mer, tenter ou essayer de le faire.

21° Abordage d'un bâtiment en haute mer avec l'intention d'attenter à la vie ou de commettre quelque autre grave dommage.

22° Soulèvement ou conspiration de plusieurs personnes à bord d'un vaisseau en haute mer, contre l'autorité du chef ou capitaine.

A la condition que l'extradition n'aura lieu que dans le cas d'un individu accusé, la commission du crime l'établira de telle façon que les lois du pays où se trouve le réfugié ou celui qui est accusé du crime, justifient son arrestation ou son emprisonnement par un jugement comme si le crime avait été commis sur le territoire même du pays; et, dans le cas d'un individu convaincu par témoignages suffisants, selon les lois du pays, pour établir sa culpabilité.

Art. 3. Aucun habitant de Honduras, comme il a été dit plus haut, ne sera extradé par le Gouvernement de Honduras au Gouvernement du Royaume-Uni et aucun sujet du Royaume-Uni ne sera extradé par son Gouvernement au Gouvernement de Honduras.

Art. 4. L'extradition n'aura pas lieu si l'individu réclamé par le Gouvernement du Royaume-Uni, ou la personne réclamée par le Gouvernement de Honduras a déjà été jugée et condamnée ou absoute ou si elle est encore détenue sur le territoire du Royaume-Uni ou celui de Honduras pour le crime à cause duquel on demande son extradition.

Si l'individu réclamé de la part du Gouvernement du Royaume-Uni ou de celui de Honduras a passé en jugement pour un autre crime sur le territoire du Royaume-Uni ou celui de la République de Honduras, son extradition aura lieu après l'expiration de la peine à laquelle il aura été condamné par jugement.

Art. 5. L'extradition n'aura pas lieu si, après le crime commis ou au commencement de l'instruction concernant le crime ou après que l'accusé aura été convaincu du crime, il a obtenu les bénéfices de la prescription selon les lois du pays qui réclame son extradition.

Art. 6. Le criminel réclamé ne sera pas extradé si le crime pour lequel il est réclamé a un caractère politique ou s'il peut prouver que la demande de son extradition n'est présentée que pour le juger et le punir pour un crime ayant un caractère politique.

Art. 7. Un individu extradé ne pourra, dans aucun cas, être maintenu en prison ou en instruction dans l'État qui a accordé l'extradition pour aucun autre crime ou pour aucune autre cause que celle pour laquelle l'extradition a eu lieu. Cette stipulation ne s'applique pas aux crimes commis après l'extradition accordée.

Art. 8. La demande d'extradition se fera par l'intermédiaire des agents diplomatiques des Hautes Puissances contractantes.

La demande d'extradition d'un individu accusé doit être accompagnée d'un mandat d'arrêt délivré par les autorités compétentes de l'État qui demande l'extradition, et appuyée de témoignages qui, d'après les lois du pays où se trouve l'accusé, justifieraient son arrestation, si il y avait commis le crime.

Si la demande d'extradition se rapporte à un individu déjà convaincu, elle doit être accompagnée du jugement de condamnation prononcé contre l'individu, par le tribunal compétent de l'État qui a fait la demande d'extradition.

Une demande d'extradition ne peut être basée sur un jugement prononcé par contumace.

Art. 9. Si la demande d'extradition est d'accord avec les stipulations qui précèdent, les autorités compétentes de l'État auquel la demande est adressée procéderont à l'arrestation du fugitif.

Le prisonnier sera conduit devant les autorités compétentes, qui lui feront subir un interrogatoire préliminaire comme si le crime avait été commis dans le pays même.

Art. 10. L'extradition n'aura pas lieu avant quinze jours passés, à compter du jour de l'arrestation, et seulement alors si les preuves sont suffisantes selon les lois du pays auquel est adressée la demande d'extradition ou pour justifier la mise en accusation devant un tribunal du prisonnier, dans le cas où le crime aurait été commis sur le territoire dudit pays, ou pour prouver l'identité de l'individu convaincu par les tribunaux du pays qui a demandé l'extradition.

Art. 11. Dans l'examen des points conformes aux stipulations qui précèdent, les autorités de l'État auquel est adressée la demande d'extradition admettront comme preuve les déclarations faites sous la foi du serment par les témoins de l'autre État, ou le procès-verbal de ces déclarations, ainsi que les procès-verbaux et jugements, à la condition que ces pièces soient affirmées et certifiées par un juge, un magistrat ou fonctionnaire dudit État, et qu'elles aient un caractère d'authenticité basé sur le témoignage du serment, ou qu'elles soient munies du sceau du Ministre de la justice ou d'un autre Ministre d'État.

Art. 12. Si, après deux mois de date depuis la demande d'extradition, il n'a pas été fourni de preuve suffisante pour justifier l'arrestation du réfugié, il sera mis en liberté; ces deux mois compteront à partir du jour de l'arrestation.

Art. 13. Toutes les choses saisies au moment de l'arrestation de l'individu arrêté et qui doit être extradé se trouvant en sa

possession seront, dans le cas où l'État requis aura accordé l'extradition, délivrées et cette remise ne s'étendra pas seulement aux objets volés, mais à tout ce qui pourra servir comme preuve du crime.

Art. 14. Les Hautes Parties contractantes renoncent à toute demande au remboursement des frais occasionnés par l'arrestation et la détention des individus à extraditer, de même que pour leur conduite jusqu'au port d'embarquement; elles s'engagent réciproquement à supporter elles-mêmes ces frais.

Art. 15. Les stipulations du présent Traité seront applicables aux colonies et possessions étrangères de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne.

La demande d'extradition concernant un réfugié criminel s'étant réfugié dans l'une de ces colonies ou possessions étrangères sera adressée au Gouverneur ou à la principale autorité de cette colonie ou possession par le principal agent consulaire de la République de Honduras dans ladite colonie ou possession.

Ces demandes d'extradition seront toujours faites (d'après les dispositions de ce Traité) de façon à ce que ledit Gouverneur ou la première autorité puisse avoir la liberté d'accorder l'extradition ou de soumettre la question à son Gouvernement.

S. M. Britannique aura d'ailleurs la liberté de publier des règlements particuliers dans les colonies et possessions étrangères pour l'extradition des criminels originaires de Honduras qui s'y sont réfugiés, sur la base aussi approximative que possible du présent Traité.

La demande d'extradition d'un fugitif quelconque d'une colonie ou possession étrangère de S. M. Britannique sera sujette aux règles établies dans les articles précédents du présent Traité.

Art. 16. Le présent Traité entrera en vigueur dix jours après sa promulgation, conformément aux formes prescrites par les lois des Hautes Puissances contractantes. Il pourra être dénoncés par chacune des Hautes Puissances Contractantes, mais il restera encore en vigueur pendant six mois après cette dénonciation.

Le Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Guatemala, dans l'espace de douze mois à compter de ce jour.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Guatemala, le sixième jour du mois de janvier de l'an de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-quatorze.

(L. S.) *Signé* : Agn. GOMEZ CARRILLO.

(L. S.) *Signé* : EDWIN CORBETT

GRANDE-BRETAGNE — SUISSE

TRAITÉ D'EXTRADITION SIGNÉ A BERNE LE 31 MARS

S. M. la Reine du Royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et le Gouvernement de la Confédération suisse ayant jugé à propos de régler par un traité l'extradition réciproque des malfaiteurs, dans le but d'obtenir de meilleurs résultats dans l'administration de la justice dans leurs États respectifs ont nommé à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. la Reine du Royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, *Alfred Guthrie Graham Bonar*, Esquire, son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès de la Confédération suisse ;

Et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, *Joseph Martin Knüsel* membre du Conseil fédéral suisse.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er} Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à se livrer les personnes accusées ou convaincues d'un crime commis sur le territoire de l'autre dans les conditions et les circonstances indiquées dans le présent traité.

Art. 2. Les actes criminels pour lesquels l'extradition sera accordée sont les suivants :

1° Assassinat, y compris l'infanticide et tentative d'assassinat.

2° Meurtre.

3° Contrefaçon ou altération d'argent monnayé, émission ou mise en circulation de monnaie contrefaite ou altérée.

4° Falsification, altération ou émission de monnaie fausse, altérée, y compris les crimes inscrits dans le Code pénal de l'un ou l'autre État, tels que la contrefaçon ou falsification de papier-monnaie, billets de banque ou autres valeurs ; de plus la falsification ou altération d'autres documents publics ou particuliers, de même que l'émission ou la mise en circulation ou l'emploi conscient de pièces fausses ou falsifiées.

5° Vol ou concussion.

6° Escroquerie, se procurer de l'argent ou d'autres valeurs sous de faux prétextes.

7° Banqueroute frauduleuse ou crimes commis contre les lois sur la banqueroute frauduleuse.

8° Malversation de la part d'un administrateur, banquier, agent, procureur, tuteur, membre ou fonctionnaire d'une société quelconque, en tant que cette malversation, d'après les lois existantes, est soumise à une peine.

9° Viol.

10° Détournement de mineurs.

11° Séquestration.

12° Attentat à la liberté personnelle, sans mandat.

13° Pénétrer par effraction ou escalade dans une maison habitée, avec une intention criminelle.

14° Incendie prémédité.

15° Vol commis à l'aide de violence.

16° Menaces, par lettres ou autres moyens, dans l'intention d'extorquer de l'argent.

17° Parjure ou excitation au parjure.

18° Dommage volontaire porté à la propriété, dont les suites entraînent des poursuites criminelles.

L'extradition aura lieu pareillement pour complicité à l'un des crimes précités, soit que la complicité ait eu lieu pendant ou après le crime.

Art. 3. Aucun Suisse ne sera livré, de la part de la Suisse, au Gouvernement du Royaume-Uni, de même que, de la part de celui-ci, aucun sujet anglais ne sera livré à la Suisse.

Art. 4. L'extradition n'aura pas lieu si la personne poursuivie par le Gouvernement suisse, ou poursuivie par le Gouvernement du Royaume-Uni, a été renvoyée des fins de la poursuite dans l'un des cantons de la Suisse ou dans le Royaume-Uni, pour un crime ayant pour conséquence l'extradition, ou si cette personne est sous le coup de poursuites à ce sujet dans l'un des deux États.

Si l'individu poursuivi par le Gouvernement suisse se trouve poursuivi dans le Royaume-Uni, ou bien si un individu poursuivi par le Gouvernement du Royaume-Uni se trouve poursuivi dans l'un des cantons de la Suisse pour un autre crime ou bien a déjà été condamné pour ce crime, l'extradition pourra être ajournée jusqu'au moment où cet individu aura été légalement mis en liberté.

Si l'individu en question est poursuivi et emprisonné dans le pays où il s'est réfugié, pour des engagements contractés envers des particuliers, son extradition pourra néanmoins avoir lieu, mais la partie plaignante conservera le droit de faire valoir ses prétentions devant les autorités compétentes.

Art. 5. L'extradition n'aura pas lieu si, depuis le crime commis ou le commencement des poursuites ou la condamnation,

s'est produite la prescription des poursuites ou de la condamnation d'après les lois de l'État devant accorder l'extradition.

Art. 6. Si l'individu réclamé par l'une des Parties contractantes, d'après le présent traité, est en même temps réclamé par une ou plusieurs Puissances pour d'autres crimes commis sur leurs territoires, la demande la plus ancienne en date sera accordée, soit que les Gouvernements qui ont réclamé cet individu se soient entendus à cause de l'importance du crime commis ou pour d'autres motifs.

Art 7. Un criminel réfugié ne peut être extradé si son acte criminel a un caractère politique ou se trouve mêlé à un acte de cette nature, ou bien encore s'il peut prouver que la demande de son extradition n'a été effectivement faite que dans le but de le poursuivre ou de le punir pour un crime de nature politique.

Art. 8. La personne extradée ne peut être arrêtée, dans l'État où l'extradition a été accordée, pour un autre acte criminel ou à la suite d'autres délits que ceux pour lesquels l'extradition a été accordée. Cette personne ne peut être retenue pour l'instruction d'autres crimes.

Cependant cette stipulation n'est pas applicable aux actes criminels commis après l'extradition accordée.

Art. 9. La demande d'extradition doit toujours se produire par voie diplomatique, en Suisse par l'envoyé anglais au Président du Conseil fédéral, et dans la Grande-Bretagne par le Consul général suisse à Londres, lequel à cet effet est reconnu par Sa Majesté comme le représentant diplomatique de la Suisse, au Secrétaire d'État Ministre des affaires étrangères.

La demande d'extradition doit être accompagnée d'un mandat d'arrêt décerné par l'État demandant l'extradition et accompagnée de preuves qui, d'après les lois locales où l'accusé se trouve, justifieraient son arrestation si l'acte incriminé y avait été commis.

Si la demande d'extradition concerne un individu déjà jugé, le jugement de condamnation doit accompagner la demande. La demande d'extradition ne peut se baser sur des jugements rendus par *contumace*.

Art. 10. Cependant un criminel réfugié peut être arrêté dans les deux pays à la suite d'un mandat d'arrêt lancé par un magistrat de police, juge de paix, ou toute autre autorité compétente, sur telle dénonciation ou plainte et en même temps sur telle preuve ou telle instruction judiciaire que, d'après l'avis du magistrat lançant le mandat d'arrêt, ce mandat d'arrêt serait justifié, si le crime avait été commis dans l'une des parties du territoire

où le magistrat exerce ses fonctions judiciaires. Il est pourtant stipulé que dans un cas pareil l'accusé doit aussi vite que possible être envoyé à Londres pour comparaître devant un magistrat de police. Ces réquisitions peuvent être faites par la poste ou le télégraphe.

L'accusé ne doit d'ailleurs pas être incarcéré si, pendant un laps de temps raisonnable, que le magistrat de police a à fixer, et pour la fixation duquel il faut prendre en considération les circonstances, la demande d'extradition n'a pas été faite d'après les stipulations renfermées dans l'article 9.

Art. 11. L'extradition n'a pas lieu avant l'expiration de quinze jours après l'arrestation, et cela seulement après que les preuves ont été reconnues suffisantes pour justifier, d'après les lois du pays auquel l'extradition est demandée, le renvoi du prisonnier pour l'instruction principale, dans le cas où le crime aurait été commis sur le territoire de cet État ou pour démontrer que le prisonnier est identiquement l'individu condamné par l'État demandant l'extradition.

Art. 12. Les autorités de l'État auquel on demande l'extradition doivent, dans l'examen qui leur incombe d'après les dispositions de l'article précédent, accorder toute force probative aux dépositions sous, foi de serment et aux témoignages qui ont été accueillis dans les procès-verbaux dressés dans l'autre État, ainsi qu'aux copies de ces procès-verbaux, de même qu'aux ordres d'arrestation et jugements prononcés dans l'autre État, en admettant que ces pièces soient signées ou visées par un juge, un magistrat ou autre fonctionnaire de cet État, ou encore par un témoin assermenté ou par le sceau officiel d'un Ministre anglais ou du sceau du chancelier du Conseil fédéral suisse.

Art. 13. Si les preuves suffisantes pour l'extradition n'ont pas été fournies dans l'espace de deux mois à partir du jour de l'arrestation du réfugié, celui-ci sera remis en liberté.

Art. 14. Tous les objets saisis trouvés en possession de la personne à extraditer, au moment de son arrestation, doivent, dans le cas où l'extradition sera accordée, être remis au moment de cette extradition, et cette remise ne doit pas s'étendre seulement aux objets dérobés, mais encore à tout ce qui peut servir à prouver le crime.

Art 15. Les Parties contractantes renoncent à réclamer les frais que l'arrestation, l'entretien et le transport du réfugié jusqu'aux frontières de l'État demandant l'extradition leur causeront; elles consentent au contraire à supporter réciproquement ces frais.

Art. 16. Les dispositions du présent Traité s'étendront aux colonies et possessions étrangères de S. M. la Reine de la Grande-Bretagne.

La proposition d'arrestation et d'extradition d'un criminel réfugié, qui a trouvé un refuge dans ces possessions étrangères, sera faite par le Consul général suisse à Londres, au Secrétaire d'État des affaires étrangères, qui agira d'après les dispositions de ce Traité et d'après les lois existantes.

S. M. la Reine d'Angleterre aura toutefois la latitude de prendre des dispositions particulières, autant que possible conformes aux bases du présent Traité, concernant l'extradition des individus ayant commis un crime nommé dans le présent Traité, mais qui ont trouvé un refuge dans lesdites possessions étrangères et colonies.

Les demandes d'extradition concernant les criminels réfugiés dans une colonie ou possession étrangère de la Grande-Bretagne seront traitées d'après les stipulations du présent Traité.

Art. 17. Le présent Traité entrera en vigueur dix jours après sa promulgation, suivant les lois des deux Parties contractantes. Le Traité peut être dénoncé par l'une des deux Parties contractantes, mais il restera encore en vigueur six mois après la dénonciation.

Le Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Berne dans quatre semaines, et plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention en y appliquant le sceau de leurs armes.

Ainsi fait à Berne le trente et un mars mil huit cent soixante-quatorze.

(L.S.) *Signé* : J. M. KNÜSEL. (L. S.) *Signé* : A. G. G. BONNAR.

Article additionnel

Les soussignés Plénipotentiaires de S. M. la Reine du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et du Conseil fédéral de la Confédération suisse, ont traité dans une conférence de l'objet suivant.

Ils ont dirigé leur attention sur ce fait, que le second paragraphe de l'article 16 du Traité stipulant que la demande d'arrestation d'un réfugié criminel qui s'est rendu dans l'une des colonies ou des possessions étrangères de S. M. la Reine d'Angleterre, doit être adressée par le Consul général suisse à Londres, au Ministre des affaires étrangères, n'est pas d'accord

avec les lois en vigueur en Angleterre ; ils sont tombés d'accord pour déclarer que le second paragraphe du susdit article commençant ainsi :

« La proposition d'arrestation, » et finissant par : « des lois établies » est nul et d'aucun effet, et à sa place il faudra mettre les mots suivants :

« La proposition d'extradition d'une personne réfugiée et criminelle qui a trouvé un refuge dans une colonie ou possession étrangère anglaise doit être adressée au Gouverneur général ou au plus haut fonctionnaire de cette colonie ou possession, par le Consul suisse dans cette colonie ou, à son défaut, par l'agent consulaire d'un autre État chargé des intérêts suisses dans la susdite colonie ou possession.

« Le Gouverneur ou le plus haut fonctionnaire mentionnés plus haut, décideront autant que possible d'après les stipulations du présent traité. Il leur est toutefois loisible d'accorder l'extradition ou d'en référer à leur Gouvernement pour la décision. »

Les autres points de l'article 16 sont maintenus dans le Traité avec la force qui leur est afférente.

Ce protocole sera considéré et observé comme partie intégrante du Traité.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé et scellé.

Ainsi fait en double expédition à Berne, le vingt huitième jour de novembre de l'an du Seigneur mil huit cent quatorze.

*Le Plénipotentiaire
d'Angleterre*

*Le Plénipotentiaire
de la Suisse*

(L. S.) *Signé* : EDWIN CORBETT. (L. S.) *Signé* : B. M. KNÜSEL.

BELGIQUE — CHILI

ARTICLE ADDITIONNEL AU TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 31 AOUT 1858, CONCERNANT LES MARQUES DE FABRIQUE, SIGNÉ A SANTIAGO LE 5 JUIN 1875

S. M. le Roi des Belges et S. Exc. le Président de la République du Chili, ayant jugé utile d'arrêter un article additionnel au Traité d'amitié, de commerce et de navigation

conclu entre la Belgique et le Chili le 31 août 1858 (1) ont, à cet effet, nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Belges, M. *Edouard Sève*, son Consul général au Chili,

Et S. Exc. le Président de la République du Chili, M. *Joseph Alfonso*, son Ministre des affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé ce qui suit :

ARTICLE ADDITIONNEL. Les Hautes Parties contractantes, désirant assurer une protection complète et efficace à l'industrie manufacturière des citoyens des deux États, sont convenues que toute reproduction dans l'un des deux pays des marques de fabrique apposées dans l'autre sur certaines marchandises, pour constater leur origine et leur qualité, sera sévèrement interdite et pourra donner lieu à une action en dommages-intérêts valablement exercée par la partie lésée devant les tribunaux du pays où la contrefaçon aura été constatée.

Les marques de fabrique, dont les citoyens de l'un des deux pays voudraient s'assurer la propriété exclusive dans l'autre, devront être déposées, savoir : les marques appartenant à des citoyens belges, à Santiago, au secrétariat de la Société nationale d'agriculture, et les marques appartenant à des citoyens chiliens, à Bruxelles, au greffe du Tribunal de commerce.

Il est entendu que si une marque de fabrique appartient au domaine public dans le pays d'origine, elle ne pourra être l'objet d'une jouissance exclusive dans l'autre pays.

Cet article additionnel aura la même durée que le Traité du 31 août 1858, auquel il servira de complément.

Les ratifications en seront échangées dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double à Santiago, le 5 juin 1875.

(L. S.) *Signé* : EDOUARD SÈVE. (L. S.) *Signé* : JOSÉ ALFONSO.

(1) Voir page suivante.

BELGIQUE — CHILI

TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION SIGNÉ
A SANTIAGO LE 31 AOUT 1858

S. M. le Roi des Belges, d'une part, et S. Exc. le Président de la République du Chili, d'autre part, désirant de régler, d'étendre et de consolider les relations de commerce entre la Belgique et le Chili, sont convenues d'entrer en négociations pour conclure un Traité propre à atteindre ce but, et ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Belges, le sieur *Ant. Const. Louis Joseph Derote*, chevalier de l'ordre de Léopold, son consul général au Chili ;

Et S. Exc. le Président de la République du Chili, le sieur *D. Joseph Victorin Lastarria*, citoyen de cette République ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura paix perpétuelle et amitié constante entre la Belgique et le Chili et entre les citoyens des deux États, sans exception de personnes ni de lieux.

Art. 2. Il y aura entre la Belgique et le Chili liberté réciproque de commerce, de manière que les Belges au Chili et les Chiliens en Belgique puissent librement et en toute sécurité entrer avec leurs navires et cargaisons, comme les nationaux eux-mêmes, dans tous les lieux, ports et rivières qui sont ou seront ouverts au commerce des autres nations en se soumettant aux lois et règlements auxquels sont soumis les citoyens des nations les plus favorisées. De même, les navires de guerre des deux Puissances, leurs paquebots et les navires expédiés par elles en courriers, pourront entrer, jeter l'ancre, séjourner et se radoubler, dans tous les lieux, ports et rivières dont l'accès est respectivement permis à ceux de la nation la plus favorisée. Ils y seront soumis aux mêmes règles et y jouiront des mêmes avantages.

Art. 3. Les citoyens des deux Parties contractantes pourront, comme les nationaux, voyager ou résider sur les territoires respectifs ; faire, en gros et en détail, le commerce de toute espèce

de marchandise dont le trafic est libre ; louer ou occuper des maisons, des boutiques ou des magasins ; effectuer des transports de marchandise ou d'argent ; recevoir des consignations, tant de l'intérieur que des pays étrangers ; être admis comme cautions en douane après une année de résidence, lorsqu'ils posséderont des biens qui présentent une garantie suffisante ; acheter et vendre en toute liberté en fixant le prix de leurs effets, marchandises et objets quelconques dont le commerce est libre, tant importés que nationaux, qu'ils les vendent à l'intérieur ou qu'ils les destinent à l'exportation. Ils pourront gérer leurs affaires par eux-mêmes ou les confier à qui bon leur semblera, comme fondé de pouvoirs, courtier, facteur, consignataire ou interprète, soit pour le chargement ou l'expédition de leurs navires, soit pour la vente de leurs biens, effets ou marchandises. Ils pourront aussi remplir ces fonctions, s'ils en sont chargés par leurs compatriotes, par des étrangers ou par des nationaux, sans avoir à payer, comme étrangers, aucune contribution ni un surcroît de salaire ou une rétribution plus élevée que celle que payeraient dans les mêmes cas, les nationaux. Dans tous ces actes, les citoyens des deux Parties contractantes jouiront respectivement de la même protection et de la même sécurité dans leurs personnes, leurs biens et l'exercice de leur industrie, que les nationaux eux-mêmes, suivant les lois des deux pays respectivement, et ils ne seront soumis à d'autres charges, impositions ou contributions, en raison de leurs propriétés ou de leurs affaires, que celles auxquelles sont ou seront soumis, sur le territoire, les nationaux eux-mêmes. Mais par cette disposition n'est pas aboli l'impôt différentiel de patente que payent au Chili les négociants étrangers.

Il est entendu également que les avantages de toute nature que les lois des Parties contractantes accordent ou accorderaient aux étrangers immigrants dans leurs territoires ou domaines sont garantis à ceux de leurs citoyens respectifs qui viendraient s'établir comme immigrants dans les territoires destinés aux colonies.

Art. 4. Les citoyens de chacune des Puissances contractantes jouiront sur les territoires de l'autre d'une constante et entière protection dans leurs personnes et leurs propriétés ; il ne seront ni molestés, ni poursuivis, ni inquiétés à cause de leur croyance religieuse ; ils jouiront d'une parfaite et entière liberté de conscience, sans cesser, pour ce motif, d'être protégés dans leurs personnes et leurs propriétés, à l'égal des nationaux. Ils auront un libre et facile accès aux tribunaux de justice, pour la protec-

tion et la défense de leurs droits, en tous degrés de juridiction ; pouvant employer, dans toutes les circonstances, les avocats, avoués ou agents légaux de toute classe, qu'ils jugeront à propos de faire agir, jouissant, à cet égard, des droits et privilèges qui sont accordés aux nationaux. De plus, ils seront exempts de tout service militaire forcé dans l'armée, dans la flotte et dans la garde nationale.

Art. 5. Les citoyens de chacune des Parties contractantes auront le droit, sur les territoires respectifs, de posséder des biens de toute espèce et d'en disposer de la même manière que les nationaux.

Les Belges jouiront, dans tout le territoire de la République du Chili, du droit de recueillir et de transmettre les successions *ab intestat* ou testamentaires à l'égal des Chiliens, selon les lois du pays et sans être assujettis, à raison de leur qualité d'étrangers, à aucun prélèvement ou impôt qui ne serait pas dû par les nationaux.

Réciproquement, les Chiliens jouiront, en Belgique, du droit de recueillir et de transmettre les successions *ab intestat* ou testamentaires à l'égal des Belges, selon les lois du pays, et sans être assujettis, à raison de leur qualité d'étrangers, à aucun prélèvement ou impôt qui ne serait pas dû par les nationaux.

La même réciprocité entre les citoyens des deux pays existera pour les donations entre vifs.

Lors de l'exportation des biens recueillis ou acquis, à quelque titre que ce soit, par des Belges dans la République du Chili ou par des Chiliens en Belgique, il ne sera prélevé sur ces biens aucun droit de détraction ou d'émigration, ni aucun droit quelconque auquel les indigènes ne seraient pas assujettis.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les successions à échoir à l'avenir et à toutes les transactions de biens en général dont l'exportation n'a point encore été effectuée.

Art. 6. Seront considérés comme Belges au Chili, et comme Chiliens en Belgique, tous les navires qui navigueront sous les pavillons respectifs et qui seront porteurs des papiers de bord et des documents exigés par les lois de chacun des deux États, pour la justification de la nationalité des bâtiments de commerce.

Art. 7. Les navires de chacune des deux nations contractantes qui entreront sur lest ou chargés dans les ports de l'autre ou qui en sortiront, soit par mer, soit par rivières ou canaux, quel que soit le lieu de leur départ ou celui de leur destination,

ne seront assujettis, tant à l'entrée qu'à la sortie et au passage, à des droits de tonnage, de port, de fanal de pilotage, de quarantaine ou autres analogues, sous quelque dénomination que ce soit, que ces droits soient exigés au nom du Gouvernement, de quelque fonctionnaire public, d'une commune ou d'un établissement quelconque, s'ils n'étaient également imposés dans les mêmes cas aux bâtiments nationaux.

De même en ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports ou rades, et généralement pour toutes les formalités auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leur équipage et leur chargement, il ne sera accordé aux navires nationaux aucun privilège, aucune faveur qui ne le soit également à ceux de l'autre partie contractante, leur volonté étant que, sous ce rapport, leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 8. Les navires de l'une des Parties contractantes qui, à cause de quelque accident, entreront en relâche forcée dans les ports de l'autre, ne payeront, soit pour le bâtiment, soit pour la cargaison, qu'elle soit déposée à terre ou transbordée, d'autres droits que ceux auxquels seraient soumis les nationaux en pareil cas, pourvu que la nécessité de la relâche soit constatée, que les navires ne fassent aucune opération de commerce et qu'ils ne séjournent pas plus longtemps dans le port que ne l'exige le motif qui a déterminé la relâche.

Art. 9. Les marchandises dont le commerce est libre, quelle que soit leur nature et quelle que soit leur origine ou leur provenance, régulièrement importées dans les ports de l'une des nations contractantes sous le pavillon de l'autre, ne payeront d'autres ni de plus forts droits d'entrée et ne seront sujettes à d'autres charges que si elles étaient importées sous le pavillon national.

De même les marchandises, de quelque nature que ce soit, exportées suivant les lois de l'un des deux États sous le pavillon de l'autre, ne seront soumises à d'autres droits ni à d'autres formalités que si elles étaient exportées sous le pavillon national.

10. Sont exceptés des dispositions de l'article précédent, les produits de la pêche nationale ainsi que le sel brut, dont l'importation est réservée respectivement aux navires de sa nation par chacune des deux Parties contractantes.

Art. 11. Les navires belges au Chili et les navires chiliens en Belgique pourront faire le commerce d'échelle dans les ports autorisés à cet effet, en déchargeant successivement dans plu-

sieurs de ces ports les marchandises venant de l'étranger, ou en embarquant successivement leurs marchandises de retour, sans être obligés de payer dans chaque port d'autres ni de plus forts droits que ceux que doivent ou devront acquitter les navires nationaux dans les mêmes circonstances. Mais cette stipulation ne comprend pas le commerce de cabotage, que chacune des deux Parties contractantes se réserve de régler d'après ses propres lois.

Art. 12. Pendant le temps fixé par les lois respectives des deux États pour l'entreposage des marchandises, en attendant qu'elles soient expédiées en transit ou pour la consommation intérieure ou réexportées, elles ne seront soumises qu'aux mêmes droits et aux mêmes formalités qu'imposent les lois, dans les mêmes cas, aux marchandises étrangères de la nation la plus favorisée.

Dans le commerce de transit, quelles que soient la provenance et la destination des marchandises, il est convenu entre les Parties contractantes d'appliquer sur leurs territoires respectifs le traitement applicable, dans les mêmes circonstances, aux marchandises provenant ou en destination de la nation étrangère la plus favorisée.

Art. 13. Ni l'une ni l'autre des Parties contractantes n'imposera sur les marchandises provenant du sol ou de l'industrie de l'autre Partie des droits d'importation plus élevés que ceux qui sont ou seront imposés sur les mêmes articles provenant du sol ou de l'industrie ou de tout autre pays étranger. Le même principe sera appliqué à l'exportation, et aucune restriction, aucune prohibition d'importation ou d'exportation, n'aura lieu dans le commerce réciproque des deux Parties contractantes, sans qu'elle soit également étendue à tous les autres États étrangers.

Art. 14. Il pourra être établi des consuls généraux, des consuls et des vice-consuls de chacun des deux pays dans l'autre, pour la protection du commerce; mais ces fonctionnaires n'entreront dans l'exercice de leur charge qu'après avoir été admis et autorisés dans la forme ordinaire par le Gouvernement de l'État dans lequel ils auront à exercer leur emploi. Chaque État conservera d'ailleurs le droit de déterminer les résidences où il lui conviendra d'admettre des consuls; bien entendu qu'aucune des deux Parties contractantes n'opposera respectivement à l'autre, sous ce rapport, aucune restriction qui ne soit point étendue à toutes les autres nations.

Les consuls et les autres agents de cette catégorie jouiront,

dès qu'ils auront été admis dans l'État contractant, des privilèges, droits et exemptions dont jouissent, dans les mêmes conditions, les agents de même qualité de la nation la plus favorisée.

Art. 15. Les consuls de Belgique pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit en Belgique, les marins qui auraient déserté des bâtiments belges. A cet effet, ils s'adresseront par écrit, dans le terme d'une année à dater du jour de la désertion, aux autorités locales compétentes et justifieront, par l'exhibition en original, ou en copie dûment certifiée, des registres du bâtiment, ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage. Sur cette demande ainsi justifiée, la remise leur sera accordée. Il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de deux mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu que les marins, citoyens du Chili, seront exemptés de la présente disposition, à moins qu'ils ne soient naturalisés Belges.

Si le déserteur avait commis quelque délit sur le territoire du Chili, son renvoi serait différé jusqu'à ce que le tribunal compétent eût rendu son jugement et que ce jugement eût reçu son exécution.

Les consuls du Chili auront exactement les mêmes droits en Belgique.

Art. 16. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires belges, naufragés ou échoués sur les côtes du Chili, seront dirigées par les consuls de Belgique, et réciproquement les consuls du Chili dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation naufragés ou échoués sur les côtes de Belgique.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu dans les deux pays pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils ne se trouvent pas au nombre des naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Les marchandises sauvées ne seront sujettes à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne se destinent à la consommation intérieure.

Art. 17. Les navires, marchandises et effets appartenant aux citoyens d'un des États contractants, qui auraient été pris par des pirates, et qui se rencontreraient sur les territoires ou dans les ports, rades, rivières ou baies de l'autre État, seront rendus à leurs propriétaires après que ceux-ci auront justifié de leurs droits, en due forme, devant les tribunaux compétents, et qu'ils auront acquité les frais et primes de recouvrement à déterminer par les tribunaux. La réclamation des objets enlevés devra être faite dans le délai d'une année par les parties intéressées ou par leurs fondés de pouvoirs, ou respectivement par les agents du Gouvernement.

Art. 18. Si l'une des Parties contractantes entre en guerre avec un État quelconque, les citoyens de l'autre partie pourront continuer leur commerce et leur navigation avec ce même État, à l'exception toutefois des villes ou ports assiégés ou bloqués par terre ou par mer; bien entendu, que cette liberté de commerce et de navigation ne s'étendra pas aux articles de contrebande de guerre.

Pour être obligatoire, le blocus devra être effectif, c'est-à-dire maintenu par une force suffisante pour empêcher réellement l'accès de l'endroit bloqué.

Prenant en considération l'éloignement des États des Parties contractantes, et l'incertitude qui en résulte sur les divers événements qui peuvent avoir lieu des deux côtés, il est convenu que si un navire arrive à un port bloqué ou assiégé sans avoir connaissance du blocus ou du siège, il ne pourra pas être saisi, et il pourra se diriger avec sa cargaison vers le lieu qui lui paraîtra convenable; à moins que ledit bâtiment ne persiste à entrer dans le port après la notification légale que lui aura faite, en temps opportun, le commandant des forces du blocus.

Si un navire appartenant à une des Parties contractantes se rencontre avant l'établissement du blocus ou du siège, dans un port bloqué ou assiégé par les forces de l'autre partie, il pourra librement sortir avec sa cargaison, et de plus il ne sera point sujet à confiscation, ni troublé aucunement s'il était trouvé dans le port après la prise ou la reddition de la place.

Art. 19. Si l'un des États contractants reste neutre quand l'autre est en guerre avec une tierce puissance, toutes les marchandises couvertes du pavillon de l'État neutre seront réputées neutres, alors même qu'elles appartiendraient aux ennemis de la seconde;

et d'autre part, les marchandises appartenant à l'État neutre ne seront pas saisissables, alors même qu'elles seraient trouvées à bord des navires ennemis de l'autre Partie contractante.

Il est entendu que les articles de contrebande de guerre sont exceptés du bénéfice de cette double disposition.

Art. 20. L'une des Parties étant en guerre avec un pays quelconque, l'autre Partie ne pourra, en aucun cas, autoriser ses nationaux à prendre ou accepter des lettres de marque, dans le but d'agir hostilement contre la première ou d'inquiéter le commerce et les propriétés de ses citoyens.

Art. 21. Dans le même cas et lorsque les vaisseaux de l'État contractant qui serait en guerre auraient à exercer le droit de visite en haute mer sur les bâtiments de l'autre État demeuré neutre, ils le feront en envoyant dans une embarcation deux commissaires chargés d'examiner les papiers relatifs à leur nationalité et à leur cargaison; et les commandants seront responsables dans leur personne et dans leurs biens, de toute vexation et de toute violence qu'ils commettraient ou qu'ils toléreraient à cette occasion.

La visite n'aura pas lieu dans les navires qui voyagent en convoi : dans ce cas, il suffira que le commandant du convoi déclare verbalement et sur sa parole d'honneur que les navires qu'il escorte appartiennent à l'État dont ils arborent le pavillon, ou qu'ils n'ont point à bord de contrebande de guerre, s'ils sont destinés à un port de la nation belligérante.

Art. 22. En règle générale, il est convenu que les citoyens des deux Parties contractantes, leurs navires et leurs marchandises, jouiront réciproquement de toutes les faveurs, franchises et privilèges qui seraient accordés dans chacun des deux États à la nation étrangère la plus favorisée, gratuitement si la concession est gratuite, et avec compensation si elle est conditionnelle.

Néanmoins, il est bien entendu que cette stipulation n'empêchera point le Chili de concéder aux républiques de l'Amérique du sud quelques faveurs spéciales pour leurs produits, en échange de faveurs égales qui seraient accordées aux productions chiliennes.

Art. 23. Le présent Traité sera en vigueur pendant cinq ans, qui commenceront à courir deux mois après l'échange des ratifications. Néanmoins, si un an avant l'expiration de ce terme aucune des deux parties contractantes n'annonce à l'autre, par une déclaration officielle, son intention d'en faire cesser les effets, le Traité restera encore obligatoire pendant une année après les cinq ans, et ainsi de suite, d'année en année, il restera en vigueur

aussi longtemps que la notification préalable n'aura point été faite.

Art. 24. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées dans le terme de dix-huit mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Santiago du Chili, en double original, le 31 du mois d'août de l'an 1858.

(L. S.) *Signé* : DEROTE.

(L. S.) *Signé* : J. V. LASTABRIA.

FRANCE — GRÈCE

CONVENTION CONSULAIRE SIGNÉE A PARIS LE 7 JANVIER 1876

Le Président de la République française et S. M. le Roi des Hellènes, reconnaissant l'utilité de déterminer avec toute la précision désirable les droits, privilèges et attributions des consuls, chanceliers et agents consulaires français et hellènes, réciproquement admis à résider dans les États respectifs, ont résolu de conclure une convention consulaire, et ils ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, M. le duc *Decazes*, député à l'Assemblée nationale, Ministre des affaires étrangères, commandeur de l'ordre national de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre du Sauveur de Grèce, etc. ;

S. M. le Roi des Hellènes, M. *Nicolas P. Delvanni*, chargé d'affaires à Paris, chevalier de l'ordre royal du Sauveur de Grèce, etc. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté d'établir des consuls généraux, des consuls et vice-consuls ou agents consulaires dans les villes du territoire de l'autre partie.

Sur la présentation de leurs provisions, ces agents seront admis et reconnus selon les règles et formalités établies dans le pays où ils devront résider. L'*exequatur* leur sera délivré sans frais.

Aussitôt après leur admission, l'autorité supérieure du lieu de leur résidence donnera les ordres nécessaires pour qu'ils soient protégés dans l'exercice de leurs fonctions et pour qu'ils jouissent des immunités et prérogatives attachées à leurs charge.

Art. 2. Les consuls généraux et consuls pourront, lorsqu'ils y seront autorisés par les lois et règlements de leur pays, nommer des vice-consuls ou agents consulaires dans les villes et ports de leurs arrondissements consulaires respectifs, sauf l'approbation du gouvernement territorial. Ces agents pourront être indistinctement choisis parmi les citoyens des deux pays comme parmi les étrangers, et seront munis d'un brevet délivré par le consul sous les ordres duquel ils devront être placés.

Art. 3. En cas d'empêchement, d'absence ou de décès des consuls généraux et consuls, les élèves consuls, chanceliers ou secrétaires, qui auraient été présentés antérieurement en leurs qualités respectives, seront admis de plein droit à exercer, par intérim, les fonctions consulaires. Les autorités locales devront leur prêter assistance et protection, et leur assurer, pendant leur gestion provisoire, la jouissance de tous les droits et immunités reconnus aux titulaires. Elles devront également donner toutes les facilités désirables aux agents intérimaires que les consuls généraux ou consuls désigneront pour remplacer momentanément les vice-consuls ou agents consulaires absents ou décédés.

Art. 4. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires pourront placer au-dessus de la porte extérieure du consulat ou vice-consulat l'écusson des armes de leur nation, avec cette inscription : Consulat, ou Vice-consulat de.....

Ils pourront également arborer le pavillon de leur pays sur la maison consulaire aux jours de solennités publiques, religieuses ou nationales, ainsi que dans les autres circonstances d'usage.

Il est bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile, mais serviront avant tout à désigner aux matelots et aux nationaux l'habitation consulaire.

Art. 5. Les archives consulaires seront inviolables, et les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte, ni dans aucun cas, visiter ni saisir les papiers qui en feront partie.

Ces papiers devront toujours être complètement séparés des livres ou papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que pourraient exercer les consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs.

Art. 6. Les consuls généraux, consuls, élèves consuls, chanceliers et vice-consuls ou agents consulaires, citoyens de l'État qui les nomme, ne seront pas tenus de comparaître comme témoins devant les tribunaux du pays de leur résidence, si ce n'est toutefois dans les causes criminelles où leur comparution sera jugée indispensable et réclamée par une lettre officielle de l'autorité judiciaire.

Dans tout autre cas, la justice locale se transportera à leur domicile pour recevoir leur témoignage de vive voix ou le leur demandera par écrit, suivant les formes particulières à chacun des deux États.

Art. 7. Les consuls généraux, consuls, élèves consuls, chanceliers et vice-consuls ou agents consulaires, citoyens de l'État qui les nomme, ne pourront pas être forcés de comparaître personnellement en justice lorsqu'ils seront parties intéressées dans des causes civiles, à moins que le tribunal saisi n'ait, par un jugement, déferé le serment ou ordonné la comparution de toutes les parties.

En toute autre matière, ils ne seront tenus de comparaître en personne que sur une invitation expresse et motivée du tribunal saisi.

Art. 8. Les consuls généraux, consuls, élèves consuls, chanceliers et vice-consuls ou agents consulaires, citoyens de l'État qui les nomme, jouiront de l'immunité personnelle : ils ne pourront être arrêtés ni emprisonnés, excepté pour les faits et actes que la législation pénale du pays de leur résidence qualifie de crimes et punit comme tels. S'ils sont négociants, la contrainte par corps ne pourra leur être appliquée que pour faits de commerce.

Art. 9. Les consuls généraux, consuls, élèves consuls, chanceliers, vice-consuls ou agents consulaires, citoyens de l'État qui les nomme, seront exempts des logements militaires et des contributions de guerre, ainsi que des contributions directes, tant personnelles que mobilières ou somptuaires, imposées par l'État ou par les communes ; mais s'ils possèdent des biens immeubles, de même que s'ils font le commerce ou s'ils exercent quelque industrie, ils seront soumis à toutes les taxes, charges et impositions qu'auront à payer les autres habitants du pays, comme propriétaires de biens fonds, commerçants ou industriels.

Art. 10. Les consuls généraux, les consuls ou leurs chanceliers, ainsi que les vice-consuls ou agents consulaires des deux pays, auront le droit de recevoir, soit dans leur chancellerie,

soit au domicile des parties, soit à bord des navires de leur nation, les déclarations que pourront avoir à faire les capitaines, les gens de l'équipage, les passagers, les négociants et tous autres citoyens de leur pays. Ils seront également autorisés à recevoir, comme notaires, les dispositions testamentaires de leurs nationaux.

Lesdits consuls ou agents auront le droit de recevoir tout acte notarié destiné à être exécuté dans leur pays et qui interviendra soit entre leurs nationaux seulement, soit entre un ou plusieurs de leurs nationaux et des personnes du pays de leur résidence. Ils pourront même recevoir les actes dans lesquels des citoyens du pays où ils résident seront seuls parties, lors que ces actes contiendront des conventions relatives à des immeubles situés dans le pays du consul ou agent, ou des procurations concernant des affaires à traiter dans ce pays.

Quant aux actes notariés destinés à être exécutés dans le pays de leur résidence, lesdits consuls ou agents auront le droit de recevoir tous ceux dans lesquels leurs nationaux seront seuls parties; ils pourront recevoir, en outre, ceux qui interviendraient entre un ou plusieurs de leurs nationaux et des citoyens du pays de leur résidence, à moins qu'il ne s'agisse d'actes pour lesquels, d'après la législation du pays, le ministère de juges ou d'officiers publics déterminés serait indispensable.

Lorsque les actes mentionnés dans le paragraphe précédent auront rapport à des biens fonciers, ils ne seront valables qu'autant qu'un notaire ou autre officier public du pays y aura concouru et les aura revêtus de sa signature.

Art. 11. Les actes mentionnés dans l'article précédent auront la même force et valeur que s'ils avaient été passés devant un notaire ou autre officier public compétent de l'un ou de l'autre pays, pourvu qu'ils aient été rédigés dans les formes voulues par les lois de l'État auquel le consul appartient et qu'ils aient été soumis au timbre, à l'enregistrement et à toute formalité en usage dans le pays où l'acte devra recevoir son exécution.

Les expéditions desdits actes, lorsqu'elles auront été légalisées par les consuls ou vice-consuls et scellées du sceau officiel de leur consulat ou vice-consulat, feront foi, tant en justice que hors justice, devant tous les tribunaux, juges et autorités de France et de Grèce, au même titre que les originaux.

Art. 12. En cas de décès d'un citoyen de l'un des deux pays sur le territoire de l'autre pays, l'autorité locale compétente devra immédiatement en avvertir le consul général,

consul ou vice-consul dans la circonscription duquel le décès aura eu lieu, et ces agents devront, de leur côté, s'ils en ont connaissance les premiers, donner le même avis aux autorités locales.

Quelles que soient la qualité et la nationalité des héritiers, qu'ils soient majeurs ou mineurs, absents ou présents, connus ou inconnus, les scellés seront, dans les vingt-quatre heures de l'avis, apposés sur tous les effets mobiliers et les papiers du défunt. L'apposition sera faite, soit d'office, soit à la réquisition des parties intéressées, par le consul, en présence de l'autorité locale ou celle dûment appelée. Cette autorité pourra croiser de ses scellés ceux du consulat, et dès lors les doubles scellés ne pourront plus être levés que d'un commun accord ou par ordre de justice.

Dans le cas où le consul ne procéderait pas à l'apposition des scellés, l'autorité locale devra les apposer, après lui avoir adressé une simple invitation, et s'il les croise des siens, la levée des uns et des autres devra être faite soit d'un commun accord, soit en vertu d'une décision du juge.

Ces avis et invitations seront donnés par écrit, et un récépissé en constatera la remise.

Art. 13. S'il n'a pas été formé d'opposition à la levée des scellés et si tous les héritiers et légataires universels ou à titre universel sont majeurs, présents ou dûment représentés et d'accord sur leurs droits et qualités, le consul lèvera les scellés sur la demande des intéressés, dressera, soit qu'il y ait ou non un exécuteur testamentaire nommé par le défunt, un état sommaire des biens, effets et papiers qui se trouveraient sous les scellés, et délaissera ensuite le tout aux parties, qui se pourvoieront comme elles l'entendront pour le règlement de leurs intérêts respectifs.

Dans tous les cas où les conditions énumérées au commencement du paragraphe précédent ne se trouveront pas réunies, et quelle que soit la nationalité des héritiers, le consul, après avoir réclamé par écrit la présence de l'autorité locale et prévenu l'exécuteur testamentaire ainsi que les intéressés ou leurs représentants, procédera à la levée des scellés et à l'inventaire descriptif de tous les biens, effets et papiers placés sous les scellés. Le magistrat local devra, à la fin de chaque séance, apposer sa signature au procès-verbal.

Art. 14. Si parmi les héritiers et légataires universels ou à titre universel il s'en trouve dont l'existence soit incertaine ou le domicile inconnu, qui ne soient pas présents ni dûment repré-

sentés, qui soient mineurs ou incapables, ou si, étant tous majeurs et présents, ils ne sont pas d'accord sur leurs droits et qualités, le consul, après que l'inventaire aura été dressé, sera, comme séquestre des biens de toute nature laissé par le défunt, chargé de plein droit d'administrer et de liquider la succession.

En conséquence, il pourra procéder, en suivant les formes prescrites par les lois et usages du pays, à la vente des meubles et objets mobiliers susceptibles de déperir ou dispendieux à conserver, recevoir les créances qui seraient exigibles ou viendraient à échoir, les intérêts des créances, les loyers et les fermages échus, faire tous les actes conservatoires des droits et des biens de la succession, employer les fonds trouvés au domicile du défunt ou recouvrés depuis le décès, à l'acquittement des charges urgentes et des dettes de la succession, faire, en un mot, tout ce qui sera nécessaire pour rendre l'actif net et liquide.

Le consul fera annoncer la mort du défunt dans une des feuilles publiques de son arrondissement, et il ne pourra faire la délivrance de la succession ou de son produit qu'après l'acquittement des dettes contractées dans le pays par le défunt, ou qu'autant que, dans l'année qui suivra le décès, aucune réclamation ne se sera produite contre la succession.

En cas d'existence d'un exécuteur testamentaire, le consul pourra, si l'actif est suffisant, lui remettre les sommes nécessaires pour l'acquittement des legs particuliers. L'exécuteur testamentaire restera d'ailleurs chargé de tout ce qui concernera la validité et l'exécution du testament.

Art. 15. Les pouvoirs conférés aux consuls par l'article précédent ne feront point obstacle à ce que les intéressés de l'une ou de l'autre nation, ou leurs tuteurs et représentants, poursuivent devant l'autorité compétente l'accomplissement de toutes les formalités voulues par les lois pour arriver à la liquidation définitive des droits des héritiers et légataires et au partage final de la succession entre eux, et plus particulièrement à la vente ou à la licitation des immeubles situés dans le pays où le décès a eu lieu. Le consul devra, le cas échéant, organiser sans retard, la tutelle de ceux de ses nationaux qui seraient incapables, afin que le tuteur puisse les représenter en justice.

Toute contestation soulevée, soit par des tiers, soit par des créanciers du pays ou d'une Puissance tierce, toute procédure de distribution et d'ordre que les oppositions ou les inscriptions hypothécaires rendraient nécessaires, seront également soumises aux tribunaux locaux.

Le consul devra toutefois être appelé en cause, soit comme représentant ses nationaux absents, soit comme assistant le tuteur ou le curateur de ceux qui sont incapables. Il pourra se faire représenter par un délégué choisi parmi les personnes que la législation du pays autorise à remplir des mandats de cette nature.

Il est bien entendu que les consuls généraux, consuls et vice-consul, étant considérés comme fondés de pouvoirs de leurs nationaux, ne pourront jamais être mis en cause personnellement à l'occasion d'une affaire concernant la succession.

Art. 16. Lorsqu'un Français en Grèce ou un Hellène en France sera décédé sur un point où il ne se trouverait pas d'agent consulaire de sa nation, l'autorité territoriale compétente procédera, conformément à la législation du pays, à l'inventaire des effets et à la liquidation des biens qu'il aura laissés, et sera tenue de rendre compte, dans le plus bref délai, du résultat de ses opérations au consulat appelé à en connaître.

Mais dès que l'agent consulaire se présentera personnellement ou enverra un délégué sur les lieux, l'autorité locale qui sera intervenue devra se conformer à ce que prescrivent les articles 12, 13, 14 et 15 de la présente Convention.

Art. 17. Dans le cas où un citoyen de l'un des deux pays viendrait à décéder sur le territoire de ce pays, et où ses héritiers et légataires universels ou à titre universel seraient tous citoyens de l'autre pays, le consul de la nation à laquelle appartiendront les héritiers ou légataires pourra, si un ou plusieurs d'entre eux sont absents, inconnus ou incapables, ou si, étant présents et majeurs, ils ne sont pas d'accord, faire tous les actes conservatoires d'administration et de liquidation énumérés dans les articles 12, 13, 14 et 15 de la présente Convention. Il n'en devra résulter, toutefois, aucune atteinte aux droits et à la compétence des autorités judiciaires, pour ce qui concerne l'accomplissement des formalités légales prescrites en matière de partage et la décision de toutes les contestations qui pourraient s'élever soit entre les héritiers seulement, soit entre les héritiers et des tiers.

Art. 18. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires des deux États connaîtront exclusivement des actes d'inventaire et des autres opérations effectués pour la conservation des biens et objets de toute nature laissés par les gens de mer et les passagers de leur nation, qui décéderaient dans le port d'arrivée, soit à terre, soit à bord d'un navire de leur pays.

Art. 19. Les dispositions de la présente Convention s'appli-

queront également aux successions des citoyens de l'un des deux États qui, étant décédés lors du territoire de l'autre État, y auraient laissé des biens mobiliers ou immobiliers.

Art. 20. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires respectifs pourront aller personnellement ou envoyer des délégués à bord des navires de leur pays après leur admission à la libre pratique, interroger le capitaine et l'équipage, examiner les papiers du bord, recevoir les déclarations sur le voyage, la destination du bâtiment et les incidents de la traversée, dresser les manifestes et faciliter l'expédition du navire.

Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et administratif ne pourront, en aucun cas, opérer à bord ni recherches ni visites autres que les visites ordinaires de la douane et de la santé, sans prévenir auparavant ou, en cas d'urgence, au moment même de la perquisition, le consul ou vice-consul de la nation à laquelle le bâtiment appartiendra.

Ils devront également donner, en temps opportun, au consul ou vice-consul les avis nécessaires pour qu'il puisse assister aux déclarations que le capitaine et l'équipage auraient à faire devant les tribunaux ou les administrations du pays. La citation qui sera adressée à cet effet au consul ou vice-consul indiquera une heure précise, et s'il ne s'y rend pas en personne ou ne s'y fait pas représenter par un délégué, il sera procédé en son absence.

Art. 21. En tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et le déchargement des navires et la sûreté des marchandises, on observera les lois, ordonnances et règlements du pays ; mais les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires seront chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires marchands de leur nation ; ils régleront eux-mêmes les contestations de toute nature qui surviendraient entre le capitaine, les officiers du navire et les matelots, et spécialement celles relatives à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproquement contractés.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus à bord des navires seront de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public à terre ou dans le port, ou quand une personne du pays ou ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouvera mêlée.

Dans tous les autres cas, les autorités locales se borneront à prêter leur appui aux consuls et vice-consuls ou agents consulaires pour faire arrêter et conduire en prison tout individu,

inscrit sur le rôle de l'équipage, contre lequel ils jugeraient convenable de requérir cette mesure.

Art. 22. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leur pays, les marins et toute autre personne faisant, à quelque titre que ce soit, partie des équipages des navires de leur nation, qui auraient déserté.

A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes et justifier, au moyen de la présentation des registres du bâtiment ou du rôle de l'équipage, ou, si le navire était parti, en produisant une copie authentique de ces documents, que les personnes réclamées faisaient partie de l'équipage. Sur cette demande, ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée.

On donnera, en outre, auxdits agents consulaires tous secours et toute assistance pour la recherche et l'arrestation des déserteurs, qui seront conduits dans les prisons du pays et y seront détenus, sur la demande écrite et aux frais de l'autorité consulaire, jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les rapatrier. Si toutefois cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation, ou si les frais de leur détention n'étaient pas régulièrement acquittés, lesdits déserteurs seraient remis en liberté, sans qu'ils pussent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Si le déserteur avait commis quelque délit à terre, l'autorité locale pourrait surseoir à sa remise jusqu'à ce que la sentence du tribunal eût été rendue et eût reçu son exécution.

Les marins ou autres individus de l'équipage, citoyens du pays dans lequel s'effectuera la désertion, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. 23. Toutes les fois qu'entre les propriétaires, armateurs et assureurs, il n'aura pas été fait de conventions spéciales pour le règlement des avaries qu'auraient éprouvées en mer les navires ou les marchandises, ce règlement appartiendra aux consuls respectifs, qui en connaîtront exclusivement, si ces avaries n'intéressent que des individus de leur nation. Si d'autres habitants du pays où réside le consul s'y trouvent intéressés, celui-ci désignera, dans tous les cas, les experts qui devront connaître du règlement d'avaries. Ce règlement se fera à l'amiable, sous la direction du consul, si les intéressés y consentent, et dans le cas contraire il sera fait par l'autorité locale compétente.

Art. 24. Lorsqu'un navire appartenant au Gouvernement ou à des citoyens de l'un des deux pays fera naufrage ou échouera sur le littoral de l'autre pays, les autorités locales devront en avertir sans retard le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire dans la circonscription duquel le sinistre aura eu lieu.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires de l'un des deux États qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de l'autre État seront dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs. L'intervention des autorités locales n'aura lieu que pour assister les agents consulaires, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls généraux, consuls, vice-consuls, agents consulaires ou de leurs délégués, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et la conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas ne donnera lieu à la perception de frais d'aucune espèce, sauf, toutefois, ceux que nécessiteront les opérations du sauvetage ainsi que la conservation des objets sauvés et ceux auxquels seraient soumis, en pareil cas, les navires nationaux.

En cas de doute sur la nationalité des navires naufragés, les dispositions mentionnées dans le présent article seront de la compétence exclusive de l'autorité locale.

Les marchandises et effets sauvés ne seront sujets au paiement d'aucun droit de douane, à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure.

Art. 25. Il est en outre convenu que les consuls généraux, consuls, élèves consuls, chanceliers et vice-consuls ou agents consulaires de chacun des deux pays, jouiront dans l'autre pays de tous les privilèges, immunités et prérogatives qui sont et qui seront accordés aux agents de la même classe de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que si ces privilèges et immunités sont accordés sous des conditions spéciales, ces conditions devront être remplies par les Gouvernements respectifs ou par leurs agents.

Art. 26. La présente Convention aura une durée fixe de dix années, à compter du jour de l'échange des ratifications. Si, un

an avant l'expiration de ce terme, aucune des deux Hautes Parties contractantes n'annonce, par une déclaration officielle, son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurera obligatoire encore une année, et ainsi de suite, jusqu'à ce que douze mois se soient écoulés à partir de sa dénonciation.

Art. 27. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées, à Paris, dans le délai de six mois ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 7 janvier 1876.

(L. S.) *Signé* : DECAZES.

(L. S.) *Signé* : N. P. DELYANNI.

GRANDE-BRETAGNE — ITALIE

DÉCLARATION PROLONGEANT LA DURÉE DU TRAITÉ DE COMMERCE
ET DE NAVIGATION DU 6 AOÛT 1863 JUSQU'AU 30 AVRIL 1877,
SIGNÉE A ROME LE 22 MAI 1876

Le Traité de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et l'Italie, du 6 août 1863 (1), devant cesser d'être en vigueur le 26 juin 1876 à la suite de la dénonciation faite par l'Italie, et les deux Gouvernements ayant reconnu l'utilité d'en prolonger la durée, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de déclarer ce qui suit :

Le Traité de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et l'Italie du 6 août 1863 continuera à rester en vigueur jusqu'au 30 avril 1877.

En foi de quoi ils ont signé la présente déclaration, faite en double exemplaire et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Rome, le 22 mai 1876.

(L. S.) *Signé* : MELEGARI.

(L. S.) *Signé* : A. B. PAGET.

(1) Voir *Archives Dipl.* 1876-1877, t. III, p. 340.

GRANDE-BRETAGNE

DÉCLARATION D'ADHÉSION A L'UNION GÉNÉRALE DES POSTES POUR
LES INDES BRITANNIQUES, SIGNÉE A BERNE LE 1^{er} JUILLET 1876

Un arrangement concernant l'entrée de l'Inde britannique dans l'Union générale des Postes ayant été conclu à Berne le 27 janvier, 1876 (1), entre les délégués du Gouvernement britannique et les délégués des administrations intéressées faisant partie de l'Union postale, et aucune objection contre cet arrangement, à la suite de la communication qui en a été faite à tous les membres de l'Union par circulaire du 29 janvier 1876, n'ayant été présentée dans le délai de six semaines, prescrit par l'article XVII, paragraphe 6, du Traité de Berne du 9 octobre 1874. (2)

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, constatent par le présent acte diplomatique l'adhésion définitive du Gouvernement britannique pour l'Inde britannique aux stipulations du Traité concernant la création d'une Union générale des postes, conclue à Berne le 9 octobre 1874, ainsi qu'aux dispositions du règlement de détail pour l'exécution dudit Traité.

Fait à Berne le 1^{er} juillet 1876.

Pour le Gouvernement du
Royaume uni de Grande-
Bretagne et d'Irlande et pour
le Gouvernement de l'Inde
Britannique,

Le Ministre Résident de
Sa Majesté Britannique
près la Confédération
suisse,

(L. S.) Signé : EDWIN CORBETT.

Pour le Conseil fédéral suisse,
au nom des Membres de
l'Union,

Le Président de la Confé-
dération,

(L. S.) Signé : WELTI.

(1) Voir *Archives Dipl.* 1876-1877, t. III, p. 155.

(2) Voir *Archives Dipl.* 1876-1877, t. III, p. 155.

FRANCE — GRANDE-BRETAGNE

TRAITÉ D'EXTRADITION SIGNÉ A PARIS LE 14 AOUT 1876

Le Président de la République française et S. M. la Reine du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ayant reconnu l'insuffisance des dispositions de la Convention conclue le 13 février 1843 (1) entre la France et la Grande-Bretagne pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont résolu d'un commun accord de la remplacer par une autre Convention plus complète et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires respectifs :

Le Président de la République française, M. le duc Decazes, membre de la Chambre des députés, Ministre des affaires étrangères, grand officier de l'ordre national de la Légion d'honneur, etc., etc ;

Et S. M. la Reine du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très honorable *Richard Bickerton Pemell*, lord *Lyons*, pair du Royaume-Uni chevalier, grand-croix du très honorable ordre du Bain, membre du très honorable conseil privé de Sa Majesté Britannique, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le Gouvernement de la République française, etc., etc.,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les Hautes Parties contractantes s'engagent chacune à se livrer réciproquement les individus poursuivis ou condamnés pour un crime commis sur le territoire de l'autre dans les circonstances et sous les conditions prévues par le présent Traité.

Art. 2. Les nationaux respectifs, soit d'origine, soit par l'effet de la naturalisation, sont exceptés de l'extradition ; toutefois, s'il s'agit d'une personne qui, depuis le crime ou le délit dont elle est accusée ou pour lequel elle a été condamnée, aurait obtenu la naturalisation dans le pays requis, cette circonstance n'empêchera pas la recherche, l'arrestation et l'extradition de cette personne, conformément aux stipulations du présent Traité.

(1) Voir *Archives* 1866, t. 1, p. 178.

Art. 3. Les crimes et délits pour lesquels il y aura lieu à extradition sont les suivants :

1° Contrefaçon ou altération de monnaies contrefaites ou altérées.

2° Faux ou usage de pièces fausses ; contrefaçon des sceaux de l'État, poinçons, timbres et marques publics, ou usage desdits sceaux, poinçons, timbres et marques publics contrefaits.

3° Meurtre (assassinat, parricide, infanticide, empoisonnement) ou tentative de meurtre.

4° Coups et blessures volontaires ayant occasionné la mort, sans intention de la donner ; homicide par imprudence, négligence, maladresse, inobservation des règlements.

5° Meurtre.

6° Viol.

7° Attentat à la pudeur avec violence ; attentat à la pudeur, même sans violence, sur la personne d'une fille âgée de moins de douze ans.

8° Vol, abandon, exposition ou séquestration illégale d'un enfant.

9° Enlèvement d'un mineur au-dessous de quatorze ans ou d'une fille au-dessous de seize ans.

10° Séquestration ou détention illégale.

11° Bigamie.

12° Actes de violence ou sévices ayant causé des blessures graves.

13° Violences contre les magistrats et officiers publics dans l'exercice de leurs fonctions.

14° Menaces écrites ou verbales faites en vue d'extorquer de l'argent ou des valeurs.

15° Faux témoignage, subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes.

16° Incendie volontaire.

17° Vols avec violence, effraction, escalade ou au moyen de fausses clefs.

18° Abus de confiance ou détournement par un banquier, commissionnaire, administrateur, tuteur, curateur, liquidateur, syndic, officier ministériel, directeur, membre ou employé d'une société, ou par toute autre personne.

19° Escroquerie ou recel frauduleux d'argent, valeurs ou objets mobiliers provenant d'une escroquerie. Publications faites de mauvaise foi, comptes rendus écrits ou imprimés mensongers faits dans le but de tromper les actionnaires d'une société, de

provoquer des souscriptions, ou de déterminer des tiers à prêter de l'argent à la société.

20° Détournement frauduleux, vol ou recel frauduleux de tout objet, argent ou valeur provenant de vol ou de détournement.

21° Banqueroute frauduleuse.

22° Tout acte commis avec intention de mettre en danger la vie de personnes se trouvant dans un train de chemin de fer.

23° Destruction ou dégradation de toute propriété mobilière ou immobilière punie de peines criminelles ou correctionnelles.

24° Crimes commis en mer :

a) Tout acte de déprédation ou de violence commis par l'équipage d'un navire français ou britannique contre un autre navire français ou britannique, ou par l'équipage d'un navire étranger non pourvu de commission régulière contre des navires français ou britanniques, leurs équipages ou leurs chargements.

b) Le fait, par tout individu faisant ou non partie d'un bâtiment de mer, de le livrer aux pirates.

c) Le fait, pour tout individu faisant partie ou non de l'équipage d'un navire ou bâtiment de mer, de s'emparer dudit bâtiment par fraude ou violence.

d) Destruction, submersion, échouement ou perte d'un navire dans une intention coupable.

e) Révolte par deux ou plusieurs personnes à bord d'un navire en mer contre l'autorité du capitaine ou du patron.

25° Traite des esclaves telle qu'elle est définie et punie par les lois des deux pays.

Est comprise dans les qualifications des actes donnant lieu à extradition, la complicité des faits ci-dessus mentionnés lorsqu'elle est punie par la législation des deux pays.

Art. 4. Le présent Traité s'applique aux crimes et délits antérieurs à sa signature; mais la personne qui aura été livrée ne sera poursuivie pour aucun délit commis dans l'autre pays avant l'extradition, autre que celui pour lequel sa remise a été accordée.

Art. 5. Aucune personne accusée ou condamnée ne sera livrée si le délit pour lequel l'extradition est demandée est considéré par la partie requise comme un délit politique ou un fait connexe à un semblable délit, ou si la personne prouve, à la satisfaction du magistrat de police ou de la cour devant laquelle elle est amenée par l'*habeas corpus*, ou du Secrétaire d'État, que la demande d'extradition a été faite en réalité dans le but de la poursuivre ou de la punir pour un délit d'un caractère politique.

Art. 6. De la part du Gouvernement français l'extradition aura lieu ainsi qu'il suit en France :

L'ambassadeur, ou autre agent diplomatique de S. M. Britannique en France enverra au Ministre des affaires étrangères, à l'appui de chaque demande d'extradition, l'expédition authentique et dûment légalisée, soit d'un certificat de condamnation, soit d'un mandat d'arrêt contre une personne inculpée ou accusée faisant clairement connaître la nature du crime ou du délit à raison duquel le fugitif est poursuivi. Le document judiciaire ainsi produit sera accompagné du signalement et des autres renseignements pouvant servir à constater l'identité de l'individu réclamé.

Ces documents seront communiqués par le Ministre des affaires étrangères au Garde des sceaux, Ministre de la justice, qui, après examen de la demande et des pièces à l'appui, en fera un rapport au Président de la République ; et, s'il y a lieu, un décret présidentiel accordera l'extradition de l'individu réclamé et ordonnera qu'il soit arrêté et livré aux autorités britanniques.

En conséquence de ce décret, le Ministre de l'intérieur donnera des ordres pour que l'individu poursuivi soit recherché et, en cas d'arrestation, conduit jusqu'à la frontière de France pour être livré à la personne chargée de le recevoir de la part du Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

S'il arrivait que les documents produits par le Gouvernement britannique pour constater l'identité, et les renseignements recueillis par les agents de la police française pour le même objet, fussent reconnus insuffisants, avis en serait donné immédiatement à l'Ambassadeur ou autre agent diplomatique de Sa Majesté Britannique en France, et l'individu poursuivi, s'il a été arrêté, continuerait à être détenu en attendant que le Gouvernement britannique ait pu produire de nouveaux éléments de preuve pour constater l'identité ou éclaircir d'autres difficultés d'examen.

Art. 7. Dans les États de S. M. Britannique autres que les colonies ou possessions étrangères, il sera procédé ainsi qu'il suit :

a) S'il s'agit d'une personne accusée, la demande sera adressée au premier Secrétaire d'État de S. M. Britannique pour les affaires étrangères, par l'ambassadeur ou autre agent diplomatique du Président de la République française. A cette demande seront joints un mandat d'arrêt ou autre document judiciaire équivalent, délivré par un juge ou magistrat dûment autorisé à prendre connaissance des actes imputés à l'inculpé en

France, ainsi que les dépositions authentiques ou les déclarations faites sous serment devant ce juge ou magistrat, énonçant clairement lesdits actes et contenant, outre le signalement de la personne réclamée, toutes les particularités qui pourraient servir à établir son identité. Ledit Secrétaire d'État transmettra ces documents au premier Secrétaire d'État de S. M. Britannique pour le département des affaires intérieures, qui, par un ordre de sa main et muni de son sceau, signifiera à un magistrat de police de Londres que la demande d'extradition a été faite et le requerra, s'il y a lieu, de délivrer un mandat pour l'arrestation du fugitif.

A la réception de cet ordre et sur la production de telle preuve qui, dans son opinion justifierait l'émission du mandat, si le fait avait été commis dans le Royaume-Uni, le magistrat délivrera le mandat requis.

Lorsque le fugitif aura été arrêté, on l'amènera devant le magistrat de police de qui sera émané le mandat, ou devant un autre magistrat de police de Londres. Si la preuve produite est de nature à justifier, selon la loi anglaise, la mise en jugement du prisonnier, dans le cas où le fait dont il est accusé aurait été commis en Angleterre, le magistrat de police l'enverra en prison pour attendre le mandat du Secrétaire d'État nécessaire à l'extradition, et il adressera immédiatement à ce dernier une attestation de l'emprisonnement, avec un rapport sur l'affaire.

Après l'expiration d'un certain temps, qui ne pourra jamais être moindre de quinze jours depuis l'emprisonnement de l'accusé, le Secrétaire d'État, par un ordre de sa main et muni de son sceau, ordonnera que le fugitif soit livré à telle personne qui sera dûment autorisée à le recevoir au nom du Président de la République française.

b) S'il s'agit d'une personne condamnée, la marche de la procédure sera la même que dans le cas d'une personne accusée, sauf que le mandat à transmettre par l'Ambassadeur ou autre agent diplomatique français à l'appui de la demande d'extradition énoncera clairement le fait pour lequel la personne réclamée aura été condamnée, et mentionnera le lieu et la date du jugement. La preuve à produire devant le magistrat de police sera telle que, d'après la loi anglaise, elle établirait que le prisonnier a été condamné pour l'infraction dont on l'accuse.

c) Les condamnés par jugement par défaut ou arrêt de contumace sont, au point de vue de la demande d'extradition, réputés accusés et livrés comme tels.

d) Après que le magistrat de police aura envoyé en prison la

personne accusée ou condamnée pour attendre l'ordre d'extradition du Secrétaire d'État, cette personne aura le droit de réclamer une ordonnance d'*habeas corpus* ; l'extradition devra alors être différée jusqu'après la décision de la cour sur le renvoi de l'ordonnance, et elle ne pourra avoir lieu que si la décision est contraire au demandeur.

Dans ce dernier cas, la cour pourra immédiatement ordonner la remise de celui-ci à la personne autorisée à le recevoir, sans qu'il soit besoin d'attendre l'ordre d'extradition du Secrétaire d'État, ou bien l'envoyer en prison pour attendre cet ordre.

Art. 8. Les mandats, les dépositions, les déclarations sous serment, délivrés ou recueillis dans les États de l'une des Hautes Parties contractantes, les copies de ces pièces ainsi que les certificats ou les documents judiciaires établissant le fait de la condamnation, seront reçus comme preuves dans la procédure des États de l'autre partie, s'ils sont revêtus de la signature ou accompagnés de l'attestation d'un juge, d'un magistrat ou d'un fonctionnaire du pays où ils ont été délivrés ou recueillis, pourvu que ces mandats, dépositions, déclarations, copies, certificats et documents judiciaires, soient rendus authentiques par le serment d'un témoin ou par le sceau officiel du Ministre de la justice ou d'un autre Ministre d'État.

Art. 9. Le fugitif pourra être arrêté sur mandat délivré par tout magistrat de police, juge de paix ou autre autorité compétente dans chaque pays, à la suite d'un avis d'une plainte, d'une preuve ou de tout autre acte de procédure qui, dans l'opinion de celui qui aura délivré le mandat, justifierait ce mandat, si le crime avait été commis ou la personne condamnée dans la partie des États des deux contractants où ce magistrat exerce sa juridiction ; pourvu cependant, s'il s'agit du Royaume-Uni, que l'accusé soit, dans un pareil cas, envoyé aussi promptement que possible devant un magistrat de police de Londres. Il sera relâché, tant dans le Royaume-Uni qu'en France, si, dans les quatorze jours, une demande d'extradition n'a pas été faite par l'agent diplomatique de son pays, suivant le mode indiqué par les articles 2 et 4 de ce Traité.

La même règle s'appliquera aux cas de personnes accusées ou condamnées du chef de l'un des faits spécifiés dans ce Traité et commis en pleine mer, à bord d'un navire de l'un des deux pays et qui viendrait dans un port de l'autre.

Art. 10. Si le fugitif qui a été arrêté n'a pas été livré et emmené dans les deux mois après son arrestation, ou dans les deux mois après la décision de la cour sur le renvoi d'une ordonnance

d'*habeas corpus* dans le Royaume-Uni, il sera mis en liberté, à moins qu'il n'y ait d'autre motif de le retenir en prison.

Art. 11. Il ne sera pas donné suite à la demande d'extradition si l'individu réclamé a été jugé pour le même fait dans le pays requis, ou si, depuis les faits imputés, les poursuites ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois de ce même pays.

Art. 12. Si l'individu réclamé par l'une des Hautes Parties contractantes, en exécution du présent Traité, est aussi réclamé par une ou plusieurs autres Puissances, du chef d'autres infractions commises sur leurs territoires respectifs, son extradition sera accordée à l'État dont la demande est la plus ancienne en date ; à moins qu'il n'existe, entre les Gouvernements qui l'ont réclamée, un arrangement qui déciderait de la préférence, soit à raison de la gravité des crimes commis, soit pour tout autre motif.

Art. 13. Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné pour un crime ou un délit commis dans le pays où il s'est réfugié, son extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait été mis en liberté conformément à la loi.

Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays, à raison d'obligations par lui contractées envers les particuliers, son extradition n'en aura pas moins lieu.

Art. 14. Tout objet trouvé en la possession de l'individu réclamé au moment de son arrestation sera, si l'autorité compétente en a ainsi ordonné, saisi pour être livré avec sa personne lorsque l'extradition aura lieu. Cette remise ne sera pas limitée aux objets acquis par vol ou banqueroute frauduleuse ; elle s'étendra à toutes choses qui pourraient servir de pièce de conviction et s'effectuera même si l'extradition, après avoir été accordée, ne peut s'accomplir par suite de l'évasion ou de la mort de l'individu réclamé.

Sont toutefois réservés les droits des tiers sur les objets susmentionnés.

Art. 15. Chacune des Hautes Parties contractantes supportera les frais occasionnés par l'arrestation sur son territoire, la détention et le transport à la frontière des personnes qu'elle aura consenti à extraditer en exécution du présent Traité.

Art 16. Dans les colonies et autres possessions étrangères des deux Hautes Parties contractantes il sera procédé de la manière suivante :

La demande d'extradition du malfaiteur qui s'est réfugié dans une colonie ou possession étrangère de l'une des Parties sera faite au Gouverneur ou Fonctionnaire principal de cette colonie

ou possession, par le principal agent consulaire de l'autre dans cette colonie ou possession, ou, si le fugitif s'est échappé d'une colonie ou possession étrangère, de la partie au nom de laquelle l'extradition est demandée, par le Gouverneur ou le fonctionnaire principal de cette colonie ou possession.

Ces demandes seront faites ou accueillies, en suivant toujours aussi exactement que possible les stipulations de ce traité, par les gouverneurs ou premiers fonctionnaires, qui, cependant, auront la faculté ou d'accorder l'extradition ou d'en référer à leur Gouvernement.

Les stipulations qui précèdent ne modifient en rien les arrangements établis dans les possessions des Indes orientales des deux États par l'article 9 du traité du 7 mars 1815.

Art. 17. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris, aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des pays respectifs.

Chacune des Parties contractantes pourra, en tout temps, mettre fin au Traité, en donnant à l'autre, six mois à l'avance, avis de son intention.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé ce même traité et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le 14 août 1876.

(L. S.) *Signé* : DEGAZES.

(L. S.) *Signé* : LYONS.

FRANCE — PÉROU

DÉCLARATION MODIFIANT LES ARTICLES 2 ET 8 DE LA CONVENTION POSTALE DU 29 SEPTEMBRE 1874, SIGNÉE A PARIS LE 26 MARS 1877.

Les soussignés, Plénipotentiaires du Président de la République française et du Président de la République du Pérou, sont convenus d'apporter les modifications suivantes aux articles 2 et 8 de la Convention de poste signée le 29 septembre 1874 (1).

« Les taxes à percevoir sur les lettres, les échantillons de marchandises et les imprimés échangés entre les habitants de la

(1) Voir *Archives Dipl.* 1876-1877 tome III p. 37.

France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants du Pérou, d'autre part, seront établies, savoir :

« Pour chaque lettre, à raison d'un port simple, par 15 grammes ou fraction de 15 grammes ;

« Et pour chaque paquet d'imprimés ou d'échantillons de marchandises, à raison d'un port simple, par 50 grammes ou fraction de 50 grammes. »

Les dispositions arrêtées par la présente déclaration auront la même force et valeur que si elles étaient insérées, mot à mot, dans la Convention dont les ratifications ont été échangées à la date de ce jour.

En foi de quoi les soussignés ont dressé la présente déclaration, qu'ils ont revêtue du sceau de leurs armes.

Fait à Paris, en double original, le 26 mars 1877.

(L. S.) *Signé* : DECAZES.

(L. S.) *Signé* : DE LA RIVA AGUERO.

GRANDE-BRETAGNE — DANEMARK

DÉCLARATION CONCERNANT L'AVOIR DES MARINS DÉCÉDÉS DES DEUX NATIONS, SIGNÉE A LONDRES LE 11 AVRIL 1877

Le Gouvernement de S. M. la Reine du Royaume uni de Grande Bretagne et d'Irlande et S. M. le Roi de Danemark, désireux de prendre des arrangements au sujet des effets des marins décédés des deux pays dans certains cas, les soussignés dûment autorisés à cet effet sont convenus des points suivants :

Art. 1^{er}. Si un marin anglais meurt à bord d'un bâtiment danois ou pendant qu'il sert à bord d'un navire danois sur le territoire anglais ; ou si, d'un autre côté, un marin danois meurt à bord d'un vaisseau anglais ou pendant qu'il sert à bord d'un navire anglais dans les eaux anglaises, le Gouvernement du Danemark et le Gouvernement anglais pourvoiront respectivement, autant que possible, à la protection, sans perte et dépréciation, à tous les effets appartenant à ce marin.

Dans le cas où un marin anglais vient à mourir comme il est dit ci-dessus, le Gouvernement danois délivrera ces effets, dans le cas où leur valeur ne dépasse pas 50 livres sterling, au consul anglais du port où le décès a eu lieu, ou, si le décès n'a pas eu lieu dans un port danois, mais sur le territoire danois, au consul

anglais le plus rapproché du lieu où le décès est arrivé ou à l'endroit où se trouvent les effets, ou si ce décès arrive en pleine mer, à bord d'un navire danois, au premier consul anglais résidant dans le premier port où arrivera le navire danois après le décès.

Dans le cas où un marin danois vient à mourir comme il a été dit ci-dessus, ses effets, si leur valeur n'excède pas 50 livres sterling, devront, suivant les prévisions de l'article 2, être délivrés par le Gouvernement anglais aussitôt que possible au consul danois du district auquel le navire appartient.

Quand les effets dépassent 50 livres de valeur, dans le cas où il ne se trouvera personne qui puisse établir dans l'espace de six mois qu'il est chargé de l'administration des effets du marin décédé, les consuls généraux ou les consuls des deux Etats, dans la juridiction desquels le décès aura eu lieu, auront d'après les dispositions de l'article 2 le pouvoir de prendre possession de ces effets et de les administrer.

Si un marin anglais servant à bord d'un bâtiment danois meurt sur le territoire anglais ou si, d'un autre côté, un marin danois servant à bord d'un navire anglais meurt sur le territoire danois, les effets appartenant à ce marin décédé après le paiement des dépenses faites et dues, seront délivrés au consul le plus rapproché de la nation auquel le navire appartient, et pour quelque cause que ce soit, délivrés, suivant l'observation du règlement ci-dessus indiquée, aux autorités compétentes de l'endroit où le marin est mort.

Dans le cas où un marin d'une nation servant à bord d'un bâtiment d'une autre nation vient à mourir sur le territoire d'une nation tierce, les effets de ce marin décédé (après avoir été consignés chez le consul du port où ce décès a eu lieu et de la nation à laquelle appartient le bâtiment) devront être remis, après déduction des dépenses, au consul de l'autre nation dans le même port.

Dans les cas où le marin décédé a signé un enrôlement soit comme sujet danois, soit comme sujet anglais, comme il peut se présenter le cas où le Gouvernement en possession ne soit pas convaincu de sa nationalité, ce Gouvernement sera pareillement tenu à prendre soin des effets du marin décédé, en faire la liste, en indiquer la valeur et l'envoyer au Gouvernement auquel appartient le défunt, aussi rapidement que possible, et il doit remettre les effets à l'autre Gouvernement immédiatement après avoir reçu la certitude que sans aucun doute le décédé était son sujet.

Art. 2. Si le décédé avait servi dans la marine royale de la Grande-Bretagne quelque responsable qu'il soit envers l'Amirauté anglaise, il sera traité selon les lois de la Grande-Bretagne.

Art. 3. Le terme de *marin* comprend dans cette déclaration toute personne (excepté les officiers, capitaines et pilotes) employée ou engagée, à quelque titre que ce soit, à bord d'un navire marchand ou qui y a été employée jusqu'à six mois avant sa mort, et toute personne (non officier supérieur ou subalterne ou aide mécanicien) portée sur les livres et faisant partie de l'équipage d'un vaisseau de guerre de l'État.

Le terme *effets* comprend toute espèce de propriété, solde due, argent et autres effets.

Le terme *consul* comprend le consul général, le consul et le vice-consul et toute personne chargée temporairement des fonctions de consul général, consul, vice-consul.

En foi de quoi les ci-dessous nommés ont signé la présente Déclaration, devant immédiatement entrer en vigueur, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Donné à Londres, le 11^e jour d'avril 1877.

(L. S.) *Signé* : DERBY.

(L. S.) *Signé* : J. V. BULOW.

GRANDE-BRETAGNE — ITALIE

DÉCLARATION PROLONGEANT LA DURÉE DU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 6 AOÛT 1873 JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1877
SIGNÉE A ROME LE 17 AVRIL 1877

Le Traité de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et l'Italie du 6 août 1863 (1) devant cesser d'être en vigueur à dater du 30 avril 1877, à la suite de la dénonciation faite par le Gouvernement italien, et les deux Gouvernements ayant reconnu l'utilité d'en prolonger la durée, ont déclaré ce qui suit :

Le Traité de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et l'Italie, du 6 août 1863, continuera à être en vigueur jusqu'au 31 décembre 1879.

En foi de quoi ils ont signé la présente déclaration, faite en double exemplaire, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Rome le 17 avril 1877.

(L. S.) *Signé* : A. B. CAGES.

(L. S.) *Signé* : MELEGARI.

(1) Voir *Archives Dipl.* 1876-1877, tome III, p. 340.

GRANDE-BRETAGNE — ITALIE

DÉCLARATION CONCERNANT L'AVOIR DES MARINS DÉCÉDÉS
DES DEUX NATIONS, SIGNÉE A LONDRES LE 17 AVRIL 1877

Le Gouvernement de S. M. la Reine du Royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et le Gouvernement de S. M. le Roi d'Italie, désireux de tomber d'accord sur les dispositions à prendre dans certains cas concernant l'avoir laissé par les marins défunts des deux nations, les soussignés dûment autorisés à cet effet sont convenus de ce qui suit :

Art. 1^{er}. Si un marin britannique vient à mourir à bord d'un bâtiment italien, ou se trouvant au service sur un bâtiment italien, dans les eaux italiennes ; ou si, d'un autre côté, quelque marin italien meurt à bord d'un navire anglais ou pendant qu'il est au service d'un navire britannique dans les États anglais, les Gouvernements italien et anglais veilleront autant que possible à la garde de l'argent ou des effets de ce marin, afin que rien ne s'en perde.

Dans le cas ci-dessus indiqué de la mort d'un marin anglais, le Gouvernement italien pourvoira à ce que ses biens, s'ils ne dépassent pas la valeur de 50 livres sterling, soient consignés le plus tôt possible après la mort entre les mains du consul anglais dans le port italien où cette mort a eu lieu, ou si la mort n'arrive pas dans un port italien, mais sur le territoire italien, au consul anglais le plus proche du lieu où la mort est arrivée, ou encore où se trouvent les effets laissés par le mort ; ou bien si la mort arrive en mer, à bord d'un navire italien, au consul anglais du premier port italien dans lequel le navire abordera après cette mort.

Dans le cas ci-dessus indiqué de la mort d'un marin italien, ce qui lui appartient, ne dépassant pas la valeur de 50 livres sterling, sera consigné suivant les dispositions de l'article 2, le plus tôt possible après la mort, entre les mains du consul italien, dans le port britannique où cette mort arrive ; ou dans le cas où elle n'a pas lieu dans un port britannique mais sur le territoire anglais, dans les mains du consul italien le plus près, ou bien à l'endroit où se trouvent les effets ; mais si la mort arrive en pleine mer, à bord d'un bâtiment britannique, ils seront remis au

consul du premier port anglais où abordera le navire après la mort.

Lorsque les effets excèdent la valeur de 50 livres sterling, ils seront remis, suivant les dispositions de l'article 2, au représentant légal du défunt, en conformité avec les lois de la nation du bâtiment ou du territoire où se trouvent les effets à l'époque de la mort.

Dans les cas où le marin défunt aurait contracté un enrôlement, qu'il soit sujet italien ou sujet anglais quel que soit le cas, mais que le Gouvernement entre les mains duquel se trouvent ses effets ne soit pas convaincu de sa nationalité, ce Gouvernement prendra pareillement sous sa garde les effets du défunt, en dressera la liste, en fera l'évaluation, qu'il enverra, avec toutes les informations concernant le défunt, à l'autre Gouvernement, le plus rapidement possible, et remettra les effets à l'autre Gouvernement aussitôt après avoir été informé par celui-ci qu'il n'est pas douteux que le défunt était son sujet.

Art. 2. Si le défunt a servi dans la marine royale de la Grande-Bretagne, quoiqu'il ait été à la solde de l'amirauté britannique, il sera traité conformément aux lois d'Angleterre.

Art. 3. Le mot *marin* comprend dans cette déclaration toute personne (à l'exception des capitaines et des pilotes) employée ou enrôlée en quelque qualité que ce soit, à bord d'un bâtiment marchand, ou qui a été employé ou enrôlé ainsi six mois avant sa mort, et toute personne (qui n'est pas officier supérieur, officier subalterne ou aide machiniste) portée sur les rôles ou faisant partie des rôles d'un bâtiment public de guerre.

Le mot *consul* comprend les consuls généraux, les consuls, vice-consuls et agents consulaires, et toute personne remplissant temporairement les fonctions de consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente Déclaration, qui entrera immédiatement en vigueur, et y ont apposé le sceau de leurs armes

Fait à Londres le 17 avril 1877.

(L. S.) Signé : DERBY.

(L. S.) Signé : R. DE MARTINO.

FRANCE — BELGIQUE

CONVENTION RELATIVE AU RACCORDEMENT, A LA FRONTIÈRE, DES
SECTIONS FRANÇAISE ET BELGE DU CHEMIN DE FER DE GORCY
A SIGNEULX, SIGNÉE A PARIS LE 9 MAI 1877

Le Président de la République française et S. M. le Roi des Belges, également animés du désir de procurer aux nationaux des deux pays de nouvelles facilités de communication, ont résolu de conclure une Convention pour l'établissement d'un chemin de fer reliant directement Gorcy à Signeulx, et ont nommé à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, M. le duc *Decazes*, membre de la Chambre des députés, Ministre des affaires étrangères, grand officier de l'ordre national de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre royal de Léopold de Belgique, etc., etc. ;

Et S. M. le Roi des Belges, M. le baron *Beyens*, grand officier de son ordre royal de Léopold, grand officier de la Légion d'honneur, etc., etc., son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement français s'engage à assurer, dans les limites des conventions intervenues entre lui et le sieur Labbé, maître de forges à Gorcy, département de Meurthe-et-Moselle, l'exécution d'un chemin de fer de Gorcy à la frontière belge, dans la direction de Signeulx.

De son côté, le Gouvernement belge s'engage, dans les limites de la convention intervenue entre lui et la société des Bassins houillers du Hainaut, à assurer l'exécution dudit chemin de fer dans la partie comprise entre Signeulx et la frontière française.

Art. 2. Le raccordement à la frontière des deux sections française et belge du chemin de fer de Gorcy à Signeulx sera effectué conformément aux plans et profils joints au procès-verbal de la conférence du 22 février 1876, lesquels, ainsi que ledit procès-verbal, sont approuvés par les Hautes Parties contractantes.

A Signeulx, le chemin de fer objet de la présente convention, sera raccordé à ceux existants, de manière que les locomotives, les

voitures et les wagons des deux pays puissent circuler sans entraves sur les différentes lignes.

Art. 3. Chacun des deux Gouvernements arrêtera et approuvera les projets relatifs à la construction, sur son territoire, des deux tronçons de chemins de fer dont il s'agit.

La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails sera, dans les deux pays, de 1^m. 44 au moins et de 1^m. 45 au plus.

Les tampons des locomotives et des wagons seront établis de telle manière qu'il y ait concordance avec les dimensions adoptées sur les chemins de fer en exploitation dans les deux pays.

Art. 4. Les deux Gouvernements rechercheront les moyens d'obtenir que la section comprise entre les stations frontières des deux chemins de fer français et belge et située partie sur le territoire français et partie sur le territoire belge, soit exploitée par une seule compagnie ou administration.

Ils permettront que les compagnies ou administrations chargées de l'exploitation des lignes, sur les deux territoires, s'entendent à ce sujet. En cas d'accord à cet égard, accord qui sera soumis à l'approbation des Hautes Parties contractantes, les deux Gouvernements se réservent de s'entendre, en ce qui concerne cette exploitation, par voie de correspondance.

Art. 5. Toute administration à laquelle sera confiée l'exploitation commune des parties française et belge du chemin de fer sera tenue de désigner, tant en France qu'en Belgique, un agent spécial et un domicile d'élection où devront être adressés les ordres, les communications et les réquisitions que les Gouvernements respectifs et les autorités compétentes auront à faire parvenir à cette administration.

Art. 6. Les deux Gouvernements s'engagent à faire rédiger les règlements de police pour ces chemins de fer, autant que possible, d'après les mêmes principes et à faire organiser l'exploitation, autant que faire se pourra, d'une manière uniforme.

Art. 7. Les deux Gouvernements feront, d'un commun accord, en sorte que, dans les stations dans lesquelles, tant en France qu'en Belgique, ce chemin de fer sera relié avec ceux déjà existants dans les deux pays, il y ait, autant que possible, correspondance entre les départs et les arrivées des trains les plus directs. Ils se réservent de déterminer le minimum des trains destinés au transport desdits voyageurs, minimum qui ne pourra, dans aucun cas, être moindre que deux par jour dans chaque direction.

Art. 8. Sur tout le parcours du chemin de fer, il ne sera pas fait de différence entre les sujets des deux États, quant au mode

et au prix de transport et au temps de l'expédition. Les voyageurs et les marchandises passant de l'un des deux États dans l'autre ne seront pas traités, sur le territoire de l'État dans lequel ils entrent, moins favorablement que les voyageurs et marchandises circulant à l'intérieur de chacun des deux pays.

Art. 9. Les deux Gouvernements conviennent réciproquement que les formalités à remplir pour la vérification des passe-ports et pour la police concernant les voyageurs seront réglées de la manière la plus favorable que le permet la législation de chacun des deux États.

Art. 10. Pour favoriser autant que possible l'exploitation du chemin de fer, les deux Gouvernements accorderont aux voyageurs, à leurs bagages et aux marchandises transportées, en ce qui concerne les formalités d'expédition en douane, toutes les facilités compatibles avec les lois douanières et les règlements généraux des deux États, et spécialement celles qui sont déjà ou seront ultérieurement accordées sur tout autre chemin de fer traversant la frontière de l'un des deux États.

Les marchandises et bagages transportés de l'un dans l'autre des deux pays, à destination de stations autres que celles situées à la frontière, seront admis à passer outre jusqu'au lieu de leur destination, sans être soumis aux visites de la douane dans les bureaux de la frontière, pourvu qu'à ce lieu de destination se trouve établi un bureau de douane, qu'il soit satisfait aux lois et règlements généraux et pour autant que, dans certains cas, d'après ces lois et règlements, la visite ne soit pas jugée nécessaire ailleurs.

Les deux Gouvernements se confèrent respectivement le droit de faire escorter, par leurs employés de douane, les convois circulant entre les stations frontières des deux pays.

Art. 11. Les compagnies ou administrations chargées de l'exploitation du chemin de fer seront tenues, en ce qui concerne le service des postes entre et dans les stations frontières, de remplir les obligations dont l'indication suit :

1° Transporter gratuitement, par chaque convoi pour voyageurs, les voitures de la poste des deux Gouvernements avec leur matériel de service, les lettres et les employés chargés du service ;

2° Transporter gratuitement, tant que les deux Gouvernements ne feront pas usage de la faculté mentionnée au paragraphe précédent, les malles de la poste et les courriers qui convoient les malles, dans un ou deux compartiments d'une voiture ordinaire de 2^e classe ;

3° Accorder aux employés de l'administration postale la libre entrée des voitures destinées au service de la poste, et leur laisser la faculté de prendre et de remettre les lettres et les paquets;

4° Mettre à la disposition des administrations postales des deux États, dans les stations qui seront désignées à cet effet, un emplacement sur lequel pourront être établis les bâtiments ou hangars nécessaires au service de la poste et dont le prix de location sera fixé de gré à gré ou à dire d'experts ;

5° Établir, autant que faire se pourra, entre l'exploitation du chemin de fer et le service du transport des lettres, la conformité qui sera jugée nécessaire par les deux Gouvernements pour obtenir un transport aussi régulier et aussi prompt que possible.

Les administrations des postes des deux États s'entendront entre elles relativement à l'emploi du chemin de fer pour le service postal entre les stations frontières.

Art. 12. Les deux Gouvernements consentent à ce qu'il soit établi des télégraphes électro-magnétiques pour le service du chemin de fer.

Des télégraphes électro-magnétiques pour le service international et public pourront également être établis le long du chemin de fer, par les soins des deux Gouvernements, chacun sur son territoire.

Art. 13. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris, le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé ladite Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double expédition, à Paris, le 9 mai 1877.

(L. S.) *Signé* : DECAZES.

(L. S.) *Signé* : BEYENS.

FRANCE — BELGIQUE

CONVENTION RELATIVE AU RACCORDEMENT, A LA FRONTIÈRE, DES
SECTIONS FRANÇAISE ET BELGE DU CHEMIN DE FER DE SAINT-
AMAND A ANTOING, SIGNÉE A PARIS LE 9 MAI 1877

Le Président de la République française et S. M. le Roi des Belges, également animés du désir de procurer aux nationaux

des deux pays de nouvelles facilités de communication, ont résolu de conclure une convention pour l'établissement d'un chemin de fer de Saint-Amand à Antoing, et ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, M. le duc *Decazes* membre de la Chambre des députés, Ministre des affaires étrangères, grand officier de l'ordre national de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre royal de Léopold de Belgique, etc., etc., etc. ;

Et S. M. le Roi des Belges, M. le baron *Beyens*, grand officier de son ordre royal de Léopold, grand officier de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement français s'engage à assurer, dans les limites des conventions intervenues entre lui et la compagnie du chemin de fer de Lille à Valenciennes et ses extensions, l'exécution d'un chemin de fer de Saint-Amand à la frontière de Belgique, vers Antoing et Tournai.

De son côté, le Gouvernement belge s'engage, dans les limites de la Convention intervenue entre lui et la société des chemins de fer des bassins houillers du Hainaut, à assurer l'exécution d'un chemin de fer partant de la station d'Antoing et se dirigeant vers Saint-Amand.

Art. 2. Le raccordement, à la frontière, des deux tronçons belge et français du chemin de fer de Saint-Amand à Antoing sera effectué conformément aux plans et profils joints au procès-verbal de la conférence du 17 mai 1876, lesquels, ainsi que ledit procès-verbal, sont approuvés par les Hautes Parties contractantes.

A Antoing, comme à Saint-Amand, le chemin de fer, objet de la présente Convention, sera raccordé à ceux existants, de manière à ce que les locomotives, les voitures et les wagons des deux pays puissent circuler sans entraves sur les différentes lignes.

Art. 3. Chacun des deux Gouvernements arrêtera et approuvera les projets relatifs à la construction, sur son territoire, des deux tronçons de chemin de fer dont il s'agit.

La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails, sera, dans les deux pays, de 1^m.44 au moins, et de 1^m.45 au plus.

Les tampons des locomotives et des wagons seront établis de

telle manière qu'il y ait concordance avec les dimensions adoptées sur les chemins de fer en exploitation dans les deux pays.

Art. 4. Les deux Gouvernements rechercheront les moyens d'obtenir que la section comprise entre les stations frontières des deux chemins de fer, français et belge, et située, partie sur le territoire français et partie sur le territoire belge, soit exploitée par une seule compagnie ou administration.

Ils permettront que les compagnies ou administrations chargées de l'exploitation des lignes sur les deux territoires s'entendent à ce sujet. En cas d'accord à cet égard, accord qui sera soumis à l'approbation des Hautes Parties contractantes, les deux Gouvernements se réservent de s'entendre ultérieurement, en ce qui concerne cette exploitation, par voie de correspondance.

Art. 5. Toute administration à laquelle sera confiée l'exploitation commune des parties française et belge du chemin de fer, sera tenue de désigner, tant en France qu'en Belgique, un agent spécial et un domicile d'élection où devront être adressés les ordres, les communications et les réquisitions que les Gouvernements respectifs et les autorités compétentes auront à faire parvenir à cette administration.

Art. 6. Les deux Gouvernements s'engagent à faire rédiger les règlements de police pour ces chemins de fer, autant que possible, d'après les mêmes principes, et à faire organiser l'exploitation, autant que faire se pourra, d'une manière uniforme.

Art. 7. Les deux Gouvernements feront, d'un commun accord, en sorte que, dans les stations dans lesquelles, tant en France qu'en Belgique, le chemin de fer sera relié avec ceux existant dans les deux pays, il y ait, autant que possible, correspondance entre les départs et les arrivées des trains les plus directs. Ils se réservent de déterminer le minimum des trains destinés au transport des voyageurs, minimum qui ne pourra, dans aucun cas, être moindre que deux par jour, dans chaque direction.

Art. 8. Sur tout le parcours du chemin de fer, il ne sera pas fait de différence entre les sujets des deux États, quant au mode et au prix de transport et au temps de l'expédition. Les voyageurs et les marchandises passant de l'un des deux États dans l'autre ne seront pas traités, sur le territoire de l'État dans lequel ils entreront, moins favorablement que les voyageurs et les marchandises circulant à l'intérieur de chacun des deux pays.

Art. 9. Les deux Gouvernements conviennent réciproquement que les formalités à remplir pour la vérification des passe-ports et pour la police concernant les voyageurs seront réglées de la

manière la plus favorable que le permet la législation de chacun des deux États.

Art. 10. Pour favoriser autant que possible l'exploitation du chemin de fer, les deux Gouvernements accorderont aux voyageurs, à leurs bagages et aux marchandises transportées, en ce qui concerne les formalités d'expédition en douane, toutes les facilités compatibles avec les lois douanières et les règlements généraux des deux États, et spécialement celles qui sont déjà ou seront ultérieurement accordées sur tout autre chemin de fer traversant la frontière de l'un des deux États.

Les marchandises et bagages transportés de l'un dans l'autre des deux pays, à destination de stations autres que celles situées à la frontière, seront admis à passer outre jusqu'au lieu de leur destination, sans être soumis aux visites de la douane dans les bureaux de la frontière, pourvu qu'à ce lieu de destination se trouve établi un bureau de douane, qu'il soit satisfait aux lois et règlements généraux, et pour autant que, dans certains cas d'après ces lois et règlements, la visite ne soit pas jugée nécessaire ailleurs.

Les deux Gouvernements se confèrent respectivement le droit de faire escorter par leurs employés de douane les convois circulant entre les stations frontières des deux pays.

Art. 11. Les compagnies ou administrations chargées de l'exploitation du chemin de fer seront tenues, en ce qui concerne le service des postes entre et dans les stations frontières, de remplir les obligations dont l'indication suit :

1° Transporter gratuitement, par chaque convoi pour voyageurs, les voitures de la poste des deux Gouvernements avec leur matériel de service, les lettres et les employés chargés du service ;

2° Transporter gratuitement, tant que les deux Gouvernements ne feront pas usage de la faculté mentionnée au paragraphe précédent, les malles de la poste et les courriers qui convoient les malles dans un ou deux compartiments d'une voiture ordinaire de 2^e classe ;

3° Accorder aux employés de l'administration postale la libre entrée des voitures destinées au service de la poste, et leur laisser la faculté de prendre et de remettre les lettres et les paquets ;

4° Mettre à la disposition des administrations postales des deux États, dans les stations qui seront désignées à cet effet, un emplacement sur lequel pourront être établis les bâtiments ou hangars nécessaires au service de la poste et dont le prix de location sera fixé de gré à gré ou à dire d'experts ;

5° Établir, autant que faire se pourra, entre l'exploitation du chemin de fer et le service du transport des lettres, la conformité qui sera jugée nécessaire par les deux Gouvernements pour obtenir un transport aussi régulier et aussi prompt que possible.

Les administrations des postes des deux pays s'entendront entre elles relativement à l'emploi du chemin de fer pour le service postal entre les stations frontières.

Art. 12. Les deux Gouvernements consentent à ce qu'il soit établi des télégraphes électro-magnétiques pour le service du chemin de fer.

Des télégraphes électro-magnétiques pour le service international et public pourront également être établis le long du chemin de fer par les soins des deux Gouvernements, chacun sur son territoire.

Art. 13. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées, à Paris, le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé ladite Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double expédition, à Paris, le 9 mai 1877.

(L. S.) *Signé* : DECAZES.

(L. S.) *Signé* : BEYENS.

FRANCE — ITALIE

TRAITÉ DE COMMERCE SIGNÉ A PARIS LE 6 JUILLET 1877 (1)

Le Président de la République française et S. M. le Roi d'Italie, également animés du désir de resserrer encore les liens d'amitié qui unissent les deux pays et de placer dans des conditions réciproquement satisfaisantes les relations commerciales entre les deux États, ont décidé de conclure, à cet effet, un Traité de commerce, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

Le Président de la République française, M. Louis-Charles-Elie Armanieu, duc Decazes et de Glucksberg, Ministre des affaires étrangères, grand officier de l'ordre national de la Légion

(1) Ce traité n'a pas été ratifié par la Chambre des députés française.

d'honneur, grand-croix de l'ordre royal des Saints Maurice et Lazare,

Et M. le vicomte de Meaux, Sénateur, Ministre de l'agriculture et du commerce ;

Et S. M. le Roi d'Italie, M. le général d'armée Henri Cialdini, duc de Gaëte, chevalier de l'ordre suprême de l'Annonciade, grand-croix de l'ordre des Saints Maurice et Lazare et de l'ordre militaire de Savoie, décoré de la médaille d'argent de la Valeur militaire, grand officier de l'ordre de la Légion d'honneur, etc., etc., son aide de camp honoraire, Sénateur du Royaume et son ambassadeur près le Gouvernement français ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les sujets des deux États ; ils ne seront pas soumis, en raison de leur commerce et de leur industrie, dans les ports, villes ou lieux quelconques des États respectifs, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, à des droits, taxes, impôts ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ni plus élevés, que ceux qui sont ou seront perçus sur les nationaux ; et les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouiraient, en matière de commerce ou d'industrie, les sujets de l'un des deux pays, seront communs à ceux de l'autre.

Art. 2. Les objets d'origine ou de manufacture italienne énumérés dans le tarif A joint au présent Traité et importés directement, par terre ou par mer, sous pavillon français ou italien, seront admis en France aux droits fixés par ledit tarif, tous droits additionnels compris.

Art. 3. Les objets d'origine ou de manufacture française énumérés dans le tarif B joint au présent Traité et importés directement, par terre ou par mer, sous pavillon français ou italien, seront admis en Italie aux droits fixés par ledit tarif, tous droits additionnels compris.

Art. 4. Les droits à l'exportation de l'un des États dans l'autre sont fixés conformément aux tarifs C et D annexés au présent Traité.

Le régime des produits non dénommés dans ces deux tarifs ne pourra être modifié qu'en cas de guerre et pour les marchandises seulement qui sont considérées comme articles de guerre.

Art. 5. Si l'une des Hautes Parties contractantes juge nécessaire

d'établir un droit nouveau d'accise ou de consommation ou un supplément de droit sur un article de production ou de fabrication nationale compris dans les tarifs annexés au présent Traité, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé, à l'importation, d'un droit ou d'un supplément de droit égal.

En cas de suppression ou de diminution des droits et des charges mentionnés ci-dessus, les surtaxes seront supprimées ou réduites proportionnellement.

Les drawbacks qui seraient établis à l'exportation des produits français ou italiens ne pourront être que la représentation exacte des droits d'accise grevant lesdits produits ou les matières dont ils sont fabriqués.

Art. 6. Les marchandises de toute nature, originaires de l'un des deux pays et importées dans l'autre, ne pourront être assujetties à des droits d'accise ou de consommation supérieurs à ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de production nationale. Toutefois, les droits à l'importation pourront être augmentés des sommes que représenteraient les frais occasionnés aux producteurs nationaux par le système de l'accise.

Art. 7. Le Gouvernement italien garantit que, dans aucun cas, les produits français ne seront assujettis, par les administrations communales, à des droits d'octroi ou de consommation autres ou plus élevés que ceux auxquels seront assujettis les produits du pays; et, de son côté, le Gouvernement français garantit que, dans aucun cas, les produits de l'Italie ne seront assujettis, par les administrations communales, à un droit d'octroi ou de consommation autre ou plus élevé que celui auquel seront assujettis les produits du pays.

Art. 8. Les articles d'orfèvrerie et de bijouterie en or ou en argent, importés d'Italie en France, seront soumis au contrôle établi pour les articles similaires de fabrication nationale, et payeront, s'il y a lieu, sur la même base que ceux-ci les droits de marque et de garantie.

Art. 9. Indépendamment du régime d'entrée établi par le présent Traité à l'égard des produits non originaires d'Italie, ces mêmes produits seront soumis aux surtaxes d'entrepôt dont sont ou pourront être frappés les produits importés en France, sous pavillon français, d'ailleurs que des pays d'origine.

Toute facilité accordée, en cette matière, au pavillon français, sera étendue de plein droit au pavillon italien.

Art. 10. Pour faciliter la circulation des produits agricoles sur la frontière des deux pays, les céréales en gerbes et en épis, les

foins, la paille et les fourrages verts, seront réciproquement importés et exportés en franchise de droits.

Art. 11. Pour établir que les produits sont d'origine ou de manufacture nationale, l'importateur pourra être soumis à l'obligation de présenter à la douane de l'autre pays, soit une déclaration officielle faite devant un magistrat siégeant au lieu d'expédition, soit un certificat délivré par le chef du service des douanes du bureau d'exportation, soit un certificat délivré par les consuls ou agents consulaires du pays dans lequel l'importation doit être faite, et qui résident dans les lieux d'expédition ou dans les ports d'embarquement.

La délivrance et le visa des certificats d'origine se feront gratuitement.

Art. 12. A l'égard des marchandises qui acquittent les droits sur le poids net, si le déclarant entend que la perception ait lieu d'après le net réel, il devra énoncer ce poids dans sa déclaration. A défaut de cette énonciation, la liquidation des droits sera établie sur le poids brut, sauf défalcation de la tare légale.

Art. 13. Les marchandises de toute nature, venant de l'un des deux États ou y allant, seront réciproquement exemptes, dans l'autre État, de tout droit de transit.

Les deux Gouvernements conservent la faculté d'exclure du transit les armes et les munitions de guerre et les contrefaçons en librairie.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux pays pour tout ce qui concerne le transit.

Art. 14. Le dépôt prescrit par l'article 13 de la Convention conclue le 29 juin 1862 (1) entre la France et l'Italie, étant déclaratif et non attributif de propriété, la contrefaçon qui sera faite d'une marque de fabrique ou de commerce ainsi que des dessins ou modèles industriels et de fabrique, avant que le dépôt en eût été opéré conformément aux dispositions de l'article 13 précité, n'infirmes pas les droits du propriétaire desdites marques ou dessins, contre les auteurs de cette contrefaçon.

Art. 15. Les dispositions du présent Traité de commerce sont applicables en Algérie, tant pour l'exportation des produits de cette possession française que pour l'importation et le transit des marchandises.

Art. 16. Chacune des deux Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou

(1) Voir *Archives dipl.*, 1863, tome III, p. 18.

abaissement dans les tarifs des droits à l'importation ou à l'exportation des articles mentionnés dans le présent Traité, que l'une d'elles pourrait accorder à un tierce puissance. Elles s'engagent, en outre, à n'établir, l'une envers l'autre, aucun droit ou prohibition d'importation ou d'exportation qui ne soit en même temps applicable aux autres nations.

Le principe, reconnu dans l'article 1^{er} du présent Traité, de la liberté de tout commerce d'importation, d'exportation et de transit entre les deux pays, n'est pas applicable aux monopoles de l'État.

Art. 17. Le présent Traité aura une durée de onze années à partir du jour de l'échange des ratifications. Toutefois, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté d'en faire cesser les effets à la fin de la sixième année, en le dénonçant douze mois à l'avance.

S'il n'a pas été usé de cette faculté, le présent Traité restera en vigueur jusqu'au terme de onze années, et au delà de cette période, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une et l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Art. 18. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt après l'accomplissement des formalités prescrites par les lois constitutionnelles des deux pays contractants, et, au plus tard, le 1^{er} avril 1878.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double original, le 6 juillet 1877.

(L. S.) Signé : DECAZES.

(L. S.) Signé : DE MEAUX.

(L. S.) Signé : CIALDINI.

Article additionnel. — Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à négocier, dans le délai d'un an, une nouvelle Convention de navigation. En attendant la conclusion de cet acte, il est entendu que la Convention de navigation du 13 juin 1862 (1) continuera d'être en vigueur dans les deux pays.

Fait en double exemplaire, à Paris, le 6 juillet 1877.

(L. S.) Signé : DECAZES.

(L. S.) Signé : DE MEAUX.

(L. S.) Signé : CIALDINI.

(1) Voir *Archives dipl.*, 1863, tome I, p. 70.

FRANCE — SUÈDE

CONVENTION RELATIVE A L'ÉCHANGE DES MANDATS-POSTE SIGNÉE
A PARIS LE 3 NOVEMBRE 1877

Le Président de la République française et S. M. le Roi de Suède, animés du désir de faciliter les relations postales entre la France et la Suède, par l'introduction du service des mandats de poste, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, M. le duc *Decazes*, Ministre des affaires étrangères, grand officier de l'ordre national de la Légion d'honneur, etc. ;

S. M. le Roi de Suède et de Norwège, M. *Akerman*, chevalier des ordres de l'Étoile polaire de Suède et Saint-Olaf de Norwège, chargé des affaires de Suède et de Norwège à Paris ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Des envois de fonds pourront être faits par la voie de la poste, tant de la France et de l'Algérie pour la Suède que de la Suède pour la France et l'Algérie.

Ces envois s'effectueront au moyen des mandats en usage dans les deux pays pour les envois d'argent à l'étranger.

Aucun mandat ne pourra être de plus de 350 francs s'il est payable en France ou en Algérie, ni de plus de 250 couronnes s'il est payable en Suède.

Art. 2. Il sera perçu, pour chaque envoi de fonds effectués en vertu de l'article précédent, une taxe à la charge de l'expéditeur, qui sera déterminée par l'administration du pays d'origine.

Art. 3. L'administration qui aura délivré des mandats payera à l'administration qui les aura acquittés un droit de 1 p. 100 du montant des sommes dont celle-ci aura fait l'avance.

Art. 4. Le montant de chaque mandat sera exprimé en monnaie du pays où le paiement devra avoir lieu.

Les bases de conversion de la monnaie du pays d'origine en monnaie du pays de destination seront fixées par l'administration du pays d'origine.

Art. 5. Il est formellement convenu, entre les Parties contractantes, que les mandats délivrés par les bureaux de poste français ou suédois, en exécution de l'article 1^{er} de la présente Con-

vention, et les acquits donnés sur ces mandats ne pourront, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être soumis à un droit ou à une taxe quelconque à la charge des destinataires des fonds.

Art. 6. L'administration des postes de France et l'administration des postes de Suède dresseront, aux époques qui seront fixées par elles d'un commun accord, les comptes sur lesquels seront récapitulées toutes les sommes payées par leurs bureaux respectifs, et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés, en monnaie métallique du pays créancier, par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre, dans le délai dont les deux administrations conviendront.

A cet effet, la créance la plus faible sera convertie en même monnaie que la créance la plus forte, d'après le taux d'un change qui sera fixé d'un commun accord entre les deux administrations.

En cas de non-paiement du solde d'un compte dans le délai convenu, le montant de ce solde sera productif d'intérêt à dater du jour de l'expiration dudit délai jusqu'au jour où le paiement aura lieu. Ces intérêts seront calculés à raison de 5 p. 100 l'an et devront être portés au débit de l'administration retardataire, sur le compte de laquelle se rapportera la somme productive d'intérêts.

Il est entendu que les soldes des comptes des mandats et le solde des comptes des correspondances seront réduits par la balance, toutes les fois qu'ils seront respectivement contraires ; mais l'excédant, s'il résulte du compte des mandats, devra néanmoins être soldé dans les délais fixés par la liquidation desdits comptes des mandats.

Art. 7. Les sommes encaissées par chacune des deux administrations, en échange des mandats dont le montant n'aura pas été réclamé par les ayant droits dans les délais fixés par les lois et règlements du pays d'origine, seront définitivement acquises à l'administration qui aura délivré ces mandats.

Art. 8. L'administration des postes de France et l'administration des postes de Suède désigneront, chacune pour ce qui la concerne, les bureaux qui devront délivrer et payer les mandats à émettre en vertu des articles précédents. Elles régleront la forme des mandats susmentionnés et celle des comptes désignés à l'article 6, ainsi que toute autre mesure de délai ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente Convention.

Il est entendu que chaque administration portera à la con-

naissance de l'autre les modifications qu'elle apportera dans sa liste des bureaux autorisés à dresser et à payer les mandats, et que les autres mesures pourront être modifiées par les deux administrations, toutes les fois que, d'un commun accord, elles en reconnaîtront la nécessité.

Art. 9. Il est entendu que chacune des administrations pourra, dans des circonstances extraordinaires qui seraient de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement le service des mandats internationaux, à condition d'en donner avis immédiatement, par le télégraphe, à l'autre administration.

Art. 10. La présente Convention sera mise à exécution à partir du jour dont les deux parties conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États, et elle demeurera obligatoire, de trois mois en trois mois, jusqu'à ce que l'une des Parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais trois mois à l'avance, son intention d'en cesser les effets.

Pendant ces trois derniers mois, la Convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes après l'expiration dudit terme.

Art. 11. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le trois novembre mil huit cent soixante-dix-sept.

(L. S.) *Signé* : DECAZES.

(L. S.) *Signé* : AKERMAN.

GRÈCE — ITALIE

TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION SIGNÉ
À ATHÈNES LE 5/17 NOVEMBRE 1877

S. M. le Roi d'Italie et S. M. le Roi des Hellènes, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui heureusement unissent les deux nations, et de développer leurs bonnes relations de commerce et de navigation, ont résolu de conclure à cet

effet un Traité, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs :

S. M. le Roi d'Italie : M. le comte *Charles Maffei di Boglio*, Commandeur des ordres des Saints Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie, son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi des Hellènes ;

S. M. le Roi des Hellènes : M. *Charilaüs Tricoupi*, son Ministre des affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura entre l'Italie et la Grèce liberté réciproque de commerce et de navigation.

Art. 2. Les citoyens des deux États seront parfaitement assimilés aux nationaux pour tout ce qui regarde l'exercice du commerce, de l'industrie et des professions, le paiement des impôts, l'exercice des cultes, le droit d'acquérir et de disposer de toute propriété mobilière et immobilière, par achat, vente, donation, échange, testament et succession *ab intestato*.

Les citoyens des deux États pourront exporter librement leur propriété ou le produit de la vente, si elle a été vendue, sans être assujettis, à cause de l'exportation, à payer un droit quelconque comme étrangers, ni en général des droits autres ou plus élevés que ceux auxquels les sujets du pays sont ou seront assujettis en pareille circonstance.

Les Italiens en Grèce et les Hellènes en Italie seront exempts tant du service militaire de terre et de mer, que du service dans les gardes et milices nationales. Ils seront également dispensés de toute charge et fonction judiciaire ou municipale quelconque, ainsi que de toute prestation ou réquisition militaire et de toute contribution, soit pécuniaire, soit en nature, établie à titre d'équivalent du service personnel. Seront toutefois exceptées les charges qui sont attachées à la possession d'un bien-fonds ou d'un bail, et les prestations et les réquisitions militaires auxquelles tous les sujets du pays peuvent être appelés à concourir comme propriétaires fonciers ou comme fermiers.

Les citoyens respectifs pourront, dans le territoire de l'autre État, exercer leur commerce, soit par personne, soit par l'intermédiaire d'agents de leur choix, sans être tenus pour cette raison à payer une indemnité ou rétribution quelconque, soit à des individus, soit à des corporations privilégiées, qui ne serait pas due par les nationaux eux-mêmes.

Art. 3. Seront respectés les habitations et magasins des citoyens de chacun des deux États contractants dans le terri-

toire de l'autre, ainsi que tous les terrains qui en dépendent, servant soit à la demeure, soit au commerce. S'il y avait lieu à faire une perquisition ou visite domiciliaire dans ces habitations et terrains, ou bien à inspecter ou visiter les livres, papiers ou comptes, il sera procédé à une telle mesure de la manière et autant que les lois du pays le permettent.

Les citoyens de chacun des deux États contractants auront, dans le territoire de l'autre, libre accès dans les tribunaux pour défendre ou poursuivre leurs droits. Ils jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et privilèges que les citoyens du pays, et seront, comme ceux-ci, libres de se servir en toute cause de leurs avocats, fondés de pouvoir ou agents pris parmi les personnes que les lois du pays autorisent à exercer cette espèce de profession.

Art. 4. Les Hautes Parties contractantes déclarent reconnaître mutuellement à toutes les compagnies et autres associations commerciales, industrielles ou financières, constituées ou autorisées suivant les lois particulières à l'un des deux pays, la faculté d'exercer tous leurs droits et d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre, dans toute l'étendue des États de l'autre Puissance, sans autre condition que de se conformer aux lois desdits États.

Art. 5. Toutes les marchandises et tout article de commerce produit du sol ou de l'industrie, soit des États de S. M. le Roi d'Italie, soit d'un autre pays quelconque, qui peuvent ou qui pourront être légalement importés dans les ports des États de S. M. le Roi des Hellènes par des citoyens ou par des navires helléniques, pourront également y être importés par des citoyens ou par des navires italiens, sans payer d'autres ni de plus forts droits, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du Gouvernement, des autorités locales, ou d'établissements particuliers, que si ces marchandises et articles de commerce étaient importés par des citoyens ou navires helléniques.

Et, réciproquement, toutes les marchandises et tout article de commerce produit du sol ou de l'industrie, soit des États de S. M. le Roi des Hellènes, soit d'un autre pays quelconque, qui peuvent ou qui pourront être légalement importés dans les ports des États de S. M. le Roi d'Italie par des citoyens ou par des navires italiens, pourront également y être importés par des sujets ou par des navires helléniques sans payer d'autres ni de plus forts droits, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du Gouvernement, des autorités

locales ou d'établissements particuliers, que si ces marchandises et articles de commerce étaient importés par des citoyens ou navires italiens. Cette réciproque égalité de traitement aura son effet sans distinction de provenance, soit que la marchandise ou article de commerce arrive directement du pays de son origine, soit qu'il arrive de tout autre pays.

Art. 6. De la même manière il y aura parfaite égalité de traitement pour l'exportation, de sorte que les mêmes droits seront accordés, dans les États de chacune des Hautes Parties contractantes, à l'exportation d'un article quelconque qui peut ou qui pourra être légalement exporté, sans distinction que l'exportation se fasse par des citoyens ou des navires italiens ou par des citoyens ou des navires helléniques, et qu'elle qu'en soit la destination, soit pour un port ou un territoire de l'autre Partie contractante, soit pour un port ou un territoire d'une Puissance tierce quelconque.

Art. 7. Il y aura réciproquement la même égalité de traitement pour l'emmagasiner, pour le commerce de transit et pour la réexportation, ainsi que pour les primes, facilités et remboursement des droits qui sont ou pourront être accordés par la législation de l'un ou de l'autre pays; l'intention et la volonté des deux Hautes Parties contractantes étant que le même traitement soit réciproquement et strictement appliqué, à cet égard, aux nationaux des deux pays.

Art. 8. Aucune prohibition ne frappera l'importation d'aucun article produit du sol ou de l'industrie des États de l'une ou de l'autre des Parties contractantes, qui ne s'étende à l'importation du même article produit du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger.

De même aucune prohibition ne frappera l'exportation d'un article quelconque des États de l'une des Parties contractantes vers les États de l'autre qui ne s'étende à l'exportation du même article vers tout autre pays étranger.

Art. 9. Le commerce des citoyens respectifs ne subira aucune interruption et ne pourra, en aucune manière être atteint par le fait d'aucun monopole, contrat ou privilège exclusif de vente ou d'achat quelconque, de manière que les citoyens de l'un des deux États aient dans l'autre faculté pleine et entière de vendre ou d'acheter partout où il leur plaira et en toutes formes jugées plus convenables par le vendeur ou l'acheteur et sans être obligés de subir aucune conséquence de quelque monopole, contrat ou privilège exclusif, à l'exception de ceux existant sur des objets dont le commerce est réservé aux deux Gouvernements.

Art. 10. Le Gouvernement italien garantit que, dans aucun cas, les produits helléniques ne seront assujettis par les administrations communales à des droits d'octroi ou de consommation autres ou plus élevés que ceux auxquels seront assujettis les produits du pays; *et vice-versa*, le Gouvernement hellénique garantit que, dans aucun cas, les produits italiens ne seront assujettis par les administrations communales à un droit d'octroi ou de consommation autre ou plus élevé que celui auquel seront imposés les produits du pays.

Art. 11. Les articles d'orfèvrerie et de bijouterie en or, en argent, platine ou autres métaux importés de l'un des deux pays dans l'autre seront soumis, s'il y a lieu, au régime de contrôle établi pour les articles similaires de fabrication nationale et payeront sur la même base que ceux-ci les droits de marque et de garantie.

Art. 12. Les marchandises de toute nature, venant de l'un des deux États ou y allant, seront réciproquement exemptes dans l'autre État de tout droit de transit.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux pays pour tout ce qui concerne le transit.

Art. 13. Les objets passibles d'un droit d'entrée qui servent d'échantillons et qui sont importés en Italie par des commiss-voyageurs de maisons helléniques, ou en Grèce par des commiss-voyageurs de maisons italiennes, seront de part et d'autre admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt.

Art. 14. Les citoyens de chacun des deux États contractants jouiront, dans le territoire de l'autre, de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique ou de commerce, ainsi que des dessins ou modèles industriels et de fabrique de toute espèce.

Le droit exclusif d'exploiter un dessin ou modèle industriel ou de fabrique ne peut avoir, au profit des Italiens en Grèce, et réciproquement au profit des Hellènes en Italie, une durée plus longue que celle fixée par la loi du pays à l'égard des nationaux.

Si le dessin ou modèle industriel ou de fabrique est du domaine public dans le pays d'origine, il ne peut être l'objet d'une jouissance exclusive dans l'autre pays.

Les dispositions des deux paragraphes qui précèdent sont également applicables aux marques de fabrique ou de commerce.

Les Italiens ne pourront revendiquer en Grèce la propriété exclusive d'une marque, d'un modèle, ou d'un dessin, s'ils ne se sont préalablement conformés aux lois et aux règlements sur cette matière qui sont ou seront en vigueur en Grèce.

Réciproquement, les Hellènes ne pourront revendiquer dans le royaume d'Italie la propriété exclusive d'une marque, d'un modèle, ou d'un dessin, s'ils ne se sont préalablement conformés aux lois et aux règlements sur cette matière, qui sont ou seront en vigueur en Italie pour le dépôt, par les nationaux, des marques, modèles ou dessins.

Art. 15. Les navires italiens, tant à voiles qu'à vapeur, entrant dans un port de Grèce, et réciproquement les navires helléniques entrant dans un port d'Italie, et qui n'y viendraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des États respectifs, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront naturellement être perçus qu'aux taux fixés pour la navigation nationale.

De la même manière, les navires respectifs pourront passer d'un des deux États dans un ou plusieurs ports du même État, pour y composer ou compléter leur chargement, sans payer d'autres droits que ceux auxquels sont ou seront soumis, en pareil cas, les bâtiments nationaux.

Art. 16. Il est convenu entre les Hautes Parties contractantes que les navires de chacune d'elles, tant à voiles qu'à vapeur, pourront exercer le commerce de cabotage entre tous les ports de l'autre sans aucune exception et sans payer d'autres ou plus forts droits que les navires nationaux.

Art. 17. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports, rades, havres, bassins, fleuves, rivières ou canaux, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons il ne sera accordé aux navires nationaux, dans l'un des deux États, aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre Puissance; la volonté des Hautes Parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, les bâtiments italiens et les bâtiments helléniques soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 18. Aucun droit de tonnage, de port, de pilotage, de

fanaux, de quarantaine, de courtage, de basilage, de quai ou autres charges qui pèsent, sous quelque dénomination que ce soit, sur la coque du navire et sont perçus au nom ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne seront imposés à l'arrivée, séjour et sortie dans les ports de l'un des deux pays aux bâtiments de l'autre, qui ne seraient pas également et dans les mêmes conditions imposés aux navires nationaux en général ; l'intention des deux Hautes Parties contractantes étant qu'il n'existe dans leurs États, sous le rapport des droits mentionnés ci-dessus, aucun privilège ni aucune prérogative quelconque favorisant exclusivement le pavillon national au préjudice du pavillon de l'autre Partie contractante.

Cette égalité de traitement aura réciproquement son effet à l'égard des navires respectifs, de quelque port ou place qu'ils arrivent et quelle que soit leur destination à leur départ.

Art. 19. Les capitaines et les patrons des bâtiments italiens et helléniques seront réciproquement exempts de toute obligation de recourir, dans les ports de la Grèce, et respectivement de l'Italie, aux expéditionnaires officiels.

Art. 20. Seront complètement et réciproquement affranchis des droits de tonnage et d'expédition :

1° Les navires qui, entrés sur lest, de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest.

2° Les navires qui, passant d'un port des deux États dans un ou plusieurs ports du même État, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison, soit pour y composer ou compléter leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ces droits ;

3° Les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront, sans avoir fait des opérations de commerce. Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opérations de commerce le débarquement, le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement de l'équipage et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Art. 21. Tout vaisseau de guerre ou navire marchand de l'une des Hautes Parties contractantes qui sera forcé par des tempêtes ou par quelque accident de se réfugier dans un port de l'autre, aura la liberté de s'y radouber, de s'y pourvoir de tous les objets qui lui seront nécessaires et de se remettre en mer,

sans payer d'autres droits que ceux qui seraient payés en pareil cas par un bâtiment national.

Si cependant le patron d'un navire marchand se trouvait dans la nécessité de se défaire d'une partie de ses marchandises pour subvenir à ses dépenses, il sera tenu de se conformer aux ordonnances et aux tarifs de l'endroit où il aura abordé.

S'il arrivait qu'un navire de l'une des Hautes Parties contractantes fit naufrage, échouât ou souffrit quelque avarie sur les côtes de l'autre Partie contractante, celle-ci lui donnera toute assistance et protection comme aux navires de sa propre nation, lui permettant, en cas de besoin, de déposer à terre ses marchandises ou même de les transborder sur d'autres navires, sans exiger aucun droit, ni impôt, ni contribution quelconque, à moins qu'elles ne soient livrées à la consommation intérieure.

Le navire naufragé ou échoué et toutes ses parties ou débris, ses provisions et gréements et tous les biens et marchandises qui en auront été sauvés, y compris ceux qui auraient été jetés à la mer ou le produit de leur vente, s'ils sont vendus, de même que tous les papiers trouvés à bord d'un tel navire, seront remis aux propriétaires ou à leurs agents sur leur réclamation.

A défaut de propriétaire ou d'agent sur les lieux, cette remise se fera entre les mains du consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire italien ou hellénique dans le district duquel le naufrage ou échouement aura eu lieu.

Lesdits consuls, propriétaires ou agents ne payeront que les frais occasionnés par le sauvetage et par la conservation des objets sauvés.

Toutes les opérations relatives au sauvetage du bâtiment naufragé, échoué ou abandonné seront dirigées par les consuls et agents consulaires de la nation à laquelle appartient le navire. Les autorités locales feront connaître le naufrage au consul respectif et n'interviendront que pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des personnes employées au sauvetage, si elles sont étrangères aux équipages des bâtiments naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à prendre pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée du consul ou agent consulaire, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Art. 22. Les bâtiments de guerre de l'une des deux Puissances contractantes pourront entrer, séjourner, se radouber dans ceux des ports de l'autre dont l'accès est accordé aux bâti-

ments de guerre de la nation la plus favorisée; ils seront soumis aux mêmes règles et y jouiront des mêmes honneurs, avantages, privilèges et exemptions.

Art. 23. Les Hautes Parties contractantes conviennent de ne pas recevoir de pirates dans les ports, baies, ancrages de leurs États, et d'appliquer l'entière rigueur des lois contre toutes les personnes connues pour être des pirates et contre tous les individus résidant dans leurs États qui seraient convaincus de connivence ou complicité avec elles. Tous les navires et cargaisons appartenant à des citoyens des Hautes Parties contractantes que les pirates prendraient ou conduiraient dans les ports de l'une ou de l'autre seront restitués à leurs propriétaires ou à leurs fondés de pouvoir dûment autorisés, s'ils prouvent l'identité de la propriété, et la restitution aura lieu même quand l'article réclamé serait entre les mains d'un tiers, pourvu qu'il soit prouvé que l'acquéreur savait ou pouvait savoir que ledit article provenait de piraterie.

Art. 24. Les consuls et autres agents consulaires respectifs pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leurs pays, les matelots qui auraient déserté d'un bâtiment de leur nation dans un des ports de l'autre.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes et justifieront, par l'exhibition en original ou en copie dûment certifiée des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra être refusée. Il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays à la réquisition et aux frais des consuls et autres agents consulaires, jusqu'à ce que ces consuls ou agents consulaires aient trouvé une occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se trouvait pas dans le délai de trois mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu que les marins sujets de l'autre Partie seront exceptés de la présente disposition, à moins qu'ils ne soient naturalisés citoyens de l'autre pays.

Si le déserteur a commis quelque délit, il ne sera mis à la disposition du consul ou de l'agent consulaire, qu'après que le tribunal qui a droit d'en connaître aura rendu son jugement et que celui-ci aura eu son effet.

Art. 25. Tous les navires qui, en conformité des lois du Royaume d'Italie, doivent être considérés comme navires italiens, et tous les navires qui, en conformité des lois du Royaume de Grèce, doivent être considérés comme navires helléniques, seront pour l'application du présent Traité considérés respectivement comme navires italiens ou helléniques.

Pour déterminer la capacité des bâtiments seront considérées suffisantes les patentes de jaugeage valables d'après la législation du pays auquel ils appartiennent, sauf la réduction des mesures; quand il s'agit de l'application des droits de navigation ou de port dans l'autre État.

Les deux Gouvernements s'engagent d'ailleurs à établir, par un accord supérieur, un système de jaugeage uniforme pour les bâtiments des deux pays.

Art. 26. Il sera libre à chacune des Hautes Parties contractantes d'établir des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans les villes et ports des États de l'autre.

Ces agents seront réciproquement admis et reconnus en présentant leur provision selon les règles et formalités établies dans les pays respectifs.

L'*exequatur* nécessaire pour le libre exercice de leurs fonctions leur sera délivré sans frais.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires respectifs jouiront réciproquement de toutes les immunités, droits, privilèges et exemptions accordés aux agents de la même classe de la nation la plus favorisée.

Art. 27. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou de tout abaissement dans les tarifs des droits à l'importation ou à l'exportation que l'une d'elles a accordés ou pourrait accorder à l'avenir à une tierce Puissance, et ceci en même temps qu'elle les met en vigueur pour cette tierce Puissance et de plein droit.

Art. 28. Le présent traité sera soumis à l'approbation des Parlements respectifs des deux pays.

Art. 29. Le présent Traité restera en vigueur pendant dix ans à dater de l'échange des ratifications, et au delà de ce terme jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des deux Hautes Parties contractantes aura notifié officiellement à l'autre son intention d'en faire cesser l'effet, chacune des Hautes Parties contractantes se réservant le droit de faire cette notification à l'autre à l'expiration des dix premières années ou à toute époque postérieure.

Art. 30. Les stipulations qui précèdent seront exécutoires

dans les deux Etats immédiatement après l'échange des ratifications.

Art. 31. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Athènes le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Athènes, en double expédition, le 5/17 novembre mil huit cent soixante dix-sept.

(L. S.) *Signé* : MAFFEI.

• : (L. S.) *Signé* : CH. TRICOUPÍ.

GRÈCE — ITALIE

TRAITÉ D'EXTRADITION SIGNÉ A ATHÈNES LE 5/17 NOVEMBRE 1877

S. M. le Roi d'Italie et S. M. le Roi des Hellènes, ayant jugé nécessaire de régler, d'un commun accord, l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

S. M. le Roi d'Italie, M. le comte *Charles Maffei di Boglio*, commandeur des ordres des Saints Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie, son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi des Hellènes,

Et S. M. le Roi des Hellènes, M. *Charilaüs Tricoupi*, son Ministre des affaires étrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement de S. M. le Roi d'Italie et le Gouvernement de S. M. le Roi de Grèce, s'engagent à se livrer réciproquement les individus qui, poursuivis ou condamnés par les tribunaux compétents de l'une des Parties contractantes, comme auteurs ou complices des infractions énumérées dans l'article ci-après, se réfugieraient sur le territoire de l'autre.

Art. 2. Les crimes et délits à raison desquels l'extradition sera accordée sont les suivants :

- 1^o Assassinat ;
- 2^o Parricide ;
- 3^o Infanticide ;
- 4^o Empoisonnement ;

- 5° Homicide volontaire, avec ou sans préméditation ;
- 6° Avortement ;
- 7° Viol ;
- 8° Rapt et enlèvement de personnes ;
- 9° Attentat à la pudeur avec excitation à la débauche ;
- 10° Recélé, suppression et exposition d'enfant ;
- 11° Bigamie ;
- 12° Coups et blessures, avec ou sans préméditation, ayant occasionné soit la mort, soit une maladie ou incapacité de travail personnel pendant plus de 30 jours, ou ayant été suivis de mutilation, amputation ou privation de l'usage d'un membre ou d'un organe, ou d'autres infirmités manentes ;
- 13° Coups et blessures volontaires contre un fonctionnaire public ou un ministre du culte pendant ou à cause de l'exercice de leurs fonctions ;
- 14° Association de malfaiteurs ;
- 15° Brigandage ;
- 16° Extorsion ;
- 17° Menaces contre les personnes et les propriétés d'une contrée entière, avec l'intention de commettre une extorsion ;
- 18° Séquestration ou détention illégale de personnes ;
- 19° Incendie volontaire ;
- 20° Vol, soustraction et fraude, lorsqu'ils sont accompagnés de circonstances entraînant, d'après la législation des deux pays, au moins la peine de reclusion ;
- 21° Soustraction et concussion commises par les fonctionnaires ou dépositaires publics ;
- 22° Corruption de fonctionnaires publics ;
- 23° Contrefaçon ou falsification de monnaie ou de papier-monnaie ayant cours légal et introduction ou émission frauduleuse de fausse monnaie ;
- 24° Contrefaçon ou falsification des obligations de l'État ou d'autres effets publics ou de billets de banque ;
- 25° Falsification des sceaux, poinçons et timbres de l'État ;
- 26° Faux en écriture publique ou privée et usage des pièces fausses en connaissance de leur fausseté ;
- 27° Faux serment, faux témoignage et fausse expertise, subornation de témoins, d'experts et d'interprètes ;
- 28° Calomnie ;
- 29° Banqueroute frauduleuse ;
- 30° Destruction, détérioration et dégradation, dans une intention coupable, de toute propriété mobilière ou immobilière, soit privée, soit appartenant à l'État ;

31° Baraterie;

32° Piraterie ou faits assimilés à la piraterie, à moins que l'État requis ne soit compétent pour la répression et ne préfère se la réserver;

33° Insurrection de l'équipage d'un navire.

Sont comprises dans les qualifications précédentes les tentatives, lorsqu'elles sont prévues et punies par les législations des deux pays.

Art. 3. En matière correctionnelle, sont extradés :

1° Les condamnés contradictoirement ou par défaut, quand la peine prononcée sera au moins de trois mois d'emprisonnement;

2° Les prévenus, quand le maximum de la peine applicable au fait incriminé sera, d'après la loi du pays réclamant, au moins de deux ans d'emprisonnement ou d'une peine équivalente, ou que le prévenu aura déjà été condamné à une peine criminelle ou à un emprisonnement de plus d'un an.

Art. 4. Les crimes et délits politiques, ainsi que les faits connexes à un semblable délit, sont exceptés de la présente Convention.

Art. 5. Aucun sujet italien ne sera extradé au Gouvernement hellénique, et aucun sujet hellène ne sera extradé au Gouvernement italien.

En cas qu'un sujet italien se réfugie en Italie, après avoir commis un crime ou un délit sur le territoire hellénique, et, réciproquement, en cas qu'un sujet hellène se réfugie en Grèce après avoir commis en Italie un crime ou un délit, le Gouvernement du pays où le crime aura été commis remettra à celui du pays de refuge le corps du délit et tous les objets pouvant le constater, afin que le prévenu soit poursuivi conformément à la législation de l'État auquel il appartient.

Art. 6. Si l'individu poursuivi ou condamné s'est fait naturaliser sujet de l'État requis, après la perpétration du crime, cette naturalisation n'empêchera pas sa recherche, son arrestation et son extradition.

Cependant l'extradition ne sera pas accordée s'il s'est écoulé cinq années, depuis que la naturalisation est acquise, et si, depuis ce moment, l'individu réclamé est resté domicilié dans le pays requis.

Art. 7. L'extradition ne pourra avoir lieu si, depuis les faits imputés, la poursuite ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise, d'après les lois du pays requis, ou en cas de compétence des tribunaux du pays requis pour connaître sur le fait imputé.

Art. 8. L'individu extradé ne pourra être poursuivi ou jugé contradictoirement pour aucune infraction autre que celle ayant motivé l'extradition.

Cela ne s'applique pas aux infractions commises après l'extradition.

Art. 9. Si l'individu réclamé est poursuivi ou détenu pour une infraction commise dans le pays où il s'est réfugié, son extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait été jugé et qu'il ait subi sa peine.

Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays, à raison d'obligations par lui contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu, néanmoins, sauf à la partie lésée à poursuivre ses droits devant l'autorité compétente.

Art. 10. L'extradition sera accordée conformément aux formalités établies par les lois du pays requis.

Art. 11. La demande d'extradition sera faite réciproquement par la voie diplomatique.

Elle sera accompagnée, soit d'un arrêt ou jugement de condamnation, soit d'une ordonnance de mise en accusation de la chambre du conseil, soit d'un mandat d'arrêt décerné contre l'accusé et expédié dans les formes prescrites par la législation du pays requérant, soit de tout autre ayant au moins la même force que ce mandat.

Toutes ces pièces seront produites en original ou en copie authentique et dûment légalisée. Elles indiqueront également la nature et la gravité des faits poursuivis, leur date, ainsi que le texte de la loi applicable à ces faits, et seront, autant que possible, accompagnées du signalement de l'individu réclamé.

Art. 12. En cas d'urgence, l'arrestation provisoire de l'individu poursuivi sera effectuée sur avis transmis par la poste ou par le télégraphe, et toujours par voie diplomatique, de l'existence d'un arrêt de condamnation ou d'une ordonnance de la chambre du conseil, ou d'un mandat d'arrêt, à la condition, toutefois, que ce document sera régulièrement transmis, par voie diplomatique, au Ministère des affaires étrangères du pays requis. Si, dans le délai d'un mois, ce document n'est pas produit, l'étranger, provisoirement arrêté, sera remis en liberté.

Art. 13. Si l'individu réclamé et arrêté dans les conditions de la présente convention n'est pas extradé et renvoyé à son pays, dans le délai d'un mois, après son arrestation, il sera mis en liberté, et ne pourra plus être réclamé pour la même cause.

Art. 14. Dans le cas de réclamation du même individu de la

part de deux États, pour crimes distincts, le Gouvernement requis statuera, en prenant pour base la gravité du fait poursuivi, l'autorité de la demande, ou les facilités accordées pour que l'inculpé soit restitué, s'il y a lieu, d'un pays à l'autre pour purger successivement les accusations.

Art. 15. Si le prévenu ou le condamné n'est pas sujet de celui des deux États contractants qui le réclame, le Gouvernement saisi de la demande d'extradition restera libre de donner à cette demande la suite qui lui paraîtra convenable et de livrer le prévenu, pour être jugé, soit à son propre pays, soit au pays où le crime aura été commis.

Art. 16. Tous les objets trouvés en possession de l'individu réclaté et pouvant constater le crime ou le délit, ainsi que les objets provenant de vol ou de banqueroute frauduleuse, seront saisis et remis à la Puissance réclamante, suivant avis de l'autorité judiciaire compétente du pays requis, soit qu'il ne puisse y être donné suite, l'accusé ou le coupable s'étant de nouveau évadé ou étant décédé. Sont réservés, toutefois, les droits que des tiers, non impliqués dans la poursuite, auraient pu acquérir sur les objets indiqués dans le présent article.

Art. 17. Les frais occasionnés par l'arrestation, la détention et la nourriture des individus réclamés et leur transport jusqu'à bord d'un navire, seront supportés par celui des deux États sur le territoire duquel les extradés auront été saisis.

Art. 18. Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale, un des deux Gouvernements jugera nécessaire l'audition des témoins domiciliés dans l'autre État, ou tout autre acte d'instruction, une commission rogatoire sera envoyée, à cet effet, par la voie diplomatique, sans autre formalité que la signature du magistrat instructeur compétent, et il y sera donné suite d'urgence, en observant les lois du pays où les témoins seront invités à comparaître.

Art. 19. Si, dans une cause pénale, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le Gouvernement du pays auquel appartient le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite; et, en cas de consentement, il lui sera accordé par l'État, requérant des frais de voyage et de séjour, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu. Les personnes résidant en Italie et en Grèce, appelées en témoignage devant les tribunaux de l'un ou de l'autre pays ne pourront être poursuivies ni détenues, pendant leur séjour dans le pays qui aura demandé leur comparution, ni pendant leur voyage d'aller et retour, pour des frais ou condam-

nations antérieurs, civils ou criminels, ni sous prétexte de complicité dans les faits qui feront l'objet du procès où elles figureront comme témoins.

Art. 20. Lorsque, dans une cause pénale, instruite dans l'un des deux pays, la confrontation des criminels détenus dans l'autre, ou la production des pièces de conviction ou documents judiciaires sera jugée utile, la demande en sera faite par la voie diplomatique et l'on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer, dans le plus bref délai possible, les criminels et les pièces.

Art. 21. Les frais occasionnés par le transport et le renvoi des criminels à confronter, ainsi que par l'envoi et la restitution de pièces de conviction et des documents judiciaires mentionnés dans l'article précédent seront supportés, hors du territoire de l'État requis, par le Gouvernement qui aura réclamé la confrontation ou envoi desdits individus et objets.

Art. 22. Les deux Gouvernements s'obligent à se communiquer réciproquement et par voie diplomatique tous les arrêts et documents de condamnation pour crimes ou délits prononcés par les tribunaux de l'un des deux États contre les sujets de l'autre.

Art. 23. L'extradition par voie de transit sur le territoire grec ou italien, ou par les bâtiments des deux États, d'un individu n'appartenant pas aux pays de transit et livré par un autre Gouvernement sera autorisée, sur simple demande par voie diplomatique, appuyée des pièces nécessaires pour établir qu'il ne s'agit pas d'un délit politique. Le transport s'effectuera par les voies les plus rapides, sous la conduite d'agents du pays requis, et aux frais du Gouvernement réclamant.

Art. 24. L'application de la présente Convention aura pour point de départ la date de l'échange des ratifications; les faits antérieurs à cette date ne pourront être l'objet d'une demande d'extradition que dans le cas où les personnes réclamées se seraient réfugiées sur le territoire de l'État requis après la signature de la présente Convention.

Art. 25. La présente Convention est conclue pour cinq années à compter du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où six mois avant l'expiration de ce terme, aucun des deux Gouvernements n'aurait déclaré y renoncer, elle sera valable pour cinq autres années, et ainsi de suite de cinq ans en cinq ans.

Art. 26. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifica-

tions en seront échangées à Athènes dans le plus court délai possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Athènes, le 5/17 novembre 1877.

(L. S.) *Signé* : MAFFEI.

(L. S.) *Signé* : CH. TRICOUPI.

FRANCE — ESPAGNE

TRAITÉ D'EXTRADITION SIGNÉ A MADRID LE 14 DÉCEMBRE 1877

Le Président de la République française et S. M. le Roi d'Espagne, désirant assurer la répression des crimes et délits, ont résolu d'un commun accord de conclure une nouvelle Convention remplaçant celle du 26 août 1850, en vigueur, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française,

M. Jean-Baptiste-Alexandre-Damase, comte de Chaudordy,
Commandeur de l'ordre de la Légion d'honneur de France, chevalier grand-croix de l'ordre royal et distingué de Charles III, grand-croix de l'ordre du Danebrog, etc., son ambassadeur près S. M. Catholique, etc., etc.;

Et S. M. le Roi d'Espagne,

Don Manuel Silvela, chevalier grand-croix de l'ordre royal et distingué de Charles III, grand-croix de l'ordre de l'Aigle rouge de Prusse, de celui de Léopold de Belgique, de celui de Notre-Dame de la Conception de Villa Vicoza de Portugal, de Saint-Olaf de Suède et du Nisham-Iftijar de Tunis, etc., son Ministre d'État;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants :

Art. 1^{er}. Les Gouvernements français et espagnol s'engagent à se livrer réciproquement, sur la demande que l'un des deux Gouvernements adressera à l'autre, à la seule exception de leurs nationaux, les individus réfugiés d'Espagne en France et dans les colonies françaises, ou de France et des colonies françaises en Espagne, et poursuivis, mis en prévention ou en accusation, ou condamnés comme auteurs, complices ou recéleurs par les

tribunaux de celui des deux pays où l'infraction a été commise, pour les crimes et délits consommés ou tentés ou dont l'exécution a échoué, et qui sont énumérés dans l'article ci-après.

Néanmoins, lorsque le crime ou le délit motivant la demande d'extradition aura été commis hors du territoire du Gouvernement requérant, il pourra être donné suite à cette demande, si la législation du pays requis autorise la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire.

Art. 2. Les crimes et délits pour lesquels il y aura lieu à extradition sont :

1° L'assassinat, l'empoisonnement, le parricide et l'infanticide ;

2° Le meurtre ;

3° Les menaces de mort et d'incendie, lorsqu'elles auront été faites par écrit et sous condition ;

4° Les coups portés et les blessures faites volontairement, soit avec préméditation soit quand il en est résulté une infirmité ou incapacité permanente de travail personnel, la perte ou la privation de l'usage absolu d'un membre, de l'œil ou de tout autre organe, une mutilation grave ou la mort sans intention de la donner ; l'homicide par imprudence, négligence, maladresse et inobservation des règlements ;

5° L'avortement ;

6° L'administration volontaire et coupable, quoique sans intention de donner la mort, de substances pouvant la donner ou altérer gravement la santé ;

7° L'enlèvement, le recel, la suppression, la substitution ou la supposition d'enfants ;

8° L'exposition ou le délaissement d'enfants ;

9° L'enlèvement de mineurs ;

10° Le viol ;

11° L'attentat à la pudeur avec violence ;

12° L'attentat à la pudeur sans violence, sur la personne ou à l'aide de la personne d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe âgé de moins de treize ans ;

13° L'attentat aux mœurs, en excitant, facilitant ou favorisant habituellement, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche ou la corruption de mineurs de l'un ou de l'autre sexe.

14° Les attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers ;

15° La bigamie ;

16° L'association de malfaiteurs ;

17° La contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets

de banque, de titres publics ou privés ; l'émission ou mise en circulation de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés ; le faux en écriture ou dans les dépêches télégraphiques et l'usage de ces dépêches, effets, billets ou titres contrefaits, fabriqués ou falsifiés ;

18° La fausse monnaie, comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie ; l'émission et la mise en circulation de la monnaie contrefaite et altérée ;

19° La contrefaçon ou falsification des sceaux, timbres, poinçons et marques ; l'usage de sceaux, timbres, poinçons et marques contrefaits ou falsifiés, et l'usage préjudiciable de vrais sceaux, timbres, poinçons et marques ;

20° Le faux témoignage, la subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes ;

21° Le faux serment ;

22° La concussion et les détournements commis par des fonctionnaires publics ;

23° La corruption de fonctionnaires publics ou d'arbitres ;

24° L'incendie volontaire ;

25° Le vol ;

26° L'extorsion par force, violence ou contrainte ;

27° L'escroquerie ;

28° L'abus de confiance ;

29° Les falsifications de substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses, et de boissons destinées à être vendues, lorsque ces falsifications ont été opérées au moyens de mixtions étrangères nuisibles à la santé ; la vente ou mise en vente des marchandises ainsi falsifiées ;

30° La banqueroute frauduleuse ;

31° La destruction ou le dérangement des voies ferrées et généralement l'emploi de tout moyen quelconque à l'effet d'entraver la marche des convois ou de les faire sortir des rails ;

32° La destruction de constructions de machine à vapeur ou d'appareils télégraphiques ;

33° La destruction ou la dégradation de tombeaux, de monuments, d'objets d'art, de titres, documents, registres et autres papiers ;

34° Les destructions, détériorations ou dégâts de denrées, marchandises ou autres propriétés mobilières ;

35° La destruction ou dévastation de récoltes ou plants ;

36° La destruction d'instruments d'agriculture, la destruction ou l'empoisonnement de bestiaux ou autres animaux domestiques ;

37° L'opposition, par des voies de fait, à la confection ou exécution des travaux autorisés par le pouvoir compétent;

38° Crimes commis en mer ;

a) Tout acte de déprédation ou de violence commis, par l'équipage d'un navire français ou espagnol, contre un navire espagnol ou français ou par l'équipage d'un navire étranger, non pourvu de commission régulière, contre des navires français ou espagnols, leurs équipages ou leurs chargements.

b) Le fait, par tout individu faisant ou non partie d'un bâtiment de mer, de le livrer aux pirates.

c) Le fait, par tout individu faisant partie ou non de l'équipage d'un navire ou d'un bâtiment de mer, de s'emparer dudit navire ou bâtiment par fraude ou violence.

d) Destruction, submersion, échouement ou perte d'un navire dans une intention coupable.

e) Révolte par deux ou plusieurs personnes à bord d'un navire en mer contre l'autorité du capitaine ou du patron.

Sont comprises dans les qualifications précédentes, les tentatives, lorsqu'elles sont prévues par les législations des deux pays.

L'extradition aura lieu dans les cas prévus ci-dessus :

1° Pour les condamnés contradictoirement ou par défaut, lorsque le total des peines prononcées sera au moins d'un mois d'emprisonnement ;

2° Pour les prévenus, lorsque le maximum de la peine applicable au fait incriminé sera, d'après la loi du pays réclamant, au moins de deux ans d'emprisonnement ou d'une peine équivalente, ou lorsque le prévenu aura déjà été condamné à une peine criminelle ou à un emprisonnement de plus d'un an ; et, en Espagne, pour les faits considérés comme délits moins graves quand le total des peines imposées dépassera deux ans de privation de liberté.

Dans tous les cas, crimes ou délits, l'extradition ne pourra avoir lieu que lorsque le fait similaire sera punissable d'après la législation du pays à qui la demande a été adressée.

Art. 3. Aucune personne accusée ou condamnée ne sera livrée si le délit pour lequel l'extradition est demandée est considéré par la partie requise comme un délit politique ou un fait connexe à un semblable délit.

Art. 4. La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique.

Art. 5. L'extradition sera accordée sur la production du mandat d'arrêt décerné contre l'individu réclamé ou de tout autre

acte, ayant au moins la même force que ce mandat, et indiquant également la nature et la gravité des faits poursuivis, ainsi que la disposition pénale applicable à ces faits.

Ces pièces seront, autant que possible, accompagnées du signalement de l'individu réclamé et d'une copie du texte de la loi pénale applicable au fait incriminé.

Art. 6. En cas d'urgence, l'arrestation provisoire sera effectuée sur avis, transmis par la poste ou par le télégraphe, de l'existence d'un mandat d'arrêt, à la condition, toutefois, que cet avis sera régulièrement donné par voie diplomatique au Ministre des affaires étrangères du pays où l'inculpé s'est réfugié.

L'arrestation de l'étranger aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation ou Gouvernement auquel elle est demandée.

Art. 7. L'étranger, arrêté provisoirement aux termes de l'article précédent, sera mis en liberté si, dans le délai d'un mois après son arrestation, il ne reçoit notification de l'un des documents mentionnés dans l'article 5 de la présente Convention.

Art. 8. Quand il y aura lieu à l'extradition, tous les objets saisis, qui peuvent servir à constater le crime ou le délit, ainsi que les objets provenant de vol, seront, suivant l'appréciation de l'autorité compétente, remis à la Puissance réclamante, soit que l'extradition puisse s'effectuer, l'accusé ayant été arrêté, soit qu'il ne puisse y être donné suite, l'accusé ou le coupable s'étant de nouveau évadé ou étant décédé.

Cette remise comprendra aussi tous les objets que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays et qui seraient découverts ultérieurement. Sont réservés, toutefois, les droits que des tiers non impliqués dans la poursuite auraient pu acquérir sur les objets indiqués dans le présent article.

Art. 9. Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné pour une infraction commise dans le pays où il s'est réfugié, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient abandonnées, jusqu'à ce qu'il ait été acquitté ou absous, ou jusqu'au moment où il aura subi sa peine.

Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays, à raison d'obligations par lui contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins, sauf à la partie lésée à poursuivre ses droits devant l'autorité compétente.

Art. 10. L'individu qui aura été livré ne pourra être poursuivi ou jugé contradictoirement pour aucune infraction autre que celle ayant motivé l'extradition, à moins du consentement

exprès et volontaire donné par l'inculpé et communiqué au Gouvernement qui l'a livré.

Art. 11. L'extradition pourra être refusée si, depuis les faits imputés, le dernier acte de poursuite ou la condamnation, la prescription de la peine ou de l'action est acquise d'après les lois du pays où le prévenu s'est réfugié, ou si les faits incriminés ont été l'objet d'une amnistie ou d'un *indulto*.

Art. 12. Les frais occasionnés par l'arrestation, la détention, la garde, la nourriture des prévenus et le transport des objets mentionnés dans l'article 8 de la présente Convention, au lieu où la remise s'effectuera, seront supportés par celui des deux États sur le territoire duquel les extradés auront été saisis.

Art. 13. Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, un des deux Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre État, une commission rogatoire sera envoyée, à cet effet, par la voie diplomatique, et il y sera donné suite par les officiers compétents, en observant les lois du pays où l'audition des témoins devra avoir lieu.

Toutefois, les commissions rogatoires tendant à faire opérer soit une visite domiciliaire, soit la saisie du corps du délit ou de pièces à conviction, ne seront exécutées que pour l'un des faits énumérés à l'article 2 du présent Traité, et sous la réserve exprimée dans le paragraphe 2 de l'article 8 ci-dessus.

Les Gouvernements respectifs renoncent à toute réclamation ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution des commissions rogatoires, dans le cas même où il s'agirait d'expertise, pourvu, toutefois, que cette expertise n'ait pas entraîné plus d'une vacation.

Aucune réclamation ne pourra non plus avoir lieu pour les frais de tous actes judiciaires spontanément faits par les magistrats de chaque pays, pour la poursuite ou la constatation de délits commis sur le territoire par un étranger qui serait ensuite poursuivi dans sa patrie, conformément aux articles 5 et 6 du code d'instruction criminelle français ou à la loi espagnole du 15 septembre 1870.

Art. 14. Les simples notifications d'actes, jugements ou pièces de procédure, réclamés par la justice de l'un des deux pays, en matière non politique, seront faites à tout individu résidant sur le territoire de l'autre pays sans engager la responsabilité de l'État, qui se bornera à en assurer l'authenticité.

A cet effet, la pièce transmise diplomatiquement ou directement au ministère public du lieu de la résidence sera signifiée à la personne, à sa requête, par les soins d'un officier compétent, et

il renverra au magistrat expéditeur, avec son visa, l'original constatant la notification.

Art. 15. Si, dans une cause pénale non politique, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le Gouvernement du pays où réside le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite. Dans ce cas, des frais de voyage et de séjour calculés depuis sa résidence lui seront accordés, d'après les tarifs et règlements en vigueur, dans le pays où l'audition devra avoir lieu ; il pourra lui être fait, sur sa demande, par les soins des magistrats de sa résidence, l'avance de tout ou partie des frais de voyage, qui seront ensuite remboursés par le Gouvernement intéressé. Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaitra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits objets du procès où il figurera comme témoin.

Art. 16. Il est formellement stipulé que l'extradition, par voie de transit à travers le territoire de l'une des Parties contractantes, d'un individu livré à l'autre Partie, sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés à l'article 5, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans le présent Traité et ne rentre pas dans les prévisions des articles 3 et 11.

Art. 17. Les stipulations du présent Traité sont applicables aux colonies et aux possessions des deux Hautes Parties contractantes, où il sera procédé de la manière suivante :

La demande d'extradition du malfaiteur qui s'est réfugié dans une colonie ou possession étrangère de l'une des Parties, sera faite au Gouverneur ou fonctionnaire principal de cette colonie ou possession, par le principal agent consulaire de l'autre dans cette colonie ou possession, ou si le fugitif s'est échappé d'une colonie ou possession étrangère, de la Partie au nom de laquelle l'extradition est demandée, par le Gouverneur ou par le fonctionnaire principal de cette colonie ou possession.

Les demandes seront faites ou accueillies, en suivant toujours aussi exactement que possible les stipulations de ce Traité, et en tenant compte des distances et de l'organisation des pouvoirs locaux, par le Gouverneur ou premier fonctionnaire, qui, cependant, aura la faculté ou d'accorder l'extradition ou d'en référer à son Gouvernement.

Art. 18. La présente Convention, remplaçant celle du 26 août

1850, sera exécutoire le trentième jour à partir de l'échange des ratifications.

Elle demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour où l'une des deux Hautes Parties contractantes aura déclaré vouloir en faire cesser les effets.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention, qu'ils ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Madrid, le quatorze décembre mil huit soixante-dix-sept.

(L.S.) *Signé* : CHAUDORDY. (L. S.) *Signé* : MANUEL SILVELA.

FRANCE — BELGIQUE

CONVENTION RELATIVE AU RACCORDEMENT, A LA FRONTIÈRE, DES SECTIONS FRANÇAISE ET BELGE DU CHEMIN DE FER DE MONTMÉDY A MARBEHAN PAR VIRTON, SIGNÉE A PARIS LE 20 FÉVRIER 1878.

Le Président de la République française et S. M. le Roi des Belges, également animés du désir de procurer aux nationaux des deux pays de nouvelles facilités de communication, ont résolu de conclure une Convention pour l'établissement d'un chemin de fer reliant directement Montmédy à Marbehan par Virton, et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, M. *Waddington*, Sénateur, Ministre des affaires étrangères ;

S. M. le Roi des Belges, M. le baron *Beyens*, grand officier de son ordre royal de Léopold, grand officier de la Légion d'honneur, etc., son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement français s'engage à assurer, dans les limites des Conventions intervenues entre lui et la compagnie des chemins de fer de l'Est, l'exécution d'un chemin de fer de la

ligne de Sedan à Thionville à la frontière de Belgique, dans la direction de Virton.

De son côté, le Gouvernement belge s'engage, dans les limites des Conventions intervenues entre lui et le sieur Justin Thévenet, constructeur et entrepreneur domicilié à Mont-sur-Marchienne, à assurer l'exécution d'un chemin de fer se détachant de la ligne de Namur à Arlon, et se dirigeant vers la frontière française en passant par ou près de Virton.

Art. 2. Le raccordement, à la frontière, des deux tronçons, belge et français, du chemin de fer de la ligne française de Sedan à Thionville (Montmédy) à la ligne de Namur à Arlon (Marbehan), sera effectué d'après les indications suivantes, conformes au plan et au profil joints au procès-verbal de la conférence du 6 juin 1877, lesquels, ainsi que ledit procès-verbal, sont approuvés par les Hautes Parties contractantes :

1° La frontière sera traversée suivant un alignement droit présentant, en France, une longueur de 132^m. 24, et s'étendant, en Belgique, de la frontière au chemin n° 5 de Lamorteau à la route de Montmédy à Virton. La limite des territoires est déterminée par deux bornes-frontières : l'une C, voisine de la route de Montmédy à Virton ; l'autre D, située près de la rivière du Ton.

L'alignement suivi par le tracé passe à 41 mètres à l'est de la borne C, mesurés sur la ligne frontière CD, et forme avec cette ligne CD un angle de 86° 19', mesuré vers la Belgique et vers la rivière le Ton. Cet alignement est jalonné sur le terrain et repéré comme il suit :

Prolongé en France vers Écouvies, il rencontre l'axe prolongé d'un aqueduc sur la route de Montmédy à Virton, à 8^m. 11 à l'est de la tête d'aval de cet ouvrage.

Il traverse le village de Lamorteau en passant en un point pris sur le prolongement de la façade nord de la maison Hermand (Jacques), à 5 mètres à l'ouest de l'angle nord-ouest de cette maison.

2° Les terrassements seront établis à la frontière, suivant un palier de 249^m. 30, dont 131 mètres sur la France et 118^m. 30 sur la Belgique.

L'altitude de ce palier, rapportée au nivellement français, est de 195^m. 85 et, au nivellement belge, de 197^m. 18. Ce même palier se trouvera à 2^m. 94 au-dessous de la face horizontale supérieure de la borne C, point pris pour repère spécial, dont l'altitude est de 198^m. 79 dans le nivellement français et de 200^m. 12 dans le nivellement belge.

Le rail sera établi sur ce palier à 44 centimètres au-dessus du niveau de l'axe de la plate-forme des terrassements.

A Marbehan (Belgique) comme à Montmédy (France), le chemin de fer, objet de la présente Convention, sera raccordé à ceux existants de manière à ce que les locomotives et les wagons des deux pays puissent circuler sans entraves sur les différentes lignes.

Art. 3. Chacun des deux Gouvernements arrêtera et approuvera les projets relatifs à la construction, sur son territoire, des deux tronçons de chemin de fer dont il s'agit.

La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails sera, dans les deux pays, de 1^m.44 au moins, et de 1^m.45 au plus.

Les tampons des locomotives et des wagons seront établis de telle manière qu'il y ait concordance avec les dimensions adoptées sur les chemins de fer en exploitation dans les deux pays.

Art. 4. Les deux Gouvernements chercheront les moyens d'obtenir que la section comprise entre les stations frontières des deux chemins de fer français et belge, et située partie sur le territoire français et partie sur le territoire belge, soit exploitée par une seule compagnie ou administration.

Ils permettront que les compagnies ou administrations chargées de l'exploitation des lignes sur les deux territoires s'entendent à ce sujet. En cas d'accord à cet égard, accord qui sera soumis à l'approbation des Hautes Parties contractantes, les deux Gouvernements se réservent de s'entendre ultérieurement en ce qui concerne cette exploitation par voie de correspondances.

Art. 5. Toute administration à laquelle sera confiée l'exploitation commune des parties française et belge du chemin de fer sera tenue de désigner, tant en France qu'en Belgique, un agent spécial et un domicile d'élection où devront être adressés les ordres, les communications et les réquisitions que les Gouvernements respectifs et les autorités compétentes auront à faire parvenir à cette administration.

Art. 6. Les deux Gouvernements s'engagent à faire rédiger les règlements de police pour ces chemins de fer, autant que possible, d'après les mêmes principes, et à faire organiser l'exploitation, autant que faire se pourra, d'une manière uniforme.

Art. 7. Les deux Gouvernements feront, d'un commun accord, en sorte que, dans les stations dans lesquelles, tant en France qu'en Belgique, le chemin de fer sera relié avec ceux existants dans les deux pays, il y ait, autant que possible, correspondance entre les départs et les arrivées des trains les plus directs. Ils se

réservent de déterminer le minimum des trains destinés au transport des voyageurs, minimum qui ne pourra, dans aucun cas, être moindre que deux par jour dans chaque direction.

Art. 8. Sur tout le parcours du chemin de fer, il ne sera pas fait de différence entre les sujets des deux États, quant au mode et au prix de transport et au temps de l'expédition. Les voyageurs et les marchandises passant de l'un des deux États dans l'autre ne seront pas traités, sur le territoire de l'État dans lequel ils entreront, moins favorablement que les voyageurs et les marchandises circulant à l'intérieur de chacun des deux pays.

Art. 9. Les deux Gouvernements conviennent réciproquement que les formalités à remplir, pour la vérification des passeports et pour la police concernant les voyageurs seront réglées de la manière la plus favorable que le permet la législation de chacun des deux États.

Art. 10. Pour favoriser, autant que possible, l'exploitation du chemin de fer, les deux Gouvernements accorderont aux voyageurs, à leurs bagages et aux marchandises transportées, en ce qui concerne les formalités d'expédition en douane, toutes les facilités compatibles avec les lois douanières et les règlements généraux des deux États, et spécialement celles qui sont déjà ou seront ultérieurement accordées sur tout autre chemin de fer traversant la frontière de l'un des deux États.

Les marchandises et bagages transportés de l'un dans l'autre des deux pays, à destination des stations autres que celles situées à la frontière, seront admis à passer outre jusqu'au lieu de leur destination, sans être soumis aux visites de la douane dans les bureaux de la frontière, pourvu qu'à ce lieu de destination se trouve établi un bureau de douane, qu'il soit satisfait aux lois et règlements généraux, et pour autant que, dans certains cas, d'après ces lois et règlements, la visite ne soit pas jugée nécessaire ailleurs.

Les deux Gouvernements se confèrent respectivement le droit de faire escorter par leurs employés de douane les convois circulant entre les stations frontières des deux pays.

Art. 11. Les compagnies ou administrations chargées de l'exploitation du chemin de fer seront tenues, en ce qui concerne le service des postes entre et dans les stations frontières, de remplir les obligations dont l'indication suit :

1° Transporter gratuitement, par chaque convoi pour voyageurs, les voitures de la poste des deux Gouvernements avec leur matériel de service, les lettres et les employés chargés du service ;

2° Transporter gratuitement, tant que les deux Gouvernements ne feront pas usage de la faculté mentionnée au paragraphe précédent, les malles de la poste et les courriers qui convoient les malles, dans un ou deux compartiments d'une voiture ordinaire de 2^e classe ;

3° Accorder aux employés de l'administration postale la libre entrée des voitures destinées au service de la poste et leur laisser la faculté de prendre ou de remettre les lettres et les paquets ;

4° Mettre à la disposition des administrations postales des deux États, dans les stations qui seront désignées à cet effet, un emplacement sur lequel elles pourront établir les bâtiments ou hangars nécessaires au service de la poste et dont le prix de location sera fixé de gré à gré ou à dire d'experts ;

5° Établir, autant que faire se pourra, entre l'exploitation du chemin de fer et le service du transport des lettres, la conformité qui sera jugée nécessaire par les deux Gouvernements pour obtenir un transport aussi régulier et aussi prompt que possible.

Les administrations des postes des deux États s'entendront entre elles relativement à l'emploi du chemin de fer pour le service postal entre les stations frontières.

Art. 12. Les deux Gouvernements consentent à ce qu'il soit établi des télégraphes électro-magnétiques pour le service du chemin de fer.

Des télégraphes électro-magnétiques pour le service international et public pourront également être établis le long du chemin de fer par les soins des deux Gouvernements, chacun sur son territoire.

Art. 13. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé ladite Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double expédition, à Paris, le 20 février 1878.

(L. S.) *Signé* : WADDINGTON.

(L. S.) *Signé* : BEYENS.

FRANCE — DANEMARK

CONVENTION RELATIVE A L'ÉCHANGE DES MANDATS DE POSTE
SIGNÉE A PARIS LE 27 FÉVRIER 1878

Le Président de la République française et S. M. le Roi de Danemark, animés du désir de faciliter les relations postales entre les deux pays, par l'introduction du service des mandats de poste, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, M. Waddington, Sénateur, Ministre des affaires étrangères ;

S. M. le Roi de Danemark, M. le comte de *Moltke-Hvitfeldt*, grand-croix de l'ordre du Danebrog et décoré de la croix d'honneur du même ordre, grand officier de l'ordre national de la Légion d'honneur, etc., etc., son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1. Des envois de fonds pourront être faits, par la voie de la poste, tant de la France et de l'Algérie pour le Danemark (à l'exception de l'Islande, du Groënland et des Antilles danoises) que du Danemark pour la France et l'Algérie.

Ces envois s'effectueront au moyen des mandats en usage dans les deux pays pour les envois d'argent à l'étranger.

Aucun mandat ne pourra être de plus de 375 francs, s'il est payable en France ou en Algérie, ni de plus de 270 couronnes, s'il est payable en Danemark.

Art. 2. Il sera perçu, pour chaque envoi de fonds effectué en vertu de l'article précédent, une taxe à la charge de l'envoyeur, qui sera déterminée par l'administration du pays d'origine.

Art. 3. L'administration qui aura délivré des mandats payera à l'administration qui les aura acquittés un droit de 1 p. 100 du montant des sommes dont celle-ci aura fait l'avance.

Art. 4. Le montant de chaque mandat sera exprimé en monnaie du pays où le paiement devra avoir lieu.

Les bases de conversion de la monnaie du pays d'origine en monnaie du pays de destination seront fixées par l'administration du pays d'origine.

Art. 5. Il est formellement convenu entre les Parties contrac-

tantes que les mandats délivrés par les bureaux de poste français ou danois, en exécution de l'art. 1^{er} de la présente Convention, et les acquits donnés sur ces mandats ne pourront, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être soumis à un droit ou à une taxe quelconque à la charge des destinataires des fonds.

Art. 6. L'administration des postes de France et l'administration des postes de Danemark dresseront, aux époques qui seront fixées par elle d'un commun accord, les comptes sur lesquels seront récapitulées toutes les sommes payées par leurs bureaux respectifs, et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés, en monnaie métallique du pays créancier, par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre, dans le délai dont les administrations conviendront.

A cet effet, la créance la plus faible sera convertie en même monnaie que la créance la plus forte, d'après le taux d'un change qui sera fixé d'un commun accord entre les deux administrations.

En cas de non-paiement du solde d'un compte dans le délai convenu, le montant de ce solde sera productif d'intérêts à dater du jour de l'expiration dudit délai, jusqu'au jour où le paiement aura lieu. Ces intérêts seront calculés à raison de 5 p. 100 l'an, et devront être portés au débit de l'administration retardataire sur le compte auquel se rapportera la somme productive d'intérêts.

Il est entendu que les soldes des comptes des mandats et les soldes des comptes des correspondances seront réduits par balance, toutes les fois qu'ils seront respectivement contraires ; mais l'excédant, s'il résulte du compte des mandats, devra néanmoins être soldé dans les délais fixés pour la liquidation desdits comptes des mandats.

Art. 7. Les sommes encaissées par chacune des deux administrations, en échange des mandats dont le montant n'aura pas été réclamé par les ayant-droit dans les délais fixés par les lois et règlements du pays d'origine, seront définitivement acquises à l'administration qui aura délivré ces mandats.

Art. 8. L'administration des postes de France et l'administration des postes de Danemark désigneront, chacune pour ce qui la concerne, les bureaux qui devront délivrer et payer les mandats à émettre en vertu des articles précédents. Elles régleront la forme des mandats susmentionnés, celle des comptes désignés à l'article 6, ainsi que toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente Convention.

Il est entendu que chaque administration portera à la connaissance de l'autre les modifications qu'elle apportera dans sa liste des bureaux autorisés à dresser et à payer les mandats, et que les autres mesures pourront être modifiées par les deux administrations toutes les fois que, d'un commun accord, elles en reconnaîtront la nécessité.

Art. 9. Il est entendu que chacune des deux administrations pourra, dans des circonstances extraordinaires qui seraient de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement le service des mandats internationaux, à condition d'en donner avis immédiatement, et par le télégraphe, à l'autre administration.

Art. 10. La présente Convention sera mise à exécution à partir du jour dont les deux Parties conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États, et elle demeurera obligatoire, de trois mois en trois mois, jusqu'à ce que l'une des Parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais trois mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant ces trois derniers mois, la Convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes après l'expiration dudit terme.

Art. 11. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 27 février 1878.

(L. S.) *Signé* : WADDINGTON.

(L. S.) *Signé* : MOLTKE-HVITFELDT.

FRANCE — NORWÈGE

CONVENTION RELATIVE A L'ÉCHANGE DES MANDATS DE POSTE SIGNÉE A PARIS LE 20 AVRIL 1878

Le Président de la République française et S. M. le Roi de Suède et de Norwège, animés du désir de faciliter les relations postales entre la France et la Norwège par l'introduction du service des mandats de poste, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, *M. Waddington*, Sénateur, Ministre des affaires étrangères ;

S. M. le Roi de Suède et de Norwége, *M. Georges-Chrétien Sibbern*, chevalier-commandeur de ses ordres, grand-croix de l'ordre de Saint-Olaf de Norwége, officier de l'ordre de la Légion d'honneur, son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Des envois de fonds pourront être faits par la voie de la poste, tant de la France et de l'Algérie pour la Norwége, que de la Norwége pour la France et l'Algérie.

Ces envois s'effectueront au moyen de mandats en usage dans les deux pays pour les envois d'argent à l'étranger.

Art. 2. Il sera perçu, pour chaque envoi de fonds effectué en vertu de l'article précédent, une taxe à la charge de l'envoyeur, qui sera déterminée par l'administration du pays d'origine.

Art. 3. L'administration qui aura délivré des mandats payera à l'administration qui les aura acquittés un droit de 1 p. 100 du montant des sommes dont celle-ci aura fait l'avance.

Art 4. Le montant de chaque mandat sera exprimé en monnaie du pays où le paiement devra avoir lieu.

Les bases de conversion de la monnaie du pays d'origine en monnaie du pays de destination seront fixées par l'administration du pays d'origine.

Art. 5. Il est formellement convenu entre les Parties contractantes que les mandats délivrés par les bureaux de poste français ou norwégiens, en exécution de l'article 1^{er} de la présente Convention et les acquits donnés sur ces mandats ne pourront, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être soumis à un droit ou à une taxe quelconque à la charge des destinataires des fonds.

Art. 6. L'administration des postes de France et l'administration des postes de Norwége dresseront, aux époques qui seront fixées par elles d'un commun accord, les comptes sur lesquels seront récapitulées toutes les sommes payées par leurs bureaux respectifs ; et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés en monnaie métallique du pays créancier par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre, dans le délai dont les deux administrations conviendront.

A cet effet, la créance la plus faible sera convertie en même

monnaie que la créance la plus forte, d'après le taux d'un change qui sera fixé d'un commun accord entre les deux administrations.

En cas de non-paiement du solde d'un compte dans le délai convenu, le montant de ce solde sera productif d'intérêts à dater du jour de l'expiration dudit délai, jusqu'au jour où le paiement aura lieu. Ces intérêts seront calculés à raison de 5 p. 100 l'an, et devront être portés au débit de l'administration retardataire sur le compte auquel se rapportera la somme productive d'intérêts.

Il est entendu que les soldes des comptes des mandats et les soldes des comptes des correspondances seront réduits par balance toutes les fois qu'ils seront respectivement contraires ; mais l'excédant, s'il résulte du compte des mandats, devra néanmoins être soldé dans les délais fixés pour la liquidation desdits comptes des mandats.

Art. 7. Les sommes encaissées par chacune des deux administrations, en échange des mandats dont le montant n'aura pas été réclamé par les ayant-droit dans les délais fixés par les lois et règlements du pays d'origine, seront définitivement acquises à l'administration qui aura délivré ces mandats.

Art. 8. L'administration des postes de France et l'administration des postes de Norwège désigneront, chacune pour ce qui la concerne, les bureaux qui devront délivrer et payer les mandats à émettre en vertu des articles précédents. Elles régleront la forme des mandats susmentionnés et celle des comptes désignés à l'article 6, ainsi que toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente Convention.

Il est entendu que chaque administration portera à la connaissance de l'autre les modifications qu'elle apportera dans sa liste des bureaux autorisés à dresser et à payer des mandats, et que les autres mesures pourront être modifiées par les deux administrations toutes les fois que, d'un commun accord, elles en reconnaîtront la nécessité.

Art. 9. Il est entendu que chacune des deux administrations pourra, dans des circonstances extraordinaires qui seraient de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement le service des mandats internationaux, à condition d'en donner avis, immédiatement et par le télégraphe, à l'autre administration.

Art. 10. La présente Convention sera mise à exécution à partir du jour dont les deux Parties conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun

des deux États, et elle demeurera obligatoire de trois mois en trois mois jusqu'à ce que l'une des Parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais trois mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant ces trois derniers mois, la Convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes après l'expiration dudit terme.

Art. 11. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 20 avril 1878.

(L. S.) *Signé* : WADDINGTON.

(L. S.) *Signé* : G. SIBBERN.

FRANCE — AUTRICHE-HONGRIE

CONVENTION RELATIVE A L'ÉCHANGE DES MANDATS DE POSTE SIGNÉE A PARIS LE 25 MAI 1878

Le Président de la République française et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie, animés du désir de faciliter les relations postales entre les pays précités, par l'introduction du service des mandats de poste, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, M. *Waddington*, Sénateur, Ministre des affaires étrangères ;

S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie, M. le comte *Félix Wimpffen*, son conseiller intime, son Ambassadeur extraordinaire, près la République française ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Des envois de fonds pourront être faits, par la voie de la poste, tant de la France et de l'Algérie pour l'Autriche et la Hongrie que de l'Autriche et de la Hongrie pour la France et l'Algérie.

Ces envois s'effectueront au moyen des mandats en usage dans les deux pays contractants pour les envois d'argent à l'étranger.

Aucun mandat ne pourra être de plus de trois cent soixante-quinze francs s'il est émis en France ou en Algérie, ni de plus de cent cinquante florins s'il est émis en Autriche ou en Hongrie.

Art. 2. Il sera perçu, pour chaque envoi de fonds effectué en vertu de l'article précédent, une taxe à la charge de l'envoyeur, qui sera déterminée par l'administration du pays d'origine.

Art. 3. L'administration qui aura délivré des mandats payera à l'administration qui les aura acquittés la moitié du produit des taxes perçues en vertu de l'article précédent.

Pour ce partage, le florin sera considéré comme l'équivalent de 2^r.50 et le franc comme l'équivalent de 40 neukreuzer.

Art. 4. Le montant de chaque mandat sera exprimé en monnaie légale des pays d'origine et payé en monnaie légale des pays de destination.

Les sommes versées en papier-monnaie autrichien, par les expéditeurs de mandats sur la France et l'Algérie, seront converties en francs d'or par l'administration des postes austro-hongroise, au cours du change de la pièce d'or de 20 francs à la Bourse de Vienne, à la date du jour de la sortie du mandat du service autrichien, et cette administration indiquera, sur chacun desdits mandats, la somme en francs d'or payable en France et en Algérie.

Les mandats français seront émis en francs d'or et seront payés par l'administration des postes austro-hongroise en papier-monnaie autrichien, au cours du change de la pièce d'or de 20 francs à la Bourse de Vienne, à la date du jour de l'entrée du mandat dans le service autrichien.

Art. 5. Les mandats délivrés par les bureaux de poste français ou austro-hongrois, en exécution de l'article 1^{er} de la présente Convention, et les acquits donnés sur ces mandats ne pourront, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être soumis à un droit ou à une taxe quelconque à la charge des destinataires, sauf toutefois le droit applicable au payement à domicile, s'il y a lieu.

Art. 6. L'administration des postes de France et les administrations des postes d'Autriche-Hongrie dresseront chaque mois les comptes sur lesquels seront récapitulées, en francs d'or, toutes les sommes payées par leurs bureaux respectifs aux destinataires des mandats ainsi que les taxes perçues pour l'émission de ces mandats. Ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés en francs d'or, par l'adminis-

tration qui sera reconnue redevable envers l'autre, dans le délai dont les administrations précitées conviendront.

En cas de non-paiement du solde d'un compte dans le délai convenu, le montant de ce solde sera productif d'intérêts à dater du jour de l'expiration dudit délai jusqu'au jour où le paiement aura lieu. Ces intérêts seront calculés à raison de 5 p. 100 l'an et devront être portés au débit de l'administration retardataire, sur le compte auquel se rapportera la somme productive d'intérêts.

Il est entendu que les soldes des comptes des mandats et les soldes des comptes des correspondances seront réduits par balance toutes les fois qu'ils seront respectivement contraires; mais l'excédant, s'il résulte du compte des mandats, devra néanmoins être soldé dans les délais fixés pour la liquidation desdits comptes des mandats.

Art. 7. Le montant des mandats est garanti aux déposants tant qu'il n'a pas été payé aux destinataires.

Les sommes encaissées par chacune des administrations intéressées en échange des mandats, dont le montant n'aura pas été réclamé par les ayant-droit dans les délais fixés par les lois et règlements du pays d'origine, seront définitivement acquises à l'administration qui aura délivré ces mandats.

Art. 8. L'administration des postes de France et les administrations des postes d'Autriche-Hongrie désigneront, chacune pour ce qui la concerne, les bureaux qui devront délivrer et payer les mandats à émettre en vertu des articles précédents. Elles régleront la forme des mandats susmentionnés et celle des comptes désignés à l'article 6, ainsi que toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente Convention.

Il est entendu que chaque administration portera à la connaissance de l'autre les modifications qu'elle apportera dans sa liste des bureaux autorisés à adresser et à payer les mandats, et que les autres mesures pourront être modifiées par les administrations intéressées toutes les fois que, d'un commun accord, elles en reconnaîtront la nécessité.

Art. 9. Chacune des administrations intéressées pourra, dans des circonstances extraordinaires qui seraient de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement le service des mandats internationaux, à condition d'en donner avis immédiatement, et par le télégraphe, à l'autre administration.

Art. 10. La présente Convention sera mise à exécution à partir du jour dont les deux Parties conviendront, dès que la promul-

gation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des Etats contractants, et elle demeurera obligatoire de trois mois en trois mois, jusqu'à ce que l'une des deux Parties ait annoncé à l'autre, mais trois mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant ces trois derniers mois, la Convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes après l'expiration dudit terme.

Art. 11. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le vingt-cinq mai mil huit cent soixante-dix-huit.

(L. S.) *Signé* : WADDINGTON.

(L. S.) *Signé* : WIMPFEN.

ALLEMAGNE — RÉPUBLIQUE ARGENTINE — AUTRICHE-
HONGRIE — BELGIQUE — BRÉSIL — DANEMARK
ET COLONIES DANOISES — ÉGYPTÉ — ESPAGNE
ET COLONIES ESPAGNOLES — ÉTATS-UNIS DE
L'AMÉRIQUE DU NORD — FRANCE ET COLONIES
FRANÇAISES — GRANDE-BRETAGNE ET DIVERSES
COLONIES ANGLAISES — INDE BRITANNIQUE — CANADA
— GRÈCE — ITALIE — JAPON — LUXEMBOURG —
MEXIQUE — MONTÉNÉGRO — NORWÈGE — PAYS-
BAS ET LES COLONIES NÉERLANDAISES — PÉROU
— PERSE — PORTUGAL ET LES COLONIES PORTU-
GAISES — ROUMANIE — RUSSIE — SERBIE —
SALVADOR — SUÈDE — SUISSE — TURQUIE.

UNION POSTALE UNIVERSELLE SIGNÉE A PARIS LE 1^{er} JUIN 1878

Convention

Les Soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des pays ci-dessus énumérés, s'étant réunis en congrès à Paris, en vertu de l'article 18 du Traité constitutif de l'Union générale des postes, conclu à Berne le 9 octobre 1874 (1), ont, d'un commun

(1) Voir *Archives dipl.*, 1875, t. III, p. 265.

accord et sous réserve de ratification, révisé ledit traité, conformément aux dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. Les pays entre lesquels est conclue la présente Convention, ainsi que ceux qui y adhéreront ultérieurement, forment, sous la dénomination d'Union postale universelle, un seul territoire postal pour l'échange réciproque des correspondances entre leurs bureaux de poste.

Art. 2. Les dispositions de cette Convention s'étendent aux lettres, aux cartes postales, aux imprimés de toute nature, aux papiers d'affaires et aux échantillons de marchandises, originaires de l'un des pays de l'Union et à destination d'un autre de ces pays. Elles s'appliquent également, quant aux parcours, dans le ressort de l'Union, à l'échange postal des objets ci-dessus entre les pays de l'Union et les pays étrangers à l'Union, toutes les fois que cet échange emprunte le service de deux des Parties contractantes au moins.

Art. 3. Les administrations des postes des pays limitrophes ou aptes à correspondre directement entre eux, sans emprunter l'intermédiaire des services d'une tierce administration, déterminent d'un commun accord les conditions du transport de leurs dépêches réciproques à travers la frontière ou d'une frontière à l'autre.

A moins d'arrangement contraire, on considère comme services tiers les transports maritimes effectués directement entre deux pays, au moyen de paquebots ou bâtiments dépendant de l'un d'eux, et ces transports, de même que ceux effectués entre deux bureaux d'un même pays, par l'intermédiaire de services maritimes ou territoriaux dépendant d'un autre pays, sont régis par les dispositions de l'article suivant.

Art. 4. La liberté du transit est garantie dans le territoire entier de l'Union.

En conséquence, les diverses administrations postales de l'Union peuvent s'expédier réciproquement, par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs d'entre elles, tant des dépêches closes que des correspondances à découvert, suivant les besoins du trafic et les convenances du service postal.

Les correspondances échangées, soit à découvert, soit en dépêches closes, entre deux administrations de l'Union, au moyen des services d'une ou de plusieurs autres administrations de l'Union, sont soumises, au profit de chacun des pays traversés ou dont les services participent au transport, aux frais de transit suivants, savoir :

1^o Pour les parcours territoriaux, 2 francs par kilogramme de

lettres ou cartes postales, et 25 centimes par kilogramme d'autres objets;

2° Pour les parcours maritimes, 15 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales, et 1 fr. par kilogramme d'autres objets.

Il est toutefois entendu :

1° Que partout où le transit est déjà actuellement gratuit ou soumis à des conditions plus avantageuses, ce régime est maintenu, sauf dans le cas prévu à l'alinéa 3° ci-après ;

2° Que partout où les frais de transit maritime sont fixés jusqu'à présent à 6^{fr.} 50, par kilogramme de lettres ou cartes postales, ces frais sont réduits à 5 francs ;

3° Que tout parcours maritime n'excédant pas 300 milles marins est gratuit, si l'administration intéressée a déjà droit, du chef des dépêches ou correspondances bénéficiant de ce parcours, à la rémunération afférente au transit territorial ; dans le cas contraire, il est rétribué à raison de 2 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales, et de 25 centimes par kilogramme d'autres objets ;

4° Que, en cas de transport maritime effectué par deux ou plusieurs administrations, les frais du parcours total ne peuvent dépasser 15 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales et 1 franc par kilogramme d'autres objets : ces frais, le cas échéant, sont répartis entre ces administrations au prorata des distances parcourues, sans préjudice aux arrangements différents entre les parties intéressées ;

5° Que les prix spécifiés au présent article ne s'appliquent ni aux transports au moyen de services dépendant d'administrations étrangères à l'Union, ni aux transports dans l'Union au moyen de services extraordinaires spécialement créés ou entretenus par une administration, soit dans l'intérêt, soit sur la demande d'une ou de plusieurs autres administrations. Les conditions de ces deux catégories de transports sont réglées de gré à gré entre les administrations intéressées.

Les frais de transit sont à la charge de l'administration du pays d'origine.

Le décompte général de ces frais a lieu sur la base de relevés établis tous les deux ans, pendant un mois à déterminer dans le règlement d'exécution prévu par l'article 14 ci-après.

Sont exempts de tous frais de transit territorial ou maritime : la correspondance des administrations postales entre elles, les objets réexpédiés ou mal dirigés, les rebuts, les avis de réceptions, les mandats de poste ou avis d'émission de mandats, et tous autres documents relatif au service postal.

Art. 5. Les taxes pour le transport des envois postaux dans toute l'étendue de l'Union, y compris leur remise au domicile des destinataires dans les pays de l'Union où le service de distribution est ou sera organisé, sont fixées comme suit :

1° Pour les lettres, à 25 centimes en cas d'affranchissement, et au double dans le cas contraire, par chaque lettre et par chaque poids de 15 grammes ou fraction de 15 grammes ;

2° Pour les cartes, postales, à 10 centimes par carte ;

3° Pour les imprimés de toute nature, les papiers d'affaires et les échantillons de marchandises, à 5 centimes par chaque objet ou paquet portant une adresse particulière et par chaque poids de 50 grammes ou fraction de 50 grammes, pourvu que cet objet ou paquet ne contienne aucune lettre ou note manuscrite ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, et soit conditionné de manière à pouvoir être facilement vérifié.

La taxe des papiers d'affaires ne peut être inférieure à 25 centimes par envoi, et la taxe des échantillons ne peut être inférieure à 10 centimes par envoi.

Il peut être perçu, en sus des taxes et des minima fixés par les paragraphes précédents :

1° Pour tout envoi soumis à des frais de transit maritime de 15 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales, et de 1 franc par kilogramme d'autres objets, une surtaxe qui ne peut dépasser 25 centimes par port simple pour les lettres, 5 centimes par carte postale et 5 centimes par 50 grammes ou fraction de 50 grammes pour les autres objets. Par mesure de transition il peut être perçu une surtaxe jusqu'à concurrence de 10 centimes par port simple pour les lettres soumises à des frais de transit maritime de 5 francs par kilogramme.

2° Pour tout objet transporté par des services dépendant d'administrations étrangères à l'Union ou par des services extraordinaires dans l'Union, donnant lieu à des frais spéciaux, une surtaxe en rapport avec ces frais.

En cas d'insuffisance d'affranchissement, les objets de correspondance de toute nature sont passibles, à la charge des destinataires, d'une taxe double du montant de l'insuffisance.

Il n'est pas donné cours :

1° Aux objets, autres que les lettres, qui ne sont pas affranchis au moins partiellement ou ne remplissent pas les conditions requises ci-dessus pour jouir de la modération de taxe ;

2° Aux envois de nature à salir ou détériorer les correspondances ;

3° Aux paquets d'échantillons de marchandises qui ont une valeur marchande, non plus qu'à ceux dont le poids dépasse 250 grammes, ou qui présentent des dimensions supérieures à 20 centimètres de longueur, 10 de largeur et 5 d'épaisseur ;

4° Enfin, aux paquets de papiers d'affaires et d'imprimés de toute nature dont le poids dépasse 2 kilogrammes.

Art. 6. Les objets désignés dans l'article 5 peuvent être expédiés sous recommandation.

Tout envoi recommandé est passible, à la charge de l'envoyeur :

1° Du prix d'affranchissement ordinaire de l'envoi, selon sa nature ;

2° D'un droit fixe de recommandation de 25 centimes au maximum dans les États européens, et de 50 centimes au maximum dans les autres pays, y compris la délivrance d'un bulletin de dépôt à l'expéditeur.

L'envoyeur d'un objet recommandé peut obtenir un avis de réception de cet objet, en payant d'avance un droit fixe de 25 centimes au maximum.

En cas de perte d'un envoi recommandé, et sauf le cas de force majeure, il est dû une indemnité de 50 francs à l'expéditeur, ou, sur la demande de celui-ci, au destinataire, par l'administration sur le territoire ou dans le service maritime de laquelle la perte a eu lieu, c'est-à-dire où la trace de l'objet a disparu.

Par mesure de transition, il est permis aux administrations des pays hors d'Europe, dont la Législation est actuellement contraire au principe de la responsabilité, d'ajourner l'application de la clause qui précède jusqu'au jour où elles auront pu obtenir du Pouvoir législatif l'autorisation d'y souscrire. Jusqu'à ce moment, les autres administrations de l'Union ne sont pas astreintes à payer une indemnité pour la perte, dans leurs services respectifs, d'envois recommandés à destination ou provenant desdits pays.

S'il est impossible de découvrir le service dans lequel la perte a eu lieu, l'indemnité est supportée, par moitié, par les deux offices correspondants.

Le paiement de cette indemnité est effectué dans le plus bref délai possible, et, au plus tard, dans le délai d'un an à partir du jour de la réclamation.

Toute réclamation d'indemnité est prescrite si elle n'a pas été formulée dans le délai d'un an à partir de la remise à la poste de l'objet recommandé.

Art. 7. Ceux des pays de l'Union qui n'ont pas le franc pour

unité monétaire, fixent leurs taxes à l'équivalent, dans leur monnaie respective, des taux déterminés par les articles 5 et 6 précédents. Ces pays ont la faculté d'arrondir les fractions, conformément au tableau inséré au règlement d'exécution mentionné à l'article 14 de la présente Convention.

Art. 8. L'affranchissement de tout envoi quelconque ne peut être opéré qu'au moyen de timbres-poste valables dans le pays d'origine pour la correspondance des particuliers.

Les correspondances officielles relatives aux services des postes et échangées entre les administrations postales sont seules exemptées de cette obligation et admises à la franchise.

Art. 9. Chaque administration garde en entier les sommes qu'elle a perçues en exécution des articles 5, 6, 7, et 8 précédents.

En conséquence, il n'y a pas lieu, de ce chef, à un décompte entre les diverses administrations de l'Union.

Les lettres et autres envois postaux ne peuvent, dans le pays d'origine, comme dans celui de destination, être frappés, à la charge des expéditeurs ou des destinataires, d'aucune taxe ni d'aucun droit postal autres que ceux prévus par les articles susmentionnés.

Art. 10. Il n'est perçu aucun supplément de taxe pour la réexpédition d'envois postaux dans l'intérieur de l'Union.

Art. 11. Il est interdit au public d'expédier par la voie de la poste :

1° Des lettres ou paquets contenant soit des matières d'or ou d'argent, soit des pièces de monnaie, soit des bijoux ou des objets précieux ;

2° Des envois quelconques contenant des objets passibles de droits de douane.

Dans le cas où un envoi tombant sous l'une de ces prohibitions est livré par une administration de l'Union, à une autre administration de l'Union, celle-ci procède de la manière et dans les formes prévues par sa Législation ou par ses règlements intérieurs.

Est d'ailleurs réservé le droit du Gouvernement de tout pays de l'Union de ne pas effectuer, sur son territoire, le transport ou la distribution, tant des objets jouissant de la modération de taxe, à l'égard desquels il n'a pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication ou de leur circulation dans ce pays, que des correspondances de toute nature qui portent ostensiblement des inscriptions interdites par les dispositions légales ou réglementaires en vigueur dans le même pays.

Art. 12. Les offices de l'Union qui ont des relations avec des pays situés en dehors de l'Union admettent tous les autres offices à profiter de ses relations pour l'échange des correspondances avec lesdits pays.

Les correspondances échangées à découvert entre un pays de l'Union et un pays étranger à celle-ci, par l'intermédiaire d'un autre pays de l'Union, sont traitées, pour ce qui concerne le transport, en dehors des limites de l'Union, d'après les conventions, arrangements ou dispositions particulières régissant les rapports de poste entre ce dernier pays et le pays étranger à l'Union.

Les taxes applicables aux correspondances dont il s'agit se composent de deux éléments distincts, savoir :

1° La taxe de l'Union fixée par les articles 5, 6 et 7 de la présente Convention ;

2° Une taxe afférente au transport en dehors des limites de l'Union.

La première de ces taxes est attribuée :

a) Pour les correspondances originaires de l'Union à destination des pays étrangers, à l'office expéditeur, en cas d'affranchissement, et à l'office d'échange, en cas de non-affranchissement.

b) Pour les correspondances provenant des pays étrangers à destination de l'Union, à l'office d'échange, en cas d'affranchissement, et à l'office destinataire en cas de non-affranchissement.

La seconde de ces taxes est bonifiée à l'office d'échange, dans tous les cas.

A l'égard des frais de transit dans l'Union, les correspondances originaires ou à destination d'un pays étranger sont assimilées à celles de ou pour le pays de l'Union qui entretient les relations avec le pays étranger à l'Union, à moins que ces relations n'impliquent l'affranchissement obligatoire et partiel, auquel cas ledit pays de l'Union a droit à la bonification des prix de transit territorial fixés par l'article 4 précédent.

Le décompte général des taxes afférentes au transport en dehors des limites de l'Union a lieu sur la base de relevés, qui sont établis en même temps que les relevés dressés en vertu de l'article 4 précédent, pour l'évaluation des frais de transit dans l'Union.

Quant aux correspondances échangées en dépêches closes entre un pays de l'Union et un pays étranger à celle-ci, par l'intermédiaire d'un autre pays de l'Union, le transit en est soumis, savoir :

Dans le ressort de l'Union, aux prix déterminés par l'article 4 de la présente Convention ;

En dehors des limites de l'Union, aux conditions résultant des arrangements particuliers conclus ou à conclure à cet effet entre les administrations intéressées.

Art. 13. Le service des lettres avec valeurs déclarées et celui des mandats de poste font l'objet d'arrangements particuliers entre les divers pays ou groupes de pays de l'Union.

Art. 14. Les administrations postales des divers pays qui composent l'Union sont compétentes pour arrêter, d'un commun accord, dans un règlement d'exécution, toutes les mesures d'ordre et de détail qui sont jugées nécessaires.

Les différentes administrations peuvent, en outre, prendre entre elles les arrangements nécessaires au sujet des questions qui ne concernent pas l'ensemble de l'Union, pourvu que ces arrangements ne dérogent pas à la présente Convention.

Il est toutefois permis aux administrations intéressées de s'entendre mutuellement pour l'adoption des taxes réduites dans un rayon de 30 kilomètres, pour les conditions de la remise des lettres par exprès, ainsi que pour l'échange des cartes postales avec réponse payée. Dans ce dernier cas, le renvoi des cartes-réponse au pays d'origine jouit de l'exemption de frais de transit stipulée par le dernier alinéa de l'article 4 de la présente Convention.

Art. 15. La présente Convention ne porte point altération à la législation postale de chaque pays dans tout ce qui n'est pas prévu par les stipulations contenues dans cette Convention.

Elle ne restreint pas le droit des Parties contractantes de maintenir et de conclure des Traités, ainsi que de maintenir et d'établir des unions plus restreintes, en vue de l'amélioration des relations postales.

Art. 16. Est maintenue l'institution, sous le nom de Bureau international de l'Union postale universelle, d'un office central qui fonctionne sous la haute surveillance de l'administration des postes suisses et dont les frais sont supportés par toutes les administrations de l'Union.

Ce bureau demeure chargé de réunir, de coordonner, de publier et de distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service international des postes ; d'émettre, à la demande des Parties en cause, un avis sur les questions litigieuses ; d'instruire les demandes en modifications des actes du Congrès ; de notifier les changements adoptés et, en général,

de procéder aux études et aux travaux dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union postale.

Art. 17. En cas de dissentiment entre deux ou plusieurs membres de l'Union, relativement à l'interprétation de la présente Convention, la question en litige est réglée par jugement arbitral. A cet effet, chacune des administrations en cause choisit un autre membre de l'Union qui n'est pas directement intéressé dans l'affaire.

La décision des arbitres est donnée à la majorité absolue des voix.

En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, une autre administration également désintéressée dans le litige.

Art. 18. Les pays qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion est notifiée, par la voie diplomatique, au Gouvernement de la Confédération suisse, et, par ce Gouvernement à tous les pays de l'Union.

Elle emporte, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention.

Il appartient au Gouvernement de la Confédération suisse de déterminer, d'un commun accord avec le Gouvernement du pays intéressé, la part contributive de l'administration de ce dernier pays dans les frais du bureau international, et, s'il y a lieu, les taxes à percevoir par cette administration en conformité de l'article 7 précédent.

Art. 19. Des congrès de Plénipotentiaires des Pays contractants ou de simples conférences administratives, selon l'importance des questions à résoudre, sont réunis, lorsque la demande en est faite ou approuvée par les deux tiers, au moins, des Gouvernements ou administrations, suivant le cas.

Toutefois, un Congrès doit avoir lieu au moins tous les cinq ans.

Chaque pays peut se faire représenter, soit par un ou plusieurs délégués, soit par la délégation d'un autre pays. Mais il est entendu que le délégué ou les délégués d'un pays ne peuvent être chargés que de la représentation de deux pays, y compris celui qu'ils représentent.

Dans les délibérations, chaque pays dispose d'une seule voix.

Chaque Congrès fixe le lieu de la réunion du prochain Congrès.

Pour les conférences, les administrations fixent les lieux de réunion sur la proposition du bureau international.

Art. 20. Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions, toute administration des postes d'un pays de l'Union a le droit d'adresser aux autres administrations participantes, par l'intermédiaire du bureau international, des propositions concernant le régime de l'Union. Mais, pour devenir exécutoires, ces propositions doivent réunir, savoir :

1° L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles 2, 3, 4, 5, 6 et 9 précédents;

2° Les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions de la Convention autres que celles des articles 2, 3, 4, 5, 6 et 9;

3° La simple majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions de la Convention, hors le cas de litige prévu à l'article 17 précédent.

Les résolutions valables sont consacrées, dans les deux premiers cas, par une déclaration diplomatique, que le Gouvernement de la Confédération suisse est chargé d'établir et de transmettre à tous les Gouvernements des Pays contractants, et, dans le troisième cas, par une simple notification du bureau international à toutes les administrations de l'Union.

Art. 21. Sont considérés comme formant, pour l'application des articles 16, 19, et 20 précédents, un seul pays ou une seule administration, suivant le cas :

1° L'empire de l'Inde britannique;

2° Le dominion du Canada;

3° L'ensemble des colonies danoises;

4° L'ensemble des colonies espagnoles;

5° L'ensemble des colonies françaises;

6° L'ensemble des colonies néerlandaises;

7° L'ensemble des colonies portugaises.

Art. 22. La présente Convention sera mise à exécution le 1^{er} avril 1879 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé; mais chaque Partie contractante a le droit de se retirer de l'Union, moyennant un avertissement donné une année à l'avance par son Gouvernement au Gouvernement de la Confédération suisse.

Art. 23. Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution de la présente Convention, toutes les dispositions des Traités, Conventions, arrangements ou autres actes conclus antérieurement entre les divers pays ou administrations pour autant que ces dispositions ne seraient pas conciliables avec les termes de la présente Convention et sans préjudice des droits réservés par l'article 15 ci-dessus.

La présente Convention sera ratifiée aussitôt que faire se pourra. Les actes de ratification seront échangés à Paris.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des pays ci-dessus énumérés ont signé la présente Convention à Paris, le premier juin mil huit cent soixante-dix-huit.

Pour l'Allemagne : D^r STEPHAN, GUNTHER, SACHSE.

Pour la république Argentine : CARLOS CALVO.

Pour l'Autriche : DEWEZ.

Pour la Hongrie : GERVAY.

Pour la Belgique : J. VINCENT, F. GIFE.

Pour le Brésil : vicomte d'ITAJUBA.

Pour les colonies françaises : É. ROY.

Pour la Grande-Bretagne et diverses colonies anglaises :

F.-O. ADAMS, W.-J. PAGE, A. MACLEAN.

Pour l'Inde britannique : FRÉD.-R. HOGG.

Pour le Canada : F.-O. ADAMS, W.-J. PAGE, A. MACLEAN.

Pour la Grèce : N.-P. DELYANNI, A. MANSOLAS.

Pour l'Italie : G.-B. TANTESIO.

Pour le Japon : NAONOBOU SAMESHIMA, SAMUEL M. BRYAN.

Pour le Luxembourg : V. DE ROEBE.

Pour le Mexique : G. BARREDA.

Pour le Monténégro : DEWEZ.

Pour la Norvège : CHR. HEFTY.

Pour le Danemark et les colonies danoises : SCHOU.

Pour l'Égypte : A. CAILLARD.

Pour l'Espagne et les colonies espagnoles : G. CRUZADA

VILLAAMIL, EMILIO C. DE NAVASQUES.

Pour les Etats-Unis de l'Amérique du Nord : JAMES N. TYNER, JOSEPH H. BLACKFAN.

Pour la France : LÉON SAY, AD. COCHERY, A. BESNIER.

Pour les Pays-Bas et les colonies néerlandaises : HOFSTEDÉ,
baron SWEERTS, DE LANDAS-WYBORGH.

Pour le Pérou : JUAN M. DE GOYENECHE.

Pour la Perse : N.....

Pour le Portugal et les colonies portugaises : G.-A DE
BARROS.

Pour la Roumanie : C.-F. ROBESCO.

Pour la Russie : baron VELHO, GEORGES POGGENPOHL.

Pour le Salvador : J.-M. TORRIÈS-CAÏCEDO.

Pour la Serbie : F. RADOYCOVITCH, MLADEN.

Pour la Suède : W. ROOS.

Pour la Suisse : D^r KERN, ED. HOHN.

Pour la Turquie : BEDROS COUYOUNGIAN.

Convention de Paris

PROTOCOLE FINAL

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays qui ont signé aujourd'hui la Convention de Paris, sont convenus de ce qui suit :

1. La Perse, qui fait partie de l'Union, n'étant pas représentée, sera admise néanmoins à signer ultérieurement la Convention, moyennant qu'elle consacre son adhésion par un acte diplomatique avec le Gouvernement suisse avant le 1^{er} avril 1879.

2. Les Pays étrangers à l'Union qui ont ajourné leur adhésion ou qui ne se sont pas encore prononcés entreront dans l'Union en remplissant les conditions prévues par l'article 18 de la Convention.

3. Dans le cas où l'une ou l'autre des Parties contractantes ne ratifierait pas la Convention, cette Convention n'en sera pas moins valable pour les Parties.

4. Les diverses colonies anglaises, autres que le Canada et l'Inde britannique, qui prennent part à la Convention, sont : Ceylan, Straits-Settlements, Laboan, Hong-kong, Maurice et dépendances, les Bermudes, la Guyane anglaise, la Jamaïque et la Trinité.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent protocole final, qui aura la même force et la même valeur que si les dispositions qu'il contient étaient insérées dans la Convention elle-même, et ils l'ont signé en un exemplaire qui sera déposé aux archives du Gouvernement français et dont une copie sera remise à chaque partie.

Paris, le 1^{er} juin 1878.

Pour l'Allemagne : D^r STEPHAN, GUNTHER, SACHSE.

Pour la République Argentine : CARLOS CALVO.

Pour l'Autriche : DEWEZ.

Pour la Hongrie : GERVAY.

Pour la Belgique : J. VINCENT, F. GIFE.

Pour le Brésil : vicomte d'ITAJUBA.

Pour le Danemark et les colonies danoises : SCHOU.

Pour l'Egypte : A. CAILLARD.

Pour l'Espagne et les colonies espagnoles : G. CRUZADA.

VILLAAMIL, EMILIO C. DE NAVASQUES.

Pour les États-Unis de l'Amérique du Nord : JAMES N.

TYNER, JOSEPH H. BLACKFAN.

Pour la France : LÉON SAY, AD. COCHERY, A. BESNIER.

Pour les colonies françaises : É. ROY.

Pour la Grande-Bretagne et diverses colonies anglaises :

F. O. ADAMS, W.-J. PAGE, A. MACLEAN.

Pour l'Inde britannique : FRÉD.-R. HOGG.

Pour le Canada : F.-O. ADAMS, W.-J. PAGE, A. MACLEAN.

Pour la Grèce : N.-P. DELYANNI, A. MANSOLAS.

Pour l'Italie : G. B. TANTESIO.

Pour le Japon ; NAONOBOU, SAMESHIMA, SAMUEL M. BRYAN.

Pour le Luxembourg : V. DE ROEBE.

Pour le Mexique : G. BARREDA.

Pour le Monténégro : DEWEZ.

Pour la Norvège : CHR. HEFTY.

Pour les Pays-Bas et les colonies néerlandaises : HOFSTEDE.

baron SWEERTS, DE LANDAS WYBORGH.

Pour le Pérou : JUAN M. DE GOYENECHÉ.

Pour le Portugal et les colonies portugaises : G.-A. DE
BARROS.

Pour la Roumanie : C.-F. ROBESCO.

Pour la Russie : baron VELHO, GEORGES POGGENPOHL.

Pour le Salvador : J.-M. TORRÈS-CAICEDO.

Pour la Serbie : F. RADOYCOVITCH, MLADEN.

Pour la Suède : W. ROOS.

Pour la Suisse : D^r KERN, ED. HOEHN.

Pour la Turquie : BEDROS COUYOUMGIAN.

Règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de la Convention

CONCLUE ENTRE L'ALLEMAGNE, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, L'AUTRICHE-HONGRIE, LA BELGIQUE, LE BRÉSIL, LE DANEMARK ET LES COLONIES DANOISES, L'ÉGYPTÉ, L'ESPAGNE ET LES COLONIES ESPAGNOLES, LES ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE DU NORD, LA FRANCE ET LES COLONIES FRANÇAISES, LA GRANDE-BRETAGNE ET DIVERSES COLONIES ANGLAISES, L'INDE BRITANNIQUE, LE CANADA, LA GRÈCE, L'ITALIE, LE JAPON, LE LUXEMBOURG, LE MEXIQUE, LE MONTÉNÉGRO, LA NORVÈGE, LES PAYS-BAS ET LES COLONIES NÉERLANDAISES, LE PÉROU, LA PERSE, LE PORTUGAL ET LES COLONIES PORTUGAISES, LA ROUMANIE, LA RUSSIE, LA SERBIE, LE SALVADOR, LA SUÈDE, LA SUISSE ET LA TURQUIE.

Les soussignés, vu l'article 14 de la Convention conclue à Paris, le 1^{er} juin 1878, pour la revision du pacte fondamental de

l'Union générale des postes, ont au nom de leurs administrations respectives, arrêté d'un commun accord les mesures suivantes, pour assurer l'exécution de ladite Convention.

I

DIRECTION DES CORRESPONDANCES

1. Chaque administration est obligée d'expédier par les voies les plus rapides dont elle peut disposer pour ses propres envois, les dépêches closes et les correspondances à découvert qui lui sont livrées par une autre administration.

2. Les administrations qui usent de la faculté de percevoir des taxes supplémentaires, en représentation des frais extraordinaires afférents à certaines voies, sont libres de ne pas diriger par ces voies, lorsqu'il existe d'autres moyens de communication, celles des correspondances insuffisamment affranchies pour lesquelles l'emploi desdites voies n'a pas été réclamé expressément par les envoyeurs.

II

ÉCHANGE EN DÉPÊCHES CLOSES

1. L'échange des correspondances en dépêches closes, entre les administrations de l'Union, est réglé d'un commun accord et selon les nécessités du service entre les administrations en cause.

2. S'il s'agit d'un échange à faire par l'entremise d'un ou de plusieurs pays tiers, les administrations de ces pays doivent en être prévenues en temps opportun.

3. Il est d'ailleurs obligatoire, dans ce dernier cas, de former des dépêches closes toutes les fois que le nombre des correspondances est de nature à entraver les opérations d'une administration intermédiaire, d'après la déclaration de cette administration.

4. En cas de changement dans un service d'échange en dépêches closes établi entre deux administrations par l'entremise d'un ou de plusieurs pays tiers, l'administration qui a provoqué le changement en donne connaissance aux administrations des pays par l'entremise desquelles cet échange s'effectue.

III

SERVICES EXTRAORDINAIRES

Les services extraordinaires de l'Union donnant lieu à des frais spéciaux dont la fixation est réservée, par l'article 4 de la Con-

vention, à des arrangements entre les administrations intéressées, sont exclusivement :

1° Ceux qui sont entretenus pour le transport territorial accé-
léré de la Malle dite des Indes ;

2° Celui que l'administration des postes des États-Unis d'Amé-
rique entretient sur son territoire pour le transport des dépêches
closes entre l'océan Atlantique et l'océan Pacifique.

IV

FIXATION DES TAXES

1. En exécution de l'article 7 de la Convention, les administra-
tions des pays de l'Union qui n'ont pas le franc pour unité moné-
taire perçoivent leurs taxes d'après les équivalents ci-dessous :

PAYS	25 CENTIMES	10 CENTIMES	5 CENTIMES
Allemagne.	20 pfennig.	10 pfennig.	5 pfennig.
Argentine (République)	8 centavos.	4 centavos.	2 centavos.
Autriche-Hongrie	10 kreuzer.	5 kreuzer.	3 kreuzer.
Brésil.	100 reis.	50 reis.	25 reis.
Danemark.	20 øre.	10 øre.	5 øre.
Colonies danoises. Groënland.	20 øre.	10 øre.	5 øre.
— Antilles.	5 cents.	2 cents.	1 cent.
Egypte	1 piastre.	20 paras.	10 paras.
Etats-Unis d'Amérique	5 cents.	2 cents.	1 cent.
Grande-Bretagne.	2 1/2 pence.	1 penny.	1/2 penny.
Inde Britannique	2 annas.	3/4 anna.	1/2 anna.
Colonies anglaises : Jamaïque, Trinité, Guyane anglaise, Laboan, Maurice et dépendances, Ber- mudes	2 1/2 pence.	1 penny.	1/2 penny.
— Ceylan, Straits Settlements, Hong-kong, Canada.	5 cents.	2 cents.	1 cent.
Japon.	5 sen.	2 sen.	1 sen.
Montenegro.	10 soldi.	5 soldi.	3 soldi.
Norvège.	20 øre.	10 øre.	5 øre.
Pays-Bas et colonies néerlandaises.	12 1/2 cents.	5 cents.	2 1/2 cents.
Perse.	5 shahis.	2 shahis.	1 shahi.
Portugal et colonies portugaises.	50 reis.	20 reis.	10 reis.
Russie.	7 kopeks.	3 kopeks.	2 kopeks.
Serbie.	50 paras.	20 paras.	10 paras.
Suède.	20 øre.	10 øre.	5 øre.
Turquie.	50 paras.	20 paras.	10 paras.
Mexique.	6 centavos.	3 centavos.	2 centavos.
Pérou.	5 centavos.	2 centavos.	1 centavo.
Salvador.	5 centavos de peso.	2 centavos de peso.	1 centavo de peso.

2. En cas de changement du système monétaire dans l'un des
pays susmentionnés, l'administration de ce pays doit s'entendre
avec l'administration des postes suisses pour modifier les équi-
valents ci-dessus ; il appartient à cette dernière administration

de faire notifier la modification à tous les autres offices de l'Union par l'intermédiaire du bureau international.

3. Toute administration a la faculté de recourir, si elle le juge nécessaire, à l'entente prévue au paragraphe précédent en cas de modification importante dans la valeur de sa monnaie.

4. Les fractions monétaires résultant soit du complément de taxe applicable aux correspondances insuffisamment affranchies, soit de la combinaison des taxes de l'Union avec les taxes étrangères ou avec les surtaxes prévues par l'article 5 de la Convention, peuvent être arrondies par les administrations qui en effectuent la perception. Mais la somme à ajouter de ce chef ne peut, dans aucun cas, excéder la valeur d'un vingtième de franc (5 centimes).

V

CORRESPONDANCE AVEC LES PAYS ÉTRANGERS A L'UNION

1. Les offices de l'Union qui ont des relations avec des pays étrangers à l'Union fournissent aux autres offices de l'Union un tableau conforme au modèle C et indiquant, avec les conditions d'envoi, les taxes dues pour le transport en dehors de l'Union des correspondances à destination ou provenant des pays précités. Dans le cas prévu par le dixième alinéa de l'article 12 de la Convention, il peut être ajouté cinq centimes par port simple de lettre et deux centimes par port simple d'autres objets.

2. Par application de l'article 12 de la Convention, il est perçu, en sus des taxes étrangères indiquées au tableau C :

1° Par l'office de l'Union expéditeur de correspondances affranchies pour l'étranger, les prix d'affranchissement respectivement applicables aux correspondances de même nature pour le pays de sortie de l'Union ;

2° Par l'office de l'Union destinataire de correspondances non affranchies ou partiellement affranchies d'origine étrangère, savoir :

a) Pour les lettres, la taxe applicable aux lettres non affranchies provenant du pays de l'Union qui sert d'intermédiaire ;

b) Pour les autres objets, une taxe égale aux prix d'affranchissement des objets similaires qui sont adressés du pays de l'Union destinataire dans le pays de l'Union servant d'intermédiaire.

VI

APPLICATION DES TIMBRES

1. Les correspondances originaires des pays de l'Union sont

ARCH. DIPL. 1878 - 1879. — I.

20

frappées d'un timbre indiquant le lieu d'origine et la date du dépôt à la poste.

2. Les correspondances originaires des pays étrangers à l'Union sont frappées, par l'office de l'Union qui les a recueillies, d'un timbre indiquant le point et la date d'entrée dans le service de cet office.

3. Les correspondances non affranchies ou insuffisamment affranchies sont, en outre, frappées du timbre T (taxe à payer), dont l'application incombe à l'office du pays d'origine, s'il s'agit de correspondances originaires de l'Union, et à l'office du pays d'entrée, s'il s'agit de correspondances originaires des pays étrangers à l'Union.

4. Les objets recommandés doivent porter la marque spéciale (étiquette ou timbre) adoptée pour les envois de l'espèce par le pays d'origine.

5. Les timbres ou marques dont l'emploi est prescrit au présent article sont apposés du côté de la souscription de l'envoi.

6. Tout objet de correspondance ne portant pas le timbre T est considéré comme affranchi et traité en conséquence, sauf erreur évidente.

VII

INDICATION DU NOMBRE DE PORTS ET DU MONTANT DES TAXES ÉTRANGÈRES

1. Lorsqu'une lettre ou tout autre objet de correspondance est passible, en raison de son poids, de plus d'un port simple, l'office d'origine ou d'entrée dans l'Union, suivant le cas, indique à l'angle gauche supérieur de la souscription, en chiffres ordinaires, le nombre des ports perçus ou à percevoir.

2. Cette mesure n'est pas de rigueur pour les correspondances dûment affranchies.

3. Les taxes étrangères dues, en vertu de l'article 12 de la Convention et de l'article 5 du présent règlement, pour le parcours en dehors de l'Union des correspondances à destination ou provenant des pays étrangers à l'Union, sont indiquées à l'angle gauche inférieur de la suscription de chaque objet, savoir :

1° Par l'office du pays d'origine et en chiffres rouges s'il s'agit de correspondances régulièrement affranchies originaires de l'Union ;

2° Par l'office du pays d'entrée dans l'Union et en chiffres bleus s'il s'agit de correspondances d'origine étrangère à taxer par l'office de l'Union destinataire.

VIII

AFFRANCHISSEMENT INSUFFISANT

1. Lorsqu'un objet est insuffisamment affranchi au moyen de timbres-poste, l'office expéditeur indique en chiffres noirs, apposés à côté des timbres-poste, le montant de l'insuffisance en l'exprimant en francs et centimes.

2. D'après cette indication, le bureau d'échange du pays de destination taxe l'objet au double de l'insuffisance constatée.

3. Dans le cas où il a été fait usage de timbres-poste non valables pour l'affranchissement, il n'en est tenu aucun compte. Cette circonstance est indiquée par le chiffre zéro (0), placé à côté des timbres-poste.

IX

FEUILLES D'AVIS

1. Les feuilles d'avis accompagnant les dépêches échangées entre deux administrations de l'Union sont conformes au modèle A.

2. Les objets recommandés sont inscrits au tableau N° I de la feuille d'avis avec les détails suivants : le nom du bureau d'origine, le nom du destinataire et le lieu de destination, ou seulement le nom du bureau d'origine et le numéro d'inscription de l'objet à ce bureau.

3. Lorsque le nombre des objets recommandés expédiés habituellement d'un bureau d'échange à un autre le comporte, il peut être fait usage d'une liste spéciale et détachée, pour remplacer le n° 1 de la feuille d'avis.

4. Au tableau n° II, on inscrit, avec les détails que ce tableau comporte, les dépêches closes qui accompagnent les envois directs.

5. Lorsqu'il est jugé nécessaire, pour certaines relations, de créer d'autres tableaux ou rubriques sur la feuille d'avis, la mesure peut être réalisée d'un commun accord entre les administrations intéressées.

6. Lorsqu'un bureau d'échange n'a aucun objet à livrer à un bureau correspondant, il n'en doit pas moins envoyer, dans la forme ordinaire, une dépêche qui se compose uniquement de la feuille d'avis.

X

OBJETS RECOMMANDÉS

1. Les objets recommandés et, s'il y a lieu, la liste spéciale prévue au paragraphe 3 de l'article 9, sont réunis en un paquet

distinct, qui doit être convenablement enveloppé et cacheté, de manière à en préserver le contenu.

2. Ce paquet, entouré de la feuille d'avis, est placé au centre de la dépêche.

3. La présence, dans la dépêche, d'un paquet d'objets recommandés, dont la description est faite sur la liste spéciale mentionnée au paragraphe 1^{er} ci-dessus, doit être annoncée par l'application, en tête de la feuille d'avis, soit d'une annotation spéciale, soit de l'étiquette ou du timbre de recommandation en usage dans le pays d'origine.

4. Il est entendu que le mode d'emballage et de transmission des objets recommandés, prescrit par les paragraphes 1^{er} et 2 ci-dessus, s'applique seulement aux relations ordinaires. Pour les relations importantes, il appartient aux administrations intéressées de prescrire, d'un commun accord, des dispositions particulières, sous réserve, dans l'un comme dans l'autre cas, des mesures exceptionnelles à prendre par les chefs des bureaux d'échange, lorsqu'ils ont à assurer la transmission d'objets recommandés qui, par leur nature, leur forme ou leur volume, ne seraient pas susceptibles d'être insérés dans la dépêche.

XI

INDEMNITÉ POUR LA PERTE D'UN ENVOI RECOMMANDÉ

L'obligation de payer l'indemnité, en cas de perte d'un objet recommandé, incombe à l'administration dont relève le bureau expéditeur, sauf recours, s'il y a lieu, contre l'administration responsable.

XII

CONFECTION DES DÉPÊCHES

1. En règle générale, les objets qui composent les dépêches doivent être classés et enliassés par nature de correspondance.

2. Toute dépêche, après avoir été ficelée intérieurement, est enveloppée de papier fort en quantité suffisante pour éviter toute détérioration du contenu, puis ficelée extérieurement et cachetée à la cire ou au moyen d'un cachet en papier gommé, avec l'empreinte du cachet du bureau. Elle est munie d'une suscription imprimée portant, en petits caractères, le nom du bureau expéditeur, et en caractères plus forts, le nom du bureau destinataire : « de... pour... »

3. Si le volume de la dépêche le comporte, elle est renfermée dans un sac convenablement fermé, cacheté et étiqueté.

4. Les sacs doivent être renvoyés vides au bureau expéditeur par le prochain courrier, sauf autre arrangement entre les offices correspondants.

XIII

VÉRIFICATION DES DÉPÊCHES

1. Le bureau d'échange qui reçoit une dépêche constate en premier lieu si les inscriptions sur la feuille d'avis et, le cas échéant, sur la liste des objets recommandés sont exactes.

2. Lorsqu'il reconnaît des erreurs ou des omissions, il opère immédiatement les rectifications nécessaires sur les feuilles ou listes, en ayant soin de biffer d'un trait de plume les indications erronées, de manière à laisser reconnaître les inscriptions primitives.

3. Ces rectifications s'effectuent par le concours de deux agents. A moins d'une erreur évidente, elles prévalent sur la déclaration originale.

4. Un bulletin de vérification, conforme au modèle B annexé au présent règlement, est dressé par le bureau destinataire et envoyé sans délai, sous recommandation d'office, au bureau expéditeur.

5. Celui-ci, après examen, le renvoie avec ses observations, s'il y a lieu.

6. En cas de manque d'une dépêche, d'un objet recommandé, de la feuille d'avis ou de la liste spéciale, le fait est constaté immédiatement dans la forme voulue par deux agents du bureau d'échange destinataire et porté à la connaissance du bureau d'échange expéditeur au moyen du bulletin de vérification. Si le cas le comporte, ce dernier bureau peut, en outre, être avisé par télégramme aux frais de l'office expéditeur du télégramme.

7. Lorsque le bureau destinataire n'a pas fait parvenir par le premier courrier au bureau expéditeur un bulletin de vérification constatant des erreurs ou des irrégularités quelconques, l'absence de ce document vaut comme accusé de réception de la dépêche et de son contenu, jusqu'à preuve du contraire.

XIV

OBJETS RECOMMANDÉS, CONDITIONS DE FORME ET DE FERMETURE

Aucune condition spéciale de forme ou de fermeture n'est exigée pour les objets recommandés. Chaque office a la faculté d'appliquer à ces envois les règles établies dans son service intérieur.

XV

CARTES POSTALES

1. Les cartes postales doivent être expédiées à découvert. L'une des faces est réservée à l'adresse seule. La correspondance est inscrite au verso.

2. Les cartes postales ne peuvent excéder les dimensions suivantes :

Longueur, 14 centimètres ;

Largeur, 9 centimètres.

3. Autant que possible, les cartes postales émises spécialement en vue de la circulation dans l'Union doivent porter un timbre fixe et le titre *Union postale universelle*, suivi du nom du pays d'origine. Ce titre, lorsqu'il n'est pas en langue française, est reproduit en cette langue.

4. Les cartes postales émanant des offices de l'Union sont seules admises à la circulation dans le service international.

5. Il est interdit de joindre ou d'attacher aux cartes postales des objets quelconques.

XVI

PAPIERS D'AFFAIRES

1. Sont considérés comme papiers d'affaires et admis comme tels à la modération de port consacrée par l'article 5 de la Convention, toutes les pièces et tous les documents, écrits ou dessinés en tout ou en partie à la main, qui n'ont pas le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle, tels que les pièces de procédure, les actes de tout genre dressés par les officiers ministériels, les lettres de voiture ou connaissements, les factures, les différents documents de service des compagnies d'assurance, les copies ou extraits d'actes sous seing privé écrits sur papier timbré ou non timbré, les partitions ou feuilles de musique manuscrites, les manuscrits d'ouvrages expédiés isolément, etc.

2. Les papiers d'affaires doivent être envoyés sous bande ou dans une enveloppe ouverte.

XVII

IMPRIMÉS DE TOUTE NATURE

1. Sont considérés comme imprimés et admis comme tels à la modération de port consacrée par l'article 5 de la Convention, les journaux et ouvrages périodiques, les livres brochés ou reliés,

les brochures, les papiers de musique, les cartes de visite, les cartes-adresses, les épreuves d'imprimerie avec ou sans les manuscrits s'y rapportant, les gravures, les photographies, les dessins, plans, cartes géographiques, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, et en général toutes les impressions ou reproductions obtenues sur papier, sur parchemin ou sur carton, au moyen de la typographie ou de tout autre procédé mécanique facile à reconnaître, hormis le décalque.

2. Sont exclus de la modération de port les timbres ou formules d'affranchissement, oblitérés ou non, ainsi que tous imprimés constituant le signe représentatif d'une valeur.

3. Le caractère de correspondance actuelle et personnelle ne peut pas être attribué aux indications ci-après, savoir :

1° A la signature de l'envoyeur ou à la désignation de son nom ou de sa raison sociale, de sa qualité, du lieu d'origine et de la date d'envoi ;

2° A la dédicace ou à l'hommage de l'auteur ;

3° Aux traits ou signes simplement destinés à marquer les passages d'un texte pour appeler l'attention ;

4° Aux prix ajoutés sur les cotes ou prix courants de bourse ou de marchés ;

5° Enfin, aux annotations ou corrections faites sur les épreuves d'imprimerie ou de composition musicale et se rapportant au texte ou à la confection de l'ouvrage.

4. Les imprimés doivent être soit placés sous bande, sur rouleau, entre des cartons, dans un étui ouvert d'un côté ou aux deux extrémités, ou dans une enveloppe non fermée, soit simplement pliés de manière à ne pas dissimuler la nature de l'envoi, soit enfin entourés d'une ficelle facile à dénouer.

5. Les cartes-adresses et tous imprimés présentant la forme et la consistance d'une carte non pliée, peuvent être expédiés sans bande, enveloppe, lien ou pli.

XVIII

ÉCHANTILLONS

1. Les échantillons de marchandises ne sont admis à bénéficier de la modération de port qui leur est attribuée par l'article 5 de la Convention que sous les conditions suivantes.

2. Ils doivent être placés dans des sacs, des boîtes ou des enveloppes mobiles, de manière à permettre une facile vérification.

3. Ils ne peuvent avoir aucune valeur marchande, ni porter

aucune écriture à la main que le nom ou la raison sociale de l'envoyeur, l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

XIX

OBJETS GROUPÉS

Il est permis de réunir dans un même envoi des échantillons de marchandises, des imprimés et des papiers d'affaires, mais sous réserve des conditions suivantes :

1° Que chaque objet pris isolément ne dépassera pas les limites qui lui sont applicables quant au poids et quant à la dimension ;

2° Que le poids total ne peut pas dépasser 2 kilogrammes par envoi ;

3° Que la taxe sera au minimum de 25 centimes si l'envoi contient des papiers d'affaires, et de 10 centimes s'il se compose d'imprimés et d'échantillons.

XX

CORRESPONDANCES RÉEXPÉDIÉES

1. En exécution de l'article 10 de la Convention, et sauf les exceptions prévues au paragraphe 2 du présent article, les correspondances de toute nature adressées, dans l'Union, à des destinataires ayant changé de résidence sont traitées par l'office distributeur comme si elles avaient été adressées directement du lieu d'origine au lieu de la nouvelle destination.

2. A l'égard des envois du service interne de l'un des pays de l'Union qui entrent, par suite de réexpédition, dans le service d'un autre pays de l'Union, on observe les règles suivantes :

1° Les envois non affranchis ou insuffisamment affranchis pour leur premier parcours sont traités comme correspondances internationales et frappés, par l'office distributeur, de la taxe applicable aux envois de même nature directement adressés du pays d'origine dans le pays où se trouve le destinataire ;

2° Les envois régulièrement affranchis pour leur premier parcours, et dont le complément de taxe afférent au parcours ultérieur n'a pas été acquitté avant leur réexpédition, sont frappés, suivant leur nature, par l'office distributeur, d'une taxe égale à la différence entre le prix d'affranchissement déjà acquitté et celui qui aurait été perçu, si les envois avaient été expédiés primitivement sur la nouvelle destination. Le montant de cette différence doit être exprimé en francs et centimes, à côté des timbres-poste, par l'office réexpéditeur.

Dans l'un et l'autre cas, les taxes prévues ci-dessus restent exigibles du destinataire, alors même que, par suite de réexpéditions successives, les envois reviennent dans le pays d'origine.

3. Les objets de toute nature mal dirigés sont, sans aucun délai, réexpédiés par la voie la plus prompte sur leur destination.

XXI

REBUTS

1. Les correspondances de toute nature qui sont tombées en rebut, pour quelque cause que ce soit, doivent être renvoyées, aussitôt après les délais de conservation voulus par les règlements du pays destinataire, par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs et en une liasse spéciale étiquetée : *Rebuts*.

2. Toutefois, les correspondances recommandées, tombées en rebut, sont renvoyées au bureau d'échange du pays d'origine et comme s'il s'agissait de correspondances recommandées à destination de ce pays, sauf qu'en regard de l'inscription nominative au tableau n° 1 de la feuille d'avis ou sur la liste détachée, la mention *Rebuts* est consignée dans la colonne d'observations par le bureau réexpéditeur.

3. Par exception, deux offices correspondants peuvent, d'un commun accord, adopter un mode de renvoi de rebuts, ainsi que se dispenser de se renvoyer réciproquement certains imprimés considérés comme dénués de valeur.

XXII

STATISTIQUE DES FRAIS DE TRANSIT

1. Les statistiques à effectuer une fois tous les deux ans, en exécution des articles 4 et 12 de la Convention, pour le décompte, tant des frais de transit dans l'Union que des taxes afférentes au transport en dehors des limites de l'Union, sont établies d'après les dispositions des articles suivants, pendant toute la durée du mois de mai ou du mois de novembre alternativement, de manière que la première statistique aura lieu en novembre 1879, la seconde en mai 1881, la troisième en novembre 1883, et ainsi de suite.

2. La statistique de novembre 1879 sortira ses effets à partir du 4^{er} avril de la même année jusqu'au 31 décembre 1880. Chaque statistique ultérieure servira de base pour les paiements se rapportant à l'année courante et à celle qui suit.

3. Si, pendant la période d'application de la statistique, il vient à entrer dans l'Union un pays ayant des relations importantes, les pays de l'Union dont la situation pourrait, par suite de cette circonstance, se trouver modifiée sous le rapport du paiement des droits de transit, ont la faculté de réclamer une statistique spéciale se rapportant exclusivement au pays nouvellement entré.

XXIII

CORRESPONDANCES A DÉCOUVERT

1. L'office servant d'intermédiaire pour la transmission des correspondances échangées à découvert, soit entre deux pays de l'Union, soit entre un pays de l'Union et un pays étranger à celle-ci, dresse d'avance, pour chacun de ses correspondants de l'Union, un tableau conforme au modèle D, et dans lequel il indique en distinguant, s'il y a lieu, les diverses voies d'acheminement, les prix de port au poids lui revenant pour le transport dans l'Union de l'une et de l'autre catégorie de ces correspondances au moyen des services dont il dispose, ainsi que les prix de port au poids à bonifier, le cas échéant, par lui-même, à d'autres offices de l'Union pour le transport ultérieur desdites correspondances dans l'Union. Au besoin il se renseigne en temps utile, auprès des offices des pays à traverser, sur les voies que devront suivre les correspondances et sur les prix à leur appliquer.

2. Un exemplaire du tableau D est remis par ledit office à l'office correspondant intéressé et sert de base à un décompte spécial à établir entre eux, du chef du port intermédiaire dans l'Union des correspondances dont il s'agit. Ce décompte est dressé par l'office qui reçoit les correspondances et soumis à la vérification de l'office expéditeur.

3. L'office expéditeur établit, d'après les données de la formule D, fournie par son correspondant, des tableaux conformes au modèle E et destinés à relater, pour chaque dépêche, les frais de port intermédiaire dans l'Union des correspondances sans distinction d'origine, comprises dans la dépêche pour être acheminées par l'intermédiaire dudit correspondant. A cet effet, le bureau d'échange expéditeur inscrit au cadre n° 1 d'une formule E, qu'il joint à son envoi, le poids total, selon leur nature, des correspondances de l'espèce qu'il livre à découvert au bureau d'échange correspondant, et celui-ci, après vérification, prend livraison de ces correspondances, pour les acheminer vers leurs

destinations en les confondant avec les siennes propres pour le paiement, s'il y a lieu, des prix de port ultérieurs.

4. Quant aux frais de transport, en dehors du ressort de l'Union, des correspondances à destination ou provenant des pays étrangers à l'Union, ils sont évalués d'après les données du tableau C mentionné à l'article V du présent règlement, et inscrits en bloc sur la formule E, savoir :

Au cadre n° II, s'il s'agit de correspondances affranchies pour l'étranger (frais à la charge de l'office de l'Union expéditeur) ;

Au cadre n° III, s'il s'agit de correspondances non affranchies venant de l'étranger et de correspondances réexpédiées ou tombées en rebut qui sont grevées de taxes étrangères à rembourser (frais à la charge de l'office de l'Union destinataire).

5. Toute erreur dans la déclaration du bureau d'échange expéditeur du tableau E est signalée immédiatement à ce bureau, au moyen d'un bulletin de vérification, nonobstant la rectification opérée sur le tableau lui-même.

6. A défaut de correspondances passibles d'un port intermédiaire ou étranger, il n'est pas dressé de tableau E. Dans le cas de l'omission non justifiée de ce tableau, l'irrégularité est également signalée au moyen d'un bulletin de vérification, au bureau en faute, et doit être réparée immédiatement par ce dernier.

XXIV

DÉPÊCHES CLOSES

1. Les correspondances échangées en dépêches closes, entre deux offices de l'Union ou entre un office de l'Union et un office étranger à l'Union, à travers le territoire et au moyen des services d'un ou de plusieurs autres offices, font l'objet d'un relevé conforme au modèle F, et qui est établi d'après les dispositions suivantes :

2. En ce qui concerne les dépêches d'un pays de l'Union pour un autre pays de l'Union, le bureau d'échange expéditeur inscrit à la feuille d'avis pour le bureau d'échange destinataire de la dépêche le poids net des lettres et des cartes postales et celui des autres objets, sans distinction de l'origine ni de la destination des correspondances. Ces indications sont vérifiées par le bureau destinataire, lequel dresse, à la fin de la période de statistique, le relevé mentionné ci-dessus, en autant d'expéditions qu'il y a d'offices intéressés, y compris celui du lieu de départ.

3. Dans les quatre jours qui suivent la clôture des opérations de statistique, les relevés F sont transmis par les bureaux

d'échange qui les ont établis, aux bureaux d'échange de l'office débiteur pour être revêtus de leur acceptation. Ceux-ci, après avoir accepté ces relevés, les transmettent à l'administration centrale dont ils relèvent, chargée de les répartir entre les offices intéressés.

4. En ce qui concerne les dépêches closes échangées entre un pays de l'Union et un pays étranger à l'Union, par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs offices de l'Union, le transport s'en effectue, dans les deux sens, à la charge dudit pays de l'Union, et les bureaux d'échange de ce pays dressent eux-mêmes, pour chaque dépêche expédiée ou reçue, un relevé F qu'ils transmettent à l'office de sortie ou d'entrée, lequel établit, à la fin de la période de statistique, un relevé général en autant d'expéditions qu'il y a d'offices intéressés, y compris lui-même et l'office de l'Union débiteur. Une expédition de ce relevé est transmise à l'office débiteur, ainsi qu'à chacun des offices qui ont pris part au transport des dépêches.

XXV

COMPTE DES FRAIS DE TRANSIT

1. Les tableaux E et F sont résumés dans un compte particulier par lequel on établit en francs et centimes le prix annuel de transit revenant à chaque office, en multipliant les totaux par 12. Le soin d'établir ce compte incombe à l'office créateur, qui le transmet à l'office débiteur.

2. Le solde résultant de la balance des comptes réciproques entre deux offices est payé par l'office débiteur à l'office créateur, en francs effectifs et au moyen de traites tirées sur la capitale ou sur une place commerciale de ce dernier office.

3. L'établissement, l'envoi et le paiement des comptes des frais de transit, afférents à un exercice, doivent être effectués dans le plus bref délai possible, et, au plus tard, avant l'expiration du premier semestre de l'exercice suivant. Passé ce délai, les sommes dues par un office à un autre office sont productives d'intérêts, à raison de 5 p. 100 l'an et à dater du jour de l'expiration dudit délai.

4. Est réservée, toutefois, aux offices intéressés la faculté de prendre, d'un commun accord, d'autres dispositions que celles qui sont formulées dans le présent article.

XXVI

EXCEPTIONS EN MATIÈRE DE POIDS

Il est admis, par mesure d'exception, que les Etats qui, à cause de leur régime intérieur, ne peuvent adopter le type de poids décimal métrique, ont la faculté d'y substituer l'once *avoir du poids* (28^{gr.} 3465), en assimilant une demi-once à 15 grammes et deux onces à 50 grammes, et d'élever, au besoin, la limite du port simple des journaux à quatre onces, mais sous la condition expresse que dans ce dernier cas le port des journaux ne soit pas inférieur à 10 centimes, et qu'il soit perçu un port entier par numéro de journal, alors même que plusieurs journaux se trouveraient groupés dans un même envoi.

XXVII

RÉCLAMATIONS D'OBJETS ORDINAIRES NON PARVENUS

1. Toute réclamation relative à un objet de correspondance ordinaire non parvenu à destination donne lieu au procédé suivant :

1° Il est remis au réclamant une formule conforme au modèle G, avec prière d'en remplir, aussi exactement que possible, la partie qui le concerne ;

2° Le bureau où la réclamation s'est produite transmet la formule directement au bureau correspondant. La transmission s'effectue d'office et sans aucun écrit ;

3° Le bureau correspondant fait présenter la formule au destinataire ou à l'expéditeur, selon le cas, avec prière de fournir des renseignements à ce sujet ;

4° Munie de ces renseignements, la formule est renvoyée d'office au bureau qui l'a dressée ;

5° Dans le cas où la réclamation est reconnue fondée, elle est transmise à l'administration centrale pour servir de base aux investigations ultérieures ;

6° A moins d'entente contraire, la formule est rédigée en français ou porte une traduction française.

2. Toute administration peut exiger, par une notification adressée au bureau international, que l'échange des réclamations, en ce qui la concerne, soit effectué par l'entremise des administrations centrales, ou par l'intermédiaire d'un bureau spécialement désigné.

XXVIII

RÉPARTITION DES FRAIS DU BUREAU INTERNATIONAL

1. Les frais communs du bureau international ne doivent pas dépasser par année la somme de 100,000 francs, non compris les frais spéciaux auxquels donne lieu la réunion d'un congrès ou d'une conférence.

2. L'administration des postes suisse surveille les dépenses du bureau international, fait les avances nécessaires et établit le compte annuel, qui est communiqué à toutes les autres administrations.

3. Pour la répartition des frais, les pays de l'Union sont divisés en sept classes, contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir :

1 ^{re} classe	25 unités.
2 ^e classe	20 —
3 ^e classe	15 —
4 ^e classe	10 —
5 ^e classe	5 —
6 ^e classe	3 —
7 ^e classe	1 —

4. Ces coefficients sont multipliés par le nombre des pays de chaque classe, et la somme des produits ainsi obtenus fournit le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donne le montant de l'unité de dépense.

5. Les pays de l'Union sont classés ainsi qu'il suit, en vue de la répartition des frais :

1^{re} classe : Allemagne, Autriche-Hongrie, États-Unis d'Amérique, France, Inde britannique, ensemble des autres colonies britanniques moins le Canada, Grande-Bretagne, Italie, Russie, Turquie ;

2^e classe : Espagne ;

3^e classe : Belgique, Brésil, Canada, Égypte, Japon, Pays-Bas, Roumanie, Suède, colonies ou provinces espagnoles d'outre-mer, colonies françaises, Indes orientales néerlandaises ;

4^e classe : Danemark, Norvège, Portugal, Suisse, colonies portugaises ;

5^e classe : Argentine (République), Grèce, Mexique, Pérou, Serbie ;

6^e classe : colonie de Surinam (ou Guyane néerlandaise), colonie de Curaçao (ou Antilles néerlandaises), Luxembourg, Perse, colonies danoises, Salvador ;

7^e classe : Monténégro.

XXIX

COMMUNICATIONS A ADRESSER AU BUREAU INTERNATIONAL

1. Le bureau international sert d'intermédiaire aux notifications régulières et générales qui intéressent les relations internationales.

2. Les administrations faisant partie de l'Union doivent se communiquer notamment par l'intermédiaire du bureau international :

1° L'indication des surtaxes qu'elles perçoivent, par application de l'article 5 de la Convention, en plus de la taxe de l'Union soit pour port maritime, soit pour frais de transport extraordinaire, ainsi que la nomenclature des pays par rapport auxquels ces surtaxes sont perçues, et, s'il y a lieu, la désignation des voies qui en motivent la perception ;

2° L'empreinte du timbre spécial ou de la marque servant à constater la recommandation ;

3° Le modèle de leur formule d'avis de réception ;

4° La collection de leurs timbres-poste ;

5° Enfin, les tableaux C, dont l'établissement est prescrit par l'article 5 du présent règlement.

3. Toute modification apportée ultérieurement à l'égard de l'un ou l'autre des cinq points ci-dessus mentionnés doit être notifiée sans retard de la même manière.

4. Le bureau international reçoit également de toutes les administrations de l'Union deux exemplaires de tous les documents qu'elles publient tant sur le service intérieur que sur le service international.

5. En outre, chaque administration fait parvenir, dans le premier semestre de chaque année, au bureau international, une série complète de renseignements statistiques, se rapportant à l'année précédente, sous forme de tableaux dressés d'après les indications du bureau international, qui distribue à cet effet des formules toutes préparées.

6. Les correspondances adressées par les administrations de l'Union au bureau international, et *vice versa*, sont assimilées, pour la franchise de port, aux correspondances échangées entre les administrations.

XXX

ATTRIBUTIONS DU BUREAU INTERNATIONAL

1. Le bureau international dresse une statistique générale pour chaque année.

2. Il rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition, un journal spécial en langues allemande, anglaise et française.

3. Tous les documents publiés par le bureau international sont distribués aux administrations de l'Union, dans la proportion du nombre d'unités contributives assignées à chacune d'elles par l'article XXVIII précédent.

4. Les exemplaires et documents supplémentaires qui seraient réclamés par ces administrations sont payés à part, d'après leur prix de revient.

5. Le bureau international doit d'ailleurs se tenir en tout temps à la disposition des membres de l'Union pour leur fournir, sur les questions relatives au service international des postes, les renseignements spéciaux dont ils pourraient avoir besoin.

6. Le bureau international instruit les demandes de modification ou d'interprétation des dispositions qui régissent l'Union. Il notifie les résultats de chaque instruction, et toute modification ou résolution adoptée n'est exécutoire que deux mois au moins après sa notification.

7. Dans les questions à résoudre par l'assentiment unanime ou par la majorité des administrations de l'Union, celles qui n'ont point fait parvenir leur réponse dans le délai maximum de quatre mois sont considérées comme s'abstenant.

8. Le bureau international prépare les travaux des Congrès ou Conférences. Il pourvoit aux copies et impressions nécessaires, à la rédaction et à la distribution des amendements, procès-verbaux et autres renseignements.

9. Le directeur de ce bureau assiste aux séances des Congrès ou Conférences et prend part aux discussions sans voix délibérative.

10. Il fait sur sa gestion un rapport annuel qui est communiqué à toutes les administrations de l'Union.

11. La langue officielle du bureau international est la langue française.

XXXI

LANGUE

1. Les feuilles d'avis, tableaux, relevés et autres formules à l'usage des administrations de l'Union pour leurs relations réciproques doivent, en règle générale, être rédigés en langue française, à moins que les administrations intéressées n'en disposent autrement par une entente directe.

2. En ce qui concerne la correspondance de service, l'état de choses actuel est maintenu, sauf autre arrangement à intervenir ultérieurement et d'un commun accord entre les administrations intéressées.

XXXII

RESSORT DE L'UNION

Sont considérés comme appartenant à l'Union postale universelle :

1° L'île d'Héliogoland, comme assimilée à l'Allemagne, au point de vue postal;

2° La principauté de Lichtenstein, comme relevant de l'administration des postes d'Autriche;

3° L'Islande et les îles Féroë, comme faisant partie du Danemark;

4° Les îles Baléares, les îles Canaries et les possessions espagnoles de la côte septentrionale d'Afrique, comme faisant partie de l'Espagne; la République du Val-d'Andore, les établissements de poste de l'Espagne sur la côte occidentale du Maroc, comme relevant de l'administration des postes espagnoles;

5° L'Algérie, comme faisant partie de la France; la Principauté de Monaco et les bureaux de poste français établis à Tunis, à Tanger (Maroc) et à Shang-haï (Chine), comme relevant de l'administration des postes de France; le Cambodge et le Tonkin, comme assimilés, quant au service postal, à la colonie française de Cochinchine;

6° Gibraltar, ainsi que Malte et dépendances, comme relevant de l'administration des postes de la Grande-Bretagne;

7° Les bureaux de poste que l'administration de la colonie anglaise de Hong-kong entretient à Kuing-schow, Canton, Swatow, Amoy, Foo-Chow, Ningpo, Shang-haï et Hankow (Chine), et à Hai-phung et Hanoi (Tonkin);

8° Les établissements de poste indiens d'Aden, de Mascate, du golfe Persique, de Guadur et de Mandalay, comme relevant de l'administration des postes de l'Inde britannique;

9° La République de Saint-Martin et les bureaux italiens de Tunis et de Tripoli de Barbarie, comme relevant de l'administration des postes d'Italie;

10° Les bureaux de poste que l'administration japonaise a établis à Shang-haï, Chefoo, Chin-kiang, Hankow, Ningpo, Foochoow, Newchang, Kiuhiang et Tien-tsin (Chine), et à Fusanpo (Corée);

11° Madère et les Açores, comme faisant partie du Portugal;

12° Le Grand-Duché de Finlande, comme faisant partie intégrante de l'Empire de Russie.

XXXIII

Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions, toute administration des postes d'un pays de l'Union a le droit d'adresser aux autres administrations participantes, par l'intermédiaire du bureau international, des propositions concernant les dispositions du présent règlement. Mais, pour devenir exécutoires, ces propositions doivent réunir, savoir :

1° L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles, III, IV, V, XI, XXVI, XXXIII, et XXXIV;

2° Les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles, I, II, VIII, X, XIII, XIV, XV, XVI, XVII, XVIII, XIX, XX, XXII, XXIII, XXIV, XXV, XXVII, XXXI, et XXXII;

3° La simple majorité absolue, s'il s'agit soit de la modification des dispositions autres que celles indiquées ci-dessus, soit de l'interprétation des diverses dispositions du règlement.

Les résolutions valables sont consacrées par une simple notification du bureau international à toutes les administrations de l'Union.

XXXIV

DURÉE DU RÈGLEMENT

Le présent règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de la Convention du 1^{er} juin 1878. Il aura la même durée que cette Convention, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les parties intéressées.

Fait à Paris, le 1^{er} juin 1878.

Pour l'Allemagne : D^r STEPHAN, GÜNTHER, SACHSE.

Pour la République Argentine : CARLOS CALVO.

Pour l'Autriche : DEWEZ.

Pour la Hongrie : GERVAY.

Pour la Belgique : J. VINCENT, F. GIFE.

Pour le Brésil : vicomte d'ITAJUBA.

Pour le Danemark et les colonies danoises : SCHOU.

Pour l'Égypte : A. CAILLARD.

Pour le Canada : F. O. ADAMS, W. J. PAGE, A. MACLEAN.

Pour la Grèce : N. P. DELYANNI, A. MANSOLAS.

Pour l'Italie : G. B. TANTESIO.

- Pour le Japon : NAONOBOU SAMESHIMA, SAMUEL M. BRYAN.
 Pour le Luxembourg : V. DE ROEDE.
 Pour le Mexique : G. BARREDA.
 Pour le Monténégro : DEWEZ.
 Pour la Norvège : CHR. HEFTY.
 Pour les Pays-Bas et les colonies néerlandaises : HOFSTEDE,
 baron SWERTS DE LANDAS-WYBORGH.
 Pour l'Espagne et les colonies espagnoles : G. CRUZADA,
 VILLAAMIL, EMILIO C. DE NAVASQUES.
 Pour les États-Unis de l'Amérique du Nord : JAMES N. TY-
 NER, JOSEPH H. BLACKFAN.
 Pour la France : LÉON SAY, AD. COCHERY, A. BESNIER..
 Pour les colonies françaises : E. ROY.
 Pour la Grande-Bretagne et diverses colonies anglaises :
 F. O. ADAMS, W. J. PAGE, A. MACLEAN.
 Pour l'Inde britannique : FRÉD. R. HOGG.
 Pour le Pérou : JUAN M. DE GOYENECHÉ.
 Pour la Perse :
 Pour le Portugal et les colonies portugaises : G. A. DE
 BARROS.
 Pour la Roumanie : C. F. ROBESCO.
 Pour la Russie : baron VELHO, GEORGES POGGENPOHL.
 Pour le Salvador : J. M. TORRÈS-CAÏCEDO.
 Pour la Serbie : F. RADOYCOVITCH MLADEN.
 Pour la Suède : W. ROOS.
 Pour la Suisse : D^r KERN, ED. HOHN.
 Pour la Turquie : BEDROS COUYOUMGIAN.

ALLEMAGNE — AUTRICHE - HONGRIE — BELGIQUE
 — DANEMARK ET COLONIES DANOISES — ÉGYPTÉ
 — FRANCE ET COLONIES FRANÇAISES. — ITALIE —
 LUXEMBOURG — NORWÈGE — PAYS-BAS — POR-
 TUGAL ET COLONIES PORTUGAISES — ROUMANIE —
 RUSSIE — SERBIE — SUÈDE — SUISSE.

ARRANGEMENT CONCERNANT L'ÉCHANGE DES LETTRES AVEC VALEURS
 DÉCLARÉES, SIGNÉ A PARIS LE 1^{er} JUIN 1878

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays
 ci-dessus énumérés, vu l'article 13 de la Convention conclue à

Paris le 1^{er} juin 1878 (1) pour la revision du Pacte fondamental de l'Union générale des postes, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'arrangement suivant :

Art 1^{er}. Il peut être expédié de l'un des Pays mentionnés ci-dessus pour un autre de ces Pays, des lettres contenant des valeurs-papier déclarées avec assurance du montant de la déclaration.

Les divers offices, pour leurs rapports respectifs, ont la faculté de déterminer un maximum qui, dans aucun cas, ne peut être inférieur à 5,000 francs par lettre, et il est entendu que les diverses administrations intervenant dans le transport ne sont engagées que jusqu'à concurrence du maximum qu'elles ont respectivement adopté.

Art. 2. 1. La liberté du transit est garantie sur le territoire de chacun des Pays adhérents, et la responsabilité des offices qui participent à ce transport est engagée dans les limites déterminées par l'article 8 ci-après.

Il en est de même à l'égard du transport maritime effectué ou assuré par les offices des Pays adhérents, pourvu toutefois que ces offices soient en mesure d'accepter la responsabilité des valeurs, à bord des paquebots ou bâtiments dont ils font emploi.

2. A moins d'arrangement contraire entre les offices d'origine et de destination, la transmission des valeurs déclarées échangées entre Pays non limitrophes s'opère à découvert et par les voies utilisées pour l'acheminement des correspondances ordinaires.

3. L'échange de lettres contenant des valeurs déclarées, entre deux Pays qui correspondent, pour les relations ordinaires, par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs Pays non participant au présent arrangement, ou au moyen de services maritimes dégagés de responsabilité, est subordonné à l'adoption des mesures spéciales à concerter entre les administrations des Pays d'origine et de destination, telles que l'emploi d'une voie détournée, l'expédition en dépêches closes.

Art. 3. 1. Les frais de transit prévus par l'article 4 de la Convention du 1^{er} juin 1878 sont bonifiés aux offices qui participent au transport intermédiaire, à découvert ou en dépêche closes, des lettres contenant des valeurs déclarées.

2. Indépendamment de ces frais de transit, l'administration du Pays d'origine est redevable, à titre de droit d'assurance, envers l'administration du Pays de destination, et, s'il y a lieu,

(1) Voir page 286.

envers chacune des administrations participant au transit territorial, avec responsabilité, d'un droit proportionnel de 5 centimes par chaque somme de 200 francs ou fraction de 200 francs déclarée.

3. En outre, s'il y a un ou plusieurs transports par mer donnant lieu à rétribution spéciale, d'après les articles 3 et 4 de la Convention du 1^{er} juin 1878, et susceptibles d'engager la responsabilité des offices qui les effectuent ou les assurent, il est dû à chacun desdits offices un droit maritime d'assurance de 10 centimes par chaque somme de 200 francs ou fraction de 200 francs déclarée.

Art. 4. 1. La taxe des lettres contenant des valeurs déclarées doit être acquittée à l'avance et se compose :

1° Du port et du droit fixe, applicables à une lettre recommandée du même poids et pour la même destination, — port et droit acquis en entier à l'office expéditeur ;

2° D'un droit proportionnel d'assurance calculé, par 200 francs ou fraction de 200 francs déclarés, à raison de 10 centimes pour les Pays limitrophes ou reliés entre eux par un service maritime direct, et à raison de 25 centimes pour les autres Pays, avec addition, s'il y a lieu, dans l'un et l'autre cas, du droit d'assurance maritime prévu par le dernier alinéa de l'article 3 précédent.

Toutefois, comme mesure de transition, est réservée à chacune des Parties contractantes, pour tenir compte de ses convenances monétaires ou autres, la faculté de percevoir un droit autre que celui indiqué ci-dessus, moyennant que ce droit ne dépasse pas $1/2$ p. 100 de la somme déclarée.

2. L'expéditeur d'une lettre contenant des valeurs déclarées, reçoit, sans frais, au moment du dépôt, un récépissé sommaire de son envoi.

3. Il est formellement convenu que, sauf dans le cas de réexpédition prévu au paragraphe 2 de l'article 7 ci-après, les lettres renfermant des valeurs déclarées ne peuvent être frappées à la charge des destinataires d'aucun droit postal autre que celui de remise à domicile, s'il y a lieu.

Art. 5. 1. L'expéditeur d'une lettre contenant des valeurs déclarées peut obtenir, aux conditions déterminées par l'article 6 de la Convention du 1^{er} juin 1878, en ce qui concerne les objets recommandés, qu'il lui soit donné avis de la remise de cette lettre au destinataire.

2. Le produit du droit applicable aux avis de réception est acquis en entier à l'office du Pays d'origine.

Art. 6. Toute déclaration frauduleuse de valeurs supérieures à la valeur réellement insérée dans une lettre est interdite.

Art. 7. 1. Une lettre de valeurs déclarées réexpédiée, par suite du changement de résidence du destinataire, à l'intérieur du Pays de destination, n'est passible d'aucune taxe supplémentaire.

2. En cas de réexpédition sur un des Pays contractants autre que le Pays de destination, les droits d'assurance fixés par les paragraphes 2 et 3 de l'article 3 du présent arrangement sont perçus sur le destinataire, du chef de la réexpédition, au profit de chacun des offices intervenant dans le nouveau transport.

3. La réexpédition par suite de fausse direction ou de mise en rebut ne donne lieu à aucune perception supplémentaire à la charge du public.

Art. 8. 1. Sauf le cas de force majeure, lorsqu'une lettre contenant des valeurs déclarées a été perdue ou spoliée, l'expéditeur ou, sur sa demande, le destinataire a droit à une indemnité égale à la valeur déclarée.

Toutefois, en cas de perte partielle inférieure à la valeur déclarée, il n'est remboursé que le montant de la perte.

L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'administration dont relève le bureau expéditeur. Est réservé à cette administration le recours contre l'administration responsable, c'est-à-dire contre l'administration sur le territoire ou dans le service de laquelle la perte ou la spoliation a eu lieu.

Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'administration qui, ayant reçu l'objet sans faire d'observation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'administration suivante.

Le paiement de l'indemnité par l'office expéditeur doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an, à partir du jour de la réclamation. L'office responsable est tenu de rembourser, sans retard, à l'office expéditeur, le montant de l'indemnité payée par celui-ci.

Il est entendu que la réclamation n'est admise que dans le délai d'un an, à partir du dépôt à la poste de la lettre portant déclaration; passé ce terme, le réclamant n'a droit à aucune indemnité.

2. L'administration qui opère le remboursement du montant des valeurs déclarées non parvenues à destination est subrogée dans tous les droits du propriétaire.

3. Si la perte ou la spoliation a eu lieu en cours de transport entre les bureaux d'échange de deux Pays limitrophes, sans

qu'il soit possible d'établir sur lequel des deux territoires le fait s'est accompli, les deux administrations en cause supportent le dommage par moitié.

Il en est de même en cas d'échange en dépêches closes, si la perte ou la spoliation a eu lieu sur le territoire ou dans le service d'un office intermédiaire non responsable.

4. Les administrations cessent d'être responsables des valeurs déclarées contenues dans les lettres dont les ayants droit ont donné reçu et pris livraison.

Art. 9. 1. Est réservé le droit de chaque Pays d'appliquer aux lettres contenant des valeurs déclarées, à destination ou provenant d'autres Pays, ses lois ou règlements intérieurs, en tant qu'il n'y est pas dérogé par le présent arrangement.

2. Les stipulations du présent arrangement ne portent pas restriction au droit des Parties contractantes de maintenir et de conclure des arrangements spéciaux, ainsi que de maintenir et d'établir des unions plus restreintes, en vue de l'amélioration du service des lettres contenant des valeurs déclarées.

Art. 10. Chacune des administrations des Pays contractants peut, dans des circonstances extraordinaires de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement le service des valeurs déclarées, tant à l'expédition qu'à la réception et d'une manière générale ou partielle, sous la condition d'en donner immédiatement avis, au besoin par le télégraphe, à l'administration ou aux administrations intéressées.

Art. 11. Les Pays de l'Union qui n'ont point pris part au présent arrangement sont admis à y adhérer sur leur demande et dans la forme prescrite par l'article 18 de la Convention du 1^{er} juin 1878, en ce qui concerne les adhésions à l'Union postale universelle.

Art. 12. Les administrations des postes des Pays contractants règlent la forme et le mode de transmission des lettres contenant des valeurs déclarées, et arrêtent toutes les autres mesures de détail ou d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution du présent arrangement.

Art. 13. Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions prévues à l'article 19 de la Convention du 1^{er} juin 1878, toute administration des postes d'un des Pays contractants a le droit d'adresser aux autres administrations participantes, par l'intermédiaire du bureau international, des propositions concernant le service des lettres avec valeurs déclarées. Mais, pour devenir exécutoires, ces propositions doivent réunir, savoir :

1° L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles 1, 2, 3, 4 et 8 précédents.

2° Les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions du présent arrangement, autres que celles des articles 1, 2, 3, 4 et 8;

3° La simple majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent arrangement.

Les résolutions valables sont consacrées, dans les deux premiers cas, par une déclaration diplomatique, et dans le troisième cas, par une notification administrative, selon la forme indiquée au dernier alinéa de l'article 20 de la Convention du 1^{er} juin 1878.

Art. 14. 1. Le présent arrangement entrera en vigueur le 1^{er} avril 1879.

2. Il sera ratifié en même temps et aura la même durée que la Convention du 1^{er} juin 1878, sans préjudice du droit réservé à chaque Pays de se retirer de cet arrangement moyennant un avis donné, un an à l'avance, par son Gouvernement au Gouvernement de la Confédération suisse.

3. Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution du présent arrangement, toutes les dispositions convenues antérieurement entre les divers Pays contractants ou entre leurs administrations, pour autant qu'elles ne sont pas conciliables avec les termes du présent arrangement, et sans préjudice des dispositions de l'article 9 précédent.

4. Le présent arrangement sera ratifié aussitôt que faire se pourra. Les actes de ratification seront échangés à Paris.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Pays ci-dessus énumérés ont signé le présent arrangement, à Paris, le 1^{er} juin 1878.

Pour l'Allemagne : D^r STEPHAN, GÜNTHER, SACHSE.

Pour l'Autriche : DEWEZ.

Pour la Hongrie : GERVAY.

Pour la Belgique : J. VINCHENT, F. GIFE.

Pour le Danemark et les colonies danoises : SCHOU.

Pour l'Égypte : A. CAILLARD.

Pour le Portugal et les colonies portugaises : G. A. DE BARROS.

Pour la Roumanie : C. F. ROBESCO.

Pour la Russie : baron VELHO, GEORGES POGGENPOHL.

Pour la France : LÉON SAY, AD. COCHERY, A. BESNIER.

Pour les colonies françaises : E. ROY.

Pour l'Italie : G. B. TANTESIO.

Pour le Luxembourg : V. DE ROEBE.

Pour la Norwége : CHR. HEFTY.

Pour les Pays-Bas : HOFSTEDE, baron SWEERTS, DE
LANDAS-WYBORGH.

Pour la Serbie : F. RADOYCOVITCH, MLADEN.

Pour la Suède : W. ROOS.

Pour la Suisse : D^r KERN, ED. HOHN.

Règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de l'arrangement

CONCERNANT L'ÉCHANGE DES LETTRES AVEC VALEURS DÉCLARÉES,
CONCLU ENTRE L'ALLEMAGNE, L'AUTRICHE-HONGRIE, LA BEL-
GIQUE, LE DANEMARK ET LES COLONIES DANOISES, L'ÉGYPTÉ, LA
FRANCE ET LES COLONIES FRANÇAISES, L'ITALIE, LE LUXEMBOURG,
LA NORWÈGE, LES PAYS-BAS, LE PORTUGAL ET LES COLONIES
PORTUGAISES, LA ROUMANIE, LA RUSSIE, LA SERBIE, LA SUÈDE,
ET LA SUISSE.

Les soussignés, vu l'article 14 de la Convention conclue à
Paris, le 1^{er} juin 1878, pour la revision du Pacte fondamental de
l'Union générale des postes, et l'article 12 de l'arrangement
concernant l'échange des lettres avec valeurs déclarées, signé
à Paris, le 1^{er} juin 1878, ont, au nom de leurs administrations
respectives, arrêté d'un commun accord les mesures suivantes,
pour assurer l'exécution dudit arrangement.

I

1. Les administrations postales des Pays adhérents qui entre-
tiennent des services maritimes réguliers, utilisés pour le
transport des correspondances ordinaires, dans le ressort de
l'Union, désignent aux offices des autres Pays adhérents ceux
de ces services qui peuvent être affectés au transport des lettres
contenant des valeurs déclarées avec garantie de responsabilité.

2. Les administrations des Pays contractants se notifient
mutuellement, au moyen de tableaux conformes au modèle A
ci-annexé, savoir :

1^o La nomenclature des Pays par rapport auxquels elles
peuvent respectivement se servir d'intermédiaires pour le
transport des lettres de valeurs déclarées ;

2^o Les voies ouvertes à l'acheminement desdites lettres, à
partir de l'entrée sur leurs territoires ou dans leurs services ;

3° Le total des droits d'assurance qui doivent leur être bonifiés de ce chef, pour chaque destination, par l'office qui leur livre les objets à découvert.

3. Au moyen des tableaux A reçus de ses correspondants, chaque administration détermine les voies à employer pour la transmission de ses valeurs déclarées et les droits d'assurance à percevoir sur les expéditeurs, d'après les conditions dans lesquelles s'effectue le transport intermédiaire.

4. Chaque administration doit faire connaître directement au premier office intermédiaire quels sont les Pays pour lesquels elle se propose de lui livrer à *découvert* des lettres contenant des valeurs déclarées.

II

1. Les lettres contenant des valeurs déclarées ne peuvent être admises que sous une enveloppe fermée au moyen de cachets, en cire fine, reproduisant un signe particulier et appliqués en nombre suffisant pour retenir tous les plis de l'enveloppe.

2. Chaque lettre doit, d'ailleurs, être conditionnée de manière qu'il ne puisse être porté atteinte à son contenu sans endommager extérieurement et visiblement l'enveloppe ou les cachets.

3. Les timbres-poste employés à l'affranchissement doivent être espacés, afin qu'ils ne puissent servir à cacher des lésions de l'enveloppe. Ils ne doivent pas non plus être repliés sur les deux faces de l'enveloppe de manière à couvrir la bordure.

III

1. La déclaration des valeurs doit être exprimée en francs et centimes ou dans la monnaie du pays d'origine et être inscrite par l'expéditeur sur l'adresse de l'envoi, en toutes lettres et en chiffres, sans rature ni surcharge, même approuvées.

2. Lorsque la déclaration est formulée en une monnaie autre que la monnaie de franc, l'office du Pays d'origine est tenu d'en opérer la réduction en cette dernière monnaie, au pair, en indiquant, par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous des chiffres représentatifs du montant de la déclaration l'équivalent de celle-ci en francs et centimes. Cette disposition n'est pas applicable aux relations directes entre Pays ayant une monnaie commune.

IV

Lorsque des circonstances fortuites ou les réclamations des intéressés viennent à révéler l'existence d'une déclaration frau-

duleuse de valeurs supérieures à la valeur réelle insérée dans une lettre, avis en est donné à l'administration du Pays d'origine, dans le plus bref délai possible, et, le cas échéant, avec les pièces de l'enquête à l'appui.

V

1. Le poids exact, en grammes, de chaque lettre contenant des valeurs déclarées, doit être inscrit sur la lettre, par l'office d'origine, à l'angle gauche supérieur de la suscription.

2. La lettre est, en outre, frappée par le bureau d'origine, du côté de la suscription, du timbre indiquant le lieu et la date du dépôt et, le cas échéant, du timbre spécial en usage dans le Pays d'origine pour les lettres contenant des valeurs déclarées.

3. Le bureau destinataire applique au verso son propre timbre, à la date de la réception.

VI

1. L'échange des lettres contenant des valeurs déclarées entre Pays limitrophes ou reliés entre eux au moyen d'un service maritime direct, est effectué par les bureaux servant d'intermédiaires pour l'échange des correspondances ordinaires.

2. Dans les rapports entre Pays séparés par un ou plusieurs services intermédiaires, les lettres de valeurs déclarées doivent toujours suivre la voie la plus directe et être livrées à découvert au premier office intermédiaire, si cet office est à même d'assurer la transmission dans les conditions déterminées par l'article 1^{er} du présent règlement.

3. Toutefois, est réservée aux offices correspondants la faculté de s'entendre, soit pour échanger des valeurs déclarées en dépêches closes, au moyen des services d'un ou de plusieurs Pays intermédiaires participant ou non à l'arrangement du 1^{er} juin 1878, soit pour assurer la transmission à découvert par des voies détournées, au cas où ce mode de transmission ne comporte pas, par la voie directe, la garantie de responsabilité sur tout le parcours.

VII

1. Les lettres contenant des valeurs déclarées sont inscrites par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille d'envoi spéciale, conforme au modèle B annexé au présent règlement, avec tous les détails que cette formule comporte.

2. Elles forment avec cette feuille un paquet spécial qui est

ficelé intérieurement et enveloppé de papier solide, puis ficelé extérieurement et cacheté à la cire fine sur tous les plis, au moyen du cachet du bureau d'échange expéditeur. Ce paquet porte pour suscription les mots « Valeurs déclarées, » et au-dessous l'indication du poids brut en grammes. Il doit être inséré au centre de la dépêche.

3. La présence d'un tel paquet dans une dépêche est signalée au bas du tableau n° 1 de la feuille d'avis, sous le titre : « Recommandation d'office » et par une note ainsi conçue : « Un paquet de valeurs déclarées pesant..... grammes. »

4. Le paquet des valeurs déclarées est réuni par un croisé de ficelle au paquet des objets recommandés, et les bouts de cette ficelle sont attachés au bas de la feuille d'avis, au moyen d'un cachet avec empreinte en cire fine ou sur papier gommé. A défaut d'un paquet d'objets recommandés, les bouts de la ficelle qui enveloppe extérieurement le paquet des valeurs déclarées conformément au paragraphe 2 ci-dessus, sont scellés eux-mêmes au bas de la feuille d'avis.

5. Les dispositions du présent article peuvent être modifiées d'un commun accord entre deux offices correspondants dans les relations où ces dispositions seraient incompatibles avec le régime particulier de l'un d'eux.

VIII

1. A la réception d'un paquet de valeurs déclarées, le bureau d'échange destinataire commence par rechercher si ce paquet ne présente aucune irrégularité, soit dans son état ou sa confection extérieure, soit dans l'accomplissement des formalités auxquelles la transmission est soumise par l'article précédent. Il vérifie également le poids brut du paquet.

2. Ce bureau procède ensuite à la vérification particulière des lettres contenant des valeurs déclarées et, s'il y a lieu, à la constatation des manquants ou autres irrégularités, ainsi qu'à la rectification des feuilles d'envoi, en se conformant aux règles tracées pour les objets recommandés par l'article XIII du règlement de détail et d'ordre de la Convention du 1^{er} juin 1878.

3. La constatation soit d'un manquant, soit d'une altération ou irrégularité de nature à engager la responsabilité des administrations respectives, est opérée au moyen d'un procès-verbal qui est transmis, accompagné des enveloppes, ficelles et cachet du paquet, à l'administration centrale du Pays auquel appartient le bureau d'échange destinataire. Un double de ce document est en même temps adressé, sous recommandation d'office, à l'admi-

nistration centrale à laquelle ressortit le bureau d'échange expéditeur, indépendamment du bulletin de vérification à transmettre immédiatement à ce bureau.

IX

1. Les lettres de valeurs déclarées réexpédiées, par suite de fausse direction, sont acheminées sur leur destination par la voie la plus rapide dont peut disposer l'office réexpéditeur.

Lorsque la réexpédition entraîne restitution des lettres de l'espèce à l'office supérieur, les bonifications inscrites à la feuille d'envoi de cet office sont annulées et le bureau d'échange réexpéditeur livre ces lettres pour mémoire à son correspondant, après avoir signalé l'erreur par un bulletin de vérification.

Dans le cas contraire, et si les droits d'assurance bonifiés à l'office réexpéditeur sont insuffisants pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, il se crédite de la différence en forçant la somme inscrite à son avoir sur la feuille d'envoi du bureau d'échange expéditeur. Le motif de cette rectification est notifié audit bureau, au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Les lettres de valeurs déclarées réexpédiées, par suite du changement de résidence des destinataires, sur un des Pays contractants, sont frappées du timbre T par l'office réexpéditeur et grevées à la charge du destinataire, par l'office distributeur, d'une taxe représentant le droit d'assurance revenant à ce dernier office, et, s'il y a lieu, à chacun des offices intermédiaires.

Dans ce dernier cas, le premier office intermédiaire qui reçoit une valeur déclarée réexpédiée se crédite du montant de son droit d'assurance vis-à-vis de l'office auquel il livre cette lettre, et ce dernier, à son tour, s'il n'est lui-même qu'un intermédiaire, répète sur l'office suivant son propre droit d'assurance cumulé avec celui dont il a tenu compte à l'office précédent. La même opération se poursuit dans les rapports entre les différents offices participant au transport, jusqu'à ce que la lettre parvienne à l'office distributeur.

Toutefois, si les droits d'assurance exigibles pour le parcours ultérieur d'une lettre à réexpédier sont acquittés au moment de la réexpédition, cette lettre est traitée comme si elle était adressée directement du pays réexpéditeur dans le pays de destination et remise sans taxe au destinataire.

3. Toute lettre de valeurs déclarées dont le destinataire est parti pour un pays non participant au présent arrangement est renvoyée immédiatement en rebut au pays d'origine, pour être

rendue à l'expéditeur, à moins que l'office de la première destination ne soit en mesure de la faire parvenir.

4. Les lettres de valeurs déclarées qui sont tombées en rebut, pour quelque cause que ce soit, sont réciproquement renvoyées aussitôt après leur mise en rebut et par l'intermédiaire des bureaux d'échanges respectifs. Ces lettres sont inscrites pour mémoire sur la feuille spéciale B, avec la mention « Rebut, » dans la colonne d'observations, et comprises dans le paquet intitulé « Valeurs déclarées. »

X

Jusqu'à preuve du contraire, l'administration qui a transmis une lettre contenant des valeurs déclarées à une autre administration est déchargée de toute responsabilité par rapport à ces valeurs, si le bureau d'échange auquel la lettre a été livrée n'a pas fait parvenir, par le premier courrier, à l'administration expéditrice un procès-verbal constatant l'absence ou l'altération soit du paquet entier des valeurs déclarées soit de la lettre elle-même.

XI

Les prix dus à chaque office participant, conformément au premier alinéa de l'article 3 de l'arrangement, pour le transit territorial ou maritime des lettres avec valeurs déclarées, sont calculés dans les conditions fixées par l'article 22 du règlement de détail et d'ordre de la Convention du 1^{er} juin 1878.

XII

1. Chaque administration fait établir mensuellement, par chacun de ses bureaux d'échange et pour tous les envois reçus des bureaux d'échange d'un seul et même office, un état conforme au modèle C annexé au présent règlement, des sommes inscrites sur chaque feuille d'envoi, soit à son crédit, pour sa part et celle de chacune des administrations intéressées, s'il y a lieu, dans les droits d'assurance perçus par l'office expéditeur, soit à son débit pour la part revenant aux offices intermédiaires, en cas de réexpédition, dans les droits d'assurance à recouvrer sur les destinataires.

2. Les états C sont ensuite récapitulés par les soins de la même administration dans un compte conforme au modèle D, également annexé au présent règlement.

3. Ce compte, accompagné des états partiels, des feuilles d'envoi et, s'il y a lieu, des bulletins de vérification y afférents,

est soumis à l'examen de l'office correspondant, dans le courant du mois qui suit celui auquel il se rapporte.

4. Les comptes mensuels, après avoir été vérifiés et acceptés de part et d'autre, sont résumés dans un compte général annuel par les soins de l'administration créditrice, sauf autre arrangement à prendre par les offices intéressés.

5. La liquidation du compte général des valeurs déclarées s'opère en même temps que celle du compte annuel des frais de transit ou de port étranger afférents aux correspondances ordinaires; les soldes des deux comptes dont il s'agit sont réduits par balance toutes les fois qu'ils sont respectivement contraires.

XIII

1. Les administrations se communiquent réciproquement, par l'intermédiaire du bureau international et trois mois au moins avant la mise à exécution de l'arrangement du 1^{er} juin 1878, savoir :

1° Le tarif des droits d'assurance applicable dans leur service aux lettres de valeurs déclarées pour chacun des Pays contractants, en conformité de l'article 4 de l'arrangement du 1^{er} juin 1878 et de l'article 1^{er} du présent règlement;

2° Le cas échéant, l'empreinte du timbre spécial en usage dans leur service pour les valeurs déclarées;

3° Le maximum jusqu'à concurrence duquel elles admettent les valeurs déclarées par application de l'article 1^{er} de l'arrangement;

4° Le tableau A prescrit par l'article 1^{er} du présent règlement.

2. Toute modification apportée ultérieurement à l'égard de l'un ou l'autre des quatre points ci-dessus mentionnés doit être notifiée, sans retard, de la même manière.

XIV

Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions prévues à l'article 19 de la Convention du 1^{er} juin 1878, toute administration des postes d'un Pays de l'Union a le droit d'adresser aux autres administrations participantes, par l'intermédiaire du bureau international, des propositions pour la modification ou l'interprétation du présent règlement. Mais, pour devenir exécutoires, ces propositions doivent réunir, savoir :

1° L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de la modification des articles 14 et 15;

2° Les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des articles 2, 3, 5, 6, 7, 8, 10 et 11;

3° La simple majorité absolue, s'il s'agit de la modification des autres articles ou de l'interprétation des diverses dispositions du présent règlement.

Les résolutions valables sont consacrées par une simple notification du bureau international à toutes les administrations de l'Union.

XV

Le présent règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'arrangement du 1^{er} juin 1878. Il aura la même durée que cet arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les parties intéressées.

Fait à Paris, le 1^{er} juin 1878.

Pour l'Allemagne : D^r STÉPHAN, GÜNTHER, SACHSE.

Pour l'Autriche : DEWEZ.

Pour la Hongrie : GERVAY.

Pour la Belgique : J. VINCHENT, F. GIFE.

Pour le Danemark et les colonies danoises : SCHOU.

Pour les Pays-Bas : HOFSTEDE, baron SWEERTS DE LANDAS-WYBORGH.

Pour le Portugal et les colonies portugaises : G. A. DE BARROS.

Pour la Roumanie : C. F. ROBESCO.

Pour l'Égypte : A. CAILLARD.

Pour la France : LÉON SAY, AD. COHERY. A. BESNIER.

Pour les colonies françaises : E. ROY.

Pour l'Italie : G. B. TANTESIO.

Pour le Luxembourg : V. DE ROEBE.

Pour la Norvège : CHR. HEFTY.

Pour la Russie : baron VELHO, GEORGES POGGENPOHL.

Pour la Serbie : F. RADOYCOVITCH, MLADEN.

Pour la Suède : W. ROOS.

Pour la Suisse : D^r KERN, ED. HORN.

ALLEMAGNE — AUTRICHE-HONGRIE — BELGIQUE —
DANEMARK — ÉGYPTÉ — FRANCE ET COLONIES
FRANÇAISES — ITALIE — LUXEMBOURG — NOR-
WÈGE — PAYS-BAS — PORTUGAL — ROUMANIE —
SUÈDE — SUISSE.

ARRANGEMENT CONCERNANT L'ÉCHANGE DES MANDATS DE POSTE
SIGNÉ A PARIS LE 4 JUIN 1878

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des
Pays ci-dessus énumérés,

Vu l'article 13 de la Convention conclue à Paris, le 1^{er} juin
1878 (1) pour la revision du pacte fondamental de l'Union
générale des postes, ont, d'un commun accord et sous toute
réserve de ratification, arrêté l'arrangement suivant :

Art. 1^{er}. L'échange des envois de fonds par la voie de la
poste et au moyen de mandats, entre ceux des Pays contractants
qui conviennent d'établir ce service, est régi par les dispositions
du présent arrangement.

Art. 2. 1. En principe, le montant des mandats doit être
versé par les déposants et payé aux bénéficiaires en numéraire ;
mais chaque administration a la faculté de recevoir et d'employer
elle-même, à cet effet, tout papier-monnaie ayant cours légal
dans son Pays, sous réserve de tenir compte, le cas échéant, de
la différence de cours.

2. Aucun mandat ne peut excéder la somme de 500 francs
effectifs ou une somme approximative dans la monnaie respective
de chaque Pays.

3. Sauf arrangement contraire entre les administrations
intéressées, le montant de chaque mandat est exprimé dans la
monnaie métallique du Pays où le paiement doit avoir lieu. A
cet effet, l'administration du Pays d'origine détermine elle-
même, s'il y a lieu, le taux de conversion de sa monnaie en
monnaie métallique du Pays de destination.

4. Est réservé à chacun des Pays contractants le droit de
déclarer transmissible, par voie d'endossement, sur son terri-
toire, la propriété des mandats de poste provenant d'un autre de
ces Pays.

Art. 3. 1. La taxe générale à payer par l'expéditeur, pour

(1) Voir page 286.

chaque envoi de fonds effectué en vertu de l'article précédent, est fixée, valeur métallique, à 25 centimes par 25 francs ou fraction de 25 francs, ou à l'équivalent dans la monnaie respective des Pays contractants, avec faculté d'arrondir les fractions, le cas échéant.

Toutefois, les administrations des Pays contractants sont autorisées à percevoir, au minimum, 50 centimes pour tout mandat n'excédant pas 50 francs.

2. L'administration qui a délivré des mandats paye à l'administration qui les a acquittés la moitié du produit de la taxe perçue en vertu du paragraphe précédent.

3. Les mandats de poste et les acquits donnés sur ces mandats, de même que les récépissés délivrés aux déposants, ne peuvent être soumis, à la charge des expéditeurs ou des destinataires des fonds, à un droit ou à une taxe quelconque en sus de la taxe perçue en vertu du paragraphe 1^{er} du présent article, sauf toutefois le droit de factage pour le paiement à domicile, s'il y a lieu.

Art. 4. 1. Les administrations des postes des Pays contractants dressent, aux époques fixées par le règlement ci-après, les comptes sur lesquels sont récapitulées toutes les sommes payées par leurs bureaux respectifs, ainsi que les taxes perçues pour l'émission des mandats; et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, sont soldés, sauf arrangement contraire, en monnaie métallique du pays créancier, par l'administration qui est reconnue redevable envers une autre, dans le délai fixé par le même règlement.

2. A cet effet, lorsque les mandats ont été payés dans des monnaies différentes, la créance la plus faible est convertie en même monnaie que la créance la plus forte, en prenant pour base de la conversion le taux moyen du change dans la capitale du pays débiteur, pendant la période à laquelle le compte se rapporte.

3. En cas de non-paiement du solde d'un compte dans les délais fixés, le montant de ce solde est productif d'intérêts, à dater du jour de l'expiration desdits délais, jusqu'au jour où le paiement a lieu. Ces intérêts sont calculés à raison de 5 p. 100 l'an et sont portés au débit de l'administration retardataire sur le compte suivant.

Art. 5. 1. Les sommes converties en mandats de poste sont garanties aux déposants jusqu'au moment où elles ont été régulièrement payées aux destinataires ou aux mandataires de ceux-ci.

2. Les sommes encaissées par chaque administration, en échange des mandats de poste dont le montant n'a pas été réclamé par les ayants droit dans les délais fixés par les lois ou règlements du Pays d'origine, sont définitivement acquises à l'administration qui a délivré ces mandats.

Art. 6. Les stipulations du présent arrangement ne portent pas restriction au droit des Parties contractantes de maintenir et de conclure des arrangements spéciaux, ainsi que de maintenir et d'établir des Unions plus restreintes en vue de l'échange des mandats par voie télégraphique et, en général, de l'amélioration du service des mandats de poste internationaux.

Art. 7. Chaque administration peut, dans des circonstances extraordinaires qui sont de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement le service des mandats internationaux, d'une manière générale ou partielle, sous la condition d'en donner immédiatement avis, au besoin par le télégraphe, à l'administration ou aux administrations intéressées.

Art. 8. Les Pays de l'Union qui n'ont point pris part au présent arrangement sont admis à y adhérer sur leur demande, et dans la forme prescrite par l'article 18 de la Convention du 1^{er} juin 1878, en ce qui concerne les adhésions à l'Union postale universelle.

Art. 9. Les administrations des postes des Pays contractants désignent, chacune pour ce qui la concerne, les bureaux qui doivent délivrer et payer les mandats à émettre en vertu des articles précédents. Elles règlent la forme et le mode de transmission des mandats, la forme des comptes désignés à l'article 4 et toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution du présent arrangement.

Art. 10. Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions prévues à l'article 19 de la Convention du 1^{er} juin 1878, toute administration des postes d'un des Pays contractants a le droit d'adresser aux autres administrations participantes, par l'intermédiaire du bureau international, des propositions concernant le service des mandats de poste. Mais pour devenir exécutoires, ces propositions doivent réunir, savoir :

1° L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de la modification des articles 1, 2, 3, 4, 10 et 11 du présent arrangement.

2° Les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions autres que celles des articles 1, 2, 3, 4, 10 et 11;

3° La simple majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent arrangement.

Les résolutions valables sont consacrées dans les deux

premiers cas, par une déclaration diplomatique, et dans le troisième cas, par une notification administrative, selon la forme indiquée au dernier alinéa de l'article 20 de la Convention du 1^{er} juin 1878.

Art. 11. Le présent arrangement entrera en vigueur le 1^{er} avril 1879.

2. Il sera ratifié en même temps et aura la même durée que la Convention du 1^{er} juin 1878, sans préjudice du droit réservé à chaque Pays de se retirer de cet arrangement moyennant un avis donné, un an à l'avance, par son Gouvernement au Gouvernement de la Confédération suisse.

3. Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution du présent arrangement, toutes les dispositions convenues antérieurement entre les divers Gouvernements ou administrations des Parties contractantes, pour autant qu'elles ne seraient pas conciliables avec les termes du présent arrangement, le tout sans préjudice des droits réservés par l'article 6.

4. Le présent arrangement sera ratifié aussitôt que faire se pourra. Les actes de ratification seront échangés à Paris.

En foi de quoi les Plénipotentiaires des pays ci-dessous énumérés ont signé le présent arrangement à Paris, le quatre juin mil huit cent soixante-dix-huit.

Pour l'Allemagne : D^r STEPHAN, GÜNTHER, SACHSE.

Pour l'Autriche : DEWEZ.

Pour la Hongrie : GERVAY.

Pour la Belgique : J. VINCHENT, F. GIFE.

Pour le Danemark : SCHOU.

Pour l'Égypte : A. CAILLARD.

Pour la France : LÉON SAY, AD. COCHERY, A. BESNIER.

Pour les colonies françaises : E. ROY.

Pour l'Italie : G. B. TANTESIO.

Pour le Luxembourg : V. DE ROEBE.

Pour la Norvège : CHR. HEFTY.

Pour les Pays-Bas : HOFSTÈDE, baron SWEERTS, DE LANDAS-WYBORGH.

Pour le Portugal : G. A. DE BARROS.

Pour la Roumanie : C. F. ROBESCO.

Pour la Suède : W. ROOS.

Pour la Suisse : D^r KERN, ED. HOEHN.

Règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de l'arrangement

CONCERNANT L'ÉCHANGE DES MANDATS DE POSTE CONCLU ENTRE L'ALLEMAGNE, L'AUTRICHE-HONGRIE, LE DANEMARK, L'ÉGYPTE, LA FRANCE ET LES COLONIES FRANÇAISES, L'ITALIE, LE LUXEMBOURG, LA NORVÈGE, LES PAYS-BAS, LE PORTUGAL, LA ROUMANIE, LA SUÈDE ET LA SUISSE.

Les soussignés, vu l'article 14 de la Convention conclue à Paris, le 1^{er} juin 1878, pour la revision du pacte fondamental de l'Union générale des postes, et l'article 9 de l'arrangement concernant l'échange des mandats de poste, signé à Paris, le 4 juin 1878, ont, au nom de leurs administrations respectives, arrêté d'un commun accord les mesures suivantes pour assurer l'exécution dudit arrangement.

I

Un récépissé, bulletin de dépôt ou de déclaration de versement des sommes en échange desquelles un mandat de poste international est émis, doit être délivré sans frais au déposant, dans la forme adoptée par chaque administration.

II

1. Les mandats de poste internationaux sont établis sous une formule conforme ou analogue au modèle A n° 1. Néanmoins, les administrations qui le préfèrent peuvent adopter une formule conforme au modèle A n° 2.

2. Les formules de mandats qui ne sont pas imprimées en langue française doivent porter une traduction sublinéaire dans cette langue, et les inscriptions manuscrites que leur texte comporte doivent être formulées en chiffres arabes et en caractères romains, suivant le cas, sans rature ni surcharge, même approuvées.

3. La taxe perçue pour chaque mandat doit être indiquée en monnaie du pays d'origine et à l'angle droit supérieur du recto du titre.

4. Il est interdit de consigner, soit sur les mandats, soit sur les coupons adhérents à la formule A n° 1, d'autres annotations que celles que comporte la contexture des formules, et notamment toute mention pouvant tenir lieu de correspondance ou de note particulière de l'envoyeur au destinataire des fonds.

Toutefois, les administrations qui ont admis, jusqu'à présent, un usage plus étendu du coupon, dans leurs rapports réciproques, peuvent maintenir cette mesure d'un commun accord.

III

L'emploi de la formule A n° 1 entraîne avec lui les obligations suivantes :

1° Pour l'administration du pays d'origine :

a) Transmission des mandats aux bureaux destinataires, à découvert, ou, sur la demande de l'office destinataire, sous une enveloppe conforme au modèle B ;

b) Réunion en un seul paquet de tous les mandats à comprendre dans chaque dépêche, après subdivision, s'il y a lieu, en autant de liasses qu'il y a de Pays destinataires ;

2° Pour l'administration du Pays de destination, livraison et paiement du mandat à l'ayant droit, selon les règles applicables au service intérieur ou adoptées spécialement à cet égard par cette administration.

IV

L'emploi de la formule A n° 2 entraîne avec lui les obligations suivantes :

1° Pour l'administration du pays d'origine :

Établissement immédiat, pour chaque mandat délivré, d'un avis d'émission conforme au modèle C, et transmission de cet avis au bureau payeur par le premier courrier et sous une enveloppe conforme au modèle D ;

2° Pour l'administration du pays de destination :

a) Paiement contre remise, par l'ayant droit, du mandat dûment acquitté et moyennant que l'avis d'émission respectif soit en la possession du bureau destinataire, que les inscriptions du mandat soient reconnues conformes à celles de l'avis d'émission et que le porteur du mandat puisse justifier son droit au paiement par l'indication du nom et du prénom ou de la raison sociale, tant de l'expéditeur que du destinataire ;

b) En cas de non-arrivée d'un avis d'émission, réclamation d'un duplicata au bureau d'origine, au moyen d'une formule conforme au modèle E, et expédiée sous une enveloppe B.

V

1. Les mandats dont le paiement n'a pu être effectué pour l'une des causes suivantes :

1° Indication inexacte, insuffisante ou douteuse du nom ou du domicile des bénéficiaires ;

2° Différences ou omissions de noms ou de sommes, tant sur l'avis que sur le mandat ;

3° Ratures ou surcharges dans les inscriptions ;

4° Omissions de timbre ou de signatures, sont régularisés par les soins de l'administration qui les a émis.

2. A cet effet, ces mandats sont renvoyés sous recommandation d'office, le plus tôt possible, au bureau d'origine par le bureau de destination. Les deux administrations postales en cause doivent être averties de ce renvoi et de la suite donnée.

VI

1. Les mandats sont valables pendant un délai de trois mois à partir du jour de leur émission. Ce délai est porté à six mois dans les relations avec les pays hors d'Europe ou de ces pays entre eux.

2. Passé ce terme, il ne peuvent plus être payés que sur un visa pour date donné par l'administration qui les a émis et à la requête de l'administration dont dépend le bureau destinataire.

VII

1. Les mandats peuvent être remboursés aux envoyeurs, sur la demande de ceux-ci, aussitôt que l'administration du Pays d'origine est rentrée en possession du titre non payé et, le cas échéant, de l'avis d'émission.

2. Pour obtenir le remboursement d'un mandat égaré, perdu ou détruit, l'envoyeur doit fournir, avec son récépissé, bulletin de dépôt ou déclaration de versement, une attestation du destinataire, portant que le mandat n'a pas été aliéné, qu'il ne lui est pas parvenu ou qu'il a été adiré ou détruit après réception. L'administration du Pays d'origine accorde le remboursement après s'être assurée que l'office de destination n'a pas payé et ne payera pas le mandat.

3. A défaut du remboursement prévu par le paragraphe 2 précédent, les mandats égarés, perdus ou détruits peuvent être remplacés, sur la demande de l'envoyeur ou du destinataire, par des autorisations de paiement ou des duplicatas que délivre l'administration du Pays de destination, que le mandat n'a été ni payé ni remboursé.

VIII

1. Chaque administration dresse, à la fin de chaque mois, pour chacune des autres administrations, un compte particulier conforme au modèle F, et sur lequel sont récapitulés et, autant que possible, classés par ordre alphabétique les noms des bureaux d'émission, tous les mandats payés par ses bureaux, pour le compte de l'office correspondant, pendant le mois précédent.

2. Elle reproduit également sur ce compte, en regard du montant de chaque mandat, le montant effectif du droit perçu par le bureau d'origine; puis elle ajoute au total des sommes payées, et en même monnaie, la moitié du total des droits perçus, dont, le cas échéant, elle effectue la conversion au pair.

3. Le compte particulier, accompagné des mandats payés et quittancés, est transmis sans retard à l'administration correspondante.

IX

1. Aussitôt que les comptes particuliers réciproques ont été débattus et arrêtés contradictoirement, la balance est établie dans un compte général, que dresse l'administration créditrice (sauf autre arrangement entre les offices intéressés) en se conformant, pour la conversion des monnaies, s'il y a lieu, au deuxième alinéa de l'article 4 de l'arrangement.

2. Le compte général doit être arrêté dans un délai de deux mois après l'expiration du mois auquel il se rapporte. Ce délai est porté à quatre mois dans les relations avec les Pays situés hors d'Europe ou de ces Pays entre eux. En cas de débat, la somme en litige est reportée au compte suivant.

3. Sauf arrangement contraire, la différence formant le solde du compte est payée au moyen de traites sur la capitale ou sur une place commerciale du Pays créiteur, en monnaie métallique de ce Pays et sans aucune perte pour lui, les frais du paiement restant à la charge de l'office débiteur.

4. Ce paiement doit être effectué au plus tard quinze jours après que le compte général a été contradictoirement arrêté. Seulement, toute administration qui se trouve à découvert, vis-à-vis d'une autre administration, d'une somme supérieure à 50,000 francs, a le droit de réclamer un compte ou solde provisoire jusqu'à concurrence des trois quarts du montant de sa créance. Le cas échéant, il doit être satisfait à sa demande dans le délai de huit jours.

X

1. Les administrations des Pays contractants doivent se notifier réciproquement, par l'intermédiaire du bureau international de l'Union postale universelle et trois mois au moins avant la mise à exécution de l'arrangement du 4 juin 1878, savoir :

1° Le tarif et, s'il y a lieu, le taux de conversion monétaire qu'elles appliquent en exécution de l'article 2 de l'arrangement ;

2° La nomenclature de ceux de leurs bureaux respectifs qu'elles autorisent à émettre et à payer des mandats internationaux ;

3° L'option qu'elles ont faite entre les deux modèles de mandats, ainsi que le texte authentique et complet de la formule qu'elles emploient ;

4° L'orthographe des noms de nombre, de 1 à 500, qui peuvent être écrits en toutes lettres, dans leur langue respective, sur les mandats émis par elles ;

5° La durée des délais après lesquels leur Législation respective attribue définitivement à l'État le montant des mandats dont le paiement n'a pas été réclamé par les ayants-droit.

2. Toute modification apportée ultérieurement, à l'égard de l'un ou l'autre des cinq points ci-dessus mentionnés, doit être notifiée sans retard, de la même manière.

XI

Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions, toute administration des postes d'un Pays de l'Union a le droit d'adresser aux autres administrations participantes, par l'intermédiaire du bureau international, les propositions concernant les dispositions du présent règlement ; mais, pour devenir exécutoires, ces propositions doivent réunir, savoir :

1° L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles 2, 11 et 12 du présent règlement ;

2° Les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles 1, 3, 4, et 7,

3° La simple majorité absolue, s'il s'agit de la modification des autres articles ou de l'interprétation des diverses dispositions du présent règlement.

Les résolutions valables sont consacrées par une simple notification du bureau international à toutes les administrations de l'Union.

XII

Le présent règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'arrangement du 4 juin 1878.

Il aura la même durée que cet arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé, d'un commun accord, entre les parties intéressées.

Fait à Paris, le 4 juin 1878.

Pour l'Allemagne : D^r STEPHAN, GÜNTER, SACHSE,

Pour l'Autriche : DEWEZ.

Pour la Hongrie : GERVAY.

Pour la Belgique : J. VINCENT, F. GIFE.

Pour le Danemark : SCHOU.

Pour la Norwége : CHR. HEFTY.

Pour les Pays-Bas : HOFSTÈDE, baron SWERTS, DE LANDAS-WYBORGH.

Pour le Portugal : G. A. DE BARROS.

Pour l'Égypte : A. CAILLARD.

Pour la France : LÉON SAY, AD. COCHERY, A. BESNIER.

Pour les colonies françaises : É. ROY.

Pour l'Italie : G. B. TANTESIO.

Pour le Luxembourg : V. DE ROEBE.

Pour la Roumanie : G. F. ROBESCO.

Pour la Suède : W. ROOS.

Pour la Suisse : D^r KERN, ED. HORN.

GRANDE-BRETAGNE — ESPAGNE

TRAITÉ D'EXTRADITION SIGNÉ A LONDRES LE 4 JUIN 1878

S. M. la Reine du Royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, et S. M. le Roi d'Espagne, ayant jugé à propos de régler par un Traité d'extradition réciproque des malfaiteurs, dans le but d'obtenir de meilleurs résultats dans l'administration de la justice dans leurs États respectifs ont nommé à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. la Reine du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Très-Honorable Robert Arthur Talbot Gascoyne Cecil, marquis et comte de *Salisbury*, vicomte Cranborne, Dorset et baron Cecil d'Essendine, Pair du Royaume-Uni,

membre du Très Honorable Conseil privé de Sa Majesté, et son principal Secrétaire d'État aux affaires étrangères :

Et S. M. le Roi d'Espagne, don Manuel Rancès y Villanueva, marquis de *Casa la Iglesia*, Sénateur du Royaume, grand-croix de l'ordre royal et distingué de Charles III et chevalier de première classe de l'ordre civil de la Benificence d'Espagne, grand-croix de l'ordre pontifical de Grégoire-le-Grand ; chevalier de première classe de l'ordre royal de l'Aigle rouge de Prusse ; grand-croix des ordres royaux de la Couronne d'Italie, de Frédéric du Wurtemberg, d'Albert le Valeureux de Saxe, de l'ordre grand-ducal de Philippe le Magnanime de Hesse Darmstadt, et du Faucon blanc de Saxe-Weimar etc., etc., son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès S. M. la Reine du Royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. S. M. la Reine du Royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et S. M. le Roi d'Espagne s'engagent réciproquement à se livrer toutes personnes, excepté leurs propres sujets, qui auraient été accusées ou condamnées par les tribunaux d'une des Hautes Parties contractantes, pour crimes ou délits dont il est question à l'article 2, commis sur le territoire de l'une et trouvées sur le territoire de l'autre.

Art. 2. L'extradition sera réciproquement accordée pour les crimes et délits suivants :

1^o Assassinat, y compris parricide, infanticide et tentative d'assassinat.

2^o Meurtre.

3^o Avortement.

4^o Viol.

5^o Attentat à la pudeur sur des enfants de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de 12 ans.

6^o Séquestration, rapt, abandon, exposition et détention illégale.

7^o Détournements de mineurs.

8^o Bigamie.

9^o Coups et blessures.

10^o Injures à un magistrat ou à tout officier public.

11^o Menaces par lettres ou autres moyens, dans l'intention d'extorquer de l'argent.

12^o Parjure ou faux témoignage.

13^o Incendie prémédité.

14° Vol avec effraction, abus de confiance.

15° Malversation de la part d'un administrateur, banquier, agent, procureur, tuteur ou fonctionnaire d'une société quelconque, en tant que cette malversation est soumise à une peine.

16° Escroquerie, se procurer de l'argent ou d'autres valeurs sous de faux prétextes ; recel.

17° a) Contrefaçon ou altération d'argent monnayé, émission ou mise en circulation de monnaie contrefaite ou altérée.

b) Falsification ou altération de billets de banque ou autres valeurs ; de plus falsification ou altération de documents publics ou privés, de même que l'émission, la mise en circulation et l'emploi conscient de pièces fausses ou falsifiées.

c) Fabrication consciente d'objets dont le but est de contrefaire la monnaie.

18° Banqueroute frauduleuse ou crimes commis contre les lois sur la banqueroute frauduleuse.

19° Crimes ou délits commis entraînant des accidents de chemins de fer.

20° Destruction de propriétés, si ce délit est soumis à une peine.

21° Crimes commis en mer.

a) Piraterie ;

b) Destruction d'un navire en mer, ou tentative de destruction.

c) Rébellion ou conspiration contre l'autorité d'un commandant de navire en mer ;

d) Attentat à bord d'un navire en mer, contre la vie d'une personne ou avec intention de la blesser grièvement.

e) Traite des esclaves constituant un délit contre les lois des deux Puissances.

L'extradition aura lieu pareillement pour complicité à l'un des crimes précités ci-dessus, soit que la complicité ait eu lieu pendant ou après le crime, et qu'elle soit punissable par les lois des deux Hautes Parties contractantes.

Art. 3. Le présent Traité sera appliqué aux crimes, et délits commis antérieurement à sa signature ; mais une personne ne pourra être jugée que pour le délit ou crime pour lequel l'extradition aura été accordée.

Art. 4. Un criminel réfugié ne peut être extradé si son acte criminel a un caractère politique ou se trouve mêlé à un acte de cette nature, ou s'il peut prouver que son extradition n'a été demandée que dans un but de le poursuivre ou de le punir pour un crime de nature politique.

Art. 5. Dans tous les États de S. M. le Roi d'Espagne, sauf les

provinces et colonies d'outre-mer, la façon de demander l'extradition sera la suivante :

L'agent diplomatique de la Grande-Bretagne enverra, en même temps que la demande d'extradition au Ministre des affaires étrangères, une copie authentique et légalisée du jugement ou du mandat d'arrêt, établissant clairement le crime ou délit dont le réfugié est accusé. Ces pièces devront être accompagnées, si possible, d'un signalement ou de toute information qui puisse servir à l'identification de l'incriminé.

Ces documents seront transmis par le Ministre des affaires étrangères au Ministre des grâces et de justice, qui les examinera et qui jugera s'il y a raison d'accorder l'extradition, dans ce cas un ordre royal sera rendu ordonnant l'arrestation et la remise aux autorités britanniques de l'incriminé.

Dès que l'ordre royal sera rendu, le Ministre de l'Intérieur prendra toutes mesures pour procéder à l'arrestation du fugitif ; aussitôt cette arrestation faite, ce dernier sera mis à la disposition du représentant diplomatique qui aura demandé l'extradition, et sera conduit au point de frontière ou au port de mer désigné, où il sera remis entre les mains de l'agent de S. M. Britannique.

Dans le cas où les documents fournis aux autorités espagnoles seraient insuffisants, avis en sera donné de suite au représentant du Gouvernement de la Grande-Bretagne, et la personne arrêtée sera détenue jusqu'à ce que le Représentant britannique ait fourni de nouvelles preuves relatives à la solution de l'affaire.

Art. 6. Dans les États de S. M. Britannique, sauf ses colonies, la façon de demander l'extradition sera la suivante :

a) La demande de remise de l'inculpé sera faite par l'agent diplomatique de S. M. le Roi d'Espagne au Secrétaire principal d'État pour les affaires étrangères de S. M. Britannique. Cette demande sera accompagnée du mandat d'arrêt ou d'autre document judiciaire émis par un magistrat autorisé justifiant d'une dénonciation ou d'une plainte contre l'accusé et contenant un signalement de ce dernier.

Le principal Secrétaire d'État aux affaires étrangères transmettra ces documents au principal Secrétaire d'État au département de l'intérieur, qui les signifiera au magistrat de police à Londres et le requerra de lancer un mandat d'arrêt. Ce mandat sera lancé par ce dernier, si la production des pièces justifie que le crime a été commis dans le Royaume-Uni.

Aussitôt l'arrestation faite, l'inculpé sera interrogé par le

magistrat qui aura lancé le mandat d'arrêt; si le crime dont il est accusé a été commis dans le Royaume-Uni et entraîne, d'après les lois anglaises, sa comparution devant les tribunaux, l'accusé sera détenu en attendant l'acte du Secrétaire d'État pour son extradition, ce dernier en sera avisé et un extrait de l'interrogatoire lui sera remis.

Après une détention, qui ne sera jamais moindre de quinze jours, le Secrétaire d'État ordonnera que le prisonnier soit remis entre les mains d'une personne chargée par le Gouvernement espagnol de le recevoir.

b) Dans le cas d'une condamnation.

La façon de procéder sera la même que celle indiquée ci-dessus, mais l'agent diplomatique d'Espagne devra indiquer le crime ou délit pour lequel l'inculpé a été condamné, en donnant en même temps le lieu et la date de la condamnation.

c) Les personnes contre lesquelles il aura été rendu un arrêt de contumace seront, en cas d'extradition, traitées de la même façon que les prévenus.

d) Lorsque le magistrat de police aura ordonné la détention de l'accusé ou du condamné en attendant l'ordre du Secrétaire d'État pour sa remise, le détenu aura le droit de réclamer un mandat de *habeas corpus*, et alors sa remise ne pourra être faite qu'après la décision du tribunal auquel ce mandat aura été soumis, et alors même sa remise ne peut être faite que lorsque la décision du tribunal lui est contraire. Dans ce dernier cas le tribunal peut ordonner la remise immédiate du condamné à l'agent espagnol autorisé à le recevoir, sans attendre l'ordre du Secrétaire d'État, ou le faire détenir en prison en attendant cet ordre.

Art. 7. Les autorités de l'État auquel on demande l'extradition doivent accorder toute force probative aux dépositions sous foi de serment et aux témoignages qui ont été recueillis dans les procès-verbaux dressés dans l'autre État, ainsi qu'aux copies de ces procès-verbaux, de même qu'aux ordres d'arrestation et jugements prononcés dans l'autre État, en admettant que ces pièces soient signées par le juge ayant délivré le mandat, le témoin assermenté, ou que ces pièces soient scellées du sceau du Ministre de la justice ou d'un autre Ministre d'État.

Art. 8. Un criminel réfugié peut être arrêté dans les deux Pays à la suite d'un mandat d'arrêt lancé par un magistrat de police, juge de paix ou toute autorité compétente, preuve sur telle dénonciation ou plainte, et en même temps sur telle ou telle instruction judiciaire que d'après l'avis du magistrat lançant

le mandat d'arrêt, ce mandat d'arrêt serait justifié, si le crime avait été commis dans l'une des parties du territoire où ce magistrat exerce ses fonctions judiciaires. Il est stipulé que dans un cas pareil l'accusé doit être, aussi promptement que possible, envoyé à Londres devant un magistrat de police. Si dans un délai de trente jours une demande d'extradition n'a été faite, l'accusé sera remis en liberté.

La même façon de procéder sera appliquée dans le cas où un des crimes ou délits, spécifiés dans le présent traité, serait commis en pleine mer, sur un navire de l'un des deux Pays qui pourrait entrer dans un port de l'autre.

Art. 9. Si un fugitif criminel détenu en prison, n'a pas été remis dans un délai de deux mois, ou que dans ce délai on n'en ait pas pris possession, il sera mis en liberté. De plus, si deux mois après un arrêt rendu contre lui par le tribunal, sur un mandat, interjeté par l'inculpé, d'*habeas corpus*, dans le Royaume-Uni, il sera de même remis en liberté, sauf dans le cas où des preuves suffisantes démontreraient la nécessité de le maintenir en prison.

Art. 10. Dans les provinces, colonies et possessions d'outre-mer des deux Hautes Parties contractantes la façon de procéder sera la suivante :

La demande d'extradition du fugitif réfugié dans les provinces, colonies et possessions d'outre-mer des deux Hautes Parties contractantes sera faite par l'agent consulaire ou Gouverneur ou principale autorité de la province, colonie ou possession. Dans le cas où le fugitif aurait commis le crime ou délit dans une possession, colonie ou province d'outre-mer, sa demande de remise sera faite par le Gouverneur de ladite possession, colonie ou province d'outre-mer.

Dans ces cas, les clauses du présent Traité seront observées autant que possible par les Gouverneurs ou principales autorités, qui auront toute liberté pour accorder l'extradition, ou pour en référer à la décision de leurs Gouvernements respectifs.

Art. 11. En cas de nécessité, le Gouvernement espagnol sera représenté auprès des tribunaux anglais par les officiers légaux de la Couronne, et le Gouvernement anglais par le Ministre fiscal auprès des tribunaux espagnols.

Les Gouvernements respectifs donneront assistance aux agents diplomatiques qui la réclameront, et mettront à leur disposition des moyens d'assurer la sécurité et la garde de l'inculpé dont l'extradition est demandée.

Art. 12. L'extradition ne sera pas accordée pour tout individu qui aura été condamné pour le même crime ou délit par les lois du Pays où il se trouve ; de même l'extradition ne sera pas accordée si le crime ou délit commis par l'inculpé se trouve être prescrit par les lois du Pays.

Art. 13. Dans le cas où l'individu dont l'extradition serait demandée par l'une des deux Hautes Parties contractantes serait déjà réclamé par une ou plusieurs autres Puissances pour crimes et délits commis sur leurs territoires respectifs, sa remise sera faite au Pays qui en aura fait le premier la demande, à moins qu'il n'y ait eu un arrangement entre les différents Gouvernements ou qu'un crime ou délit commis sur un territoire soit plus grave que celui commis sur un autre.

Art. 14. Dans le cas où l'individu dont l'extradition serait demandée aurait été condamné sur le territoire où il se trouve, sa remise n'aura lieu qu'à l'expiration de sa peine.

Dans le cas où l'incriminé serait détenu pour cause civile, sa remise sera faite de suite.

Art. 15. La remise des objets trouvés en possession de l'inculpé, lors de son arrestation, sera faite en même temps que la remise de la personne, sauf dans le cas où les objets saisis proviendraient d'un vol ou de banqueroute frauduleuse. Cette remise sera faite même en cas de mort ou d'évasion de l'inculpé.

Les réclamations qui pourraient être faites pour ces objets par une tierce personne seront néanmoins réservées.

Art. 16. Les Hautes Parties contractantes renoncent d'un commun accord à se réclamer mutuellement les frais occasionnés par l'arrestation, la détention et la remise de l'extradé.

Art. 17. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Londres le plus promptement possible, et entrera en vigueur dix jours après sa publication en conformité des lois des Pays respectifs. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra en faire cesser l'effet, en avertissant l'autre six mois à l'avance.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Londres le quatre juin, de l'an du Seigneur mil huit cent soixante-dix-huit.

(L. S.) *Signé* : SALISBURY

(L. S.) *Signé* : *Marquis* DE CASA LA IGLÉSIA.

FRANCE — SALVADOR

CONVENTION CONSULAIRE SIGNÉE A PARIS LE 5 JUIN 1878

Le Président de la République française et le Président de la République du Salvador, reconnaissant l'utilité de déterminer, avec le plus de précision possible les droits, privilèges et immunités, ainsi que les attributions des consuls, chanceliers et agents consulaires français et salvadoriens, réciproquement admis à résider dans les États respectifs, ont résolu de conclure, à cet effet, une Convention spéciale et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, S. Exc. M. Waddington, Sénateur, Ministre des affaires étrangères ;

Le Président de la République du Salvador, M. Torres Caicedo, commandeur de la Légion d'honneur, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République du Salvador à Paris ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté d'établir des consuls généraux, des consuls, des vice-consuls ou des agents consulaires dans les villes du territoire de l'autre partie.

Sur la présentation de leurs provisions, ces agents seront admis et reconnus, selon les règles et formalités établies dans le Pays de leur résidence. L'*exequatur* leur sera délivré sans frais.

Aussitôt après leur admission, l'autorité supérieure du lieu où ils devront résider donnera les ordres nécessaires pour qu'ils soient protégés dans l'exercice de leurs fonctions et pour qu'ils jouissent des immunités et prérogatives attachées à leur charge.

Art. 2. Les agents diplomatiques, les consuls généraux et consuls pourront, lorsqu'ils y seront autorisés par les lois et règlements de leur Pays, nommer des agents consulaires dans les villes et ports de leurs arrondissements consulaires respectifs, sauf l'approbation du Gouvernement territorial obtenue par la voie diplomatique. Ces agents pourront être indistinctement

choisis parmi les citoyens des deux Pays comme parmi les étrangers et seront munis d'un brevet délivré par l'agent diplomatique ou par le consul sous les ordres duquel ils devront être placés. Ils pourront recevoir le titre de vice-consul ; mais ce titre sera, dans ce cas, purement honorifique.

Art. 3. En cas d'empêchement, d'absence ou de décès des consuls généraux et consuls, les élèves consuls, chanceliers ou secrétaires, qui auraient été présentés antérieurement en leurs qualités respectives, seront admis de plein droit à exercer, par intérim, les fonctions consulaires. Les autorités locales devront leur prêter assistance et protection, et leur assurer, pendant leur gestion provisoire, la jouissance de tous les droits et immunités reconnus aux titulaires. Elles devront également donner toutes les facilités désirables aux agents intérimaires que les consuls généraux ou consuls désigneront pour remplacer momentanément les vice-consuls absents ou décédés.

Art. 4. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront placer, au-dessus de la porte extérieure de la maison consulaire, l'écusson des armes de leur nation, avec cette inscription : « Consulat, Vice-Consulat ou Agence consulaire de... »

Ils pourront également arborer le pavillon de leur pays sur la maison consulaire aux jours de solennités publiques, religieuses ou nationales, ainsi que dans les autres circonstances d'usage.

Il est bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile, mais serviront avant tout à désigner aux matelots et aux nationaux l'habitation consulaire.

Art. 5. Les archives consulaires seront inviolables, et les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte ni dans aucun cas, visiter ni saisir les papiers qui en feront partie.

Ces papiers devront toujours être complètement séparés des livres ou papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que pourraient exercer les consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs.

Art. 6. Les consuls généraux, consuls, élèves consuls, chanceliers, vice-consuls et agents consulaires, citoyens de l'État qui les nomme, ne seront pas tenus de comparaître comme témoins devant les tribunaux du pays de leur résidence, si ce n'est, toutefois, dans les causes criminelles où leur comparution sera jugée indispensable et réclamée par une lettre officielle de l'autorité judiciaire.

Dans tout autre cas, la justice locale se transportera à leur domicile pour recevoir leur témoignage de vive voix, ou le leur demandera par écrit suivant les formes particulières à chacun des deux États.

Art. 7. Les consuls généraux, consuls, élèves consuls, chanceliers, vice-consuls et agents consulaires citoyens de l'État qui les nomme, ne pourront pas être forcés de comparaître personnellement en justice, lorsqu'ils seront parties intéressées dans des causes civiles, à moins que le tribunal saisi n'ait, par un jugement, déferé le serment ou ordonné la comparution de toutes les parties.

En toute autre matière ils ne seront tenus de comparaître en personne que sur une invitation expresse et motivée du tribunal saisi.

Art. 8. Les consuls généraux, consuls, élèves consuls, chanceliers, vice-consuls et agents consulaires, citoyens de l'État qui les nomme, jouiront de l'immunité personnelle; ils ne pourront être arrêtés ni emprisonnés, excepté pour les faits et actes que la législation pénale du Pays de leur résidence qualifie de crimes et punit comme tels.

Art. 9. Les consuls généraux, consuls, élèves consuls, chanceliers, consuls et agents consulaires citoyens de l'État qui les nomme, seront exempts des logements militaires et des contributions de guerre, ainsi que des contributions directes, tant personnelles que mobilières ou somptuaires, imposées par l'État ou par les communes; mais s'ils possèdent des biens immeubles, de même que s'ils font le commerce ou s'ils exercent quelque industrie, ils seront soumis à toutes les taxes, charges et impositions qu'auront à payer les autres habitants du pays, comme propriétaires de biens fonds, commerçants ou industriels.

Art. 10. Les consuls généraux et consuls ou leurs chanceliers, ainsi que les vice-consuls et agents consulaires des deux Pays, auront le droit de recevoir, soit dans leur chancellerie, soit au domicile des parties, soit à bord des navires de leur nation, les déclarations que pourront avoir à faire les capitaines, les gens de l'équipage, les passagers, les négociants et tous autres citoyens de leur pays.

Lorsqu'ils y seront autorisés par les lois et règlements de leur pays, lesdits consuls ou agents pourront également recevoir, comme notaires, les dispositions testamentaires de leurs nationaux. Ils auront le droit de recevoir tout acte notarié destiné à être exécuté dans leur Pays et qui interviendra entre leurs nationaux et des personnes du Pays de leur résidence.

Ils pourront même recevoir les actes dans lesquels les citoyens du Pays où ils résident seront seuls parties, lorsque ces actes contiendront des conventions relatives à des immeubles situés dans le pays du consul ou agent, ou des précautions concernant des affaires à traiter dans ce Pays.

Quant aux actes notariés destinés à être exécutés dans le Pays de leur résidence, lesdits consuls ou agents auront le droit de recevoir tous ceux dans lesquels leurs nationaux seront seuls parties; ils pourront recevoir, en outre, ceux qui interviendraient entre un ou plusieurs de leurs nationaux ou des citoyens du Pays de leur résidence, à moins qu'il ne s'agisse d'actes pour lesquels, d'après la législation du Pays, le ministère des juges ou d'officiers publics déterminés serait indispensable.

Lorsque les actes mentionnés dans le paragraphe précédent auront rapport à des biens fonciers, ils ne seront valables qu'autant qu'un notaire ou autre officier public du Pays y aura concouru et les aura revêtus de sa signature.

Art. 11. Les actes mentionnés dans l'article précédent auront la même force et valeur que s'ils avaient été passés devant un notaire ou autre officier public compétent de l'un ou de l'autre Pays, pourvu qu'ils aient été rédigés dans les formes voulues par les lois de l'État auquel le consul appartient et qu'ils aient été soumis au timbre, à l'enregistrement et à toute formalité en usage dans le Pays où l'acte devra recevoir son exécution.

Les expéditions desdits actes, lorsqu'elles auront été légalisées par les consuls ou vice-consuls et scellées du sceau officiel de leur consulat ou vice-consulat, feront foi, tant en justice que hors justice, devant tous les tribunaux, juges et autorités de France et de Salvador au même titre que les originaux.

Art. 12. En cas de décès d'un citoyen de l'un des deux Pays sur le territoire de l'autre Pays, l'autorité locale compétente devra immédiatement en avvertir le consul général, consul, ou vice-consul ou agent consulaire dans le ressort duquel le décès aura eu lieu, et ces agents devront, de leur côté, s'ils en ont connaissance les premiers, donner le même avis aux autorités locales.

Quelles que soient les qualités et la nationalité des héritiers, qu'ils soient majeurs ou mineurs, absents ou présents, connus ou inconnus, les scellés seront, dans les vingt-quatre heures de l'avis, apposés sur tous les effets mobiliers et les papiers du défunt. L'apposition sera faite, soit d'office, soit à la réquisition des parties intéressées, par le consul, en présence de l'autorité locale ou celle-ci dûment appelée.

Cette autorité pourra croiser de ses scellés ceux du consulat, et dès lors les doubles scellés ne pourront plus être levés que d'un commun accord ou par ordre de justice.

Dans le cas où l'autorité consulaire ne procéderait pas à l'apposition des scellés, l'autorité locale devra les apposer, après lui avoir adressé une simple invitation, et s'il les croise des siens, la levée des uns et des autres devra être faite, soit d'un commun accord, soit en vertu d'une décision du juge.

Ces avis et invitations seront donnés par écrit et un récépissé constatera la remise.

Art. 13. S'il n'a pas été formé d'opposition à la levée des scellés et si tous les héritiers et légataires universels ou à titre universel sont majeurs, présents ou dûment représentés et d'accord sur les droits et qualités, le consul lèvera les scellés sur la demande des intéressés, dressera, qu'il y ait ou non un exécuteur testamentaire nommé par le défunt, un état sommaire des biens, effets et papiers qui se trouveraient sous les scellés, et délaissera ensuite le tout aux parties, qui se pourvoiront comme elles l'entendront pour le règlement de leurs intérêts respectifs.

Dans tous les cas où les conditions énumérées au commencement du paragraphe précédent ne se trouveront pas réunies, et quelle que soit la nationalité des héritiers, l'autorité consulaire, après avoir réclamé par écrit la présence de l'autorité locale et prévenu l'exécuteur testamentaire ainsi que les intéressés ou leurs représentants, procédera à la levée des scellés et à l'inventaire descriptif de tous les biens, effets et papiers placés sous les scellés. Le magistrat local devra, à la fin de chaque séance, apposer sa signature au procès-verbal.

Art. 14. Si parmi les héritiers et légataires universels ou à titre universel, il s'en trouve dont l'existence soit incertaine ou le domicile inconnu, qui ne soient pas présents ni dûment représentés, qui soient mineurs, ou si, étant tous majeurs et présents, ils ne sont pas d'accord sur leurs droits et qualités, l'autorité consulaire, après que l'inventaire aura été dressé, sera, comme séquestre des biens de toute nature laissés par le défunt, chargée de plein droit d'administrer et de liquider la succession.

En conséquence, elle pourra procéder, en suivant les formes prescrites par les lois et usages du Pays, à la vente des meubles et objets mobiliers, susceptibles de déperir ou dispendieux à conserver, recevoir les créances qui seraient exigibles ou viendraient à échoir, les intérêts des créances, les loyers et les

fermages échus, faire tous les actes conservatoires des droits et des biens de la succession, employer les fonds trouvés au domicile du défunt, ou recouvrés depuis le décès, à l'acquittement des charges urgentes et des dettes de la succession, faire, en un mot, tout ce qui sera nécessaire pour rendre l'actif net et liquide.

L'autorité consulaire fera annoncer la mort du défunt dans une des feuilles publiques de son arrondissement, et elle ne pourra faire la délivrance de la succession ou de son produit qu'après l'acquittement des dettes contractées dans le Pays par le défunt, ou qu'autant que, dans l'année qui suivra le décès, aucune réclamation ne se sera produite contre la succession.

En cas d'existence d'un exécuteur testamentaire, le consul pourra, si l'actif est suffisant, lui remettre les sommes nécessaires pour l'acquittement des legs particuliers. L'exécuteur testamentaire restera, d'ailleurs, chargé de tout ce qui concernera la validité et l'exécution du testament.

Art. 15. Les pouvoirs conférés aux consuls par l'article précédent ne feront point obstacle à ce que les intéressés de l'une ou de l'autre nation, ou leurs tuteurs et représentants, poursuivent devant l'autorité compétente l'accomplissement de toutes les formalités voulues par les lois pour arriver à la liquidation définitive des droits des héritiers et légataires et au partage final de la succession entre eux, et plus particulièrement à la vente ou à la licitation des immeubles situés dans le Pays où le décès a eu lieu. Le consul devra, le cas échéant, organiser sans retard la tutelle de ceux de ses nationaux qui seraient incapables, afin que le tuteur puisse les représenter en justice.

Toute contestation soulevée, soit par des tiers, soit par des créanciers du Pays ou d'une Puissance tierce, toute procédure de distribution et d'ordre que les oppositions ou les inscriptions hypothécaires rendraient nécessaires, seront également soumises aux tribunaux locaux.

Le consul devra toutefois être appelé en justice, soit comme représentant ses nationaux absents, soit comme assistant le tuteur ou le curateur de ceux qui sont incapables; mais il est bien entendu qu'il ne pourra jamais être mis personnellement en cause. Il pourra, d'ailleurs, se faire représenter par un délégué choisi parmi les personnes que la législation du pays autorise à remplir des mandats de cette nature.

Art. 16. Lorsqu'un Français dans le Salvador ou un Salvadorien en France sera décédé sur un point où il ne se trouverait point d'autorité consulaire de sa nation, l'autorité territoriale compétente procédera, conformément à la législation du Pays,

l'inventaire des effets et à la liquidation des biens qu'il aura laissés, et sera tenue de rendre compte, dans le plus bref délai, du résultat de ces opérations au consulat appelé à en connaître.

Mais dès que le consul se présentera personnellement ou enverra un délégué sur les lieux, l'autorité locale qui sera intervenue devra se conformer à ce que prescrivent les articles 12, 13, 14 et 15 de la présente Convention.

Art. 17. Dans le cas où un citoyen de l'un des deux Pays viendrait à décéder sur le territoire de ce Pays, et où ses héritiers et légataires universels ou à titre universel seraient tous citoyens de l'autre Pays, le consul de la nation à laquelle appartiendront les héritiers ou légataires pourra, si un ou plusieurs d'entre eux sont absents, inconnus ou incapables, ou, si étant présents et majeurs, ils ne sont pas d'accord, faire tous les actes conservatoires d'administration et de liquidation énumérés dans les articles 12, 13, 14 et 15 de la présente Convention. Il n'en devra résulter, toutefois, aucune atteinte aux droits et à la compétence des autorités judiciaires, pour ce qui concerne l'accomplissement des formalités légales prescrites en matière de partage et la décision de toutes les contestations qui pourraient s'élever soit entre les héritiers seulement, soit entre les héritiers et des tiers.

Art. 18. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux États connaîtront exclusivement des actes d'inventaire et des autres opérations effectuées pour la conservation des biens et objets de toute nature laissés par les gens de mer et les passagers de leur nation qui décèderaient dans le port d'arrivée, soit à terre, soit à bord d'un navire de leur Pays.

Art. 19. Les dispositions de la présente Convention s'appliqueront également aux successions des citoyens de l'un des deux États qui, étant décédés hors du territoire de l'autre État, y auraient laissé des biens mobiliers ou immobiliers.

Art. 20. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires respectifs, pourront aller personnellement ou envoyer des délégués à bord des navires de leur Pays après leur admission à la libre pratique, interroger le capitaine et l'équipage, examiner les papiers du bord, recevoir les déclarations sur le voyage, la destination du bâtiment et les incidents de la traversée, dresser les manifestes et faciliter l'expédition du navire.

Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et administratif ne pourront, en aucun cas, opérer à bord ni recherches ni visites

autres que les visites ordinaires de la douane et de la santé, sans prévenir auparavant, ou en cas d'urgence, au moment même de la perquisition, le consul de la nation à laquelle le bâtiment appartiendra.

Ils devront également donner, en temps opportun, au consul les avis nécessaires pour qu'il puisse assister aux déclarations que le capitaine et l'équipage auraient à faire devant les tribunaux ou les administrations du pays. La citation qui sera adressée à cet effet au consul indiquera une heure précise, et s'il ne s'y rend pas en personne ou ne s'y fait pas représenter par un délégué, il sera procédé en son absence.

Art. 21. En tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et le déchargement des navires et la sûreté des marchandises, on observera les lois, ordonnances et règlements du pays; mais les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires seront chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires marchands de leur nation; ils régleront eux-mêmes les contestations de toute nature qui surviendraient entre le capitaine, les officiers du navire et les matelots, et spécialement celles relatives à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproquement contractés.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus à bord des navires seront de nature à troubler la tranquillité et l'ordre publics à terre ou dans le port, ou quand une personne du pays ou ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouvera mêlée.

Dans tous les autres cas, les autorités locales se borneront à prêter leur appui à l'autorité consulaire pour faire arrêter et conduire en prison tout individu, inscrit sur le rôle de l'équipage, contre qui elle jugerait convenable de requérir cette mesure.

Art. 22. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leur pays, les marins et toute autre personne faisant, à quelque titre que ce soit, partie des équipages des navires de leur nation qui auraient déserté.

A cet effet, ils devront s'adresser, par écrit, aux autorités locales compétentes et justifier, au moyen de la présentation des registres du bâtiment ou du rôle de l'équipage, ou si le navire était parti, en produisant une copie authentique de ces documents, que les personnes réclamées faisaient partie de l'équipage. Sur cette demande, ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée.

On donnera, en outre, auxdits agents tout secours et toute assistance pour la recherche et l'arrestation des déserteurs, qui seront conduits dans les prisons du pays et y seront détenus; sur la demande écrite et aux frais de l'autorité consulaire, jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les rapatrier. Si, toutefois, cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation, ou si les frais de leur détention n'étaient pas régulièrement acquittés, lesdits déserteurs seraient remis en liberté, sans qu'ils pussent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Si le déserteur avait commis quelque délit à terre, l'autorité locale pourrait surseoir à sa remise jusqu'à ce que la sentence du tribunal eût été rendue et eût reçu son exécution.

Les marins ou autres individus de l'équipage, citoyens du Pays dans lequel s'effectuera la désertion, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. 23. Toutes les fois qu'entre les propriétaires, armateurs et assureurs, il n'aura pas été fait de conventions spéciales pour le règlement des avaries qu'auraient éprouvées en mer les navires ou les marchandises, ce règlement appartiendra aux consuls respectifs, qui en connaîtront exclusivement, si ces avaries n'intéressent que des individus de leur nation. Si d'autres habitants du Pays où réside le consul s'y trouvent intéressés, celui-ci désignera dans tous les cas les experts qui devront connaître du règlement d'avaries. Ce règlement se fera à l'amiable, sous la direction du consul si les intéressés y consentent, et, dans le cas contraire, il sera fait par l'autorité locale compétente.

Art. 24. Lorsqu'un navire appartenant au Gouvernement ou à des citoyens de l'un des deux Pays fera naufrage ou échouera sur le littoral de l'autre Pays, les autorités locales devront en avertir sans retard le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire dans la circonscription duquel le sinistre aura eu lieu.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires de l'un des deux États qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de l'autre État seront dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs.

L'intervention des autorités locales n'aura lieu que pour assister lesdits agents, maintenir l'ordre, garantir l'intérêt des sauveteurs étrangers à l'équipage et assurer l'exécution des

dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls généraux, consuls, vice-consuls, agents consulaires ou de leurs délégués, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et la conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas ne donnera lieu à la perception de frais d'aucune sorte, sauf toutefois ceux que nécessiteront les opérations du sauvetage ainsi que de la conservation des objets sauvés, et ceux auxquels seraient soumis, en pareil cas, les navires nationaux.

En cas de doute sur la nationalité des navires naufragés, les dispositions mentionnées dans le présent article seront de la compétence exclusive de l'autorité locale.

Les marchandises et effets sauvés ne seront sujets au paiement d'aucun droit de douane, à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure.

Art. 25. Il est, en outre, convenu que les consuls généraux consuls, élèves consuls, chanceliers, vice-consuls et agents consulaires de chacun des deux Pays jouiront, dans l'autre Pays, de tous les privilèges, immunités et prérogatives qui sont et qui seront accordés aux agents de la même classe de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que si ces privilèges et immunités sont accordés sous des conditions spéciales, ces conditions devront être remplies par les Gouvernements respectifs ou par leurs agents.

Art. 26. La présente Convention aura une durée fixe de dix années, à compter du jour de l'échange des ratifications. Si un an avant l'expiration de ce terme, aucune des deux Hautes Parties contractantes n'annonce, par une déclaration officielle, son intention d'en faire cesser les effets, le Traité demeurera obligatoire encore une année et ainsi de suite, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où il aura été dénoncé.

Art. 27. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées, à Paris, après l'accomplissement des formalités prescrites par les lois constitutionnelles des deux Pays contractants, dans le délai d'un an, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 5 juin 1878.

(L. S.) *Signé* : WADDINGTON.

(L. S.) *Signé* : J. M. TORRES CAICEDO.

GRANDE-BRETAGNE — BORNÉO

DÉCLARATION DU SULTAN DE BORNÉO ÉTENDANT LES STIPULATIONS DE L'ARTICLE 8 DU TRAITÉ DU 27 MAI 1847, CONCERNANT LES VAISSEAUX ANGLAIS NAUFRAGÉS, A TOUS CEUX DES PUISSANCES ALLIÉES A LA GRANDE-BRETAGNE, SIGNÉE LE 17 AOUT 1878

S. A. Abdul Munin, Sultan de Bornéo, tant en son nom qu'en celui de ses héritiers et ayants droit, déclare par la présente, qu'à partir de la date de cette déclaration, les stipulations de l'article 8 du Traité du 27 mai 1847, accordant assistance et protection aux navires anglais naufragés sur les côtes de ses possessions, s'étendra aux navires portant le pavillon des Puissances alliées à la Grande-Bretagne. L'article était compris dans ces termes :

Art. 8. S. A. le Sultan de Bornéo s'engage à prêter assistance et faire tout ce qui sera en sa puissance pour sauver et restituer les biens provenant d'un navire naufragé portant le pavillon anglais ; de plus Son Altesse s'engage à assurer protection aux officiers, matelots et passagers dudit navire, et à leurs biens et propriétés.

Fait ce 17^e jour d'août, 1878.

(Sceau de S. A. le Sultan de Bornéo.)

Signé : W. H. TREACHER

Consul général de S. M. B. à Bornéo.

ITALIE — GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

CONVENTION D'EXTRADITION SIGNÉE A PARIS LE 25 OCTOBRE 1878

S. M. le Roi d'Italie et S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, pour le Luxembourg, désirant d'un commun accord conclure une Convention à l'effet de régler l'extradition des malfaiteurs, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi d'Italie, Son Excellence le général d'armée *Henri Cialdini*, duc de Gaète, chevalier de l'Ordre suprême de la Très Sainte Annonciade, grand-croix de Son ordre militaire de

Savoie, grand-croix de ses ordres des Saints-Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie, son Ambassadeur à Paris, etc., etc.;

S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, M. Jonas, membre de son Conseil d'État du Grand-Duché de Luxembourg, son Chargé d'affaires à Paris, grand officier de son ordre royal grand-ducal de la Couronne de chêne, commandeur de l'ordre national de la Légion d'honneur,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art 1^{er}. Les Gouvernements italien et luxembourgeois s'engagent à se livrer réciproquement les individus poursuivis, mis en prévention ou en accusation, ou condamnés comme auteurs ou complices pour l'un des crimes ou délits indiqués ci-après à l'article 2, commis sur le territoire de l'un des deux États contractants, qui se seraient réfugiés sur le territoire de l'autre.

Néanmoins, lorsque le crime ou délit donnant lieu à l'extradition aura été commis hors du territoire de la Partie réquérante, il pourra être donné suite à la demande lorsque la législation du pays requis autorise la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire.

Art 2. Ces crimes et délits sont :

1^o Parricide, infanticide, assassinat, empoisonnement, meurtre;

2^o Coups portés ou blessures faites volontairement avec préméditation, ou ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail personnel, la perte absolue de l'usage d'un organe, une mutilation grave ou la mort sans l'intention de la donner;

3^o Bigamie, enlèvement de mineurs, viol, avortement; attentat à la pudeur commis avec violence; attentat à la pudeur commis sans violence sur la personne ou à l'aide de la personne d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe, âgé de moins de quatorze ans; attentat aux mœurs, en excitant, facilitant, ou favorisant habituellement, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche ou la corruption des mineurs de l'un ou de l'autre sexe;

4^o Enlèvement, recel, suppression, substitution, ou supposition d'enfant; exposition ou délaissement d'enfant;

5^o Incendie;

6^o Destruction de constructions, machines à vapeur, ou appareils télégraphiques;

7^o Destruction de documents ou autres papiers publics;

8^o Association de malfaiteurs; vols;

9^o Menaces d'attentat contre les personnes ou les propriétés,

punissables de la peine de mort, des travaux forcés ou de la reclusion ;

10° Attentat à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile, commis par des particuliers ;

11° Fausse monnaie, comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation de la monnaie contrefaite ou altérée, contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés ; émission ou mise en circulation de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés ; faux en écriture ou dans les dépêches télégraphiques et usage de ces dépêches, effets, billets ou titres contrefaits, fabriqués ou falsifiés ; contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons et marques, à l'exception de ceux de particuliers ou de négociants ; usage de sceaux, timbres, poinçons et marques contrefaits ou falsifiés, et usage préjudiciable des vrais sceaux, timbres, poinçons et marques ;

12° Faux témoignage et fausses déclarations d'experts ou d'interprètes, subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes ;

13° Faux serments ;

14° Concussion, détournement commis par des fonctionnaires publics, corruption de fonctionnaires publics ;

15° Banqueroute frauduleuse et fraudes commises dans les faillites ;

16° Escroquerie, abus de confiance et tromperie ;

17° Abandon par le capitaine, hors les cas prévus par le Code maritime italien, d'un navire ou bâtiment de commerce ou de pêche ;

18° Échouement, perte, destruction par le capitaine ou les officiers ou gens de l'équipage, détournement par le capitaine d'un navire ou d'un bâtiment de commerce ou de pêche, jet ou destruction, sans nécessité, de tout ou partie du chargement, des vivres et des effets du bord ; fausse route, emprunt sans nécessité sur le corps, ravitaillement ou équipement du navire, ou mise en gage ou vente des marchandises ou victuailles, ou emploi dans les comptes d'avaries ou de dépenses supposées ; vente du navire sans pouvoir spécial, hors le cas d'innavigabilité ; déchargement de marchandises sans rapport préalable, hors le cas de péril imminent ; vol commis à bord ; altération de vivres ou de marchandises, commise à bord par le mélange de substances malfaisantes ; attaque ou résistance avec violence et voies de fait envers le capitaine par plus du tiers de l'équipage ; refus d'obéir aux ordres du capitaine ou officiers du bord pour le salut du navire ou de la cargaison, avec coups et blessures, com-

plot contre la sûreté, la liberté ou l'autorité du capitaine ; prise du navire par les marins ou passagers par fraude ou violence envers le capitaine ;

19^e Recèlement des objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits prévus par la présente Convention.

Art. 3. L'extradition pourra aussi avoir lieu pour la tentative de ces crimes ou délits, lorsqu'elle est punissable d'après la législation des deux Pays contractants.

Art. 3. L'extradition ne sera jamais accordée pour les crimes ou délits politiques. L'individu qui serait livré pour une autre infraction aux lois pénales ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou condamné pour un crime ou délit politique commis antérieurement à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable crime ou délit.

Il ne pourra non plus être poursuivi ou condamné pour aucun des crimes ou délits antérieurs à l'extradition qui ne sont pas prévus dans la présente Convention, ou qui n'ont pas formé l'objet de la demande, à moins que, après avoir été punis ou acquittés du chef du crime ou délit qui a donné lieu à l'extradition, il n'ait négligé de quitter le pays avant un délai d'un mois ou bien qu'il n'y vienne de nouveau.

Art. 4. L'extradition ne pourra avoir lieu, si depuis les faits imputés, les poursuites ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise, d'après les lois du pays dans lequel le prévenu ou le condamné s'est réfugié.

Art. 5. Dans aucun cas et pour aucun motif, les Hautes Parties contractantes ne pourront être tenues à se livrer leurs nationaux, sauf les poursuites à exercer contre eux dans leur pays conformément aux lois en vigueur.

Art. 6. Si l'individu poursuivi, ou mis en prévention, ou accusé, ou condamné, n'est ni Luxembourgeois ni Italien, ou si le crime ou délit a été commis hors du territoire des Parties contractantes par un individu qui n'appartient pas à l'État auquel l'extradition est demandée, le Gouvernement pourra informer de cette demande, au premier cas, le Gouvernement auquel appartient l'individu réclamé, au second cas, le Gouvernement sur le territoire duquel le crime ou délit a été commis, et si un de ces Gouvernements réclame, à son tour, le même individu pour le faire juger par ses tribunaux, le Gouvernement auquel la demande d'extradition a été adressée pourra à son choix le livrer à l'un ou à l'autre Gouvernement.

Si l'individu réclamé par une des Parties contractantes est réclamé en même temps par un autre ou plusieurs autres Gouver-

nements, il pourra être livré au Gouvernement qui demande l'extradition du chef du crime ou délit le plus grave, et, dans le cas où tous ces crimes ou délits seraient de la même gravité, l'individu en question pourra être livré au Gouvernement dont la demande aura une date plus ancienne.

Art. 7. Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans le Pays où il s'est réfugié pour un crime ou délit commis dans ce même Pays, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient abandonnées, qu'il soit acquitté ou absous, ou qu'il ait subi sa peine.

Art. 8. L'extradition sera accordée lors même que le condamné, l'accusé ou le prévenu viendrait par ce fait à être empêché de remplir les engagements contractés envers des particuliers, lesquels pourront toujours faire valoir leurs droits auprès des autorités judiciaires compétentes.

Art. 9. Les demandes d'extradition seront adressées par voie diplomatique savoir : les demandes du Gouvernement italien par l'entremise de la légation de S. M. le Roi d'Italie à la Haye, et les demandes du Gouvernement luxembourgeois, à défaut d'un propre représentant, par l'entremise du représentant d'un autre Etat qui sera chargé des intérêts luxembourgeois.

L'extradition sera accordée sur la production soit du jugement ou de l'arrêt de condamnation, soit de l'ordonnance de la Chambre du conseil ou de l'arrêt de la Chambre des mises en accusation, ou de l'acte de procédure criminelle émané du juge compétent, décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive.

Elle sera également accordée sur la production du mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force, délivré par l'autorité étrangère compétente, pourvu que ces actes renferment l'indication précise du fait pour lequel ils ont été délivrés.

Les actes ci-dessus indiqués seront délivrés en original ou en expédition authentique dans les formes prescrites par la législation du Gouvernement qui réclame l'extradition, et accompagnés d'une copie du texte de loi applicable et, autant que possible, du signalement de l'individu réclamé, ou de toute autre indication de nature à en constater l'identité.

Art. 10. En cas d'urgence, l'étranger sera arrêté provisoirement, pour l'un des faits énumérés dans l'article 2, sur avis donné par la voie diplomatique au Ministre des affaires étrangères et indiquant l'existence de l'un des documents mentionnés à l'article 9.

L'arrestation sera facultative si la demande est directement parvenue à une autorité judiciaire ou administrative de l'un des deux États, mais cette autorité devra procéder sans délai à tous interrogatoires et investigations de nature à vérifier l'identité ou les preuves du fait incriminé, et, si quelque difficulté se présente, rendre compte au Ministre des affaires étrangères des motifs qui l'auraient engagé à surseoir à l'arrestation réclamée.

Dans tous les cas, l'étranger sera mis en liberté, si, dans le délai d'un mois après son arrestation, il ne reçoit communication de l'un des documents dont il s'agit.

L'arrestation aura lieu selon les formes et suivant les règles prescrites par la législation du Gouvernement auquel elle est demandée.

Art. 11. Les objets volés ou saisis en la possession de l'individu dont l'extradition est demandée, les instruments ou outils dont il se serait servi pour commettre le crime ou délit qui lui est imputé, ainsi que toutes pièces de conviction, seront livrés à l'État réclamant si l'autorité compétente de l'État requis en a ordonné la remise, même dans le cas où l'extradition, après avoir été accordée, ne pourrait avoir lieu par la suite de la mort ou de la fuite du prévenu.

Cette remise comprendra aussi tous les objets de même nature qu'il aurait cachés ou déposés dans le pays où il se serait réfugié, et qui y seraient trouvés plus tard.

Sont cependant réservés les droits des tiers sur les objets mentionnés, qui doivent leur être rendus sans frais, dès que le procès criminel ou correctionnel sera terminé.

Art. 12. Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, ainsi que ceux de consignation et de transport des objets qui, aux termes de l'article précédent, doivent être restitués ou remis, resteront à la charge des deux États, dans la limite de leurs territoires respectifs.

Les frais de transport et autres sur le territoire des États intermédiaires seront à la charge de l'État réclamant.

Au cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extraditer sera conduit au port de l'État requis que désignera l'agent diplomatique ou consulaire accrédité par le Gouvernement réclamant, aux frais duquel il sera embarqué.

Art. 13. Il est formellement stipulé que l'extradition par voie de transit sur les territoires respectifs des États contractants d'un individu n'appartenant pas au Pays de transit sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés, selon le cas,

dans l'article 9 ci-dessus, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans la présente Convention et ne rentre pas dans les dispositions des articles 3 et 4.

Art. 14. Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, un des deux Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre État, ou tout autre acte d'instruction judiciaire, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite en observant les lois du Pays dans lequel l'audition des témoins ou l'acte d'instruction devra avoir lieu.

Les commissions rogatoires émanées de l'autorité compétente étrangère et tendant à faire opérer soit une visite domiciliaire, soit la saisie du corps du délit ou de pièces à conviction, ne pourront être exécutées que pour un des faits énumérés à l'article 2, et sous la réserve exprimée au dernier paragraphe de l'article 11.

Les Gouvernements respectifs renoncent à toute réclamation ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution de la commission rogatoire, dans les cas même où il s'agirait d'expertise, pourvu toutefois que cette expertise n'ait pas entraîné plus d'une vacation.

Art. 15. En matière pénale non politique, lorsque la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un Luxembourgeois ou à un Italien paraîtra nécessaire au Gouvernement luxembourgeois, et réciproquement, la pièce transmise diplomatiquement sera signifiée à la personne, à la requête du ministère public du lieu de la résidence, par les soins d'un officier compétent, et l'original constatant la notification, revêtu du *visa*, sera renvoyé par la même voie au Gouvernement requérant, sans restitution des frais.

Art. 16. Si dans une cause pénale non politique la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le Gouvernement du pays où réside le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et, dans ce cas, des frais de voyage et de séjour lui seront accordés d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu. Les personnes résidant dans le Luxembourg ou en Italie, appelées en témoignage devant les tribunaux de l'un ou de l'autre pays, ne pourront être poursuivies ni détenues pour des faits ou condamnations criminelles antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits objet du procès où elles figureront comme témoins.

Lorsque, dans une cause pénale non politique instruite dans

l'un des deux Pays, la production de pièces de conviction ou documents judiciaires sera jugée utile, la demande en sera faite par voie diplomatique, et l'on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les pièces.

Les Gouvernements contractants renoncent à toute réclamation des frais résultant, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction et documents.

Art. 17. Les deux Gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement, aussi sans restitution de frais, les arrêts de condamnation pour crimes et délits de toute espèce, qui auront été prononcés par les tribunaux de l'un des deux États contre les sujets de l'autre. Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi, par voie diplomatique, du jugement prononcé et devenu définitif, au Gouvernement du Pays auquel appartient le condamné, pour être déposé au greffe du Tribunal compétent.

Chacun des deux Gouvernements donnera à ce sujet les instructions nécessaires aux autorités respectives.

Art. 18. La présente Convention ne sera exécutoire que dix jours après sa publication dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Elle est conclue pour cinq ans, à partir du jour de l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucun des deux Gouvernements n'aurait notifié, six mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire pour cinq autres années, et ainsi de suite de cinq en cinq ans.

Art. 19. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris, le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les deux Plénipotentiaires l'ont signée en double original et y ont apposé leurs cachets respectifs.

Fait en double original à Paris le 25 octobre 1878.

(L. S.) *Signé* : CIALDINI.

(L. S.) *Signé* : H. JONAS.

FRANCE — BELGIQUE — GRÈCE — ITALIE — SUISSE

PROTOCOLE A LA CONVENTION MONÉTAIRE SIGNÉ
A PARIS LE 5 NOVEMBRE 1878

Au moment de procéder à la signature de l'arrangement relatif à l'exécution de l'article 8 de la Convention monétaire conclue à la date de ce jour (1) entre la Belgique, la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse, les Plénipotentiaires soussignés du Président de la République française et de S. M. le Roi d'Italie, voulant fixer, d'un commun accord, le sens précis des mots « au comptant » insérés aux articles 5 et 6 dudit arrangement, ont, au nom de leurs Gouvernements respectifs, décidé et arrêté ce qui suit :

1° En ce qui concerne l'article 5 :

Le remboursement, par le Gouvernement italien, des 13 millions représentant le montant des pièces divisionnaires provenant de la Belgique, de la Grèce et de la Suisse s'effectuera dans les quinze premiers jours du mois de janvier 1880.

Le remboursement des 17 millions représentant le montant des pièces provenant de la France s'effectuera dans le cours de l'année 1880.

2° En ce qui concerne l'article 6 :

Le remboursement au comptant de la somme représentant la contre-valeur des pièces composant l'excédant éventuel des 100 millions s'effectuera, comme il est stipulé à l'article 5, à Paris, soit en or, soit en pièces de 5 francs d'argent, soit en traites sur Paris, soit en bons du Trésor italien payables à Paris.

Le présent Protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Gouvernements respectifs, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications sur l'arrangement monétaire auquel il se rapporte, a été dressé en double expédition, à Paris, le 5 novembre 1878.

(L. S.) *Signé* : LÉON SAY.

(L. S.) *Signé* : CH. JAGERSMIDT.

(L. S.) *Signé* : P. MUSNIER DE PLEIGNES.

(L. S.) *Signé* : L. RUAU.

(L. S.) *Signé* : C. RASCONI.

(L. S.) *Signé* : C. BARALIS.

(L. S.) *Signé* : RESSMANN.

(1) Voir *Archives dipl.*, 1876-1877, tome III, p. 371.

FRANCE — ITALIE

DÉCLARATION FIXANT L'INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE 3 DE LA CONVENTION DE DÉLIMITATION DU 7 MARS 1861, ENTRE LA SARDAIGNE ET LA FRANCE, SIGNÉE A ROME LE 9 NOVEMBRE 1878.

Considérant que le paragraphe premier de l'article 3 de la Convention du 7 mars 1861 (1) entre la Sardaigne et la France dispose ce qui suit :

« Il est entendu que la fixation de la limite de souveraineté ne portera aucune atteinte aux droits de propriété et d'usage, non plus qu'aux servitudes actives et passives des particuliers, des communes et des établissements publics des Pays respectifs. »

Et voulant écarter à l'avenir toute espèce de doute ou de difficulté dans l'interprétation et l'application de cette clause, et en préciser le sens et la portée, les Soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de déclarer ce qui suit :

Les réserves stipulées par le paragraphe premier de l'article 3 de la Convention du 7 mars 1861 affectent , pour ce qui regarde les communes, tous les biens qui leur appartenaient antérieurement à la cession, sans distinction s'ils étaient ou non possédés à titre de propriété privée ou destinés à des ouvrages publics. Il est d'ailleurs bien entendu que l'autorité communale exercera sur les territoires où ces biens sont situés les pouvoirs d'ordre public, administratif ou financier qui lui sont conférés par la loi, et dans les limites fixées par le Protocole de Turin du 16 février 1861 pour l'exploitation des propriétés limitrophes.

Fait en double original à Florence le sept novembre, et à Rome le neuf novembre mil huit cent soixante-dix-huit.

*Le Président du conseil, Ministre des affaires
étrangères de Sa Majesté le Roi d'Italie,*

B. CAIROLI.

*L'Ambassadeur de France auprès de Sa Majesté
le Roi d'Italie,*

Marquis DE NOAILLES.

(1) Voir *Archives dipl.* 1861, tome II, p. 19.

FRANCE — ESPAGNE

DÉCLARATION APPLIQUANT A L'ALGÉRIE LES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION DE COMMERCE CONCLUE LE 8 DÉCEMBRE 1877 ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE, SIGNÉE A PARIS LE 19 NOVEMBRE 1878

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. le Roi d'Espagne, ayant reconnu, d'un commun accord, qu'il y avait lieu de comprendre l'Algérie dans la Convention de commerce conclue, le 8 décembre 1877 (1) entre la France et l'Espagne, les Soussignés, autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit :

Les dispositions de la Convention de commerce précitée, du 8 décembre 1877, seront applicables à l'Algérie.

En foi de quoi, les Soussignés ont échangé la présente Déclaration, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double original, le 19 novembre 1878.

Signé : WADDINGTON.

Signé : MOLINS.

GRANDE-BRETAGNE — SUISSE

CONVENTION PROLONGEANT D'UN AN LA DURÉE DU TRAITÉ D'EXTRADITION DU 31 MARS 1874, ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LA SUISSE, A PARTIR DU 22 DÉCEMBRE 1878, SIGNÉE A BERNE LE 13 DÉCEMBRE 1878

Le Conseil fédéral suisse ayant dénoncé, par note du 22 décembre 1877, le Traité d'extradition du 31 mars 1874 (2), existant entre le Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et la Confédération suisse, et un nouveau Traité d'extradition n'ayant pas encore été conclu, les Hautes Parties contractantes, désirant prolonger la durée du Traité actuellement encore en vigueur, ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires :

S. M. la Reine du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, *Sir Horace Rumbold*, Baronnet, son Ministre Résident près la Confédération suisse; et le Conseil fédéral de la

(1) Voir *Archives dipl.* 1876-1877, tome III, p. 336.

(2) Voir page 196,

Confédération suisse, M. le Conseiller fédéral *Fridolin Anderwert*, Chef du Département Fédéral de Justice et Police ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont conclu la Convention suivante :

La durée du Traité d'extradition du 31 mars 1874, entre le Royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et la Confédération suisse, est prolongée de douze mois à partir du 22 décembre 1878.

Ainsi fait à Berne, le treize décembre mil huit cent soixante-dix-huit.

Le Plénipotentiaire du Royaume

*uni de Grande-Bretagne et
d'Irlande :*

*Le Plénipotentiaire de
Suisse :*

(L. S.) *Signé :* HORACE RUMBOLD. (L. S.) *Signé :* ANDERWERT.

FRANCE — ITALIE

CONVENTION PROVISOIRE DE COMMERCE SIGNÉE A ROME LE 15 JANVIER 1879

Le Président de la République française et S. M. le Roi d'Italie, se proposant de négocier, aussitôt qu'il sera possible, un Traité de commerce et désirant placer dès à présent les relations commerciales entre la France et l'Italie sous le régime le plus favorable aux intérêts réciproques des deux Pays, ont résolu de conclure à cet effet une Convention provisoire, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, S. Exc. M. le marquis de *Noailles*, officier de l'ordre national de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre de la Couronne d'Italie, son ambassadeur près S. M. le Roi d'Italie ;

Et S. M. le Roi d'Italie, S. Exc. M. le chevalier *Depretis*, chevalier de l'ordre suprême de la Très-Sainte Annonciade, grand-croix des ordres des Saints-Maurice et Lazare, de la Couronne d'Italie, de la Légion d'honneur, etc., etc., son Président du conseil des Ministres, Ministre *ad interim* des affaires étrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs,

trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la Nation la plus favorisée en tout ce qui concerne l'importation, l'exportation et le transit.

Toutefois, cet engagement deviendrait nul et sans effet si le nouveau Traité de commerce et de navigation, avec Tarifs conventionnels, signé le 27 décembre 1878 entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie, n'était pas rendu exécutoire ou si, dans ce cas, l'ancien Traité de commerce et de navigation du 23 avril 1867, entre ces deux Puissances n'était pas prorogé jusqu'à la fin de l'année courante.

Art. 2. La présente Convention est applicable à l'Algérie.

Art. 3. La présente Convention entrera en vigueur aussitôt après l'échange des ratifications, qui aura lieu dans le plus bref délai possible, dès que les formalités prescrites par les lois constitutionnelles des deux États contractants auront été accomplies.

Elle demeurera obligatoire jusqu'au 31 décembre 1879.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Rome, en double original, le 15 janvier 1879.

(L. S.) *Signé* : MARQUIS DE NOAILLES.

(L. S.) *Signé* : DEPRETIS.

FRANCE — AUTRICHE-HONGRIE

CONVENTION PROVISOIRE DE COMMERCE SIGNÉE A VIENNE
LE 20 JANVIER 1879.

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême et Roi apostolique de Hongrie.

Considérant que le Traité de commerce conclu, le 11 décembre 1866 (1), entre la France et l'Autriche-Hongrie a cessé d'être en vigueur depuis le 31 décembre 1878, et ayant reconnu qu'il est urgent, dans l'intérêt des deux Pays, de régler provisoirement

(1) Voir *Archives dipl.* 1867, tome I, p. 49.

leurs relations commerciales en attendant la conclusion d'un nouveau traité.

Egalement animés, d'ailleurs, du désir d'étendre et de développer ces relations, sont convenus des stipulations suivantes :

Art. 1^{er}. Les deux Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en tout ce qui concerne l'importation, l'exportation et le transit.

Art. 2. La présente Convention entrera en vigueur aussitôt après l'échange des ratifications, qui aura lieu à Vienne, dans le plus bref délai possible, dès que les formalités prescrites par les lois constitutionnelles des deux Puissances contractantes auront été accomplies. Elle demeurera obligatoire jusqu'au 31 décembre 1879.

En foi de quoi les Soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double expédition, à Vienne, le 20 janvier 1879.

(L. S.) *Signé* : ANDRASSY.

(L. S.) *Signé* : VOGUÉ.

TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

DES MATIÈRES

DU PREMIER VOLUME

DES DIX-HUITIÈME ET DIX-NEUVIÈME ANNÉES

(1878-1879)

PREMIÈRE PARTIE

Correspondance diplomatique échangée entre le Gouvernement Belge et le Saint-Siège

1878

Juin	21	<i>Belgique.</i> M. Frère-Orban au baron d'Anethan, à Rome. Formation d'un nouveau ministère favorable à la suppression de la Légation auprès du Saint-Siège.	1
—	24	<i>Belgique.</i> Le baron d'Anethan à M. Frère-Orban. Réponse à la dépêche du 21 juin. Attend instructions.	2
Juillet.	4	<i>Belgique.</i> M. Reusens à M. Frère-Orban. Conversation du baron d'Anethan avec le Pape. Léon XIII déplore les attaques dont la Constitution est l'objet de la part de certains journaux catholiques.	3
—	26	<i>Belgique.</i> M. Reusens à M. Frère-Orban. Entrevue avec le cardinal Franchi. Sa désapprobation des attaques de certains écrivains catholiques.	4
Août.	20	<i>Belgique.</i> M. Reusens à M. Frère-Orban. Entrevue avec le cardinal Nina. Le Pape autorise le nouveau Secrétaire d'État à déclarer que le Vatican n'appuie ni n'encourage les attaques contre les institutions nationales.	5
Septembre.	13	<i>Belgique.</i> M. Reusens à M. Frère-Orban. Entrevue avec le Pape. Léon XIII espère qu'il n'y a rien de fondé dans les rumeurs répandues au sujet de la suppression de la Légation.	6
—	22	<i>Belgique.</i> M. Frère-Orban à M. Reusens, à Rome. Impressions du Gouvernement belge à l'égard des attaques des catholiques en Belgique, contre le Ministère libéral. Le chargé d'affaires ne doit pas les communiquer au Vatican.	8

Septembre. . . 29	<i>Belgique.</i> M. Reusens à M. Frère-Orban. Le cardinal Nina, dans une circulaire aux Nonces, dit que sa politique sera aussi modérée que celle de son prédécesseur. Le Saint-Père désire remédier aux maux de l'Église et vivre en paix avec toutes les Puissances.	11
Octobre. . . . 31	<i>Belgique.</i> M. Reusens à M. Frère-Orban. Le cardinal Nina proteste contre les interprétations faites à son télégramme par la presse belge. Le Saint-Siège désapprouve tout acte d'hostilité contre les pouvoirs établis.	15
Novembre. . . 12	<i>Belgique.</i> M. Frère-Orban à M. Reusens à Rome. Déploie l'impression faite en Belgique par la dépêche du cardinal Nina. Cite polémique du <i>Bien Public</i> de Gand.	16
Octobre. . . . 29	<i>Saint-Siège.</i> Le cardinal Nina à Mgr Vannutelli à Bruxelles. Proteste contre l'interprétation donnée à sa dépêche. Le Saint-Siège ne veut exercer aucune action sur la presse catholique. Instructions à suivre.	27
Novembre. . . 30	<i>Belgique.</i> M. Frère-Orban à M. Reusens. Envoi de la copie de la lettre du cardinal Nina à Mgr Vannutelli	29
—	27 <i>Belgique.</i> M. Reusens à M. Frère-Orban : Entrevue avec le cardinal Nina. Confirme que le Saint-Siège désapprouve les attaques contre les institutions, mais ne peut personnellement chercher à imposer cette opinion aux fidèles belges.	30
Décembre. . . 8	<i>Belgique.</i> M. Reusens à M. Frère-Orban. Impressions sur une entrevue avec le cardinal Nina. Indices signalés à l'attention du Gouvernement belge.	31
—	29 <i>Belgique.</i> M. Frère-Orban à M. Reusens à Rome. Démonstre la situation particulière du Gouvernement belge. Les journaux catholiques belges attribuent au Saint-Père des sentiments opposés à ceux exprimés par le Prélat au chargé d'affaires. . .	33
1879		
Janvier. . . . 9	<i>Belgique.</i> M. Reusens à M. Frère-Orban. Le cardinal Nina a transmis les considérations contenues dans la dépêche du 29 décembre au Saint-Père. Croit que la communication qu'il sera chargé de faire sera de nature à être favorablement accueillie du Gouvernement belge.	37
—	15 <i>Belgique.</i> M. Frère-Orban à M. Reusens à Rome. Signale le manifeste publié par les évêques belges et proteste contre. Instructions.	38
—	13 <i>Belgique.</i> M. Reusens à M. Frère-Orban. Entrevue avec le cardinal Nina. Le Nonce à Bruxelles fournira des explications.	45

Janvier . . .	15	<i>Belgique.</i> M. Reusens à M. Frère-Orban. Déclarations du cardinal Nina au sujet d'une nouvelle publiée par les journaux belges.	47
—	15	<i>Belgique.</i> M. Frère-Orban à M. Reusens à Rome. Entrevue avec le Nonce. Rappel aux instructions du 15.	48
Février. . .	29	<i>Belgique.</i> M. Reusens à M. Frère-Orban. Entrevue avec le cardinal Nina. Explications.	50
Janvier. . . .	31	<i>Belgique.</i> M. Reusens à M. Frère-Orban. Communication à titre confidentiel. Impressions du cardinal Nina. Le clergé doit-il s'engager dans une lutte contre les libertés publiques?.	50
Février. . . .	10	<i>Belgique.</i> M. Frère-Orban à M. Reusens à Rome. Accepte explications du cardinal Nina faisant disparaître toute réserve.	54
—	8	<i>Belgique.</i> M. Reusens à M. Frère-Orban. Entrevue avec le cardinal Nina. Explications de la dépêche au Nonce. Le Saint-Siège offre au Gouvernement l'entière force de son influence.	55
—	26	<i>Belgique.</i> M. Frère-Orban à M. Reusens à Rome. Confirmation par le Nonce de la dépêche du 8 Février; ne peut l'admettre. Citation d'une protestation épiscopale parue dans les journaux catholiques, et d'une lettre des évêques belges, Réfutations.	58
Mars.	3	<i>Belgique.</i> M. Reusens à M. Frère-Orban. Audience du Pape pour le complimenter à l'occasion du premier anniversaire de son élection. Appréciation du Saint-Père sur le maintien de la Légation et sur les affaires avec la Belgique.	65
—	17	<i>Belgique.</i> M. Reusens à M. Frère-Orban. Remarques du cardinal Nina sur les évêques.	67
Avril.	6	<i>Belgique.</i> M. Frère-Orban à M. Reusens à Rome. Entrevue avec le Nonce. Instructions.	69
—	20	<i>Belgique.</i> M. Reusens à M. Frère-Orban. Entretien avec le cardinal Nina. Le Saint-Siège ne peut être de l'avis du Gouvernement belge sur la question de l'enseignement.	72
—	22	<i>Belgique.</i> Le baron d'Anethan à M. Frère-Orban. Son arrivée à Rome. Entrevue avec le cardinal Nina.	73
—	30	<i>Belgique.</i> M. Frère-Orban au baron d'Anethan. Appréciations sur la dernière dépêche de M. Reusens. Instructions de les communiquer au cardinal Nina.	74
—	28	<i>Belgique.</i> Le baron d'Anethan à M. Frère-Orban. Audience du Pape.	76
—	30	<i>Belgique.</i> Le baron d'Anethan à M. Frère-Orban. Entrevue avec le cardinal Nina. Le Ministre d'État espère que le maintien de la Légation sera bientôt définitif. Appréciations sur l'affaire du <i>Cercle Saint-Ambroise de Liège</i>	77

Mai.	7	<i>Belgique.</i> Le baron d'Anethan à M. Frère-Orban. Réponse à la dépêche du 30 avril.	78
Juin.	19	<i>Belgique.</i> M. Frère-Orban au baron d'Anethan. Communication du <i>Journal de Bruxelles</i> . In- structions (<i>Télégramme</i>).	80
Juin.	20	<i>Belgique.</i> Baron d'Anethan à M. Frère-Orban. Réponse au télégramme de la veille. Instructions du Saint-Siège au Nonce arrivées trop tard (<i>Télé-</i> <i>gramme</i>).	80
—	21	<i>Belgique.</i> M. Frère-Orban au baron d'Anethan. Protestation contre le langage des évêques. Impression. Extraits d'une séance à la Chambre. Incident du vicomte Vilain XIV. Instructions. . .	81
—	21	<i>Belgique.</i> Le baron d'Anethan à M. Frère-Orban. Entrevue avec le cardinal Nina. Annonce lettre. (<i>Télégramme</i>).	89
—	21	<i>Belgique.</i> Le Baron d'Anethan à M. Frère-Orban. Entrevue avec le cardinal Nina, qui espère que le Gouvernement usera de ménagements. Le Saint-Siège emploiera tous ses efforts afin que les catholiques ne troublent pas les rapports entre l'Eglise et l'Etat.	90
—	24	<i>Belgique.</i> Le baron d'Anethan à M. Frère-Orban. Le cardinal Nina regrette très confidentiellement la vivacité des expressions du mandement des évêques.	91
—	26	<i>Belgique.</i> Le baron d'Anethan à M. Frère-Orban. Le cardinal Nina tient à avoir audience du Pape avant de répondre à la dépêche du 21.	92
Juillet.	1 ^{er}	<i>Belgique.</i> M. Frère-Orban au baron d'Anethan à Rome. Appréciations. Arrêt de M. de Theux en 1846. Instructions.	93
Juin	28	<i>Belgique.</i> Le baron d'Anethan à M. Frère-Orban. Entrevue avec le cardinal Nina.	98
Juillet	1	<i>Belgique.</i> Le cardinal Nina à Mgr Vannutelli à Bruxelles. Réponse à une communication faite au baron d'Anethan par M. Frère-Orban. In- structions à donner à ce dernier.	100
—	10	<i>Belgique.</i> M. Frère-Orban au baron d'Anethan. Re- mise par le Nonce de la dépêche du cardinal Nina en date du 1 ^{er} juillet. Réfutations et instructions. .	105
—	8	<i>Belgique.</i> Baron d'Anethan à M. Frère-Orban. Le cardinal Nina examinera les différents points de la dépêche du 1 ^{er} juillet.	107
—	15	<i>Belgique.</i> M. Frère-Orban au baron d'Anethan à Rome. Demande au Saint-Siège que les évêques ne se tiennent pas à l'écart dans les manifestations nationales. Appréciations sur la presse catho- lique.	108
—	16	<i>Belgique.</i> Le baron d'Anethan à M. Frère-Orban. Entrevue avec le cardinal Nina remise, n'a pas pu lui faire les communications.	111

Juillet	24	<i>Belgique</i> M. Frère-Orban au baron d'Anethan à Rome. Affaire de l'école communal de Tournai. Demande d'intervention du Saint-Siège près l'évêque de Tournai. — Renseignements fournis par le bourgmestre.	111
—	21	<i>Belgique</i> . Le baron d'Anethan à M. Frère-Orban. Annonce d'une communication qui sera faite au Nonce.	115
—	22	<i>Belgique</i> Le baron d'Anethan à M. Frère-Orban. Appréciations du cardinal Nina, qui blâme la violence de la polémique de la presse. . . .	117
—	27	<i>Belgique</i> . Le baron d'Anethan à M. Frère-Orban. Entrevue avec le cardinal Nina. Le Saint-Siège ne néglige rien pour faire cesser les difficultés .	117
—	29	<i>Belgique</i> . Le baron d'Anethan à M. Frère-Orban. Le cardinal Nina s'occupera sans retard de l'affaire de Tournai.	118
Août.	21	<i>Belgique</i> . Le baron d'Anethan à M. Frère-Orban. Le cardinal Nina se renseignera si les informations de la presse sont fondées et alors avisera .	119
—	26	<i>Belgique</i> . Le baron d'Anethan à M. Frère-Orban. Le cardinal Nina déclare que les informations de la presse sont inexactes.	120
Septembre. .	25	<i>Belgique</i> . Le baron d'Anethan à M. Frère-Orban. Appréciations sur la publication de la <i>Germania</i> , avis du cardinal Nina.	121
Octobre. . . .	5	<i>Belgique</i> . Le baron d'Anethan à M. Frère-Orban. Regrets du Saint-Père de la lutte entre l'Évêque et le Gouvernement. Le Saint-Siège ne peut intervenir.	122
—	10	<i>Belgique</i> . M. Frère-Orban au baron d'Anethan à Rome. Envoi d'un exposé historique des conflits depuis 1830. Instructions afin de le communiquer au cardinal Nina. Annexes, etc.	123
—	14	<i>Belgique</i> . Le Baron d'Anethan à M. Frère-Orban. Accusé réception de la dépêche du 10.	187
—	17	<i>Belgique</i> . M. Frère-Orban au baron d'Anethan à Rome. Remarques sur la dépêche du 5. Instructions.	187
—	21	<i>Belgique</i> . Le baron d'Anethan à M. Frère-Orban. Le Nonce est chargé par le cardinal Nina de répondre à la dépêche du 17.	189

DEUXIÈME PARTIE

Traités, Conventions, Protocoles, etc., etc.

		1858	
Août.	31	<i>Belgique — Chili.</i> Traité d'amitié, de commerce et de navigation.	203
		1874	
Janvier.	6	<i>Grande-Bretagne — Honduras.</i> Traité d'extradition.	191
Mars.	31	<i>Grande-Bretagne — Suisse.</i> Traité d'extradition.	196
Novembre.	28	<i>Grande-Bretagne — Suisse.</i> Article additionnel au traité d'extradition du 31 mars 1874.	200
		1875	
Juin.	5	<i>Belgique — Chili.</i> Article additionnel, au traité d'amitié de commerce et de navigation du 31 août 1858, concernant les marques de fabrique.	201
		1876	
Janvier	7	<i>France — Grèce.</i> Convention consulaire.	211
Mai.	22	<i>Grande-Bretagne — Italie.</i> Déclaration prolongeant la durée du traité de commerce et de navigation du 6 août 1863 au 30 avril 1877.	221
Juillet.	1 ^{er}	<i>Grande — Bretagne.</i> Déclaration d'adhésion à l'Union générale des postes, pour les Indes Britanniques.	222
Août.	14	<i>France — Grande-Bretagne.</i> Traité d'extradition.	223
		1877	
Mars.	26	<i>France — Pérou.</i> Déclaration modifiant les articles 2 et 8 de la Convention postale du 29 septembre 1874.	230
Avril.	11	<i>Grande-Bretagne — Danemark.</i> Déclaration concernant l'avoir des marins décédés des deux nations.	231
—	17	<i>Grande-Bretagne — Italie.</i> Déclaration prolongeant la durée du Traité de commerce et de navigation du 6 août 1863 au 31 décembre 1877.	233
—	17	<i>Grande-Bretagne — Italie.</i> Déclaration concernant l'avoir des marins décédés des deux nations.	234
Mai	9	<i>France — Belgique.</i> Convention relative au raccordement, à la frontière, des sections française et belge du chemin de fer de Gorcy à Signeulx.	236

Mai	9	<i>France — Belgique.</i> Convention relative au raccordement, à la frontière, des sections française et belge du chemin de fer de Saint-Amand à Antoing.	239
Juillet.	6	<i>France — Italie.</i> Traité de commerce.	243
Novembre.	3	<i>France — Suède.</i> Convention relative à l'échange des mandats-poste.	248
—	5/17	<i>Grèce — Italie.</i> Traité de commerce et de navigation.	250
—	5/17	<i>Grèce — Italie.</i> Traité d'extradition.	260
Décembre.	14	<i>France — Espagne.</i> Traité d'extradition.. . . .	266

1878

Février.	20	<i>France — Belgique.</i> Convention relative au raccordement, à la frontière, des sections française et belge du chemin de fer de Montmédy à Marbehan par Virton.	273
—	27	<i>France — Danemark.</i> Convention relative à l'échange des mandats de poste.	278
Avril.	20	<i>France — Norvège.</i> Convention relative à l'échange des mandats-poste.	280
Mai.	25	<i>France — Autriche-Hongrie.</i> Convention relative à l'échange des mandats-poste.	283
Juin.	1	<i>Allemagne — République Argentine — Autriche-Hongrie — Belgique — Brésil — Danemark et colonies danoises — Égypte — Espagne et colonies espagnoles — États-Unis — France et colonies françaises — Grande-Bretagne et diverses colonies anglaises — Inde Britannique — Canada — Grèce — Italie — Japon — Luxembourg — Mexique — Monténégro — Norvège — Pays-Bas et colonies néerlandaises — Pérou — Perse — Portugal et colonies portugaises — Roumanie — Russie — Serbie — Salvador — Suède — Suisse — Turquie.</i> Union postale universelle.	286
—	1 ^{er}	<i>Allemagne — Autriche-Hongrie — Belgique — Danemark et colonies danoises — Égypte — France et colonies françaises — Italie — Luxembourg — Norvège — Pays-Bas — Portugal et colonies portugaises — Roumanie — Russie — Serbie — Suède — Suisse.</i> Arrangement concernant l'échange des lettres avec valeurs déclarées.	319
—	4	<i>Allemagne — Autriche-Hongrie — Belgique — Danemark — Égypte — France et colonies françaises — Italie — Luxembourg — Norvège — Pays-Bas — Portugal — Roumanie — Suède — Suisse.</i> Arrangement concernant l'échange des mandats de poste.. . . .	333

—	4	<i>Grande-Bretagne — Espagne. Traité d'extradition</i>	342
—	5	<i>France — Salvador. Convention consulaire.</i>	349
Août.	17	<i>Grande-Bretagne — Bornéo. Déclaration du Sultan de Bornéo étendant les stipulations de l'article 8 du traité du 27 mai 1847, concernant les vaisseaux anglais naufragés à tous ceux des Puissances alliées à la Grande-Bretagne.</i>	359
Octobre. . . .	25	<i>Italie — Grand-Duché de Luxembourg. Convention d'extradition.</i>	359
1878			
Novembre. . .	5	<i>Belgique — France — Grèce — Italie — Suisse. Protocole à la Convention monétaire.</i>	367
—	9	<i>France — Italie. Déclaration fixant l'interprétation de l'article 3 de la Convention de délimitation du 7 mars 1861 entre la Sardaigne et la France.</i>	368
—	19	<i>France — Espagne. Déclaration appliquant à l'Algérie les dispositions de la Convention de commerce conclue le 8 décembre 1877 entre la France et l'Espagne.</i>	369
Décembre. . .	13	<i>Grande-Bretagne — Suisse. Convention prolongeant d'un an la durée du traité d'extradition du 31 mars 1874 à partir du 22 décembre 1878.</i>	369
Janvier. . . .	15	<i>France — Italie. Convention provisoire de commerce.</i>	370
—	20	<i>France — Autriche-Hongrie. Convention provisoire de commerce.</i>	371

FIN DE LA TABLE DU PREMIER VOLUME DES 18^e ET 19^e ANNÉES.